

ANNEXES AU DIAGNOSTIC

Plan Local d'Urbanisme

Commune de Champagnolles

DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Vu pour être annexé au Plan Local d'Urbanisme arrêté par délibération du Conseil Municipal en date du 10 septembre 2025.

Fait à Champagnolles,

Georges BERTRAND

Maire de la commune de Champagnolles

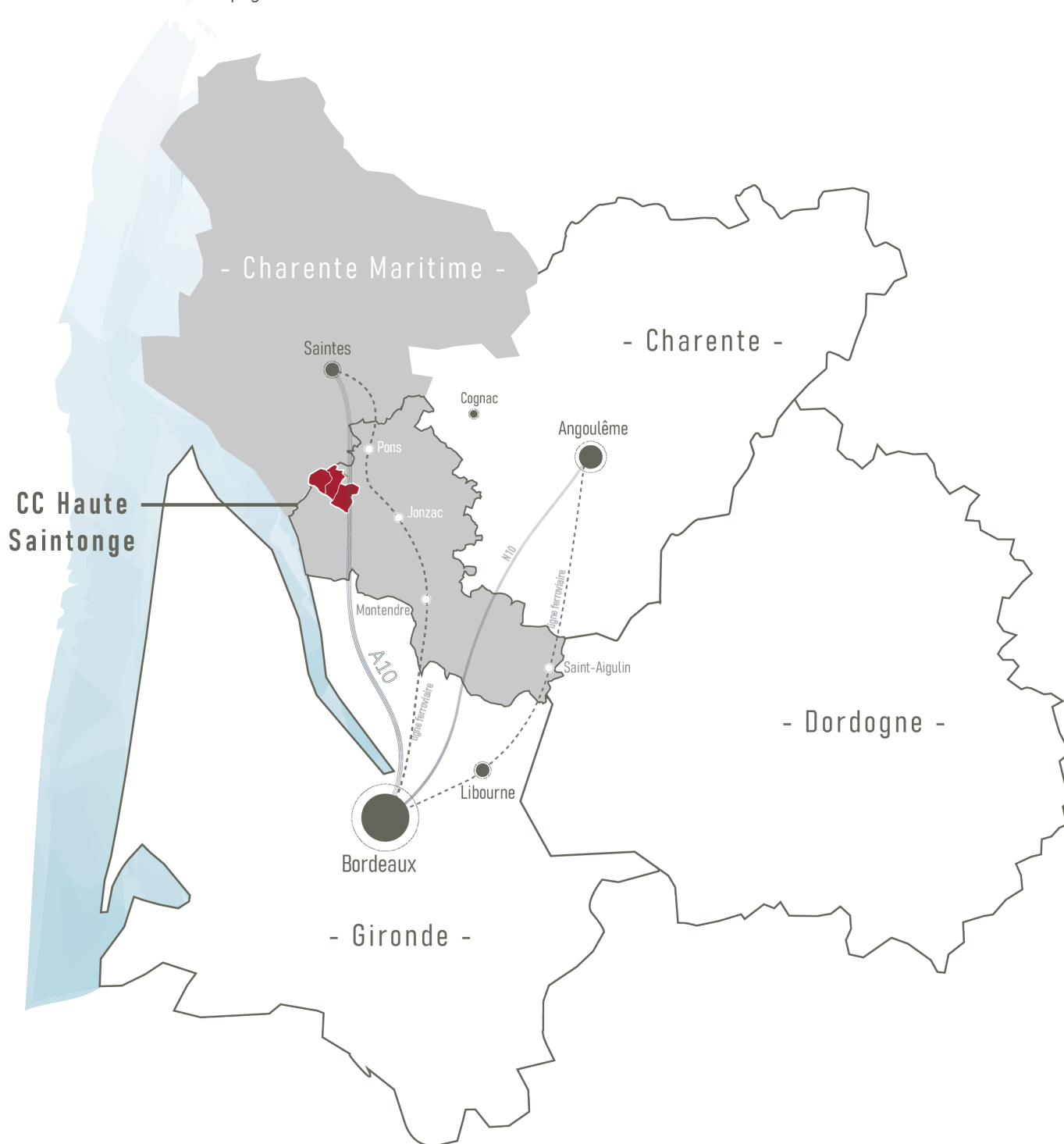
Date d'arrêt

10/09/2025

Pièce du PLU

1.1.2





Situation géographique

La commune de Champagnolles appartient à la Communauté des Communes de la Haute-Saintonge. Celle-ci est implantée au cœur de la Nouvelle-Aquitaine. Située au sud de la Charente Maritime, elle est à l'interface avec trois autres départements : la Charente, la Dordogne et la Gironde.

La métropole Bordelaise, Saintes, Cognac et Angoulême entourent le territoire de la Haute Saintonge. Les communes étant à proximité de l'A10, de la D137 et du train sont donc facilement impactées par la proximité des ces communes influentes. Ce rôle de carrefour, d'interface entre plusieurs départements et grandes communes accentue l'attractivité d'un territoire au positionnement stratégique.

Documents d'urbanisme existants

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : CDCHS



Documents d'urbanisme existant

Les trois communes du groupement disposent chacune d'un document d'urbanisme similaire : la carte communale. Cette dernière est un document d'urbanisme simple composé d'un rapport de présentation et d'un document graphique qui définit les zones constructibles et les zones inconstructibles.

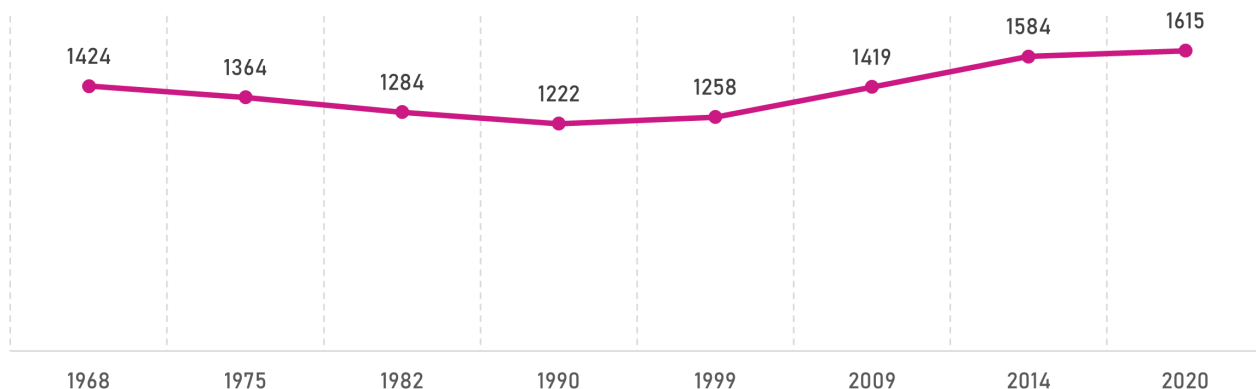
La carte communale de la commune de Bois a été approuvée le 24 août 2009.

La carte communale de la commune de Champagnolles a été approuvée le 1^{er} avril 2010.

La carte communale de la commune de Saint-Germain-du-Seudre a été approuvée le 28 septembre 2009.

Evolution démographique, de 1968 à 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



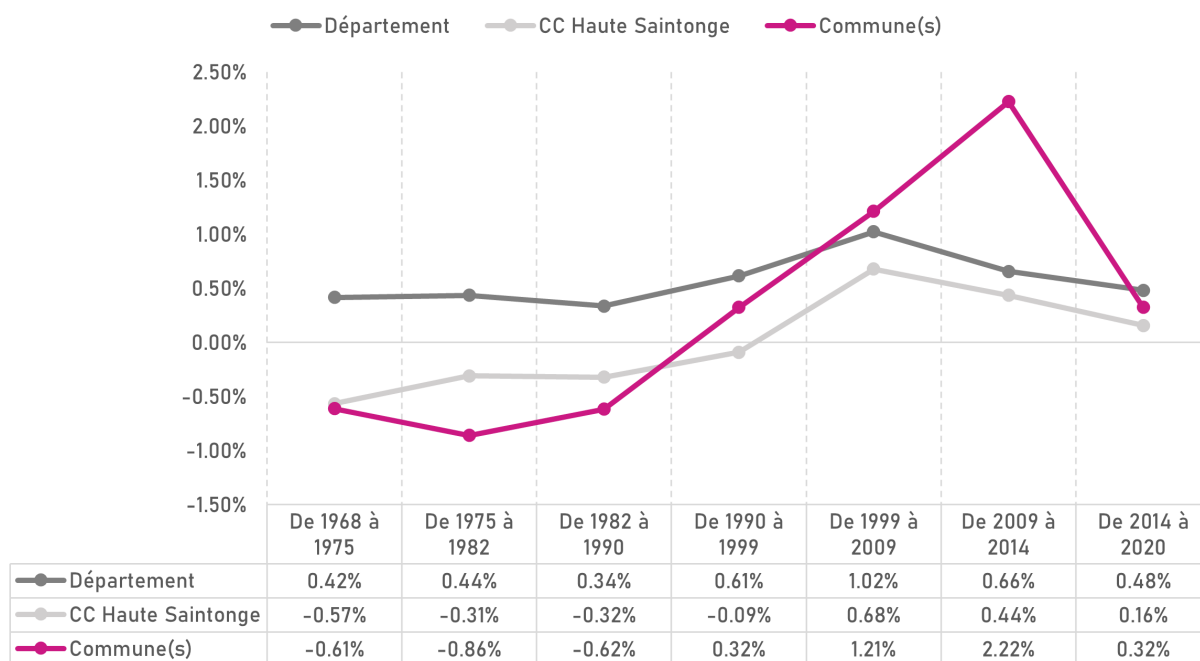
Après avoir connu une période de décroissance démographique entre 1968 et 1990, les trois communes du groupement connaissent depuis 1990 une période de croissance démographique. Au total, entre 1968 et 2020, la population du groupement a augmenté de 191 habitants.

Sur la dernière période, 2014-2020, les populations de Bois et Saint-Germain-du-Seudre sont en baisse, avec respectivement -24 et -14 habitants. Seule la commune de Champagnolles voit sa population poursuivre une dynamique de croissance importante (+69 habitants sur la même période), ce qui permet au groupement de voir sa population augmenter malgré sa baisse dans deux des trois communes.

Population	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2014	2020
Bois	473	459	456	427	428	521	543	519
Champagnolles	552	527	465	449	500	539	614	683
Saint-Germain-du-Seudre	399	378	363	346	330	359	427	413
Total général	1424	1364	1284	1222	1258	1419	1584	1615

Taux de variation annuel de la population, de 1968 à 2020

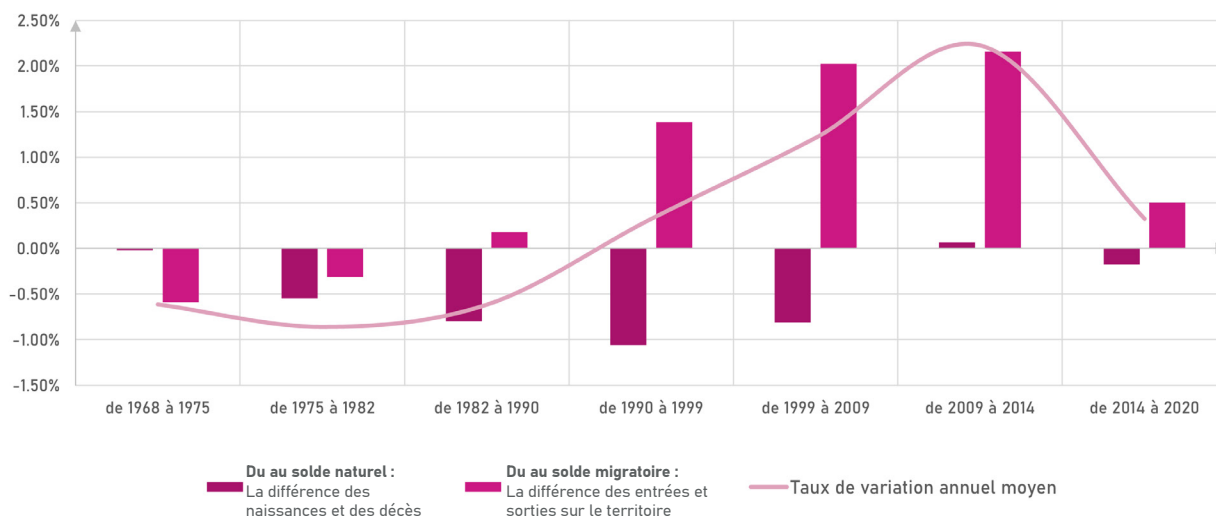
+ Département de la Charente Maritime, communauté de communes de la Haute Saintonge, et regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



L'évolution démographique du groupement est similaire à celle de la CDCS quoique plus marquée.

Indicateurs démographiques et historiques, de 1968 à 2020

* Département de la Charente Maritime, communauté de communes de la Haute Saintonge, et regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Source : INSEE 2020

Trois périodes peuvent être distinguées :

Une perte d'attractivité des années 1970 aux années 1990 : une population rurale qui part s'installer dans les villes

L'exode rural, qui débute avec l'avènement de l'ère industrielle et qui s'étend jusqu'à dans les années 1970, est observable à l'échelle du groupement. La population est en effet décroissante entre 1968 et 1990, notamment du fait d'une combinaison de soldes migratoires et naturels négatifs jusqu'à dans les années 1980.

La population de ces terres rurales, suite à une déprise agricole et un changement de mentalité cherchant de meilleures conditions de vie dans les villes, préfère aller s'installer dans les plus grosses communes. Au niveau du groupement, cela se ressent par une chute démographique globale, visible sur l'ensemble des communes, à l'exception de Saint-Grégoire-d'Ardennes qui a stabilisé sa population à cette période.

Un regain d'attractivité sur un territoire vieillissant : une croissance démographique portée par le solde migratoire à partir des années 1980

Avec l'arrivée de l'autoroute A10 et d'un maillage routier plus performant, les territoires ruraux retrouvent une certaine attractivité. Le solde migratoire devient positif à partir du début des années 1980, le territoire accueille donc de nouveaux habitants.

Toutefois, la population du territoire reste vieillissante, le solde naturel reste négatif traduisant un plus grand nombre de décès que de naissances.

A partir des années 1990, la population globale du groupement de communes augmente, avec l'arrivée

d'habitants en provenance de territoires plus urbains. Cela s'explique notamment par des migrations résidentielles ciblant du foncier plus accessible dans les communes rurales, ainsi que des zones pavillonnaires plus écartées des bassins d'emplois dans les communes rurales alentour. Celles-ci gagnent une attractivité nouvelle grâce au développement des réseaux de transport.

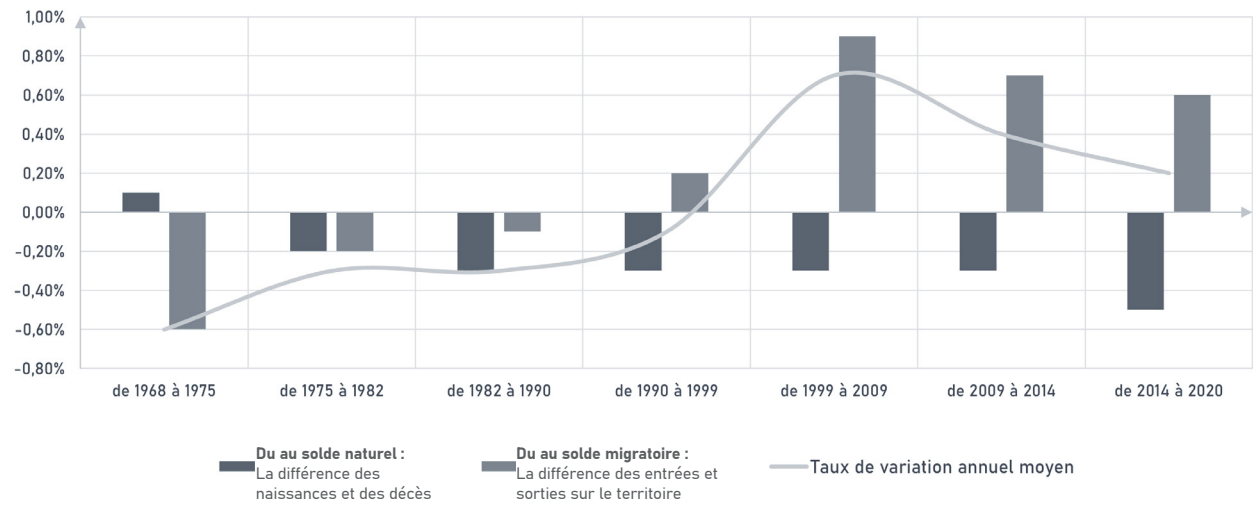
Cette période de forte croissance démographique se prolonge jusqu'au milieu des années 2010.

Un ralentissement de la croissance démographique au milieu des années 2010

A partir du milieu des années 2010, on observe un ralentissement de la croissance démographique. Le solde naturel est négatif et le solde migratoire reste toujours positif, mais dans des proportions moins importantes que lors des périodes précédentes du fait de la décroissance démographique que connaissent les communes de Bois et Saint-Germain-du-Seudre.

Indicateurs démographiques et historiques, de 1968 à 2020

+ Communauté de communes de la Haute Saintonge

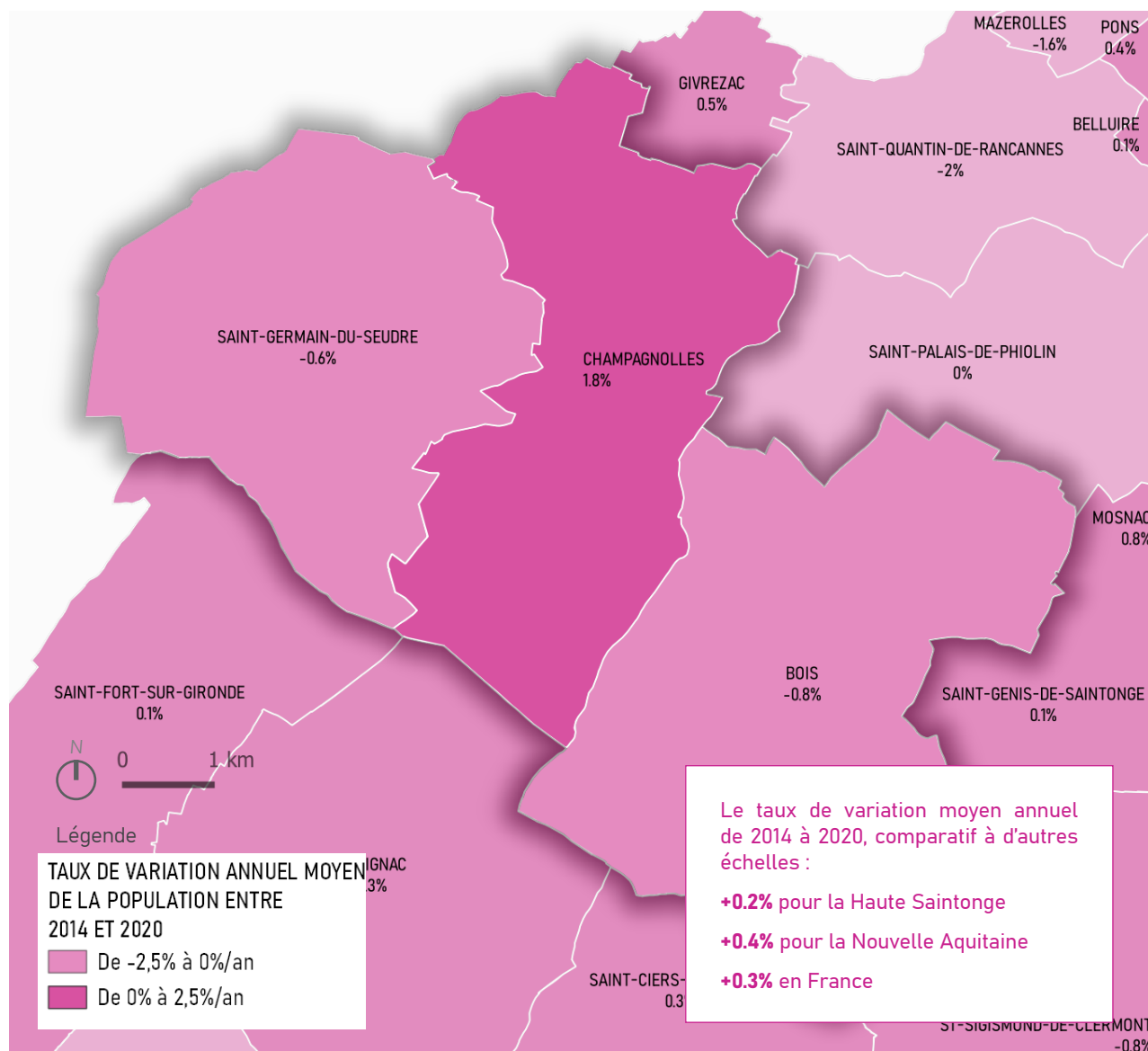


Les évolutions démographiques du groupement et de la CDCS suivent des trajectoires relativement similaires. On observe dans les deux cas des soldes naturels négatifs et des soldes migratoires positifs qui ont tendance à diminuer sur les dernières années.

Taux de variation annuel moyen de la population par commune, entre 2014 et 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

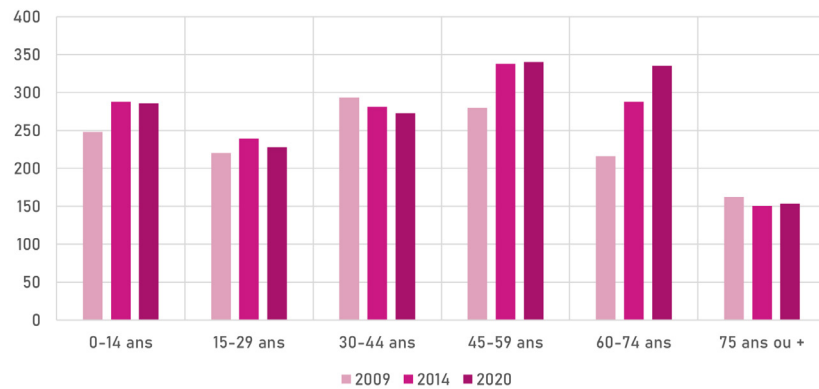
Source : INSEE 2020



Deux des trois communes du groupement perdent des habitants entre 2014 et 2020 : Saint-Germain-du-Seudre et Bois. Au contraire, Champagnolles voit sa population augmenter d'en moyenne 1,8% par an sur la même période. C'est une augmentation énorme comparée aux augmentations observables aux échelles de la Communauté de communes, de la région et du pays. Par ailleurs, les communes alentours n'enregistrent pas non plus de croissance démographique de même ampleur.

Evolution de la population par tranches d'âge, de 1968 à 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

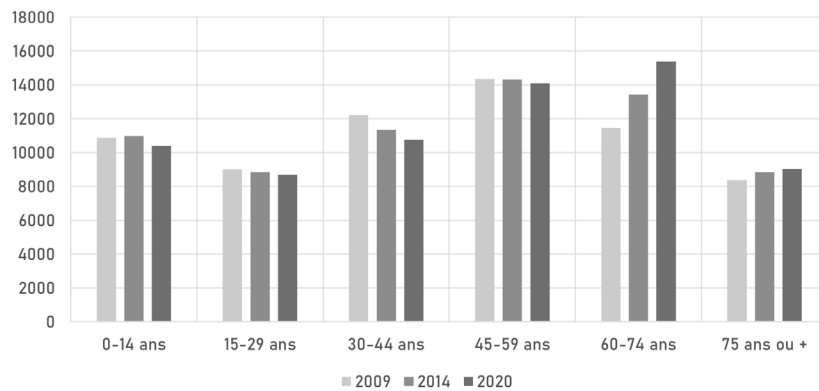


Le vieillissement de la population

Entre 2009 et 2020 on observe une augmentation de la part des personnes de plus de 45 ans.

Dans le même temps, la part des jeunes de 0 à 14 ans augmente, tandis que la tranche 15-29 ans est relativement stable et que la tranche des 30-44 ans, quant à elle, diminue graduellement.

+ communauté de communes de la Haute Saintonge

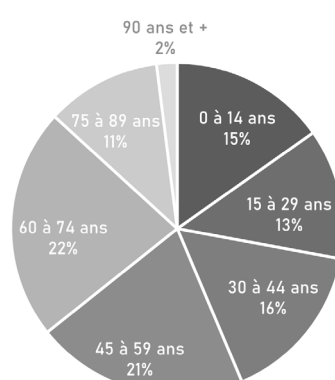
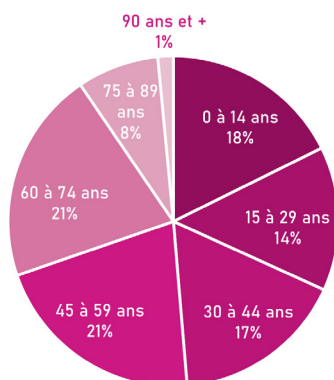


Le phénomène de vieillissement de la population est moins marqué à l'échelle du groupement qu'à l'échelle de la Communauté de communes.

Répartition de la population par tranches d'âge en 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

+ Communauté de communes de la Haute Saintonge



Les plus de 45 ans représentent 51% de la population du groupement, contre 56% à l'échelle de la Haute-Saintonge.

Les plus de 75 ans et les moins de 14 ans sont les deux tranches d'âge où l'on observe une grande différence.

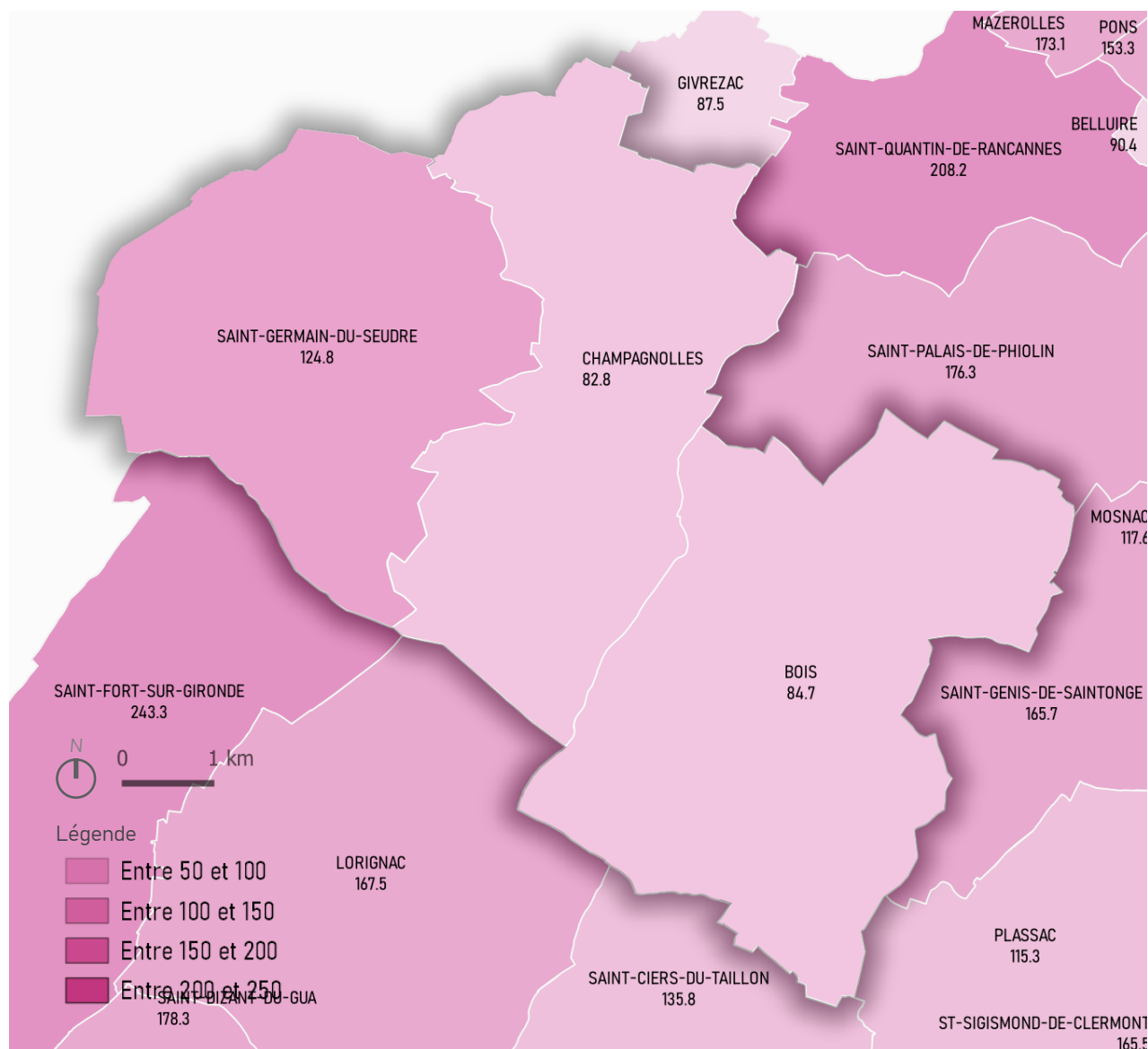
La part des plus de 60 ans dans la population, comparatif à d'autres échelles :

35.7% pour la Haute Saintonge
30.9% pour la Nouvelle Aquitaine
26.4% en France

Indice de vieillissement de la population en 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : INSEE 2020



L'**indice de vieillissement** est le rapport entre la population de plus de 65 ans et la population de moins de 20 ans. Si le rapport est égal à 100, cela signifie que les deux tranches d'âges sont présentes en proportions égales sur le territoire. Plus l'indice est élevé, plus le rapport est défavorable aux jeunes, c'est-à-dire que ces derniers sont moins présents que les plus de 65 ans.

L'indice de vieillissement du territoire Haut-Saintongeais est de 133. Il est de 83 à l'échelle de la France et de 109 pour la Nouvelle-Aquitaine.

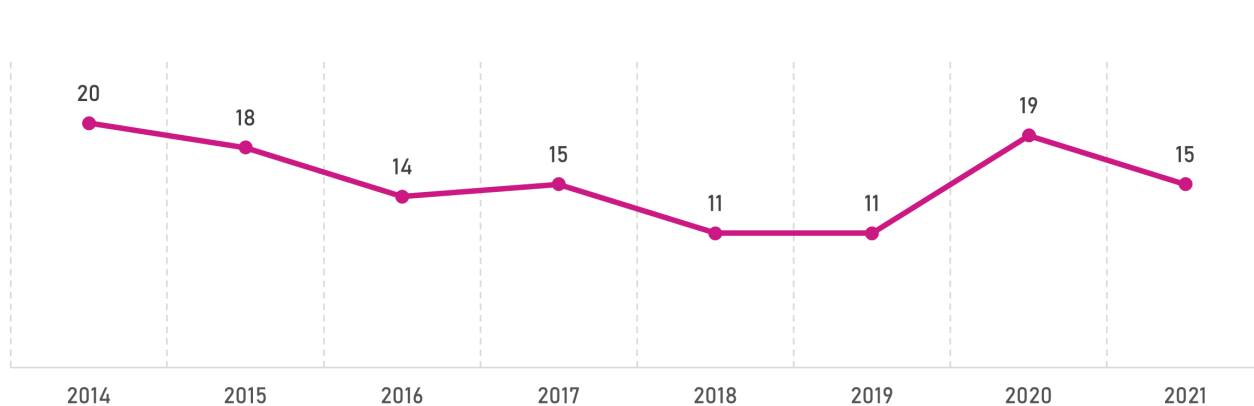
Ainsi, seule la commune de Saint-Germain-du-Seudre dispose d'un indice de vieillissement supérieur à ceux de la région et de la France. Toutefois, celui-ci reste inférieur à celui de la Haute-Saintonge (124,8 contre 133).

La commune de Bois dispose, quant à elle, d'un indice de vieillissement légèrement supérieur à celui du niveau national mais inférieur à ceux observables par ailleurs.

L'indice de vieillissement de la commune de Champagnolles est sensiblement égal à celui de la France, et par conséquent inférieur à ceux de la Haute-Saintonge et de la région.

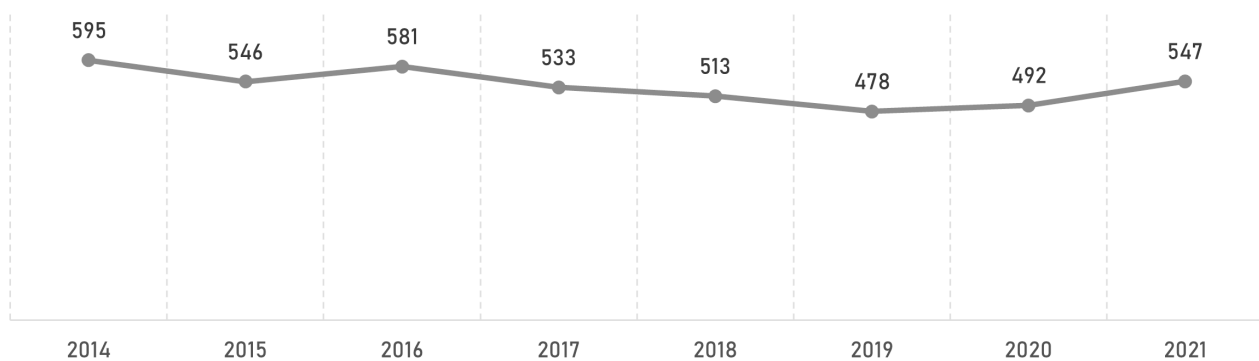
Evolution des naissances, de 2014 à 2021

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Naissances	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Bois	10	5	0	7	2	5	6	6
Champagnolles	4	9	6	3	7	4	11	7
Saint-Germain-du-Seudre	6	4	8	5	2	2	2	2
Total général	20	18	14	15	11	11	19	15

+ Communauté de communes de la Haute Saintonge

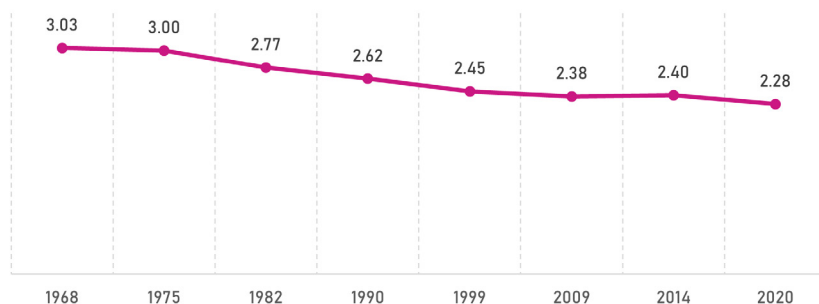


Le nombre de naissances du groupement de communes est relativement stable après avoir connu une période avec un faible nombre de naissance en 2018 et 2019 (11 naissances à chacune de ces deux années).

Entre 2014 et 2021, la commune de Champagnolles est celle qui voit le plus naissances sur cette période (51), suivie de Bois (41) et enfin de Saint-Germain-du-Seudre (31). Cela s'explique notamment par des nombre d'habitants différents, les communes les plus peuplées sont celles dans lesquelles le nombre de naissances est le plus élevé.

Evolution de la taille des ménages, de 1968 à 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



La taille des ménages en 2020, comparatif à d'autres échelles :

2.12 occupants par résidence principale pour la Haute Saintonge
2.03 occupants par résidence principale en Charente Maritime
2.07 occupants par résidence principale pour la Nouvelle Aquitaine
2.17 occupants par résidence principale en France

La taille des ménages

En 2020, la taille moyenne des ménages atteint 2,28 personnes/foyer. Cette proportion est légèrement supérieure à celles observées aux échelles intercommunale, départementale, régionale et nationale.

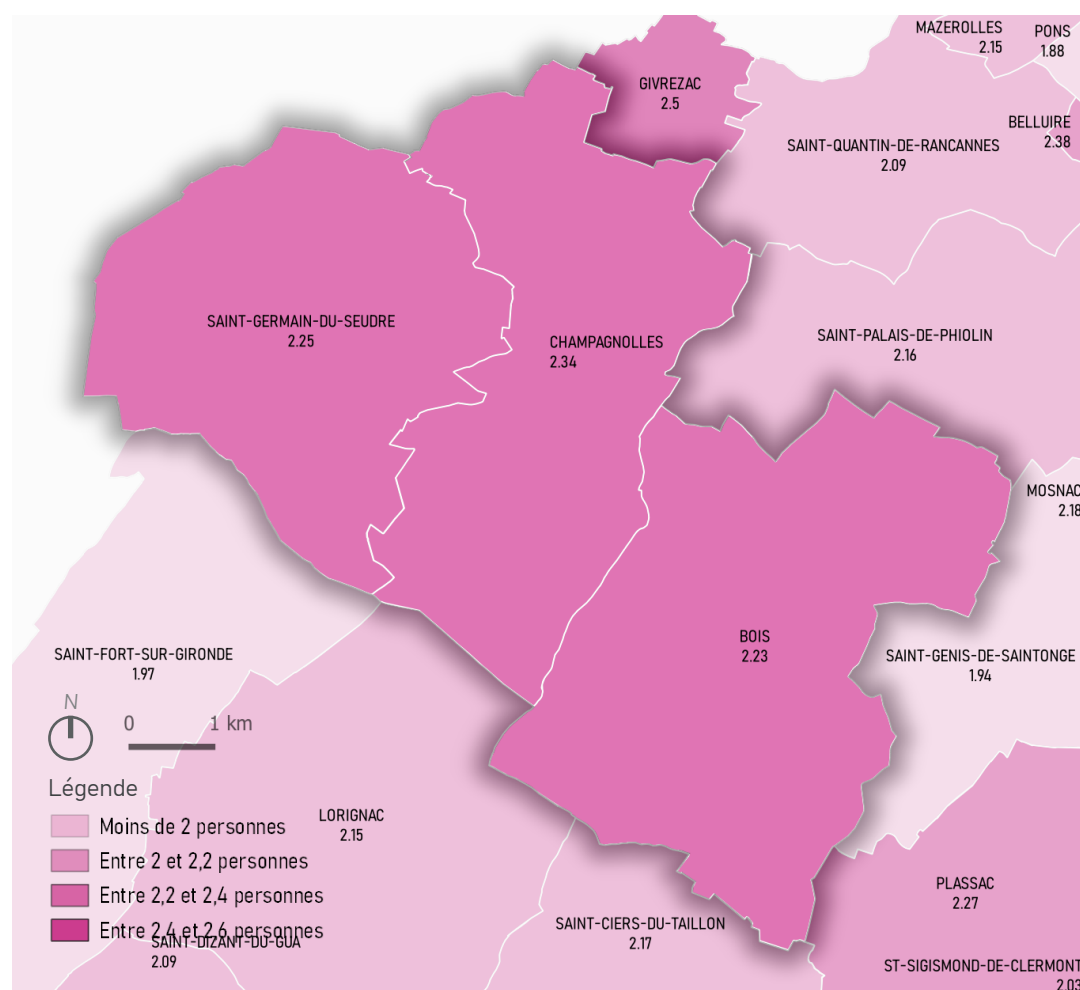
Depuis 1968, la taille des ménages a diminué, passant de 3,03 à 2,28 à l'échelle du regroupement.

Ce phénomène de diminution de la taille des ménages et une dynamique en cours à tout niveau géographique, par exemple à l'échelle nationale la taille des ménages est passée de 3,08 à 2,17 personnes entre 1968 et 2020.

Source : INSEE 2020

Taille moyenne des ménages en 2020

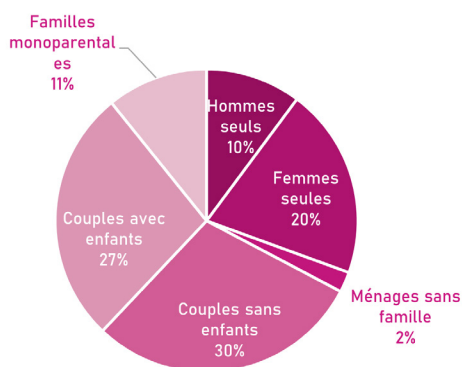
+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Structure des ménages en 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

2020	Ménages d'une personne	dont homme seul	dont femme seule	Ménages sans famille	Ménages avec famille	Couples sans enfants	Couples avec enfants	Familles monoparentales	Ménages total
Bois	72	36	36	5	141	71	45	25	218
Champagnolles	92	25	66	10	201	56	104	41	303
Saint-Germain-du-Seudre	52	10	42	0	133	80	43	10	185
Total général	216	72	144	15	475	207	191	76	706



La structure des ménages

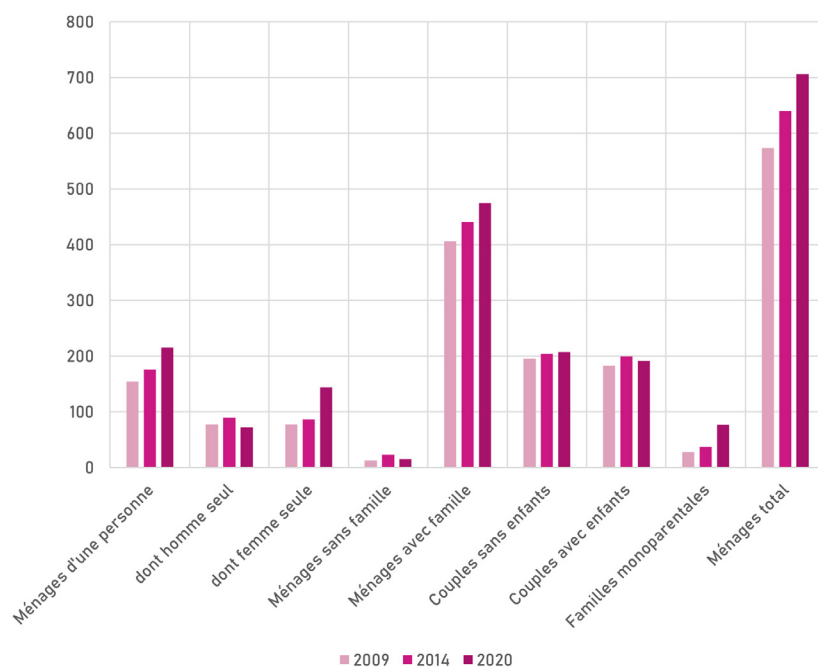
Le groupement compte plus de 700 ménages sur son territoire.

30,6% des ménages ne sont occupés que par une personne, notamment des femmes (66,6% des ménages d'une personne sont occupés par une femme). Cela s'explique notamment par l'allongement de la durée de la vie et du fait que les femmes ont une espérance de vie plus longue, ce qui fait qu'elles se retrouvent parfois seules dans leur foyer après le décès de leur conjoint.

Les couples sans enfants sont plus nombreux que les couples avec enfants, nombre d'entre eux sont des couples qui ont vu leurs enfants quitter le foyer à l'âge adulte ou pour leurs études.

Evolution de la structure des ménages de 2009 à 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Entre 2009 et 2020, on observe une augmentation générale du nombre de ménages, passant de 639 à 706.

Les ménages d'une seule personne sont en augmentation, notamment pour les femmes seules.

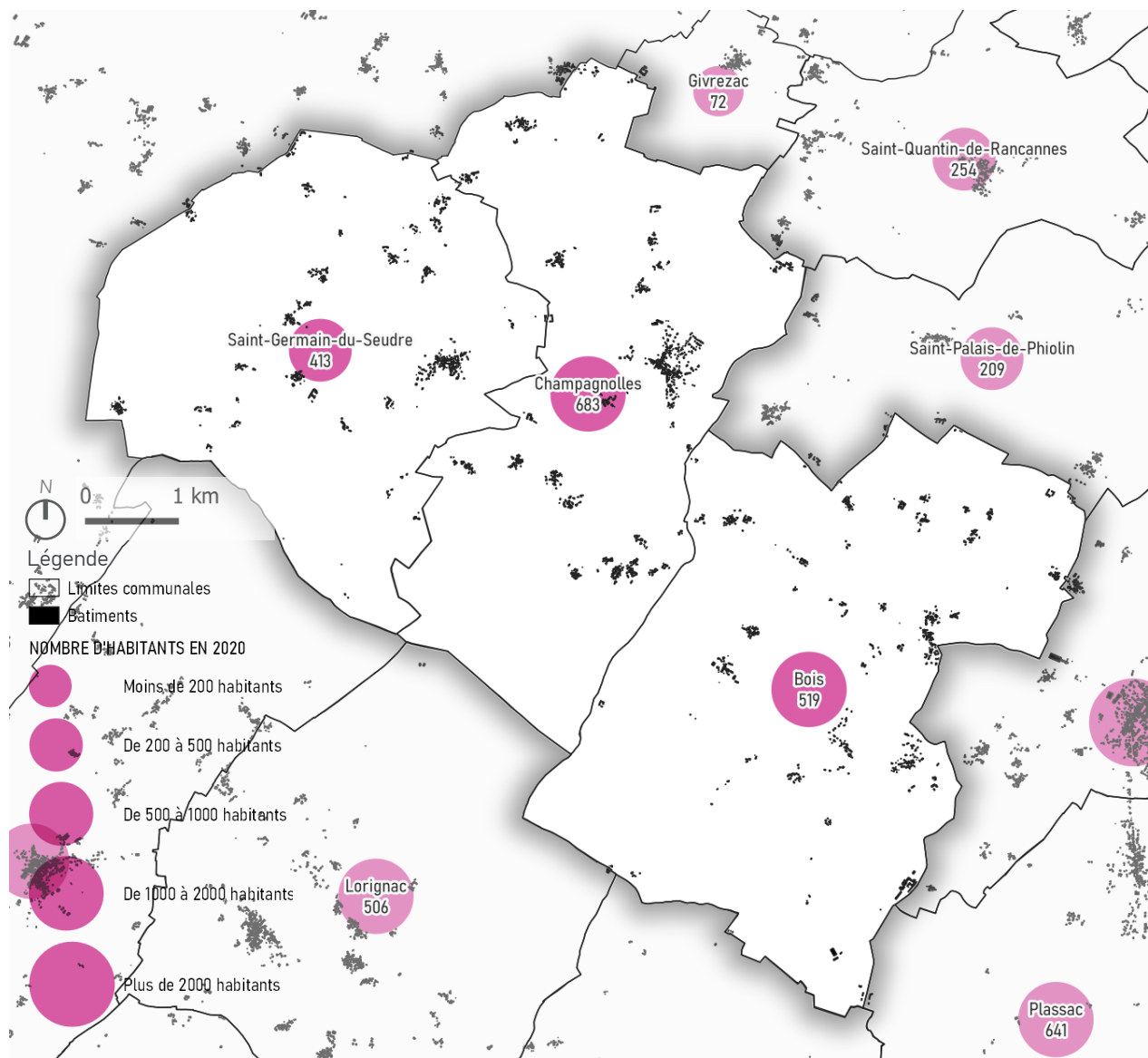
Les familles monoparentales augmentent fortement entre 2014 et 2020 (37 en 2014, 76 en 2020).

Les ménages avec enfant sont la catégorie de ménages la plus représentée sur le territoire. C'est une catégorie en augmentation : 406 en 2009 contre 465 en 2020.

Répartition de la population en 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : INSEE 2020



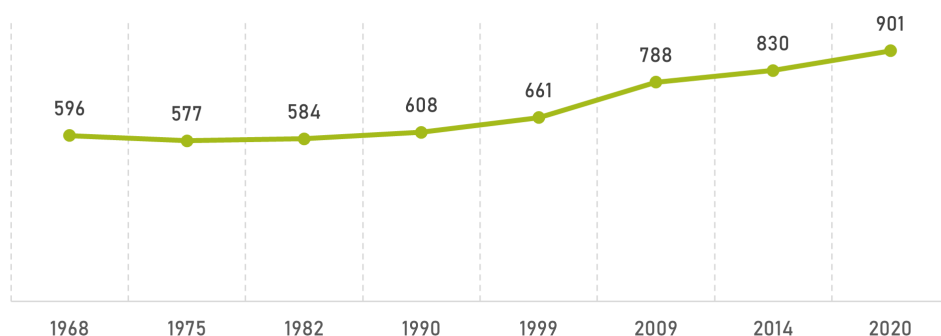
La répartition de la population

42% des 1 615 habitants du regroupement habitent à Champagnolles qui est la commune la plus peuplée des trois communes. 32% des habitants résident à Bois et 26% à Saint-Germain-du-Seudre.

Le regroupement représente 2,5% de la population totale de la Haute-Saintonge.

Evolution du nombre de logements de 1968 à 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Evolution de l'occupation des logements de 1968 à 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

	1968				1990			
	Ensemble	Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants *	Ensemble	Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants *
Bois	176	133	9	34	180	145	13	22
Champagnolles	238	181	12	45	243	182	40	21
Saint-Germain-du-Seudre	182	145	17	20	185	131	27	27
Total général	596	459	38	99	608	458	80	70

Le nombre de logements du groupement n'a cessé d'augmenter depuis 1975.

Entre 1968 et 1990, on observe une très légère augmentation du nombre de logements : 12. La seule catégorie de logement à avoir augmenté est celle des résidences secondaires (+42). Les nombres de résidences principales et de logements vacants ont diminué : respectivement -1 et -29.

	1990				2020			
	Ensemble	Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants *	Ensemble	Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants *
Bois	180	145	13	22	277	220	11	46
Champagnolles	243	182	40	21	368	292	41	35
Saint-Germain-du-Seudre	185	131	27	27	256	181	52	23
Total général	608	458	80	70	901	693	104	104

Entre 1990 et 2020, le nombre de logement a encore augmenté. 293 logements ont été créés sur cette période.

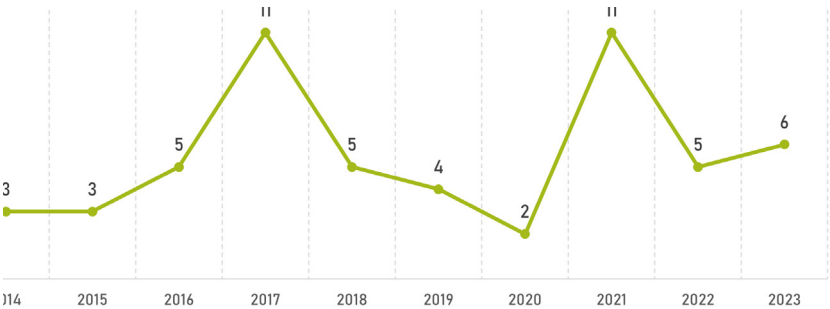
Les résidences principales sont passées de 458 à 693, soit une augmentation de 235 logements qui caractérise une installation durable de population.

Les résidences secondaires ont également augmenté (+24 sur la période). Le nombre de logements vacants a, quant à lui, légèrement augmenté (+34 entre 1990 et 2020).

**Les données «Logements vacants» de l'INSEE ont été croisées avec les données LOVAC et la connaissance terrain des élus p.20.*

Nombre de logements commencés de 2017 à 2023

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Entre 2017 et 2023, 35 logements ont été commencés sur le territoire du groupement.

On observe un pic en 2021 avec 11 logements commencés.

La commune de Champagnolles et la plus dynamique en termes de construction de nouveaux logements, cela est notamment lié à sa taille plus importante.

Logements commencés	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total général
Bois	0	0	1	2	2	1	1	1	1	3	3	15
Champagnolles	3	2	2	2	8	1	2	1	6	2	1	30
Germain-du-Seudre	1	1	0	1	1	3	1	0	4	0	2	14

Exemples de logements

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Bois



Champagnolles



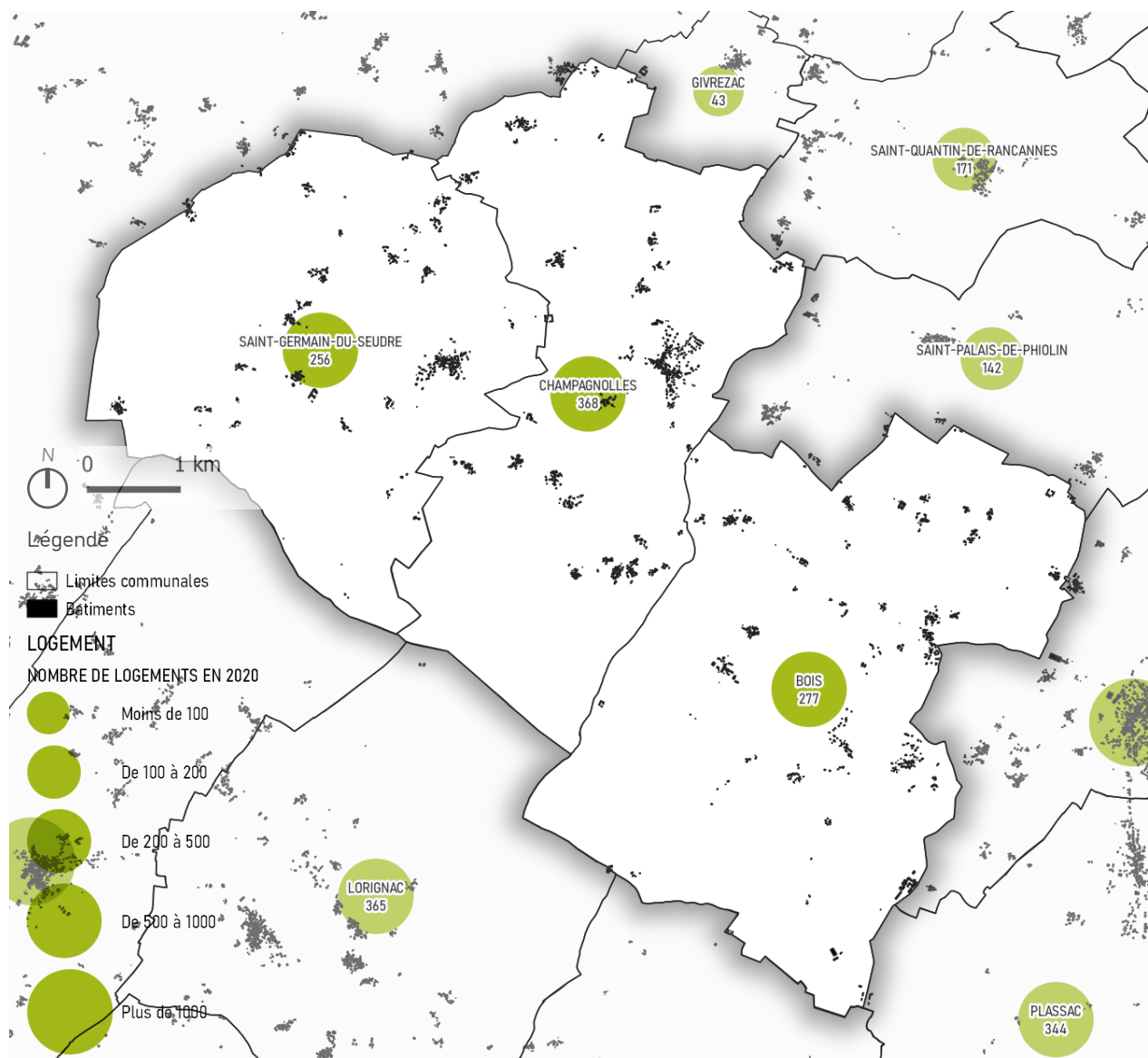
Saint-Germain-du-Seudre



Nombre de logements en 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : INSEE 2020



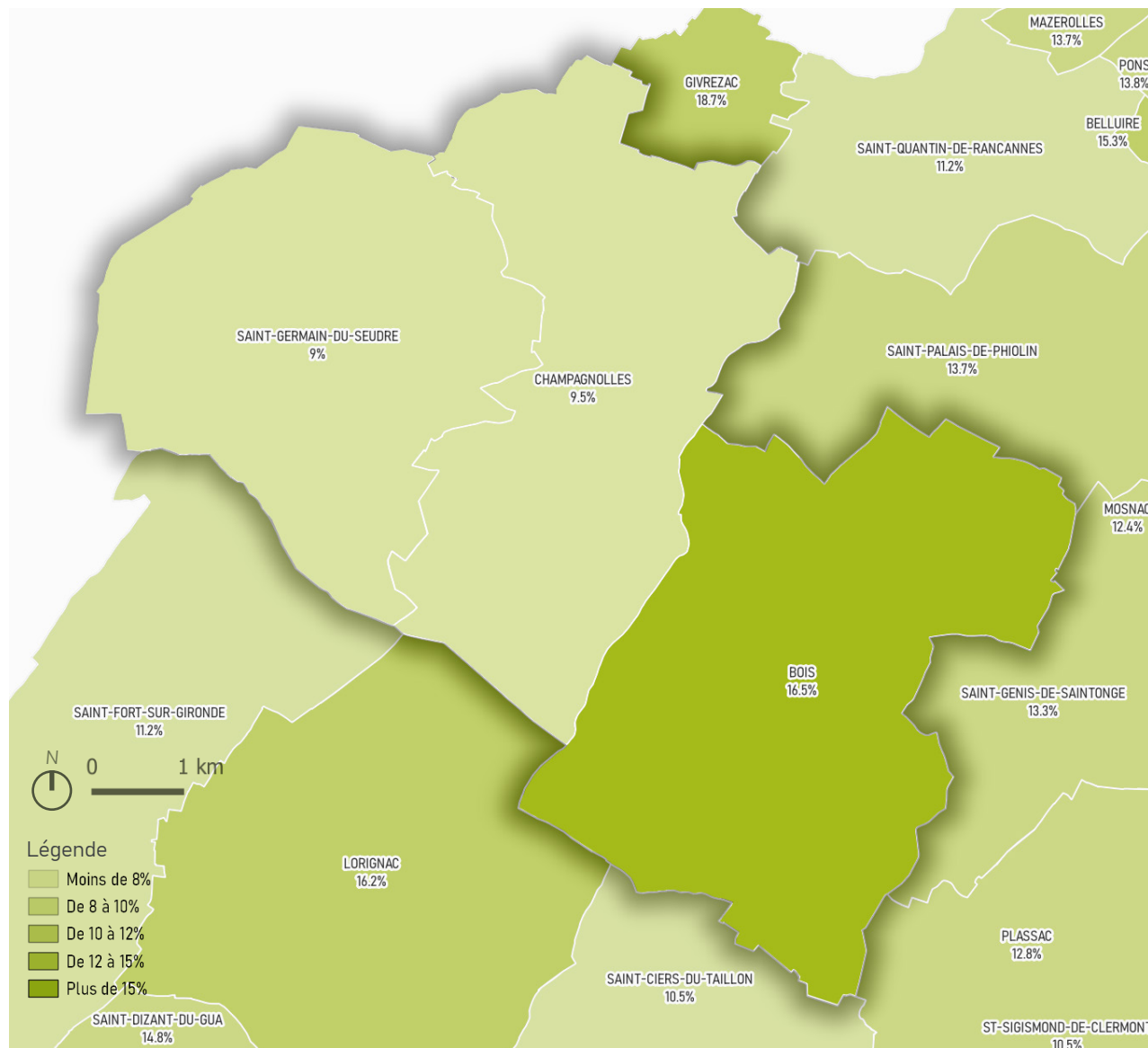
La répartition des logements

Le groupement concentre 2,2% des logements de la Haute-Saintonge.

La commune de Champagnolles, avec ses 368 logements, concentre 41% des logements du groupement. 31% d'entre eux sont situés à Bois et 28% sont sur la commune de Saint-Germain-du-Seudre.

Taux de logements vacants en 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



La vacance

En 2020 le taux de vacance de la Haute-Saintonge est de 12,2%.

Les communes de Saint-Germain-du-Seudre et de Champagnolles ont respectivement 9% et 9,5% de logements vacants. C'est donc moins que la Communauté de Communes mais plus que les échelles départementale, régionale et nationale.

La commune de Bois a en revanche un taux de vacance élevé (16,5%) qui dépasse celui de la Haute-Saintonge.

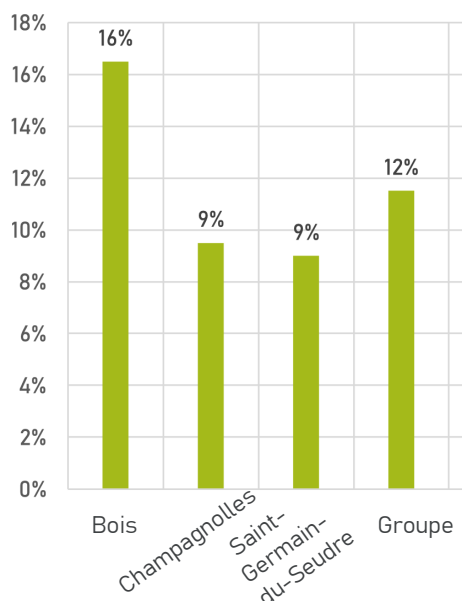
La taux de logements vacants en 2020, comparatif à d'autres échelles :

12,2% de vacance pour la Haute Saintonge
7,0% de vacance en Charente Maritime
8,4% de vacance pour la Nouvelle Aquitaine
8,2% de vacance en France

En 2020, la commune et la Communauté de communes Haute-Saintonge ont réalisé un travail sur la vacance en affinant les données LOVAC : **28 logements vacants** ont été identifiés sur la commune de Champagnolles.

Taux de logements vacants en 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Un grand nombre de communes de l'espace de vie de Mirambeau / Saint-Genis-de-Saintonge sont touchés par la vacance, notamment au sein des logements.

Il existe une diversité de facteurs :

- problèmes d'indivision;
- de succession;
- biens sans maîtres;
- rétention foncière;
- propriétaires qui ne souhaitent plus louer suite à de mauvaises expériences avec des locataires (impayés, dégradations)

La vacance impacte le cadre de vie, elle donne une mauvaise image

des communes, les bâtiments se dégradent malgré leurs qualités patrimoniales et architecturales, empêchant une mise en valeur et augmentant les coûts de rénovation.

La résorption de la vacance nécessite la mise en place de leviers fonciers et financiers adaptés afin de révéler la richesse du petit patrimoine présent sur l'espace de vie. Qu'il s'agisse de logements ou d'anciennes exploitations vacantes, de friches industrielles ou artisanales, ce sont autant de potentiels fonciers qui peuvent être le lieu de projets pour développer le territoire : création de nouveaux logements, de cellules commerciales, d'hébergements touristiques, de lieux culturels, ...

Commune	Logements vacants - source LOVAC 2022	Retour communes 2023	Commentaire commune
BOIS	22	-	-
CHAMPAGNOLLES	28	-	-
SAINT-GERMAIN-DE-LUSIGNAN	21	7	Dont 1 à l'état d'abandon

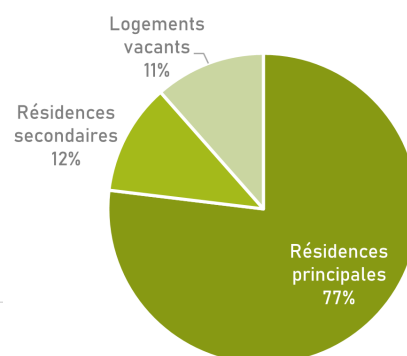
Evolution du nombre de résidences secondaires de 1968 à 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Répartition du parc de logements en 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

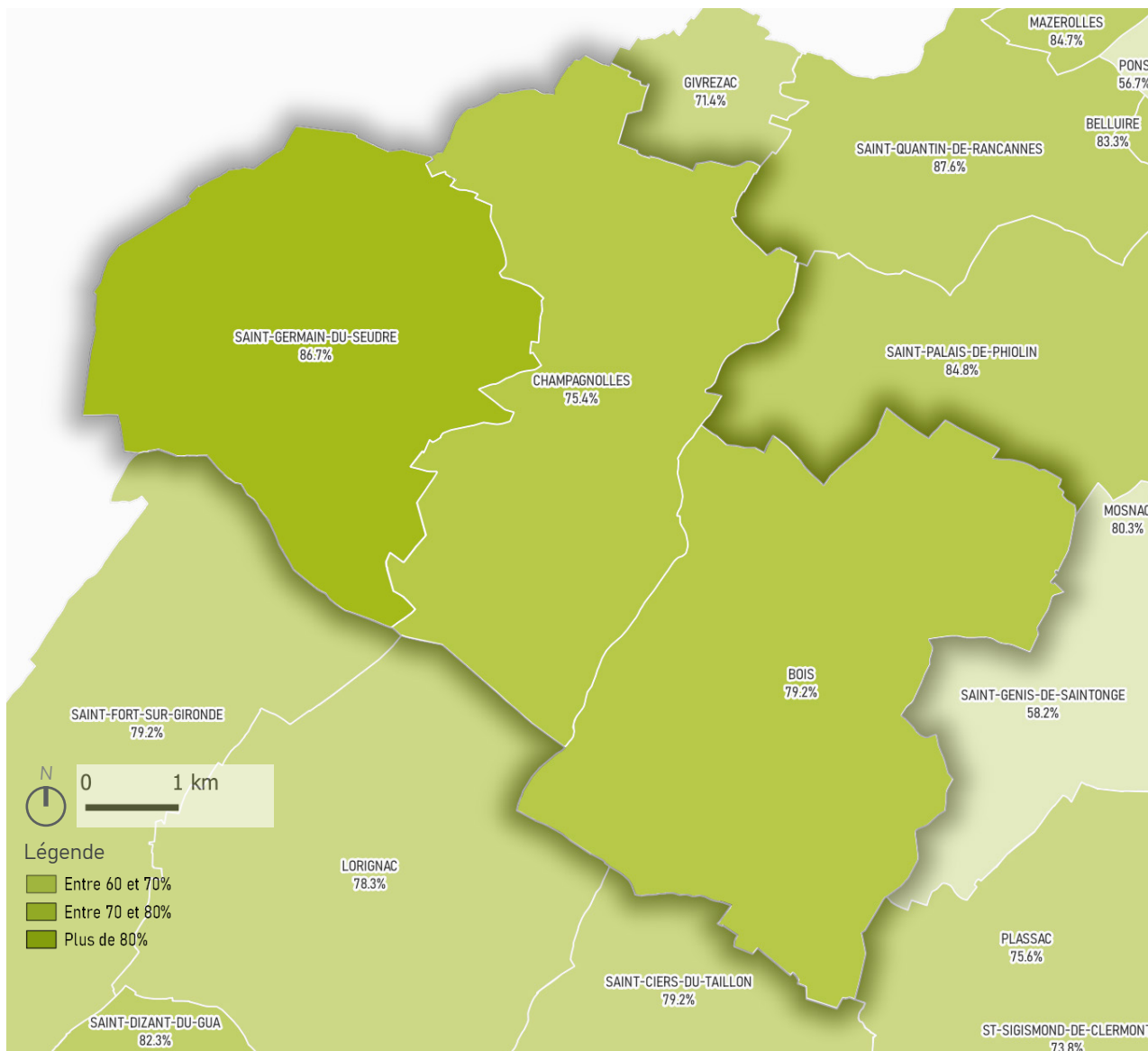


La répartition du parc de logements

A l'échelle du groupement, la vacance représente 12% des logements, tout comme les résidences secondaires. Ces dernières ont vu leur nombre augmenter fortement entre 1999 et 2009 (+79). Les résidences secondaires sont présentes en plus grande proportion sur le groupement qu'à l'échelle de la CDCHS : 12% contre 10%.

Part de propriétaires des résidences principales en 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Le statut d'occupation :

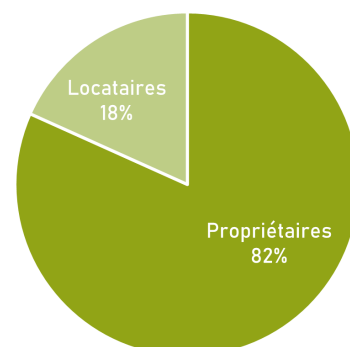
La grande majorité des habitants du groupement sont propriétaires du logement qu'ils occupent (82% de propriétaires et 18% de locataires).

Cette part de propriétaires est plus importante à Saint-Germain-du-Seudre (87,6%); Bois et Champagnolles comportent respectivement 79,2% et 75,4% de propriétaires occupants leur résidence principale.

Cette différence s'explique notamment par la taille des communes. Les communes les plus petites sont celles dans lesquelles il y a le moins d'offre de logements locatifs, c'est pourquoi il y a davantage de propriétaires occupants.

Statut d'occupation en 2020

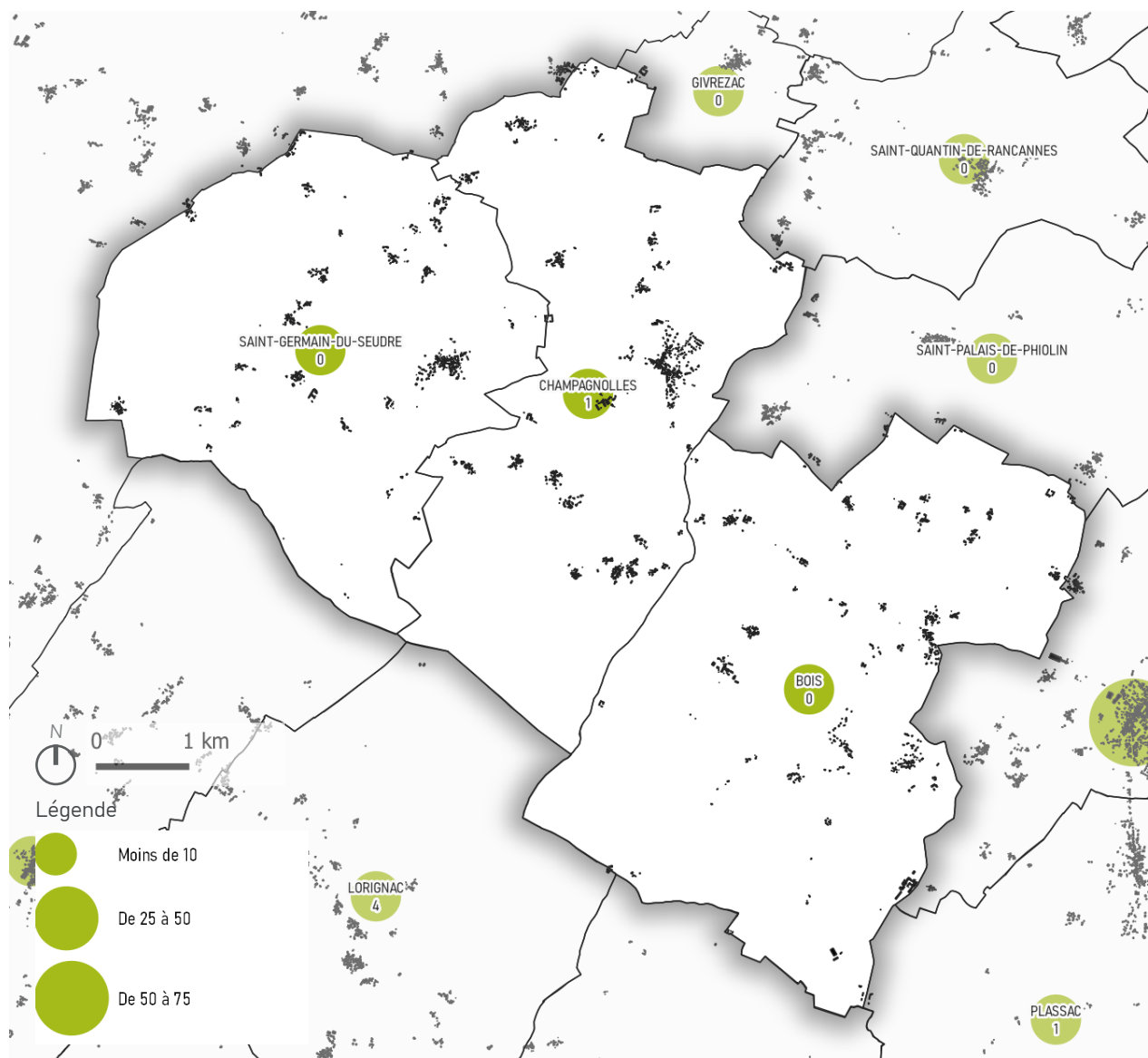
+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Nombre de résidences principales HLM louées vides en 2020

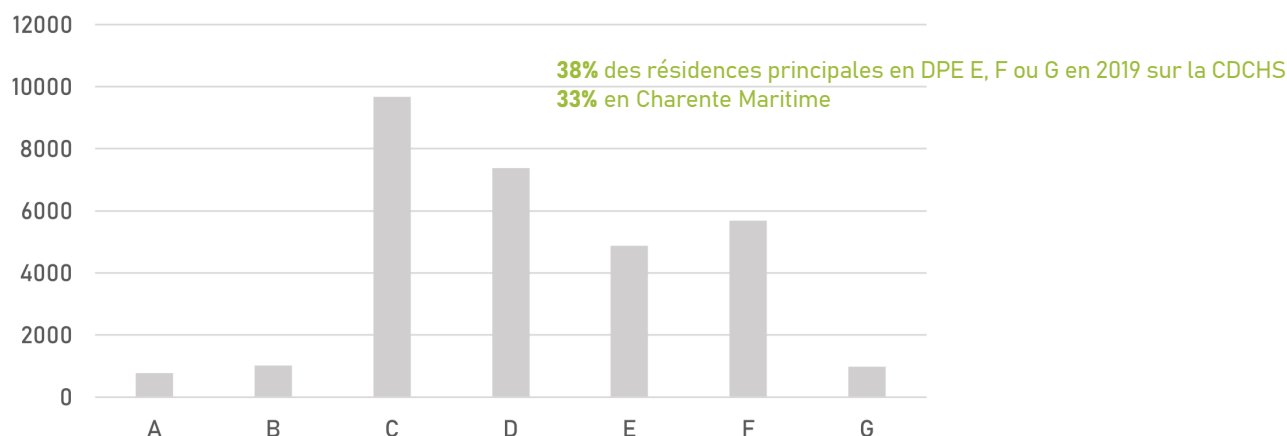
+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : INSEE 2020



Le parc de Logements Locatifs Sociaux :

Sur le territoire du groupement, seule la commune de Champagnolles dispose d'un logement HLM loué vide en 2020.



Répartition des résidences principales sur la communauté de communes de la haute Saintonge selon leurs étiquettes DPE en 2019, source données DREAL NA/MICAT

Un parc ancien de logement

A l'échelle de la CDCHS, près de 35% des logements ont été construits avant 1919. C'est légèrement supérieur au regroupement qui dispose de 31% de ses logements construits avant 1919. L'ancienneté des logements sur un territoire peut mener à des problèmes d'isolation thermique et de vétusté.

La question des étiquettes DPE est en évolution, puisque la loi Climat Résilience prévoit de réglementer la location et la vente des logements dont les DPE sont insuffisants, et dont le calcul est maintenant effectué sur de nouvelles bases impliquant notamment les émissions de gaz à effet de serre. En 2019, selon les anciens DPE, 38% des résidences principales de la CDCHS sont classées en DPE E, F ou G, ce qui correspond à des passoires thermiques.

Le SCoT fixe des objectifs démographiques par espaces de vie.

Le SCoT anticipe les usages d'aujourd'hui et de demain pour développer une offre de logement en adéquation avec les attentes des ménages. Il veille à permettre un parcours résidentiel rivalisant avec l'offre des villes par un cadre de vie et une offre de services et de nature au plus proche des aspirations des habitants que ce soit des jeunes actifs, des familles, ou des retraités et seniors.

Ces besoins prennent en compte : une fréquentation touristique accrue sur le territoire notamment par les curistes, en lien avec l'augmentation des capacités de la station thermale de Jonzac et de diversification touristique engagée par le territoire.

Ils prennent aussi en compte les mutations des comportements en termes d'hébergements touristiques avec l'augmentation des locations touristiques (airbnb, meublés..) qui mobilisent une part du parc de logement pour les habitants à l'année de plus en plus importante.

L'intégration de ces nouveaux comportements (location courte, bi-résidence des pré-retraités, location des résidences secondaires familiales) entraîne une augmentation de la demande en logement sur le territoire au-delà des phénomènes classiques de décohabitation et réduction de la taille des ménages (vieillesse, décohabitation..).

Cet essor des logements touristiques meublés encourage et dynamise la rénovation du bâti et la revitalisation des centres, incitant les investissements et le renouvellement du parc ancien.

Compte tenu de l'ensemble de ces paramètres, le territoire projette une progression de population de 18 500 à 20 500 habitants supplémentaires à l'horizon 2040.

Cette prévision démographique engendre un besoin d'environ 500 logements / an, soit près de 10 000 logements à horizon 2040, compte tenu de la réduction de la taille des ménages liée à plusieurs facteurs comme les divorces, le départ des enfants du foyer familial ou encore le vieillissement de la population. C'est ce qu'on appelle le desserrement des ménages.



Entre
0,9% et 1%
croissance démographique
annuelle

86 à 88 000
habitants
en 2040

Objectifs démographiques à horizon 2040, Extrait du PADD du SCoT de la CDCHS

Objectifs du SCoT CDCHS

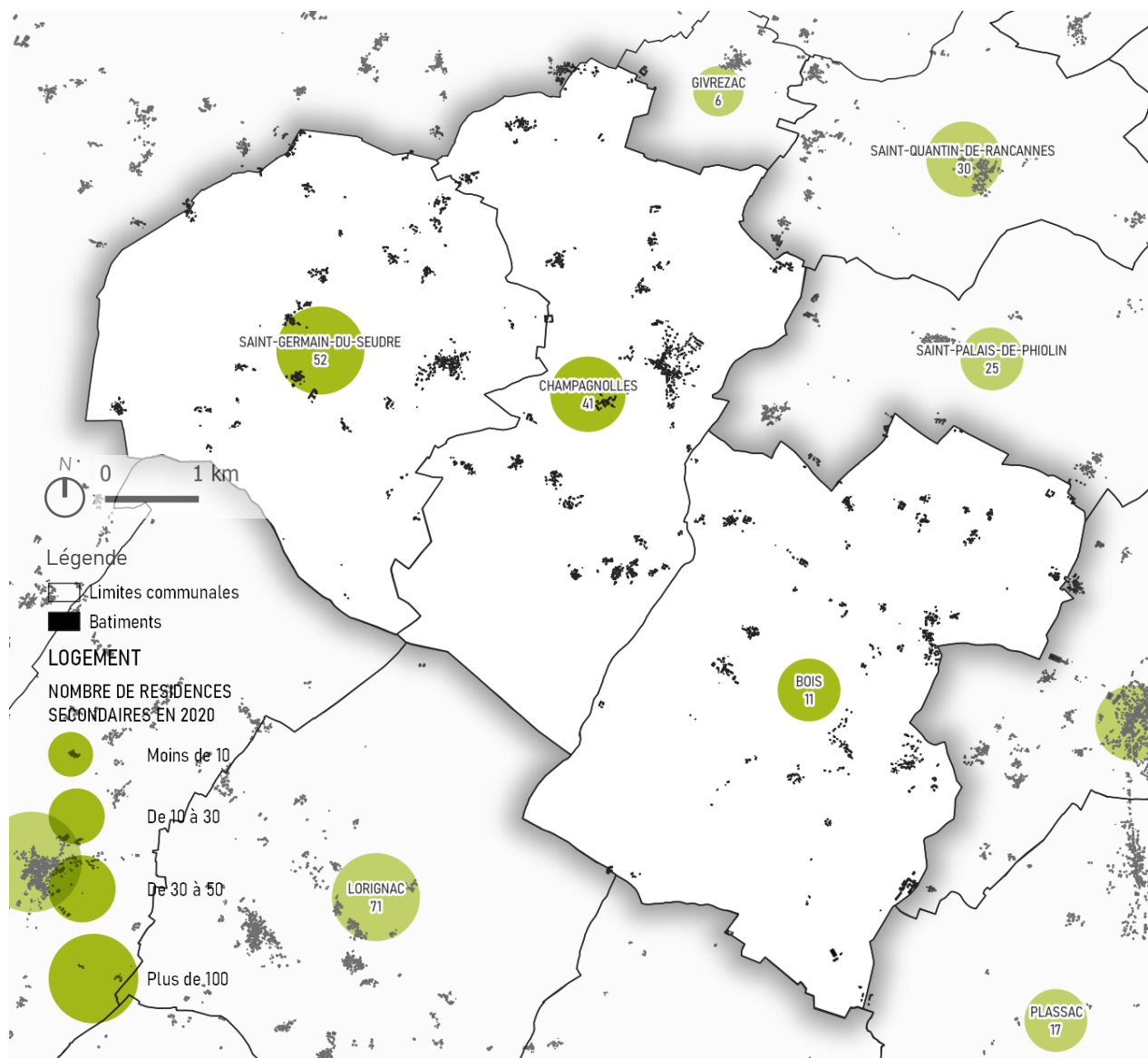
+ 9 499 logements supplémentaires de 2020 à 2040

+ 475 nouveaux logements par an

Nombre de résidences secondaires par commune en 2020

+ commune de Bois

Source : INSEE 2020



Le parc de résidences secondaires

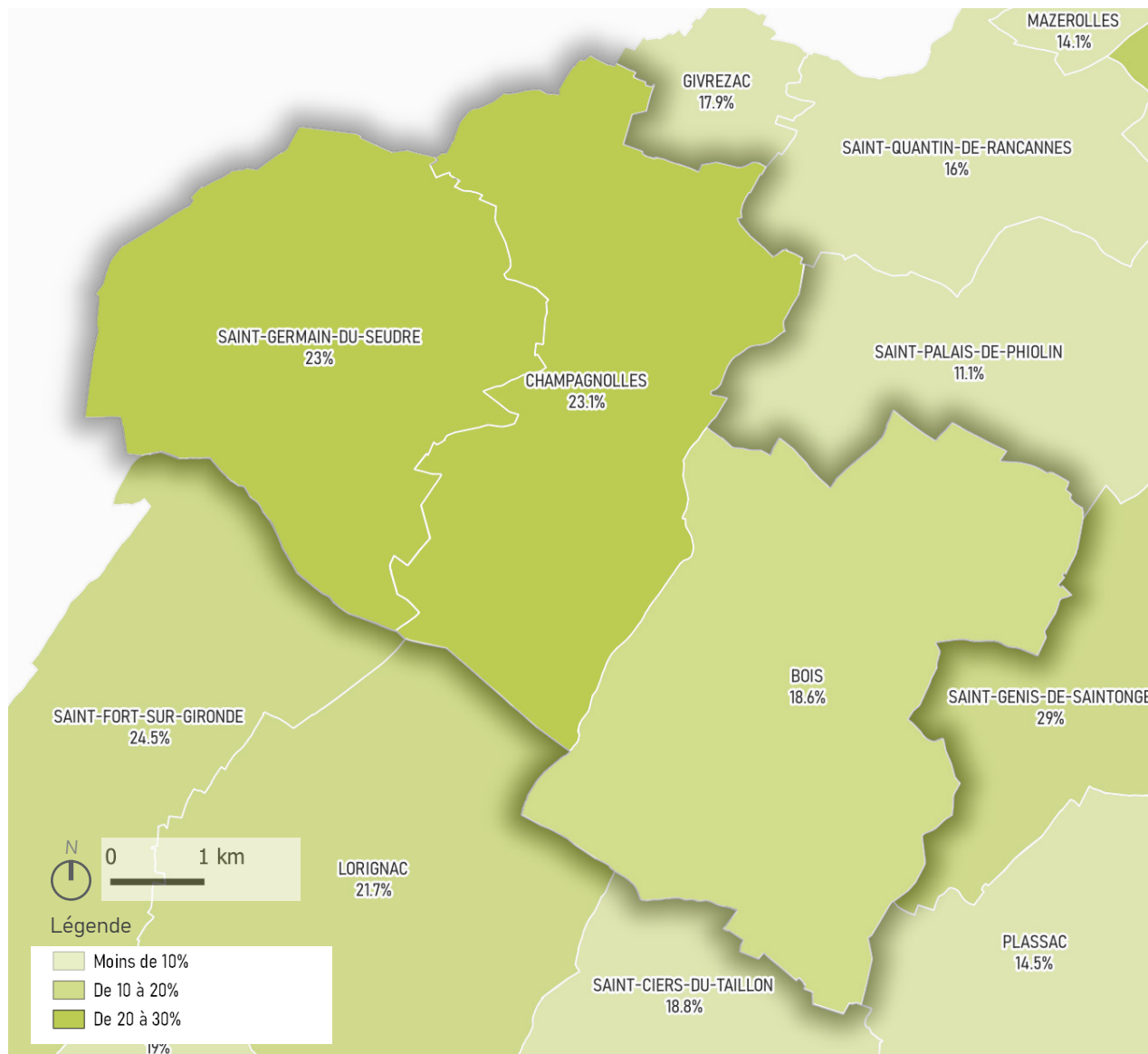
En 2020, il y a 104 résidences secondaires sur le territoire du groupement. C'est 2,6% du nombre total de résidences secondaires de la Haute-Saintonge.

La commune de Saint-Germain-du-Seudre concentre à elle seule 50% des résidences secondaires du groupement (elles représentent 20% du nombre total de logements de la commune, ce qui est un taux élevé).

La commune de Champagnolles dispose de 41 résidences secondaires et Bois en a 11.

Part de 3 pièces et moins par commune en 2020

+ commune de Bois

**La typologie du parc :**

Pour des raisons économiques, d'entretien, ou d'évolution des modes de vie, les petits logements de 3 pièces et moins sont de plus en plus recherchés.

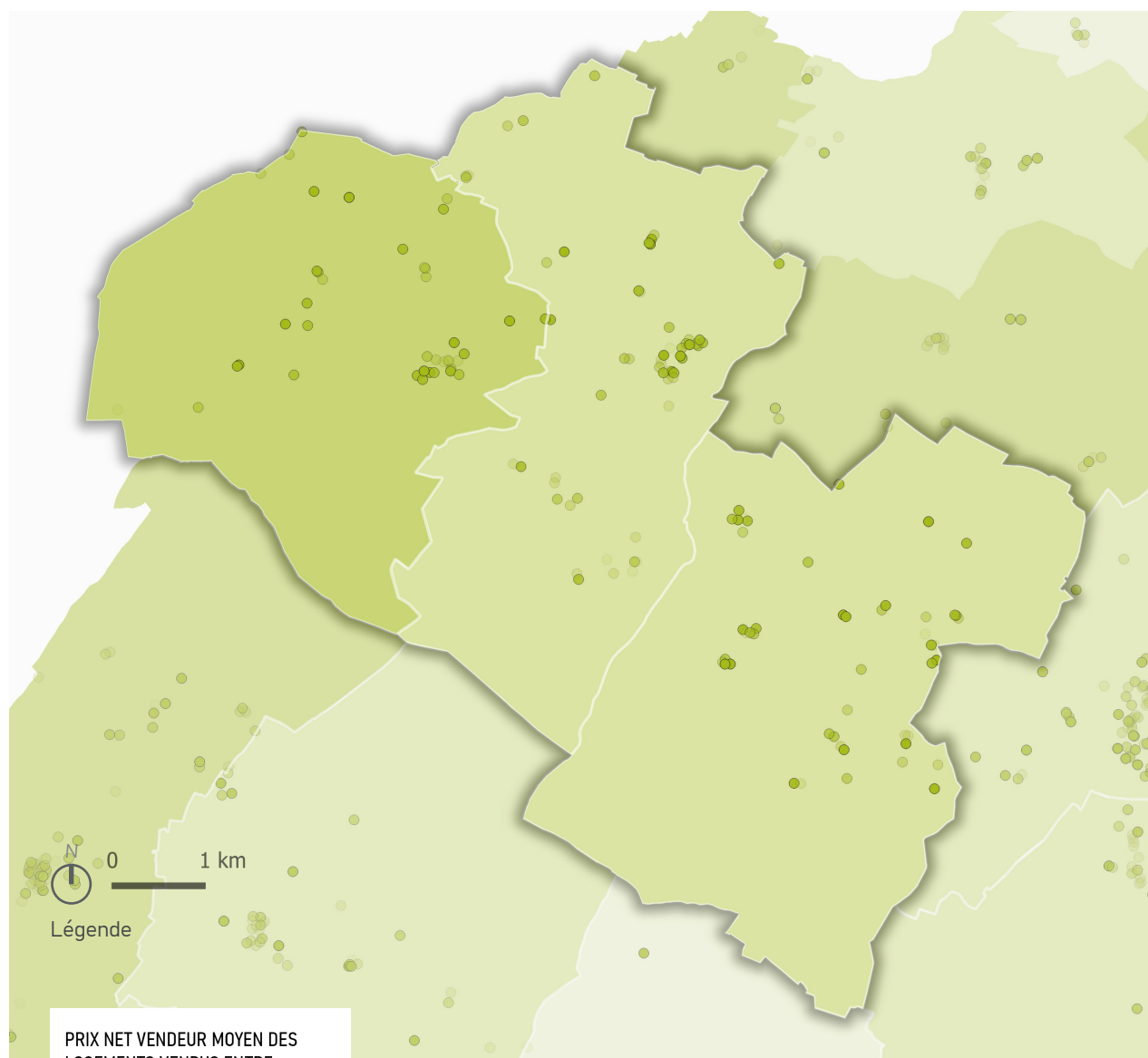
Ainsi, les communes de Saint-Germain-du-Seudre et Champagnolles comptent toutes deux 23% de logements de trois pièces et moins. La commune de Bois en compte 18,6%.

La CDCHS compte 21,3% de logements de trois pièces et moins sur son territoire.

Prix des Logements

+ commune de Bois

Source : ???



PRIX NET VENDEUR MOYEN DES
LOGEMENTS VENDUS ENTRE
2018 ET 2022 PAR COMMUNE

Moins de 150 000 €

De 150 000 € à 200 000 €

De 200 000 € à 250 000 €

LOCALISATION ET PRIX NET VENDEUR
DES LOGEMENTS VENDUS ENTRE
2018 ET 2022

Moins de 50 000 €

De 50 000 € à 100 000 €

De 100 000 € à 125 000 €

De 125 000 € à 150 000 €

De 150 000 € à 175 000 €

De 175 000 € à 200 000 €

De 200 000 € à 225 000 €

De 225 000 € à 250 000 €

De 250 000 € à 300 000 €

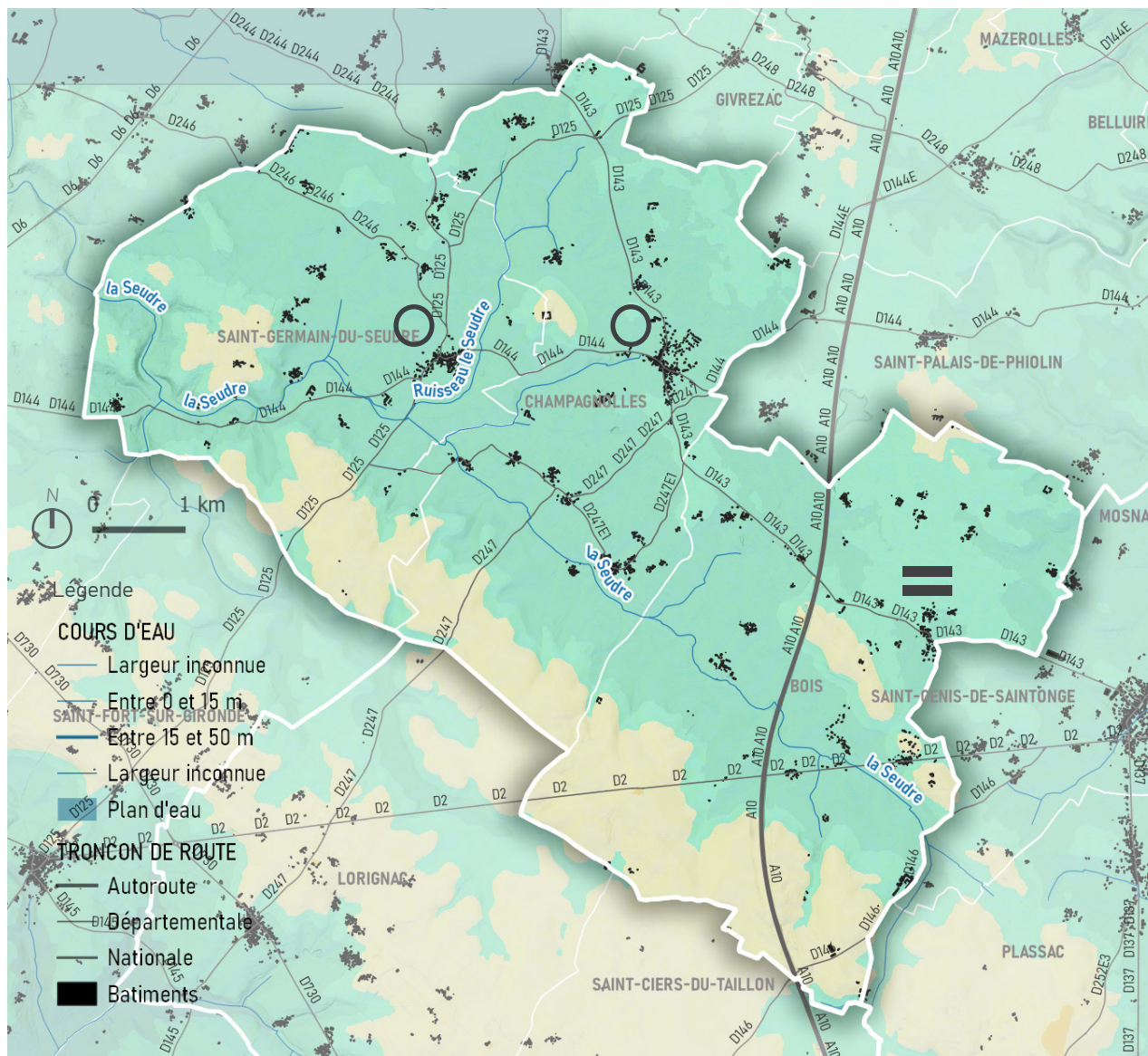
Plus de 300 000 €

Prix de vente des logements

L'étude des prix net vendeur des logements vendu entre 2018 et 2022 démontre que les logements vendus dans les plus petites communes (Saint-Germain-du-Seudre par exemple) sont vendus plus chers que dans les communes plus grandes (Champagnolles ou Bois). Cela est notamment lié au fait que les logements de petites communes sont bien souvent plus grands que les logements des communes plus urbaines, ils sont également plus souvent des maisons individuelles et bénéficient en outre d'un terrain, ce qui n'est pas toujours le cas dans les plus grandes communes.

Implantation des communes

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Condition supposée d'implantation

- ▲ La topographie : Point haut et flanc de vallée
- = La mobilité : sur un axe stratégique
- La ressource : présence de cours d'eau

Une morphologie de territoire

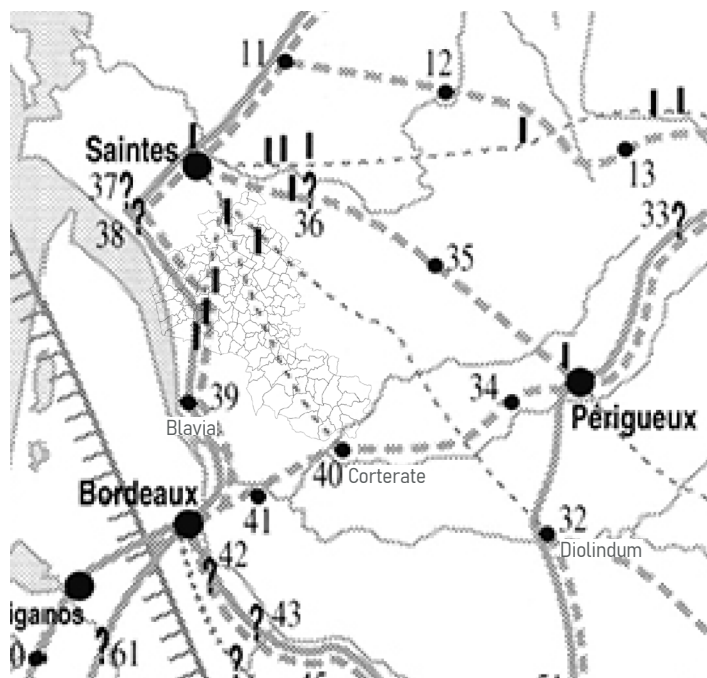
La topographie du territoire, ses monts et vallées, ses nombreux cours d'eau, ainsi que la nature de son socle, sa géologie, les conditions météorologiques... tout cela influe sur les conditions de vie des différents espaces. Cette morphologie est propice ou non au développement de villes, à l'implantation des communes, et va influencer sur la manière dont elles vont évoluer.

On observe ainsi deux logiques principales d'implantation sur le territoire. Les communes de Saint-Germain-du-Seudre, et Champagnolles semblent s'être développées du fait de la présence de cours d'eau (la Seudre et ses affluents notamment).

La commune de Bois semble, quant à elle, s'être développée du fait de son positionnement sur un axe routier important (aujourd'hui la D143).

Itinéraires historiques en Nouvelle Aquitaine

+ Communauté de communes de Haute Saintonge



Les routes d'Aquitaine dans les itinéraires antiques de Jean Pierre Bost - Cittànova

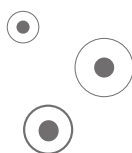
- Chef lieu de cité sous le Haut Empire
- Route décrite par la Table de Peutinger
- - - Route décrite par l'itinéraire d'Antonin
- ... Itinéraire de Bordeaux à Jérusalem
- . - Liaison attestée par des bornes
- Station routière identifiée
- ? Station routière non identifiée
- I Borne militaire/Leugaire
- E Partie perdue de la Table de Peutinger

Une histoire particulière

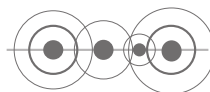
La communauté de communes de Haute Saintonge, par son emplacement stratégique en Nouvelle Aquitaine, à la croisée des itinéraires de l'antiquité, a depuis longtemps été traversée et investie par les différentes civilisations humaines. Ces itinéraires tracent eux aussi des potentiels sites d'implantations pour les communes, et conditionnent leurs développement.

Suite à l'implantation, différentes manières de se diffuser ...

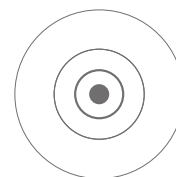
Les points de départ de ces communes qui ont pour origine des éléments naturels du territoire, ainsi que l'activité humaine autour de ces éléments, donnent naissance à différentes typologies de communes. Leur développement par la suite va suivre ces éléments ou aller à leur rencontre, on peut également en différencier différents types :



- Le modèle diffus : les exploitations agricoles s'implantent de manière diffuse et deviennent des hameaux



- La diffusion linéaire le long des axes de circulation



- Le gonflement des centralités, notamment au croisement des axes de circulation

Quelques concentrations identifiables : Un développement de centralités

Certaines communes conservent toutefois une typologie plus urbaine, avec une centralité plus dense autour de laquelle s'organisent les axes de circulation et des zones d'habitat moins dense.

Il existe très peu de communes s'étant développées seulement de manière concentrique autour du point d'implantation initial. De nombreuses

polarités se sont créées. Elles forment des espaces urbains concentrés, mais on constate aussi un développement linéaire qui tend à étendre ces polarités, ainsi que d'autres amas de bâtis moins importants dispersés sur toute la surface de la commune.

Une diffusion suivant la topographie

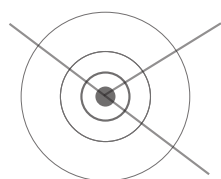
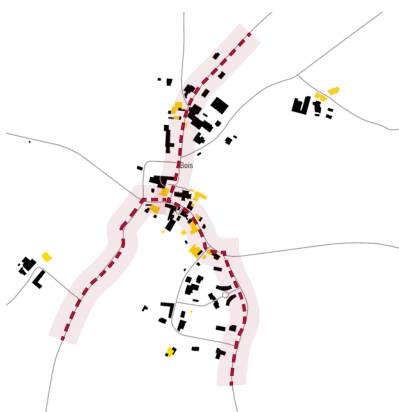
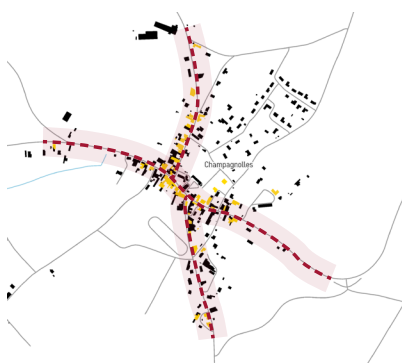
Certaines communes suivent un modèle de développement diffus, mais il se manifeste de manière un peu plus dense, car il se répand sur un socle en relief, et suit un linéaire topographique.

Un développement sur les traversées

Par son environnement, avec les cours d'eau, les coteaux, les vallées, et par son activité avec les axes de circulation, le territoire est continuellement traversé. Cela fait émerger des typologies particulières de développement urbain.

Le modèle du «village rue»

Un modèle de développement linéaire qui se fait autour des voies de circulation émerge particulièrement sur le territoire.



Les centre-bourgs autour d'un nœud

Certaines communes suivent un modèle de développement à l'intersection de plusieurs axes formant un nœud à l'origine de la centralité. Celle-ci recrée également des «villages-rue» qui vont s'étendre le long des axes de circulation.



Centre-bourg de Bois



Centre-bourg de Champagnolles



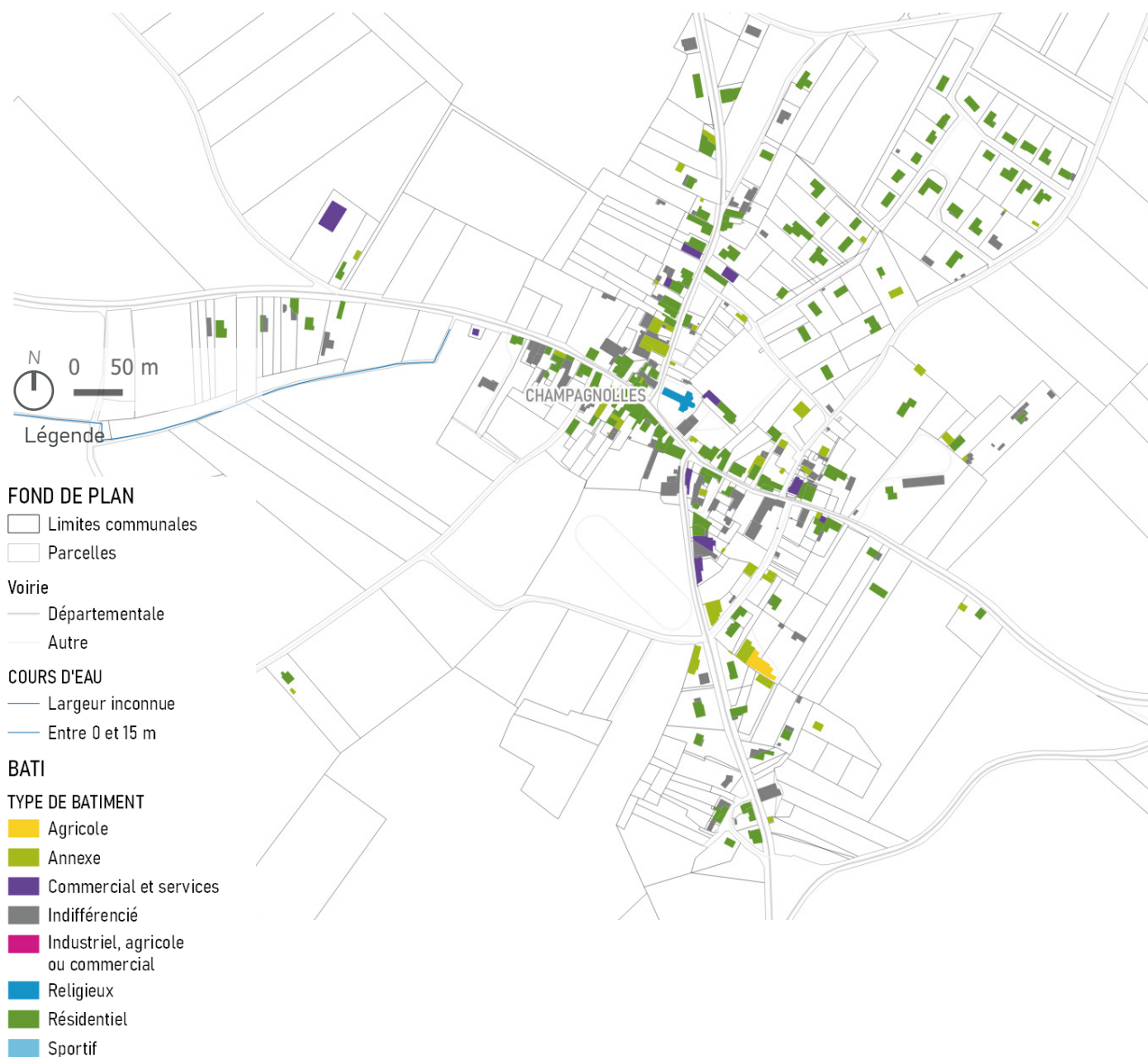
Centre-bourg de Saint-Germain-du-Seudre

Source - Cittanova 2023

Typologie du bâti

+ commune de Champagnolles

Source : IGN



Le bourg de la commune de Champagnolles est essentiellement résidentiel et développé autour de l'église qui occupe une position centrale. Quelques commerces et services jalonnent le bourg. Parmi eux, on peut notamment citer la mairie, le bureau de poste, l'épicerie ou les ateliers de pâtisserie. On distingue également une construction agricole au sud du bourg.

Consommation foncière

La méthode de mesure de la consommation foncière se base sur un référentiel régional d'Occupation du Sol (OCS) produit à intervalle relativement régulier à l'échelle de toute la région de Nouvelle-Aquitaine. Il a été réalisé par l'Observatoire des Espaces Naturels, Agricoles, Forestiers et Urbains de Nouvelle-Aquitaine (nafu).

Les 4 millésimes de l'OCS-NA sont : 2000, 2009, 2015 et 2020, et ont été construits par photo-interprétation d'images aériennes/satellites qui sont basées sur ces mêmes années de prises de vues, prises par l'IGN. Ainsi le millésime « 2020 » a pu être publié en 2022 mais se base sur des données correspondant à une campagne d'imagerie datant de 2020 en moyenne (il existe des disparités inter-départementales). Les données se basent également sur le référentiel de la BD TOPO de l'IGN.

Ces différences de dates ne correspondent pas exactement à l'intervalle 2011-2021 exigée par la loi Climat et Résilience dans le cadre du ZAN mais lui sont suffisamment proches pour permettre une estimation raisonnable de cette consommation. La méthode correspond par ailleurs, peu ou prou, à la méthode préconisée par la loi qui devra s'appliquer à partir de 2031 à l'échelle nationale : la comparaison avant/après d'un OCS (bien qu'il soit prévu une meilleure granulosité des résultats).

Les surfaces numérisées par l'OCS de Nouvelle Aquitaine se répartissent en 5 grandes catégories (Territoires artificialisés, agricoles, forêts et milieux semi-naturels, milieux humides, surfaces en eau. Ces typologies sont elles-mêmes subdivisées en 3 niveaux de détails supplémentaires, jusqu'à atteindre 64 sous-classes de nomenclatures. Il existe par exemple 33 typologies dans la nomenclature des territoires artificialisés, allant du « tissu urbain dense » aux « axes routiers principaux et espaces associés » en passant par « jardins ouvriers », « campings et caravannings » ou « emprises industrielles ».

Les catégories officielles de l'OCS ont également été regroupées par destination de l'occupation pour pouvoir déterminer les surfaces consommées par l'habitat, les activités, les infrastructures de voiries... Tous les espaces délimités par l'OCS en 2009 et classifiés comme agricoles, forêts et milieux semi-naturels, milieux humides, ou surfaces en eau, et classés comme territoires artificialisés en 2020 sont considérés consommés. Par ailleurs, les surfaces appartenant à cette classe artificielle, mais non bâtie en 2009 (espaces verts, chantiers, vacance...) et classée comme urbaine ou bâtie en 2020 (espaces urbains, activités, équipements...) sera considérée comme consommée mais seulement en densification de l'existant.



Répartition des classes de nomenclature de l'OCS régionale de la Nouvelle-Aquitaine (V2)							Nomenclature Cittanova	
Niveau 1, 2, 3 (inspirés par CLC avec les adaptations)				Nomenclature N4 de l'OCS régionale (version V2)	NAFU*	Nomenclature simplifiée de 16 postes**	OCCUPATION PAR DESTINATION	
1. TERRITOIRES ARTIFICIALISES	1.1. Zones urbanisées	1.1.1. Tissu urbain continu	1.1.1.1. Tissu urbain dense	U	Espaces urbains	HABITAT		
			1.1.1.2. Tissu urbain individuel groupé	U		HABITAT		
			1.1.2.1. Tissu urbain dispersé	U		HABITAT		
			1.1.2.2. Espace urbain individuel diffus	U		HABITAT		
			1.1.2.3. Sièges d'exploitations agricoles et bâtiments agricoles isolés	U		AGRICOLE		
		1.1.2. Tissu urbain discontinu	1.1.2.4. Habitat touristique spécifique	U	Espaces urbains	ACTIVITES		
			1.1.2.5. Habitat collectif haut	U		HABITAT		
			1.2. Zones industrielles ou commerciales et réseaux de communication	1.2.1. Zones industrielles, commerciales ou d'équipements	1.2.1.1. Emprises industrielles (hors emprises photovoltaïques au sol)	U	Industrie	ACTIVITES
					1.2.1.2. Emprises commerciales	U		ACTIVITES
					1.2.1.3. Cimetières	U	Equipements et services (universités, hôpitaux, emprises publiques et militaires)	EQUIPEMENTS
	1.2.1.4. Emprises scolaires et/ou universitaires	U			EQUIPEMENTS			
	1.2.1.5. Emprises hospitalières	U			EQUIPEMENTS			
	1.2.1.6. Autres emprises publiques : stations d'épurations, casernes, cités administratives, écluses	U			EQUIPEMENTS			
	1.2.1.7. Aire d'accueil des gens du voyage	U			EQUIPEMENTS			
	1.2.1.8. Vacant urbain	U			VACANT			
	1.2.1.9. Espaces des installations photovoltaïques au sol	U			Industrie	EQUIPEMENTS		
	1.2.2. Réseaux routiers et ferroviaires et espaces associés	1.2.2.1. Axes routiers principaux et espaces associés		U		VOIRIE/RESEAUX		
		1.2.2.2. Axes ferroviaires principaux et espaces associés		U		VOIRIE/RESEAUX		
		1.2.2.3. Parkings et principales places publiques		U	VOIRIE/RESEAUX			
		1.2.2.4. Espaces végétalisés connexes à la voirie		U	VOIRIE/RESEAUX			
	1.2.3. Zones portuaires	1.2.3.1. Ports de plaisance		U	infrastructures de transport	EQUIPEMENTS		
		1.2.3.2. Ecoles de voile		U		EQUIPEMENTS		
		1.2.3.3. Port de commerce		U		EQUIPEMENTS		
		1.2.3.4. Autres ports : port à sec, port de pêche...		U		EQUIPEMENTS		
		1.2.4. Aéroports		1.2.4.0. Aéroports et aérodromes		U	Chantiers, carrières, décharges et dépôts	EQUIPEMENTS
	1.3. Mines, décharges et carrières	1.3.1. Extraction de matériaux	1.3.1.0. Carrières	U	CARRIERES			
		1.3.2. Décharges	1.3.2.0. Décharges et dépôts	U	CARRIERES			
		1.3.3. Chantiers	1.3.3.0. Chantiers	U	VACANT			
	1.4. Espaces verts artificialisés non agricoles	1.4.1. Espaces verts urbains publics ou privés	1.4.1.1. Espaces verts urbains et périurbains publics ou privés	U	Espaces artificiels (parcs, jardins, golfs, camping, etc.)	ESPACES VERTS		
			1.4.1.2. Jardins ouvriers	U		ESPACES VERTS		
			1.4.2.1. Campings et caravanings	U		ACTIVITES		
		1.4.2. Equipements sportifs et de loisirs	1.4.2.2. Golfs	U		ACTIVITES		
			1.4.2.3. Stades, équipements sportifs et équipements touristiques de loisir	U		EQUIPEMENTS		

Répartition des classes de nomenclature de l'OCS régionale de la Nouvelle-Aquitaine (V2)							
Niveau 1, 2, 3 (inspirés par CLC avec les adaptations)				Nomenclature N4 de l'OCS régionale (version V2)		NAFU*	Nomenclature simplifiée de 16 postes**
2. TERRITOIRES AGRICOLES	2.1. Terres arables	2.1.1. Terres arables hors périmètres permanents d'irrigation	2.1.1.1. Cultures annuelles	A		Terres agricoles	
		2.1.2. Terres arables irriguées	2.1.1.2. Cultures florales ou légumières	A			
	2.2. Cultures permanentes	2.2.1. Vignobles	2.2.1.0. Terres arables irriguées	A		Vignes et vergers	
		2.2.2. Vergers et petits fruits	2.2.2.0. Vignobles	A			
	2.3. Prairies	2.3.1. Prairies	2.3.1.0. Vergers et petits fruits	A		Prairies	
	2.4. Zones agricoles hétérogènes	2.4.3. Territoires principalement occupés par l'agriculture, avec présence de végétation naturelle importante	2.3.1.0. Prairies	A			
3. FORETS ET MILIEUX SEMI-NATURELS	3.1. Forêts	3.1.1. Forêts de feuillus	3.1.1.0. Forêts de feuillus	F		Forêts	
		3.1.2. Forêts de conifères	3.1.2.0. Forêts de conifères	F			
		3.1.3. Forêts mélangées	3.1.3.0. Forêts mélangées	F			
	3.2. Milieux à végétation arbustive et/ou herbacée	3.2.1. Pelouses et pâturages naturels	3.2.1.0. Pelouses et pâturages naturels	N		Landes et pâturages	
		3.2.2. Landes et broussailles	3.2.2.0. Landes et broussailles	N			
	3.3. Espaces ouverts, sans ou avec peu de végétation	3.3.1. Plages, dunes, sable	3.3.1.1. Plages, sable	N		Sables et roches	
		3.3.2. Roches nues	3.3.1.2. Dunes	N			
		3.3.3. Végétation clairsemée	3.3.2.0. Roches nues	N			
		3.3.4. Zones incendiées	3.3.3.0. Végétation clairsemée	N			
		3.3.5. Glaciers et neiges éternelles	3.3.4.0. Zones incendiées	N			
4. MILIEUX HUMIDES	4.1. Milieux humides intérieurs	4.1.1. Milieux humides intérieurs (hors tourbières)	4.1.1.0. Milieux humides intérieurs (hors tourbières)	N		Milieux humides	
		4.1.2. Tourbières	4.1.2.0. Tourbières	N			
	4.2. Zones intertidales	4.2.1. Estran sableux et/ou vaseux	4.2.1.1. Vasières	N			
		4.2.2. Estran rocheux	4.2.1.2. Herbiers marins à plantes vasculaires	N			
		4.2.3. Schorre	4.2.1.3. Autres milieux sableux ou sable-vaseux	N			
	4.3. Marais rétro-littoraux	4.3.0. Marais rétro-littoraux endigués	4.2.2.0. Estran rocheux	N			
		4.3.0.0. Marais rétro-littoraux endigués	4.2.3.0. Schorre	N			
	5. SURFACES EN EAU	5.1. Eaux continentales	5.1.1. Cours et voies d'eau	5.1.1.0. Cours et voies d'eau	N		
5.1.2. Plans d'eau			5.1.2.1. Plans d'eau naturels	N			
5.2. Eaux maritimes		5.2.1. Estuaires	5.1.2.2. Plans d'eau artificiels	U			
		5.2.2. Mers et océans	5.2.1.0. Estuaires	N			
		5.2.2.0. Mers et océans	5.2.2.0. Mers et océans	N			

* La répartition des classes de nomenclature de l'OCS régionale en espaces Naturels, Agricoles, Forestiers et Urbains. Cette répartition est utilisée pour le calcul des indicateurs de l'OCS diffusés dans le cadre de l'Observatoire NAEU

** La répartition des classes de nomenclature de l'OCS régionale est simplifiée en 16 postes pour permettre un suivi plus précis de certaines classes ou groupe de classes. Cette nomenclature a été conçue pour permettre une représentation cartographique simplifiée (visionneuse PIGMA ou cartes).

Les fiches détaillées de 64 classes accessibles via la fiche de métadonnées

<https://www.pigma.org/portail/fr/jeux-de-donnees/ocs-de-la-nouvelle-aquitaine-referentiel-regional-d-occupation-du-sol-a-grande-echelle--ocs-nva/telechargements>



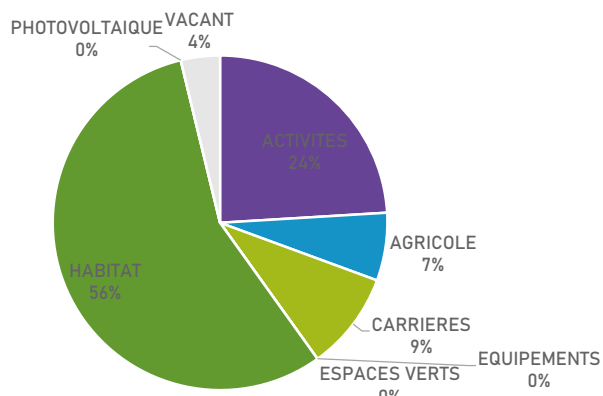
Tous les espaces délimités par l'OCS en 2009 et classifiés comme agricoles, forêts et milieux semi-naturels, milieux humides, ou surfaces en eau, et classés comme territoires artificialisés en 2020 sont considérés consommés. Par ailleurs, les surfaces appartenant à cette classe artificielle, mais non bâtie en 2009 (espaces verts, chantiers, vacance...) et classée comme urbaine ou bâtie en 2020 (espaces urbains, activités, équipements...) sera considérée comme consommée mais seulement en densification de l'existant.

Répartition par occupation des nouvelles constructions entre 2009 et 2020 [en Ha]

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

ACTIVITES	AGRICOLE	CARRIERES	HABITAT	VACANT	Total général
BOIS	4.77	1.08	1.52	3.10	11.24
CHAMPAGNOLLES		0.22	0.36	4.07	4.66
SAINT-GERMAIN-DU-SEUDRE				3.97	3.97
Total général	4.77	1.30	1.89	11.14	19.86

Source : OCS Nouvelle Aquitaine 2020



Entre 2009 et 2020, 19,86 hectares ont été consommé sur le territoire du groupement. La plupart (11,24 ha) dans la commune de Bois.

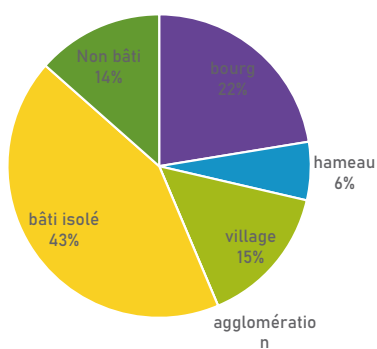
Sur cette dernière, la grande majorité de cette urbanisation est liée à l'habitat (56%). Le second poste de consommation d'espaces est issu de l'activité économique (24%), viennent ensuite les carrières (9%) et l'activité agricole (7%).

Source : OCS Nouvelle Aquitaine 2020

Répartition par typologie de groupements bâtis des nouvelles constructions entre 2009 et 2020 [en Ha]

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

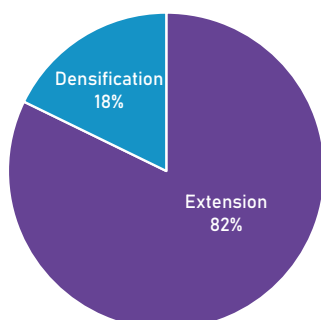
	bourg	hameau	village	bâti isolé	Non bâti	Total général	
BOIS			0.39	1.60	7.25	2.00	11.24
CHAMPAGNOLLES		2.33	0.19	0.89	0.88	0.36	4.66
SAINT-GERMAIN-DU-SEUDRE		2.13	0.64	0.50	0.39	0.31	3.97
Total général		4.45	1.23	2.98	8.52	2.68	19.86



La plupart de la consommation d'espaces du groupement s'est faite dans des groupements bâtis comportant moins de 5 constructions (8,52 ha, soit 43%). Les deuxièmes endroits dans lesquels la consommation d'espaces s'est faite sont les bourgs (4,45 ha, 22%). Viennent ensuite les villages (15%), les endroits qui n'étaient pas bâtis auparavant (14%) et les hameaux (6%).

Répartition des nouvelles constructions entre extension et densification entre 2009 et 2020 [en Ha]

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



A l'échelle du groupement de communes, une très grande partie des nouvelles constructions entre 2009 et 2020 ont été faites en extension (82%).

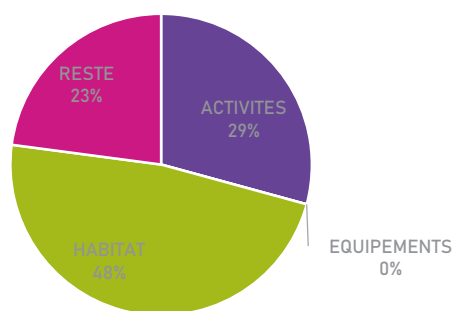
Les nouvelles constructions en densification, c'est-à-dire à l'intérieur des enveloppes urbaines, ne représentent que 18% du total des constructions réalisées entre 2009 et 2020.

Répartition par occupation (simplifiée) des nouvelles constructions en extension entre 2009 et 2020 [en Ha]

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

	ACTIVITES	HABITAT	RESTE	Total général
BOIS		4.77	2.21	3.16
CHAMPAGNOLLES			3.05	0.58
SAINT-GERMAIN-DU-SEUDRE			2.55	2.55
Total général	4.77	7.81	3.74	16.33

NB : Si des communes ne figurent pas, c'est qu'elle n'ont pas consommé de surface en extension



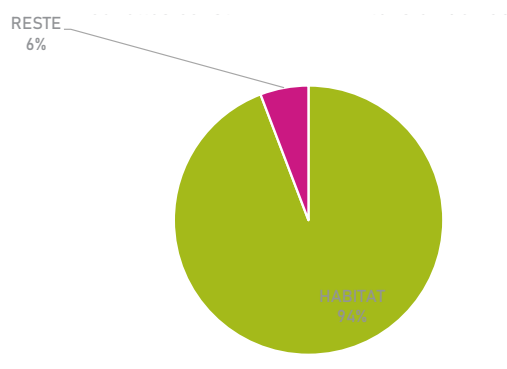
La majeure partie de l'espace consommé en extension est liée à l'habitat (48%), devant les activités économique (29%) et le reste (23%), c'est-à-dire l'activité agricole et les carrières notamment.

Répartition par occupation (simplifiée) des nouvelles constructions en densification entre 2009 et 2020 [en Ha]

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

	HABITAT	RESTE	Total général
BOIS	0.89	0.21	1.09
CHAMPAGNOLLES	1.03		1.03
SAINT-GERMAIN-DU-SEUDRE	1.42		1.42
Total général	3.33	0.21	3.54

NB : Si des communes ne figurent pas, c'est qu'elle n'ont pas consommé de surface en densification



Les constructions faites en densification entre 2009 et 2020 sont en immense majorité liée à l'habitat (94%).

Consommation foncière détectée entre 2009 et 2020

+ Commune de Champagnolles

Source : OCS Nouvelle Aquitaine 2020



Légende

Destination des surfaces détectées comme consommées entre 2009 et 2020

- Habitat (ou mixte)
- Activités économiques
- Equipements publics et ouverts au public
- Espaces verts urbains (non bâti)
- Centrales photovoltaïques
- Activités agricoles
- Espace artificialisé vacant
- Carrières
- Voirie et réseaux
- Surface consommée en densification

Fond de carte

- parcelles
- Bâtiments cadastrés "durs"
- Bâtiments cadastrés "légers"
- Enveloppe tampon autour des bâtiments représentant les taches urbaines

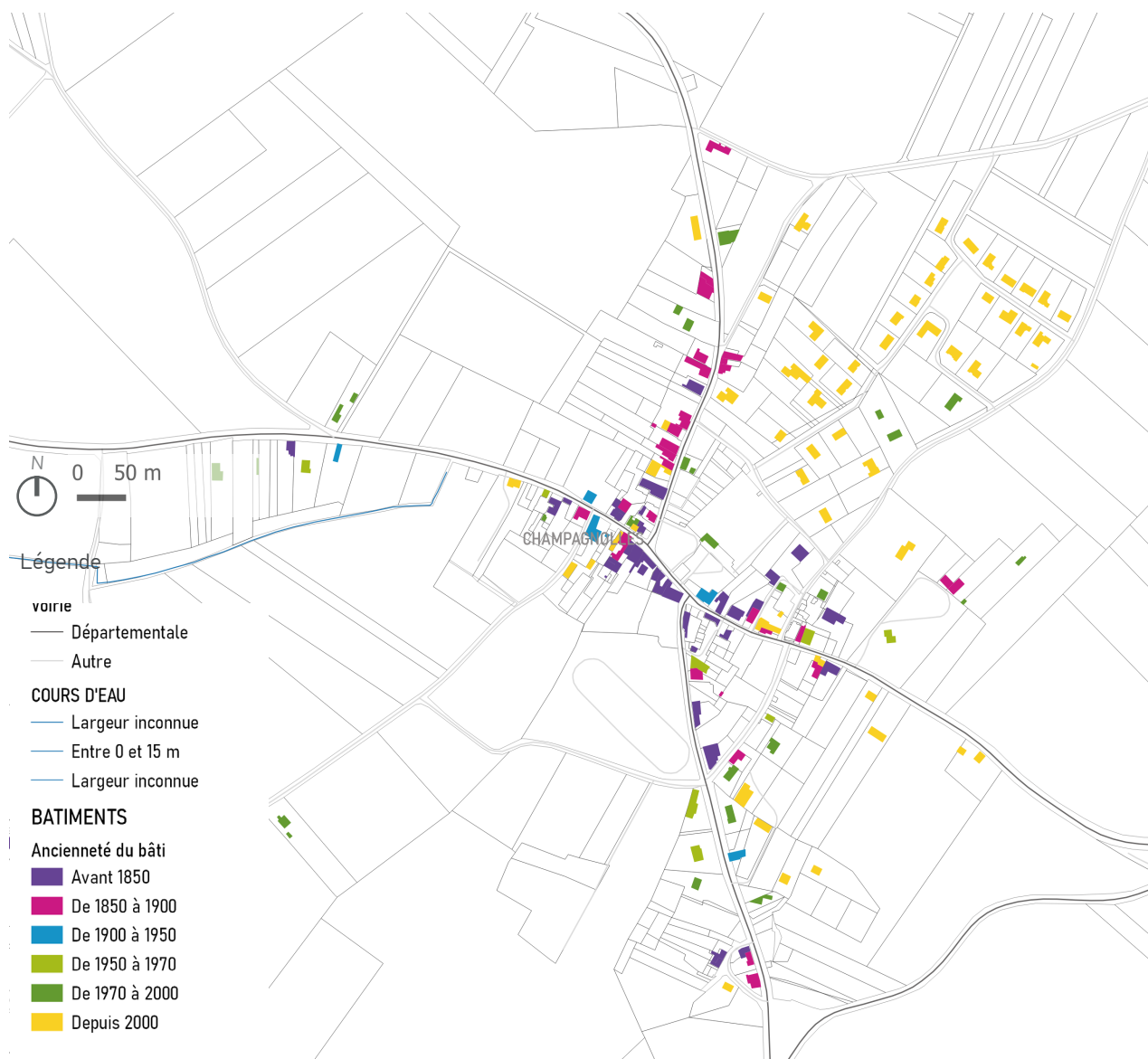
La commune de Champagnolles a consommé 4,66 hectares d'espaces naturels, agricoles ou forestiers entre 2009 et 2020. Cette consommation est essentiellement liée à l'habitat (4,07 ha). La partie la plus importante de cette consommation est située dans et autour du bourg de la commune.

1,03 hectares ont été consommés en densification, au sein même de l'enveloppe urbaine.

Morphologie urbaine du bourg

+ commune de Champagnolles

Source : IGN



L'analyse des périodes de constructions des bâtiments du bourg de la commune de Champagnolles permet d'observer une répartition spatiale marquée et un fort étalement urbain depuis les années 2000.

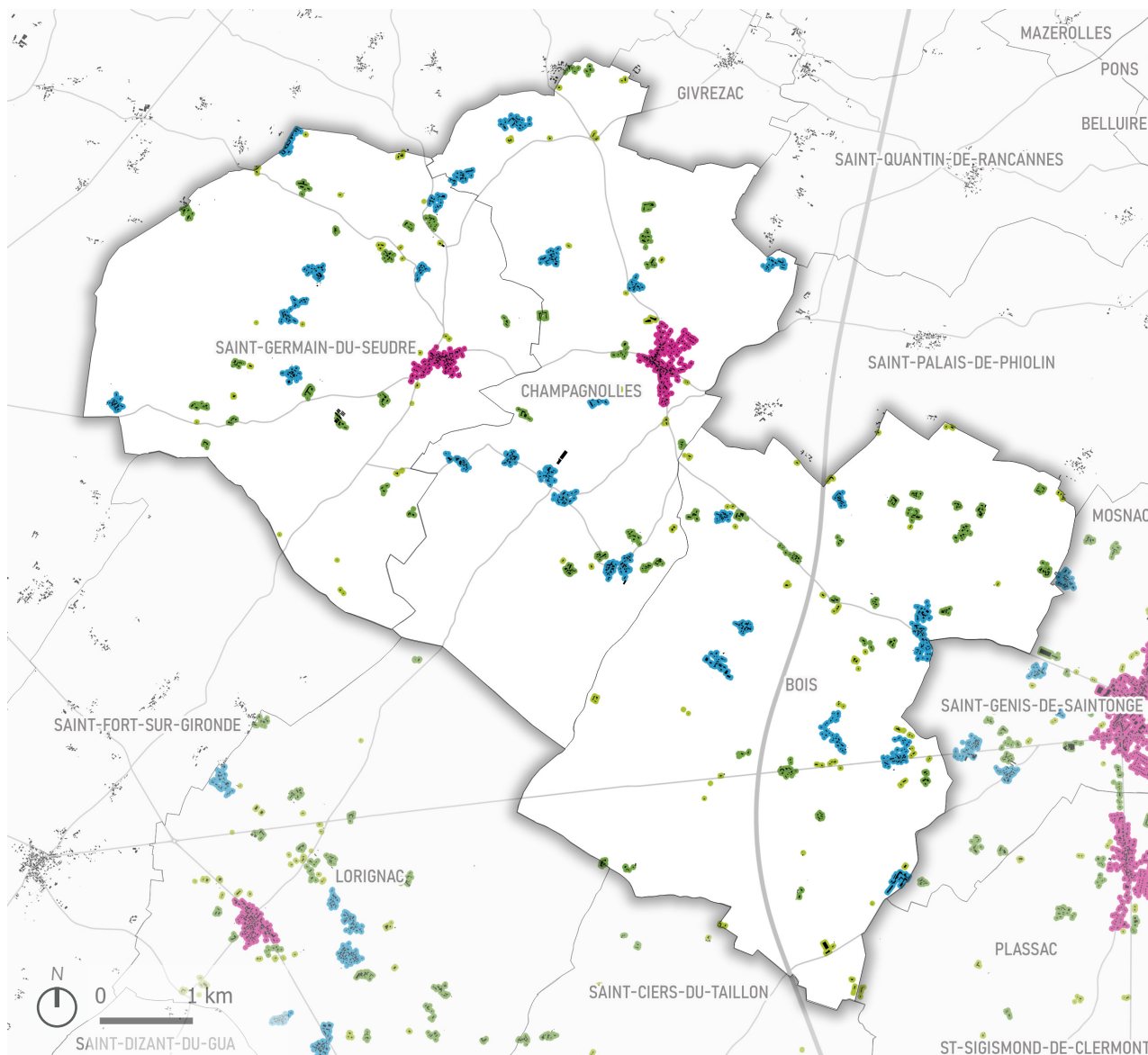
Dans un premier temps, avant le XX^e siècle, l'habitat se développe principalement le long des axes routiers, notamment autour des actuelles D143 et D144. Les constructions sont groupées et alignées sur les voiries.

Dans les années 1950, de nouvelles formes d'habitat commencent à se développer : l'habitat de type pavillonnaire : des maisons situées sur de grandes parcelles, implantées en retrait des emprises publiques et distantes les unes des autres.

Cette forme d'habitat acquiert une autre dimension dans les années 2000, notamment par la création de lotissements. Ceux-ci sont visibles à l'est du bourg. Cette forme d'habitat diffère de ce qui se faisait précédemment en ce que les constructions ne sont plus bâties à proximité immédiate des routes existantes mais que des voiries internes au lotissement sont créées et connectées au réseau viaire existant. Cette forme d'habitat entraîne un étalement urbain, observable à l'est du bourg de Champagnolles.

Analyse des groupements bâtis

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Légende

FOND DE PLAN

□ Limites communales

BATI

■ BATI

RESEAU DE TRANSPORT

— Autoroute

— Départementale

ENVEL_2020_TYPO

■ bâti isolé

■ bourg

■ hameau

■ village

Les commune de Champagnolles dispose d'un groupement bâti de plus de 100 constructions, un «bourg», de 11 «villages» (entre 50 et 99 constructions), de 13 hameaux (5 à 24 constructions) et de 16 groupements bâtis isolés (moins de 5 constructions).

La commune de Bois compte 8 «villages», 24 «hameaux» et 38 groupements bâtis isolés.

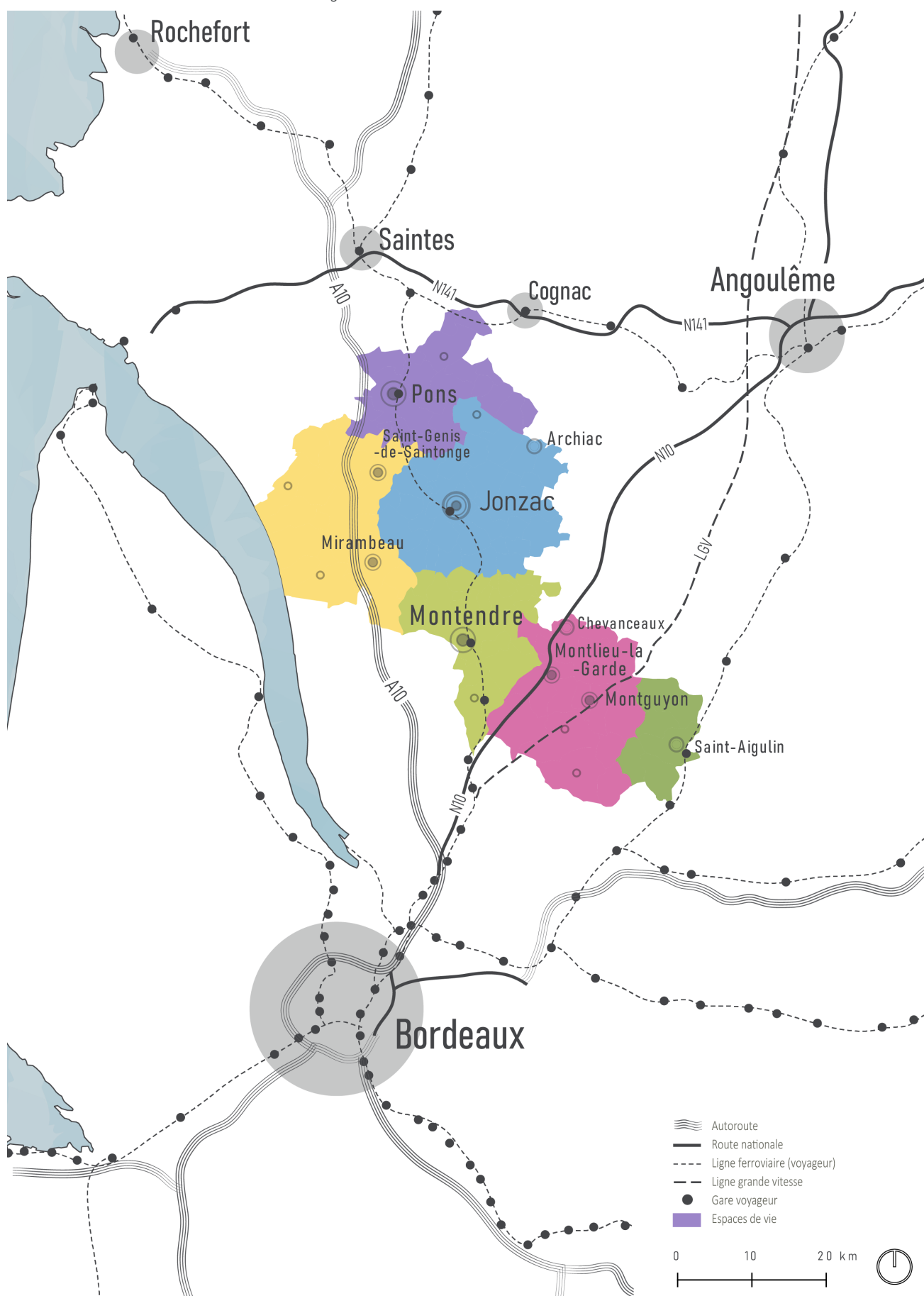
La commune de Saint-Germain-du-Seudre comporte quant à elle 1 «bourg», 7 «villages», 17 «hameaux» et 22 groupements bâtis isolés.

La commune de Bois et donc la seule commune du groupement à ne pas avoir de bourg, selon cette méthode de classement, dans la mesure où elle n'a pas de groupements de plus de 100 constructions.

Réseau de transport

+ Communauté des Communes de Haute Saintonge

Source IGN BD TOPO



Réseau de transport

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : IGN



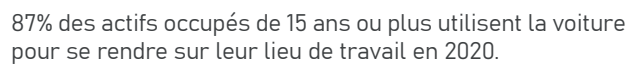
Le territoire du groupement est maillé par de nombreuses routes départementales, dont :

- La D143 qui traverse Bois et Champagnolles et permet de relier Saint-Genis-de-Saintonge à Epeaux ;
- La D125 qui traverse Saint-Germain-du-Seudre et permet de relier Port-des-Barques à Saint-Fort-sur-Gironde ;
- La D144 qui traverse Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre et permet de relier Pérignac à Touvent ;
- La D2 qui traverse le sud de la commune de Bois et permet de relier Port-Maubert à Saint-Ciers-de-Champagne, puis se poursuit en Charente.

Le territoire de Bois est également traversé par l'autoroute A10. Toutefois, il n'y a ni sortie, ni péage, ni aire de repos sur le territoire du groupement. La sortie la plus proche est située à Pons.

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source INSEE 2020



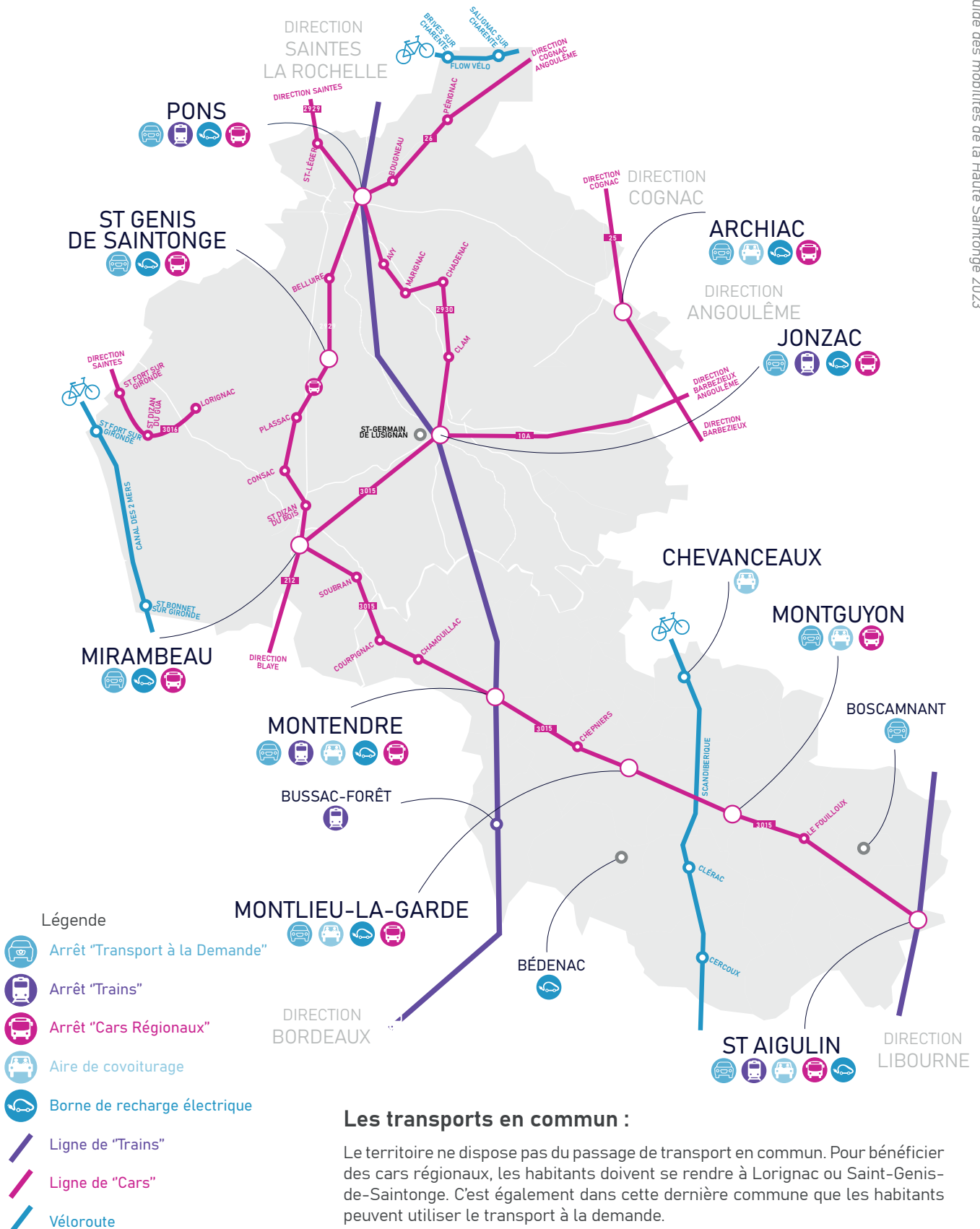
85.8% pour la Haute Saintonge
81.3% en Charente Maritime
80.5% pour la Nouvelle Aquitaine
70.3% en France



Réseaux de transports en 2023

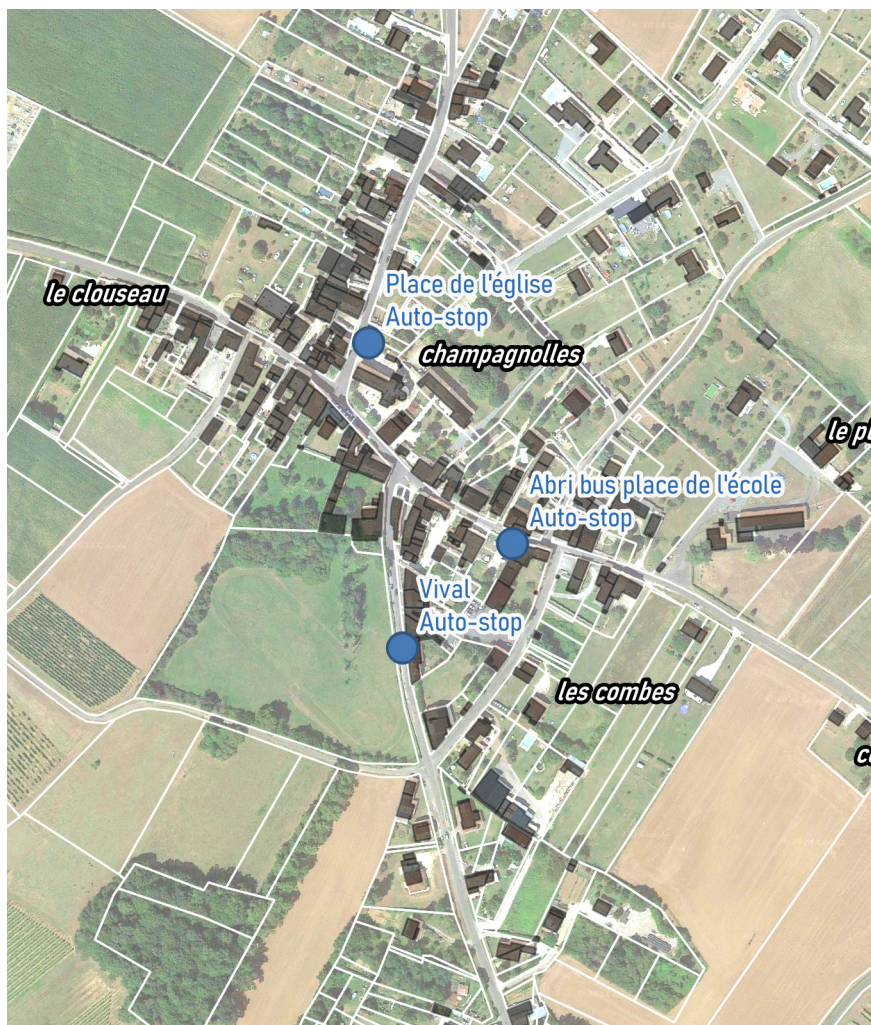
+ Communauté de communes de la Haute Saintonge

Source : Guide des mobilités de la Haute Saintonge 2023



Lieux de covoiturage

+ Commune



Source : Transport.data.gouv.fr Nasse nationale consolidée des lieux de covoiturage

Légende

● Aire de covoiturage recensée par la base nationale des lieux de covoiturage (BNLC). Elle recense les points de rencontre où les conducteurs peuvent déposer et prendre en charge des passagers. La connaissance des points de rencontre de covoiturage permet aux applications de covoiturage de fournir une information fiable sur les lieux où les conducteurs peuvent s'arrêter et stationner en toute sécurité.

0 50 100 m

Le schéma départemental

Le schéma routier départemental 2010-2030 de la Charente-Maritime s'inscrit dans une démarche globale visant à favoriser la mobilité durable des personnes et des biens. Il s'attache à prendre en compte les besoins de tous les usagers de la route (piétons, cyclistes, transports en commun) à chacune des phases de réalisation des projets.

Ceci a notamment l'intérêt de renforcer l'attractivité et donc l'utilisation des moyens de déplacements autres que la voiture.

Une initiative nationale : Le plan « vélo et marche 2023-2027 »

En septembre 2022, la Première Ministre a lancé « Le plan vélo et marche 2023-2027 » afin de redoubler d'effort et définitivement inscrire le vélo dans le quotidien de tous les Français. Il prend la suite du plan vélo et mobilités actives de 2018.

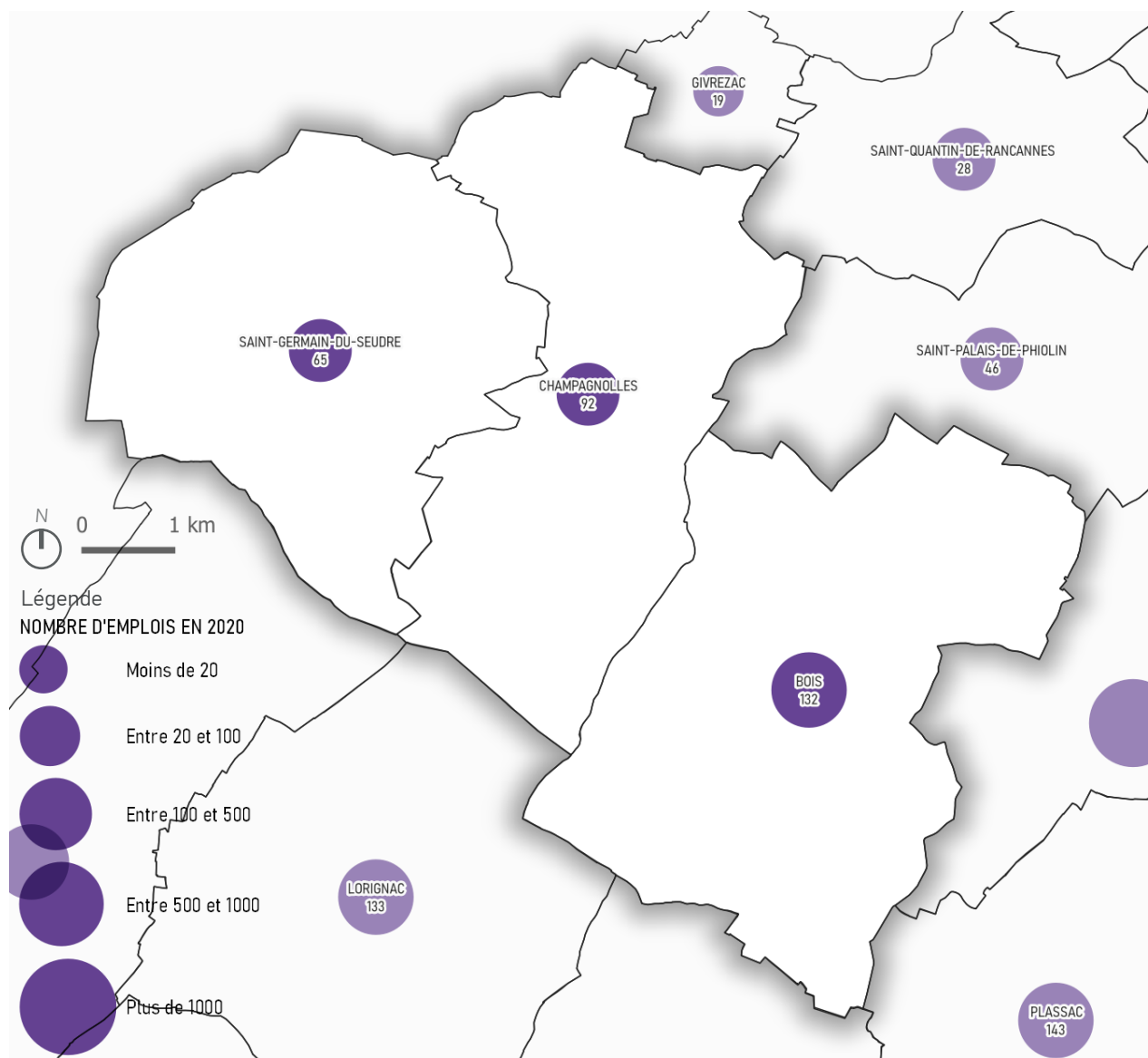
Le plan vélo et marche 2023-2027 poursuit trois ambitions principales :

1. Rendre le vélo accessible à toutes et tous, dès le plus jeune âge et tout au long de la vie.
2. Faire du vélo et de la marche une alternative attractive à la voiture individuelle pour les déplacements de proximité et combinée aux transports collectifs pour les déplacements de plus longues distances.
3. Faire du vélo un levier pour notre économie en accompagnant les acteurs français de la filière.

Nombre d'emplois par commune en 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : INSEE



Avec 289 emplois sur le territoire en 2020, le groupement comporte 1,3% des emplois de la Haute-Saintonge.

Alors qu'elle est la moins peuplée, la commune la moins peuplée, Bois accueille notamment le lycée agricole privé Saint-Antoine qui est générateur d'emplois sur la commune et lui permet d'être la commune du groupement qui compte le plus d'emplois.

La commune de Champagnolles comptabilise 92 emplois en 2020, et Saint-Germain-du-Seudre en compte 65.

Indice de concentration d'emploi - évolution de 2009 à 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

	Nombre d'emploi dans la zone	Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	Indicateur de concentration d'emploi
2020			
Bois	132	218	60.7
Champagnolles	92	264	34.9
Saint-Germain-du-Seudre	65	166	39.3
Total général	290	648	44.7

L'indice de concentration d'emploi (ICE) est de 44,7% sur le territoire du groupement. Il est stable depuis 2009 mais est très inférieur aux ICE observables aux échelles intercommunale, départementale, régionale et nationale. Il est en effet deux fois inférieur à celui de la Haute-Saintonge (87).

La commune de Bois est celle qui a le plus haut ICE parmi les trois communes. C'est notamment lié à la présence du Lycée agricole sur son territoire. Toutefois, son niveau reste bien inférieur à celui des échelons supérieurs.

La commune de Champagnolles a le plus faible ICE. Cela s'explique par le fait que c'est la commune qui regroupe le plus d'habitants mais qu'elle ne dispose pas d'emplois en quantité équivalente.

	Nombre d'emploi dans la zone	Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	Indicateur de concentration d'emploi
2014			
Bois	98	208	47.1'
Champagnolles	117	248	47.3'
Saint-Germain-du-Seudre	69	166	41.6'
Total général	284	622	45.7'

L'indicateur de concentration de l'emploi

Le taux de concentration de l'emploi est égal au nombre d'emplois occupés dans une zone pour 100 actifs résidant dans la zone et ayant un emploi. Dans un pôle attractif (taux supérieur à 100%), le nombre d'emplois est supérieur à celui de ses actifs occupés.

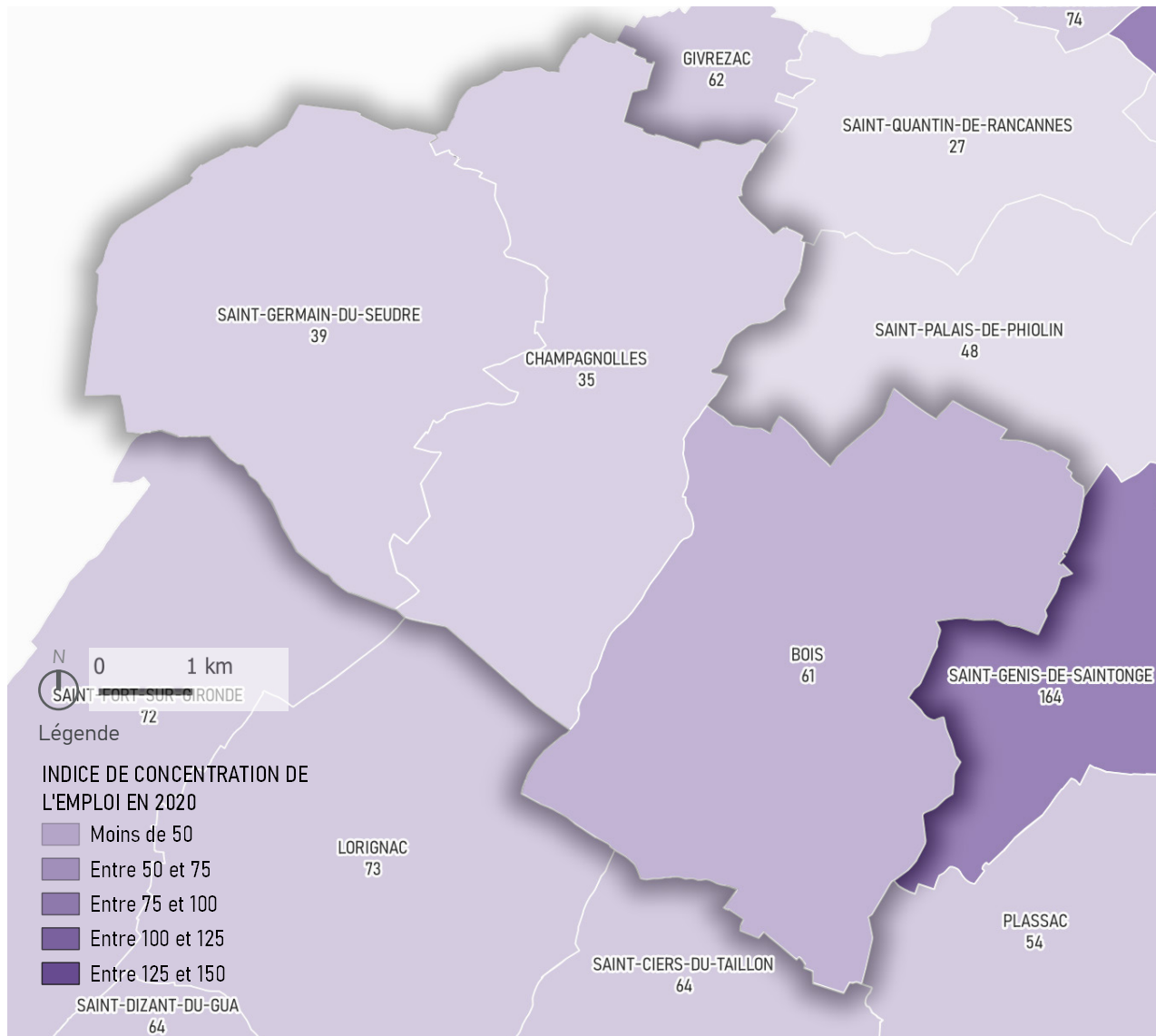
	Nombre d'emploi dans la zone	Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	Indicateur de concentration d'emploi
2009			
Bois	110	209	52.7
Champagnolles	94	215	43.7
Saint-Germain-du-Seudre	56	156	35.8
Total général	260	580	44.8

L'indicateur de concentration d'emplois en 2020, comparatif à d'autres échelles :

87.0% pour la Haute Saintonge
96.2% en Charente Maritime
99.0% pour la Nouvelle Aquitaine
98.3% en France

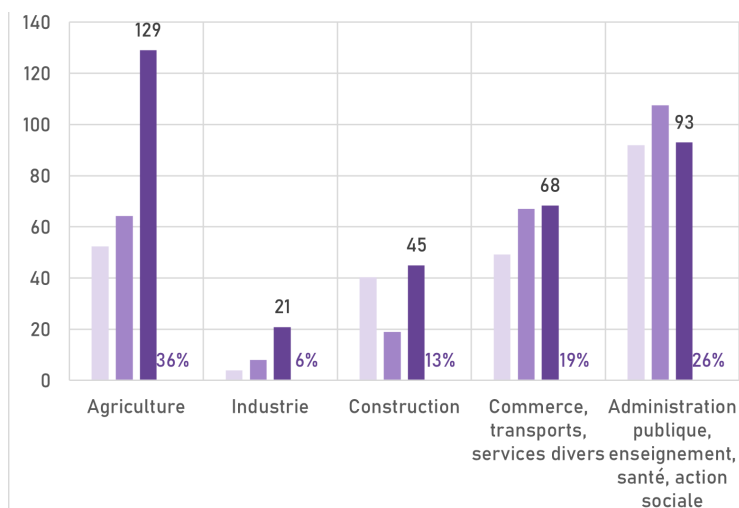
Indice de concentration d'emplois par commune en 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Nombre d'emplois par secteurs d'activité - Evolution de 2009 à 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



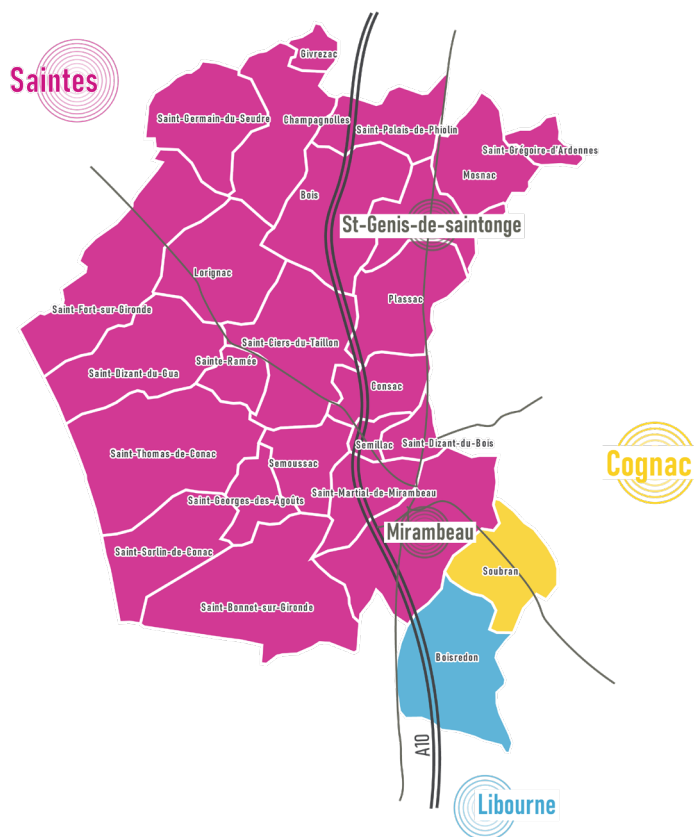
L'agriculture est le plus gros secteurs d'activité du groupement puisque 129 emplois du territoire sont liés à l'activité agricole. Ce secteur d'activité connaît d'ailleurs une croissance très importante entre 2014 et 2020 (x2).

Le second secteur pourvoyeur d'emplois sur le territoire est l'administration publique avec 93 emplois. Toutefois ce secteur, qui a connu une croissance entre 2009 et 2014, est en baisse depuis lors.

Enfin, les secteurs de l'industrie, de la construction et du commerce sont en hausse.

Zones d'emplois

+ Espace de vie de Mirambeau, Saint-Genis-de-Saintonge



L'ensemble des communes de l'espace de vie de Mirambeau - Saint-Genis-de-Saintonge (à l'exception de Soubran et Boisredon) font partie de la zone d'emplois de Saintes selon l'INSEE

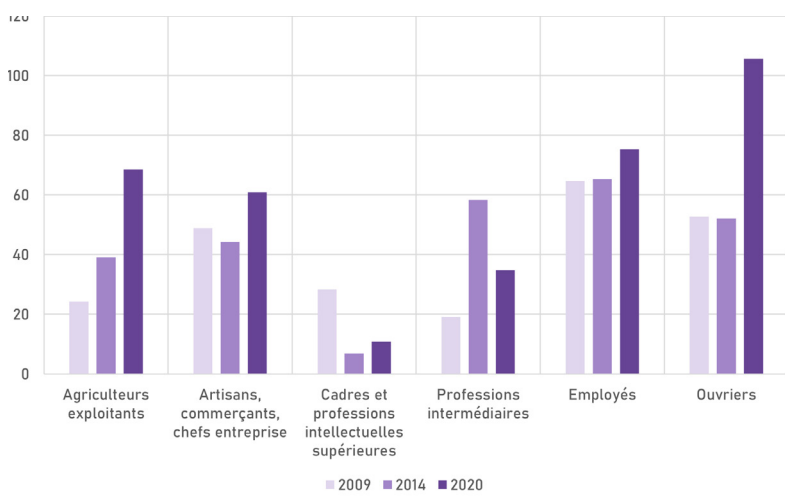
Ainsi, en termes d'emplois, la totalité des communes du regroupement sont orientée vers la polarité de Saintes. Selon les élus, les pôles d'emplois à proximité sont également Jonzac et Bordeaux.

La zone d'emplois

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. (INSEE)

Nombre d'emplois par catégorie Socio Professionnelles - Evolution de 2009 à 2020

* regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



La catégorie socio-professionnelle la plus représentée dans les emplois du territoire est celle des ouvriers. Cela est notamment lié à la présence de nombreux emplois d'ouvriers agricoles. Leur nombre est en forte hausse depuis 2014.

La seconde catégorie la plus représentée est celle des employés. Cela est lié au fait que l'administration publique est le second secteur le plus important du groupement.

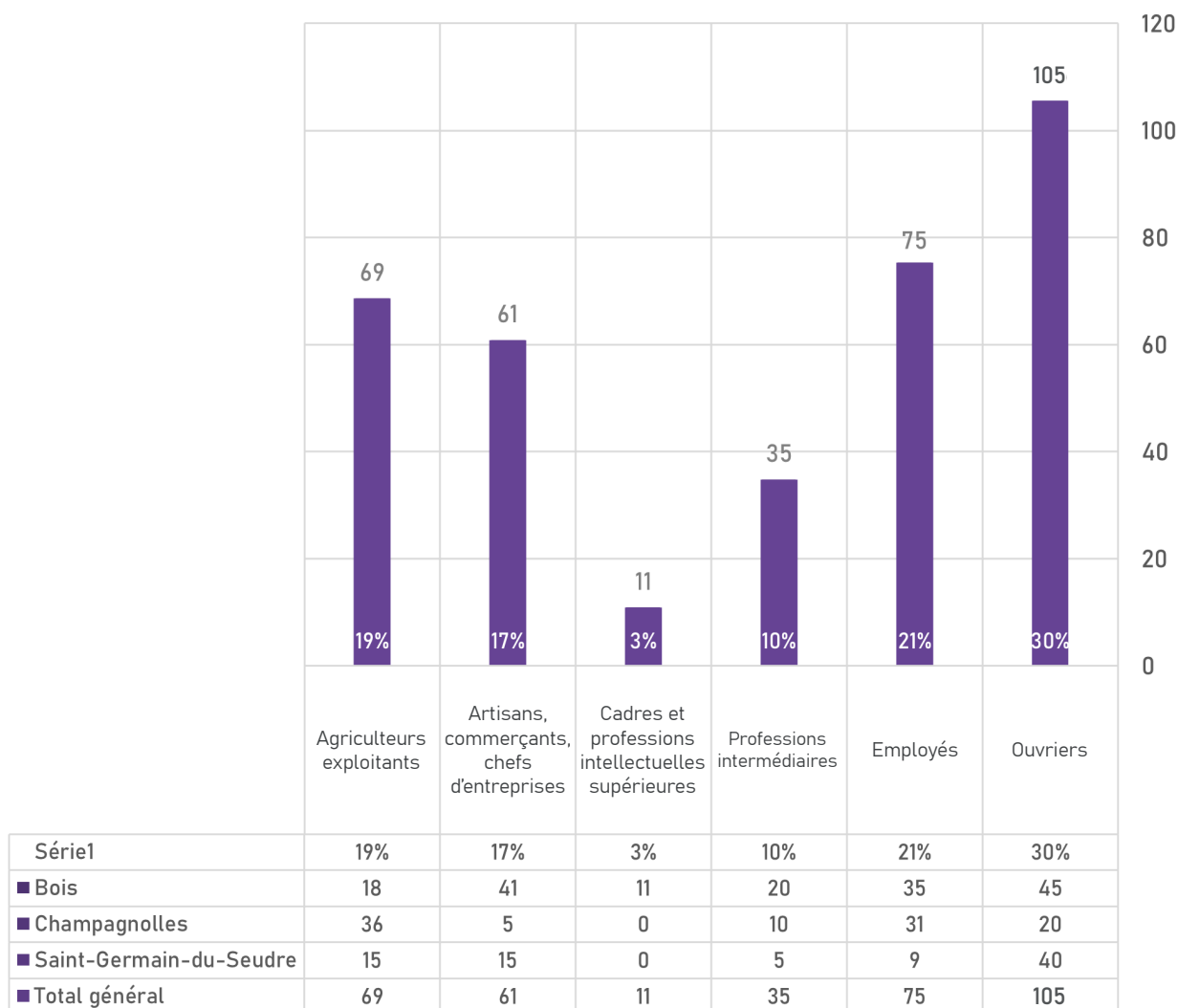
Les agriculteurs exploitants sont la troisième catégorie socio-professionnelle la plus représentée. Elle est également en forte progression depuis 2009.

Enfin, la catégorie des cadres est la moins présente sur le territoire.

Nombre d'emplois par catégorie Socio Professionnelles - Répartition en 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Emplois par catégorie socioprofessionnelle en 2020



Il y a 105 emplois d'ouvriers sur le territoire. Ceux-ci sont principalement situés à Bois et Saint-Germain-du-Seudre (85).

Avec 75 emplois, la catégorie des employés est la seconde catégorie socio-professionnelle la plus représentée. Notamment à Bois où 35 d'entre eux sont situés. Cela est notamment lié à la présence du lycée agricole qui est employeur de cette catégorie socio-professionnelle, tout comme de la catégorie des professions intermédiaires qui sont davantage présents sur la commune de Bois.

Les emplois de cadres sont au nombre de 11, ce sont les moins représentés mais ils en ont en commun d'être tous situés sur la commune de Bois. Une fois encore, le lycée est pourvoyeur de ce type d'emplois.

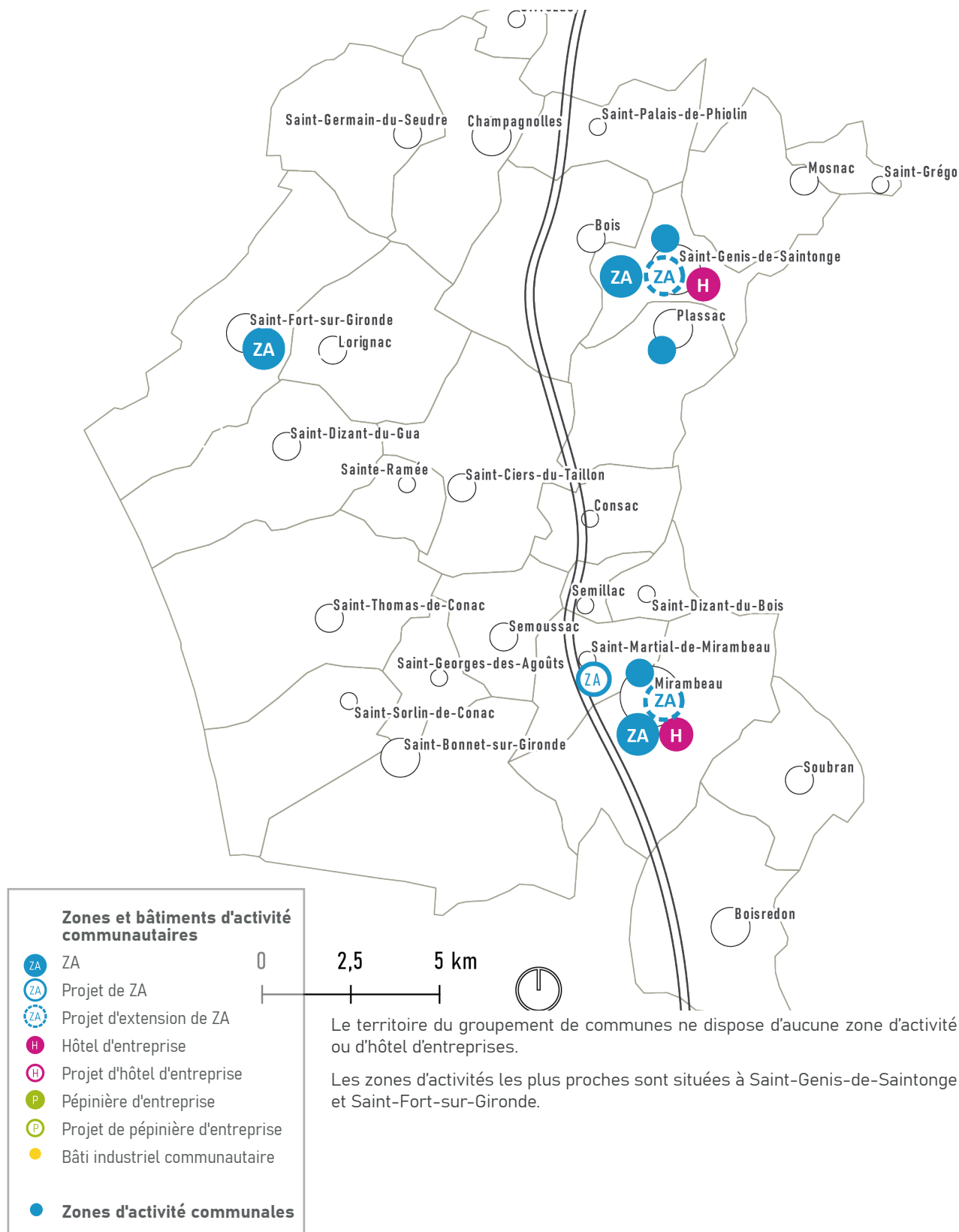
Les agriculteurs exploitants, au nombre de 69, sont les plus présents à Champagnolles, où 36 emplois sont ceux d'agriculteurs exploitants.

Les emplois d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise sont 61 sur le territoire. 41 d'entre eux sont sur la commune de Bois.

Zones d'activités, hôtels et pépinières d'entreprises sur l'espace de vie

+ Espace de vie de Mirambeau, Saint-Genis-de-Saintonge

Source : SCOT et retours élus

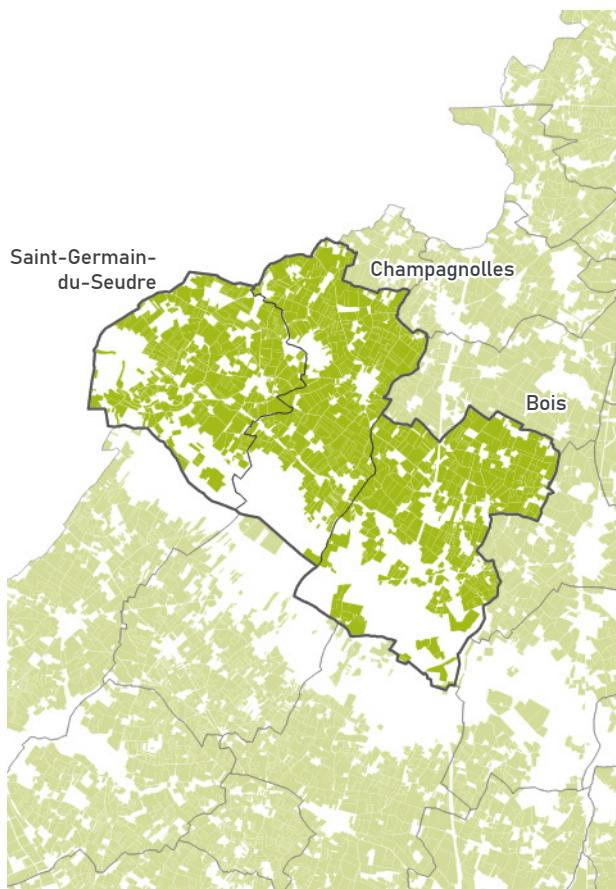


ANNEXE 7_AGRICULTURE

Commune de Champagnolles

Assolements agricoles en 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



ZOOM SUR le Registre Parcellaire Graphique (rpg) de la PAC

Dans le cadre de l'attribution annuelle des aides PAC, un recensement cartographique de l'ensemble des parcelles cultivées est constitué, à l'échelle européenne. Les cartes, une fois anonymisées, sont consultables en ligne et donnent une image précise à la parcelle des assolements pratiqués chaque année.

Ce recensement s'effectue par îlots cultureux, définis par un ensemble de parcelles culturelles :

- Contiguës, entières ou partielles, portant une ou plusieurs cultures, exploitées par le déclarant ;
- Limitées par des éléments facilement repérables et permanents (chemin, route, ruisseau...) ;
- Stables d'une année sur l'autre.



Légende

Assolements agricoles en 2020,

La considération de l'agriculture dans le diagnostic territorial est centrale. Les exploitants agricoles sont les premiers utilisateurs de l'espace rural et les premiers sculpteurs des paysages de nos quotidiens. Ils sont les piliers de cette fonction nourricière d'une activité économique capitale. En France, si un département est encore artificialisé tous les 7 ans (320 terrains de football par jour), la nécessité de préserver le foncier agricole est désormais reconnue par tous. Le Grenelle de l'environnement (complété par les Loi ALUR et ELAN et récemment conforté par le principe de Zéro Artificialisation Nette) a d'ailleurs permis de poser des objectifs précis de réduction de la consommation des terres et des commissions départementales (CDPENAF, CDNPS,...) ont été mises sur pieds afin de garantir leur préservation.

Les espaces ouverts sont en effet essentiels pour un projet de territoire durable et cohérent puisqu'ils contribuent à :



- Préserver un sol vivant et réversible, notamment pour les générations futures ;



- Créer un facteur de cohésion sociale : qualité de vie, complémentarités ville-campagne ;



- Former une armature structurante, produire un paysage et un cadre de vie, construire un cadre de vie équilibré, dynamique et attractif ;



- Répondre aux grandes urgences d'aujourd'hui et de demain : urgence alimentaire, urgence liée à l'érosion de la biodiversité, urgence climatique, crise énergétique.

Un diagnostic agricole, quel objectif ?

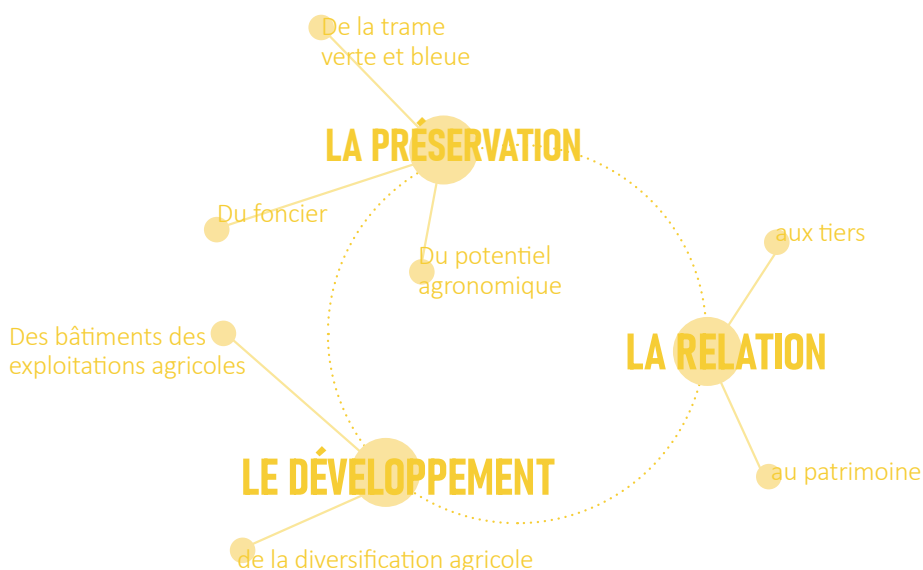
Source d'emplois, créateur de paysages et de mode de vie, activité nourricière et écologique, l'agriculture est un pilier de l'aménagement territorial. Le diagnostic agricole permet de considérer les enjeux et perspectives de développement agricole dans la définition du futur projet de territoire, tout en dressant un portrait qui cherche à refléter au plus près les réalités locales, ses dynamiques et ses besoins.

Le diagnostic agricole permet de disposer de connaissances fines et actualisées de la situation de l'activité sur le territoire et d'aiguiller la prise de décision des élus pour l'élaboration des documents d'urbanismes propres à chaque commune ou intercommunalité.

La dimension agricole dans les plans locaux d'urbanisme

Les trois dimensions soulevées par le code de l'urbanisme : L'activité agricole dans le PLUi est abordée de multiples manières dans la réglementation et dans le Code de l'Urbanisme afin d'encadrer la bonne gestion économique des sols et de permettre la poursuite des activités. Ainsi, trois dimensions particulières sont soulevées :

- La préservation du foncier, du potentiel agronomique des terres et de la TVB ;
- Le développement de l'activité agricole et des projets de diversification ;
- La relation aux tiers et au patrimoine.

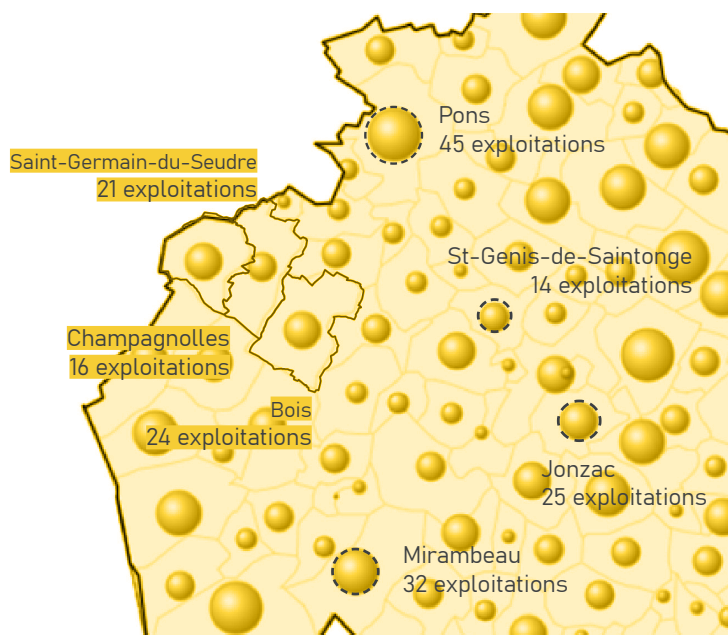


Ces dimensions font ainsi la synthèse entre tous les usages qui entrent en relation et les potentiels d'évolution des occupations du sol en zone agricole. C'est la notion d'équilibre entre ces différents usages et les différents potentiels d'installation qui pourront être réellement mis en œuvre, que le PLUi doit définir.

Malgré la position majeure de l'agriculture au sein de l'économie sur ces territoires de Nouvelle Aquitaine, la Communauté des Communes de Haute Saintonge subit elle aussi les problématiques du métier d'agriculteur d'aujourd'hui. L'agriculture s'adaptant à la fois aux changements de climats et d'environnement, mais aussi aux transitions économiques.

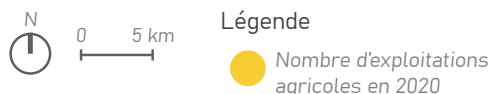
Nombre d'exploitations agricoles 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Depuis la fin du XXème siècle, plusieurs faits marquent l'évolution du secteur agricole à l'échelle nationale, à savoir une chute du nombre d'exploitations compensée par une tendance à l'accroissement de leur taille, et une spécialisation des productions par région. Le territoire de la CDCHS n'est pas exempt de cette réalité. Elle fait face à différentes problématiques :

- Le changement climatique :
Dérèglement des saisons
Problématiques de ressources en eau
- Le changement des pratiques :
La mécanisation
Le fonctionnement des exploitations
- Les aléas du marché :
L'engouement pour certains produits
Les crises économiques



Sur le groupement on trouve en 2020 aux alentours de 61 exploitations agricoles, selon le recensement AGRESTE. La commune possédant le plus d'exploitations est celle de Bois avec 21 exploitations, celle en ayant le moins est celle de Champagnolles avec 16 exploitations. La commune de Saint-Germain-du-Seudre se situe entre les deux avec 21 exploitations.

source : AGRESTE 2020

Surface Agricole Utile comparée à la surface communale

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

	Bois	Champagnolles	Saint-Germain-du-Seudre	Groupe
SAU [Ha]	1308	830	919	3057
Superficie [Ha]	2112	1703	1609	5424
Ratio	62%	49%	57%	56%

Le caractère rural de l'espace de vie a contribué au maintien d'une agriculture forte et visible, notamment dans le domaine de la viticulture, qui continue de représenter une part importante des emplois locaux.

Alors que son territoire s'étend sur 5 424 hectares de terres, ce sont plus de 56% d'entre elles qui sont déclarées en Surface Agricole Utile (SAU), soit 3 057 hectares en 2020.

Si les terres agricoles sont très présentes sur l'espace de vie et l'agriculture très importante pour son économie, cela s'exprime d'autant plus par cette surface agricole utile plus importante que la surface même des communes. En effet, les exploitations agricoles présentes sur celles-ci, en 2020, cultivent des terres sur les communes alentours en plus de la commune où se trouve leur siège d'exploitation, dont la surface totale va dépasser celle de la commune elle-même.

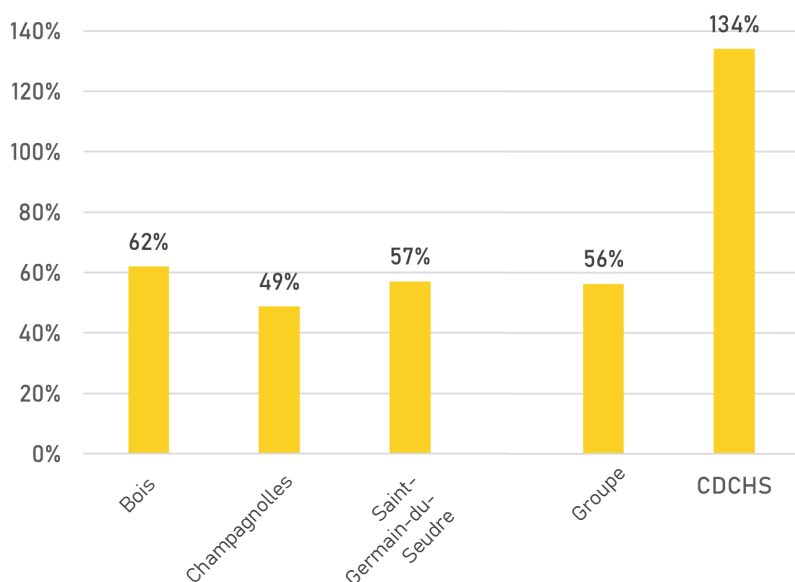
La commune de Bois a la SAU la plus importante avec 1 308 Ha, qui se compense avec sa surface qui elle aussi est la plus importante.

La Surface Agricole Utile (SAU)

La surface agricole utile, ou SAU, est un concept statistique qui s'applique à évaluer la surface foncière destinée à la production agricole. Cela n'inclut donc ni les bois ni les forêts, mais intègre les terres arables, les surfaces toujours en herbes et les cultures pérennes (vignes, vergers, etc.). Cette donnée est largement utilisée dans le cadre des déclarations PAC (Politique Agricole Commune) établies par les exploitations agricoles chaque année.

Surface Agricole Utile comparée à la surface communale

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Part de SAU sur la surface communale, comparatif à d'autres échelles :

53% pour la Haute Saintonge
62% en Charente Maritime
46% pour la Nouvelle Aquitaine
49% en France

Analyse des sols

Plusieurs types de sols cohabitent sur le territoire du groupement.

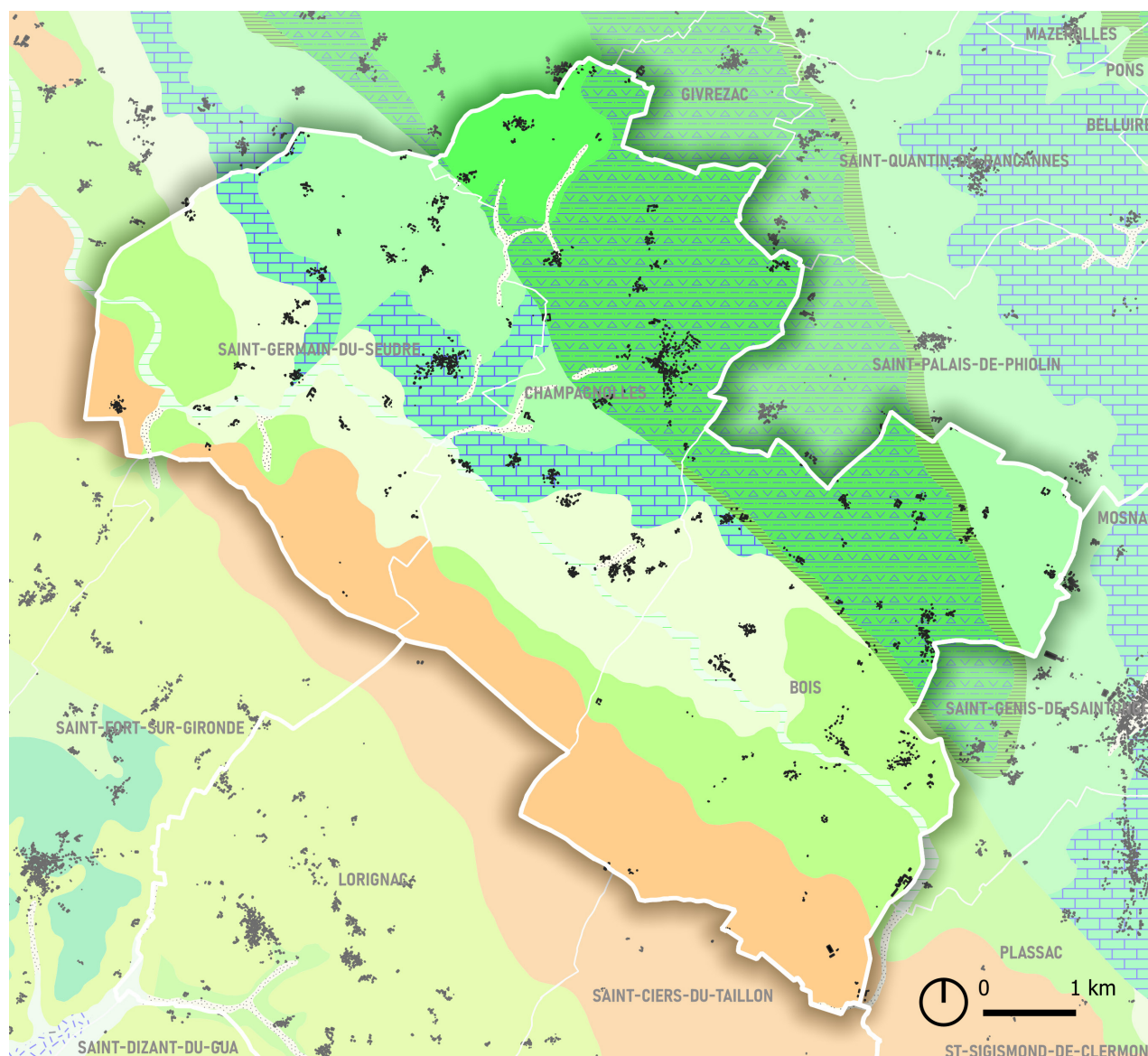
Ceux-ci sont majoritairement des formations calcaires. Il existe au centre du territoire des alluvions fluviales, lié à la présences de cours d'eau.

Au sud du territoire du groupement, le sol est composé de sable, d'argile et de conglomérats du Sidérolithique.

Types de sols sur le territoire

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : BRGM Carte géologique au 1/50 000 harmonisée



CARTE GEOLOGIQUE 1/ 50 000

- Alluvions fluviales récentes à actuelles (Holocène)
- Alluvions fluviales fines flandriennes ("Bri fluviale, Argiles des Mattes")
- Alluvions fluviales anciennes de moyenne terrasse (Pleistocène moyen-Riss)
- Alluvions fluviales anciennes de moyenne à haute terrasse (Pleistocène moyen-Mindel)
- Grèzes
- Colluvions indifférenciées, de versants, de fonds de vallées
- Formation des Sables, argiles, conglomérats du "Sidérolithique" (+/- remaniée) (Eocène inférieur à moyen)
- Formation des Calcaires crayo-argileux à silex gris en alternance (Campanien 2 ; biozone CIII)
- Formation des Calcaires crayo-argileux blanc grisâtres (Campanien 1 ; biozones CI et CII)
- Formation des Calcaires crayo-argileux à silex et calcaires bioclastiques à bryozoaires et lamellibranches (Santonien)
- Formation des Calcaires à Bryozoaires et Exogyra plicifera, des calcaires glauconieux, et des grès calcaires et sables (Coniacien)
- Formation des Calcaires graveleux à chenaux et Rudistes de Saint-Agnant, Jonzac (Turonien supérieur-"Angoumien supérieur")
- Formation des Calcaires à rudistes de Garreau et calcaires crayeux à silex des Mauds (Turonien moyen-"Angoumien inférieur")
- Formation des Calcaires marneux à huîtres de Mosnac, calcaires crayeux de Pons (Turonien inférieur-"Ligérien à Angoumien basal")
- Formation des Calcaires argileux, Sables, grès et calcaires à huîtres, Calcaires à Ichthyosarcolites, brachiopodes, Calyoceras et Arca, "argiles tégulines" de Coquand (Céomanien supérieur)
- Formation des Calcaires à rudistes et alvéolines (Céomanien moyen)

La terre, l'agriculture et le paysage

La nature des sols du groupement se définit de telle manière, selon l'atlas des pédopaysages de Poitou Charente (1999) :



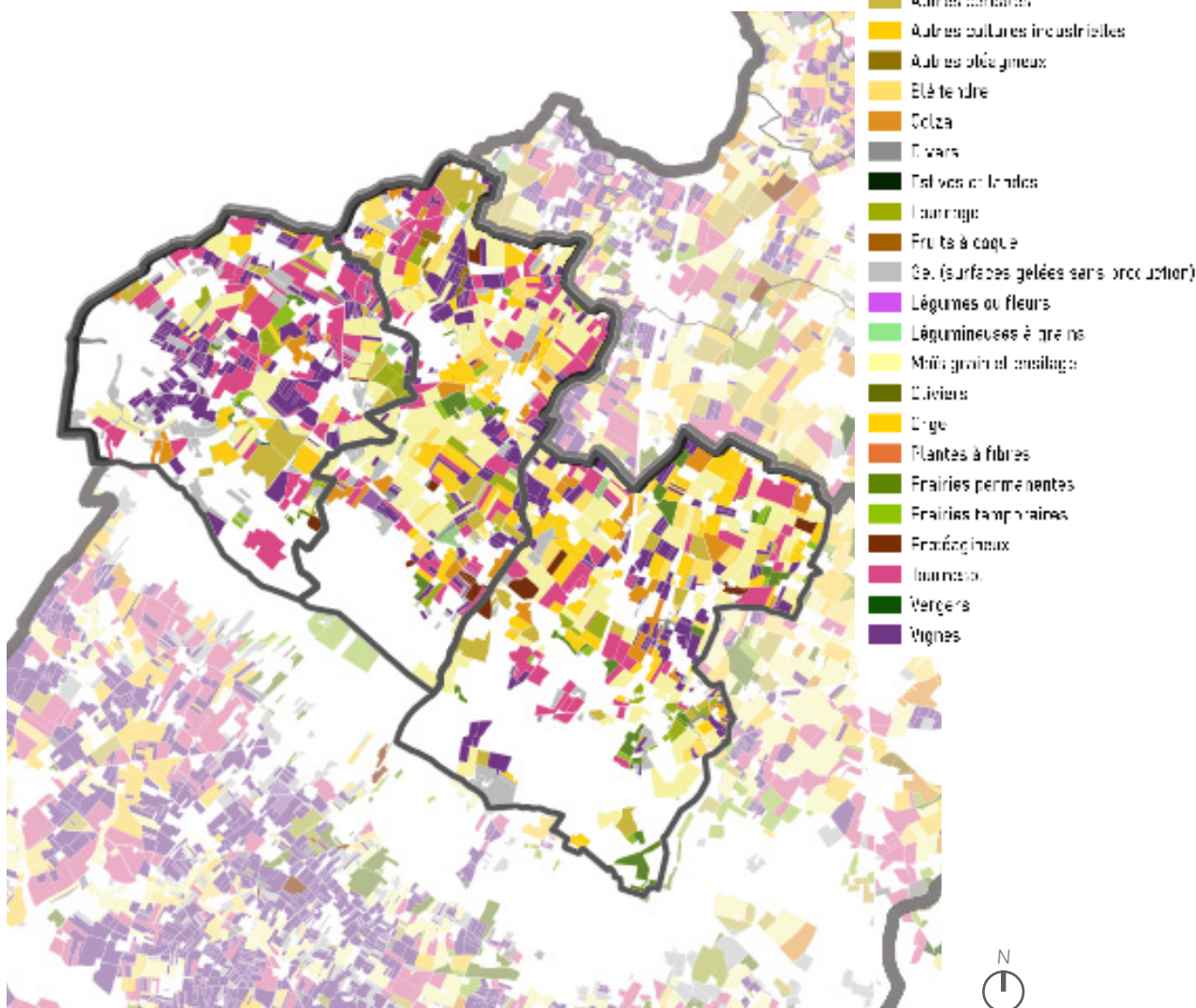
Paysage de cultures à Champagnolles

- Les Terres de Doucins et Landes de la bordure aquitaine, sont séparées des collines par un axe surélevé de coteaux divisant l'espace de vie en deux parties. Ce sont des paysages de polyculture et de vigne aux sols argilo-calcaires.
- Le Conservatoire d'Espaces Naturels de Poitou-Charentes, Région Nouvelle-Aquitaine a réalisé en 2018 un portrait des paysages de la Nouvelle Aquitaine. Celui-ci décrit le groupement en tant que Plaines de l'ouest, qui représentent un espace avec un relief assez bas et une agriculture s'étendant sans trop de contraintes.

Source : Cittanova

Groupe de culture des assolements par parcelle en 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Source : RPG 2020



Une multiplicité des paysages et une multiplicité des types de culture

Le groupement présente de nombreuses typologies d'espaces investis par l'agriculture.

Les communes les plus au Sud comme Saint-Georges-des-Agoûts et Mosnac présentent plus de viticulture. L'activité d'élevage est plus présente au Sud-Est notamment sur les communes de Saint-Genis-de-Saintonge et Plassac. La production céréalière est présente sur l'ensemble des communes avec le maïs, le Blé, l'Orge et le tournesol.

Paysage de cultures à Bois

Paysage de cultures à Saint-Germain-du-Seudre

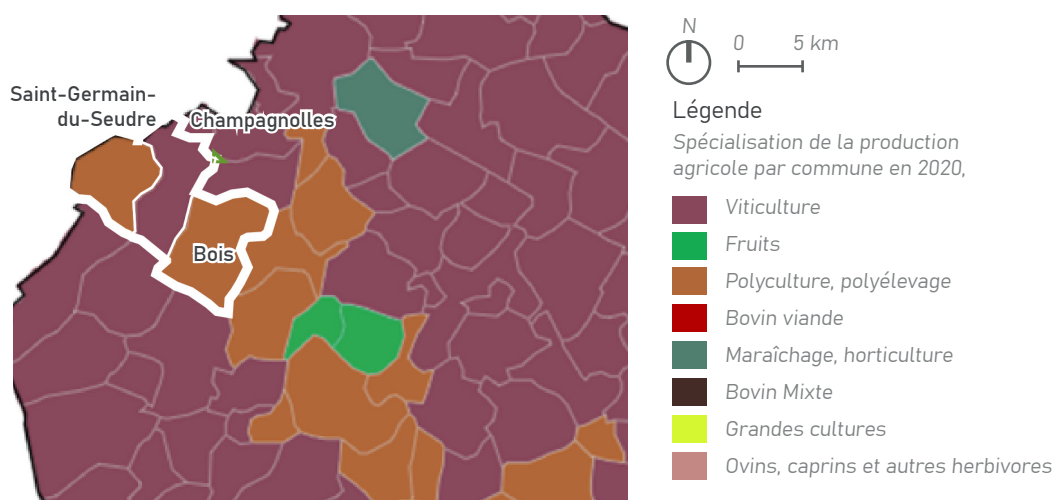
Source : Cittanova



source : AGRESTE 2020

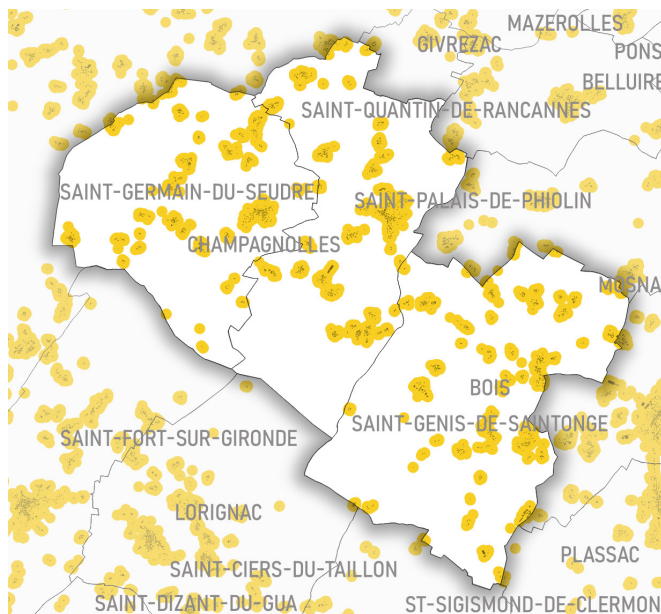
Spécialisation de la production agricole par commune en 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



En 2020, sur les trois communes du groupement, deux sont spécialisées dans la polyculture et le polyélevage. Il s'agit des communes de Saint-Germain-du-Seudre et de Bois.

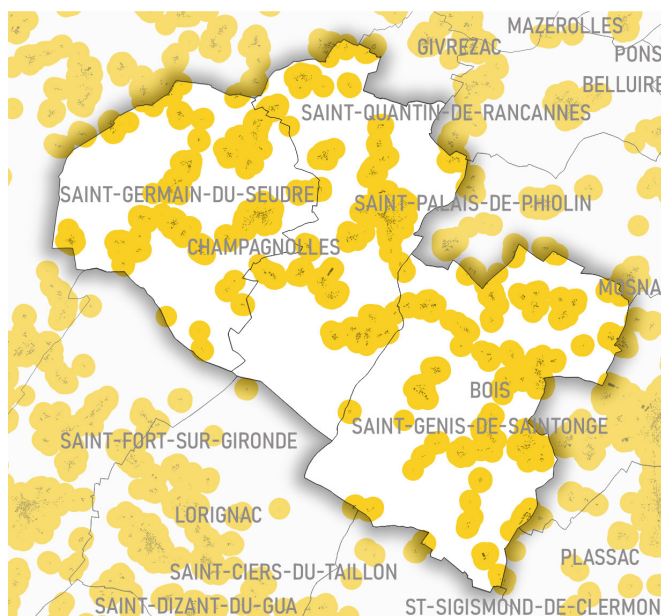
La commune de Champagnolles dispose d'une agriculture spécialisée dans la viticulture.



Rayon de 100 mètres autour de chaque bâti

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

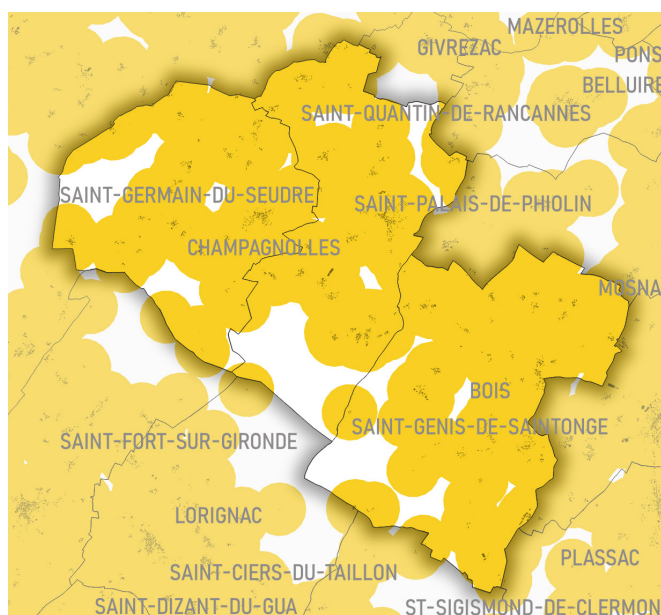
- > 100 mètres = retrait à observer dans le cadre de l'implantation de certains bâtiments d'élevage.



Rayon de 200 mètres autour de chaque bâti

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

- > 200 mètres = rayon dans lequel les bruits du voisinage sont encore perceptibles.



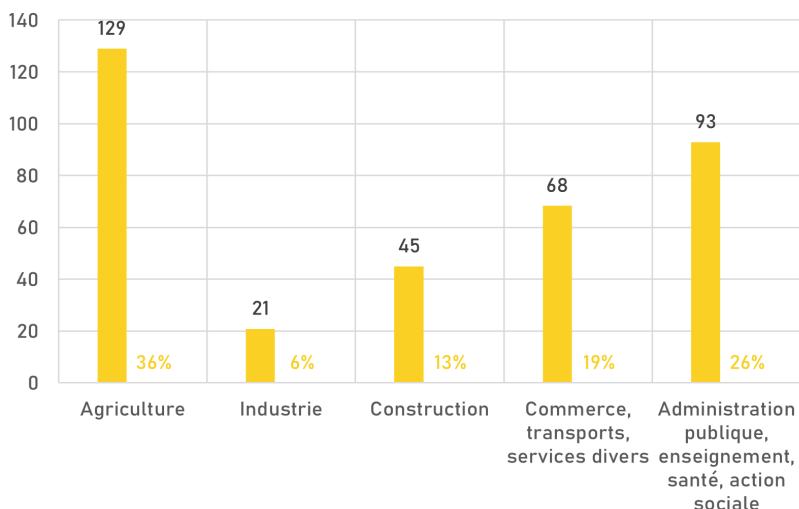
Rayon de 500 mètres autour de chaque bâti

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

- > 500 mètres = rayon dans lequel certaines espèces de grande faune n'approche pas, du fait de la gêne générée par l'habitation et son activité ou distance minimale entre une habitation et une éolienne.

Nombre d'emplois par secteurs d'activité en 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Part des agriculteurs dans les emplois en 2020, comparatif à d'autres échelles :

15.2% pour la Haute Saintonge
5.3% en Charente Maritime
4.7% pour la Nouvelle Aquitaine
2.5% en France

Une part importante de l'agriculture dans l'emploi local :

· Le secteur représente 36% des emplois en 2020, soit 129 emplois.

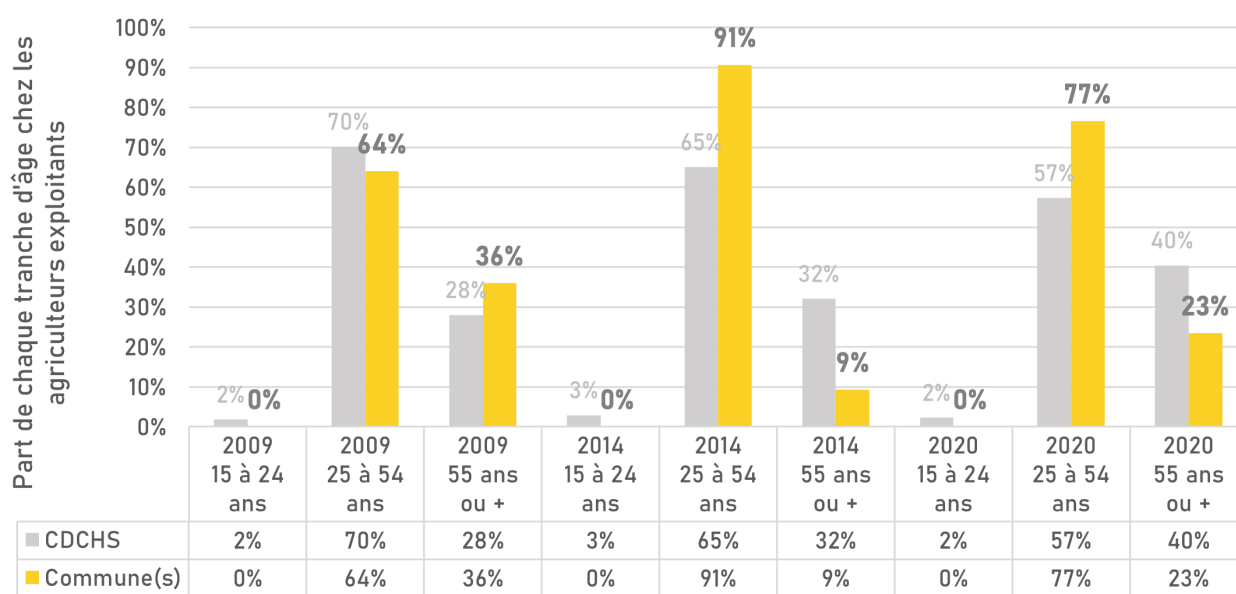
· La part de l'agriculture dans l'emploi est beaucoup plus importante à l'échelle du groupement qu'à l'échelle de la CDCHS : 36% contre 15%.

Elle est également beaucoup plus importante que pour le département, la région ou la France.

Source : INSEE 2020

Part des tranches d'âges chez les agriculteurs exploitants - Evolution de 2009 à 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



La répartition des agriculteurs exploitants dans les différentes tranches d'âge évolue d'année en année. Les communes du groupement suivent la même tendance que la communauté de communes : très peu d'agriculteurs exploitants entre 15 à 24 ans. Une part importante des agriculteurs exploitants entre 25 et 54 ans, en diminution : sur le groupement, on passe de 64% en 2009 à 77% en 2020. Au contraire, la part d'agriculteurs exploitants de 55 ans ou plus augmente : sur le groupement, on passe de 9 à 23%. Cette évolution montre une tendance au vieillissement de la profession.

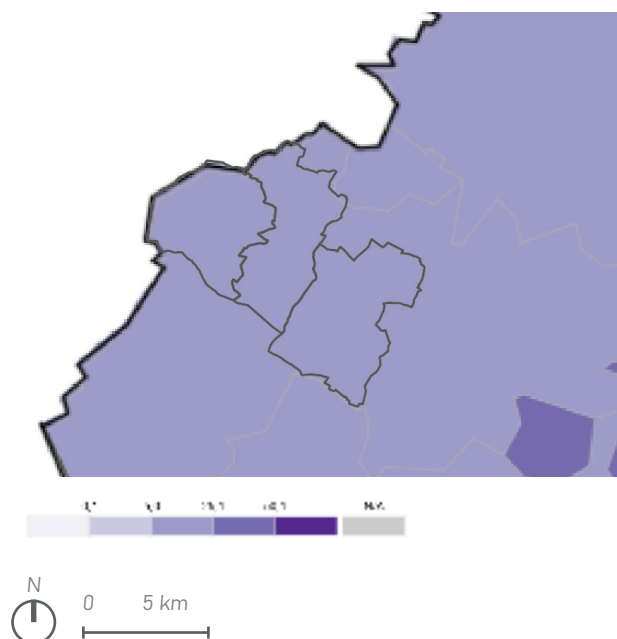
Les agriculteurs du groupement sont en moyenne plus jeune que ceux la CDCHS dans son ensemble. La part des exploitants agricoles de 25 à 54 ans est de 77% à l'échelle du groupement contre 57% à l'échelle de la Haute-Saintonge. Les plus de 55 ans représentent 23% des exploitants agricoles du groupement contre 40% au niveau de la CDCHS.

Il est à noter que la part d'agriculteurs de 25 à 54 ans est en augmentation entre 2009 et 2020 (de 64% à 77%), tandis que logiquement, celle des agriculteurs de plus de 55 ans est en diminution. Ce phénomène de rajeunissement des exploitants agricoles est propre au groupement, il est inverse à l'échelle de la Communauté de communes.

Source : INSEE 2020

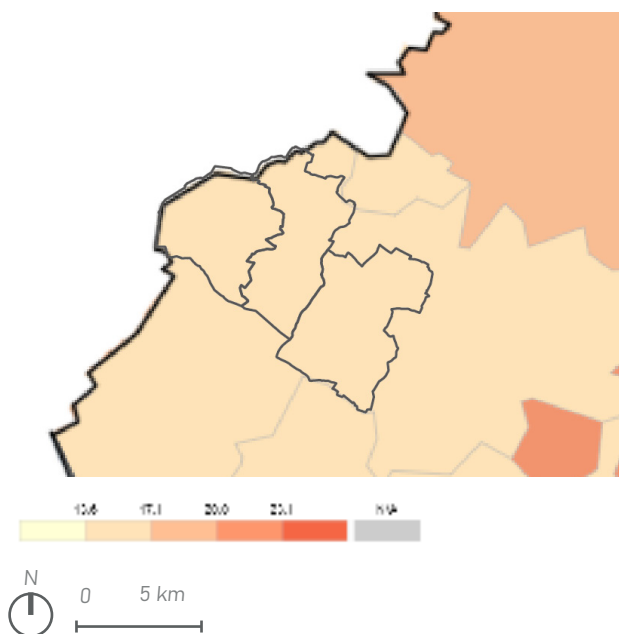
Part des vignes dans la SAU en 2010

* regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Part des moins de 40 ans parmi les chefs d'exploitation et coexploitants en 2010

* regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



On constate la corrélation entre la part de vigne dans la SAU en 2010, et la part des moins de 40 ans parmi les chefs d'exploitations et coexploitants à la même période. Cela témoigne de la viabilité du système économique viticole, en étant le type de culture que vont choisir les jeunes agriculteurs pour assurer le fonctionnement de leur exploitation.

En effet, la rémunération est plus facile et plus importante sur les parcelles viticoles. C'est donc une contrainte économique qui pousse aujourd'hui les agriculteurs à la monoculture. Pour les vignerons, il est courant d'associer la viticulture avec une production de céréales. Ces deux types de cultures restent majoritaires sur le territoire. Le fait de ne pas diversifier les cultures rend l'agriculture locale moins résistante aux aléas (climatiques, sociaux, économiques...). Cela s'inscrit également dans la déprise agricole générale de ces dernières années.

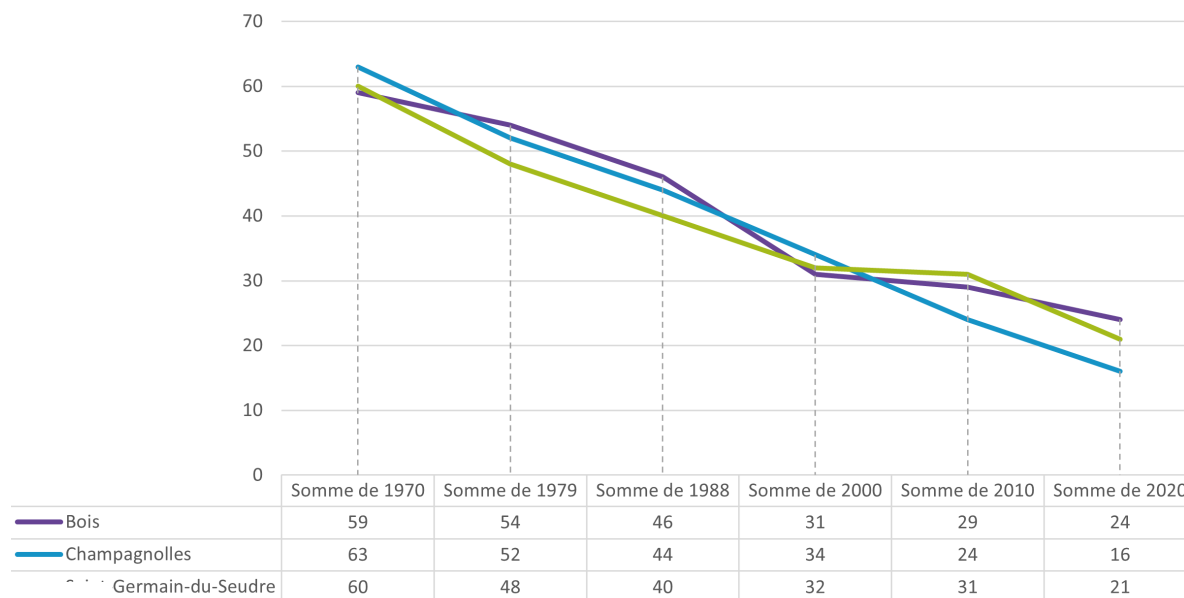
Vignes à Saint-Germain-du-Seudre - septembre 2023



Source : Cittanova

Evolution du nombre d'exploitations de 1970 à 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

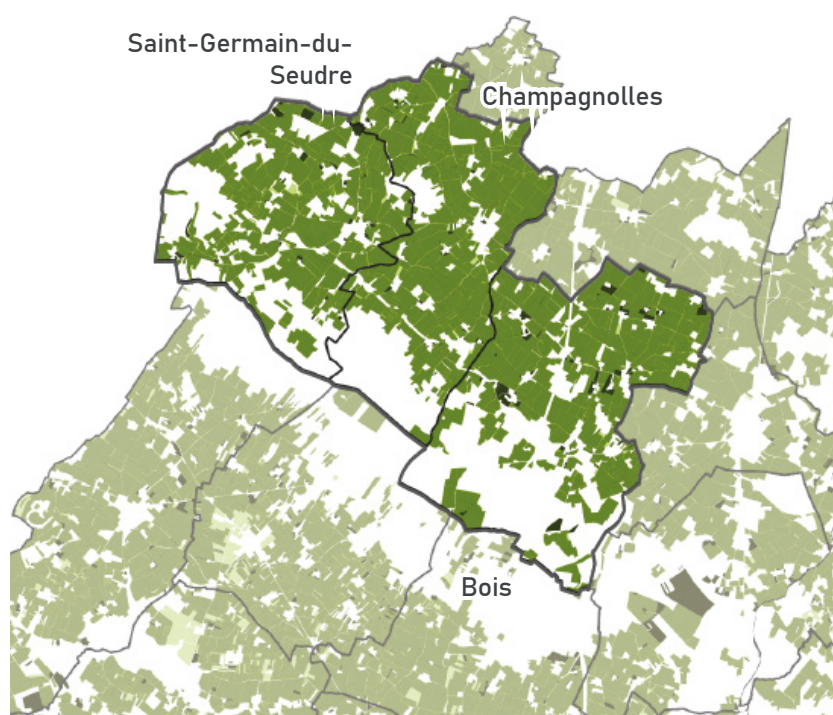


leurs

Comme sur l'ensemble de la CDCHS, les communes du groupement voient leur nombre d'exploitations agricoles chuter depuis 1970.

Evolution des assolements agricoles de 2010 à 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Au niveau des assolements agricoles, selon le RPG, on constate très peu d'évolution entre les assolements de 2010 et ceux de 2020.

Légende

RPG 2020

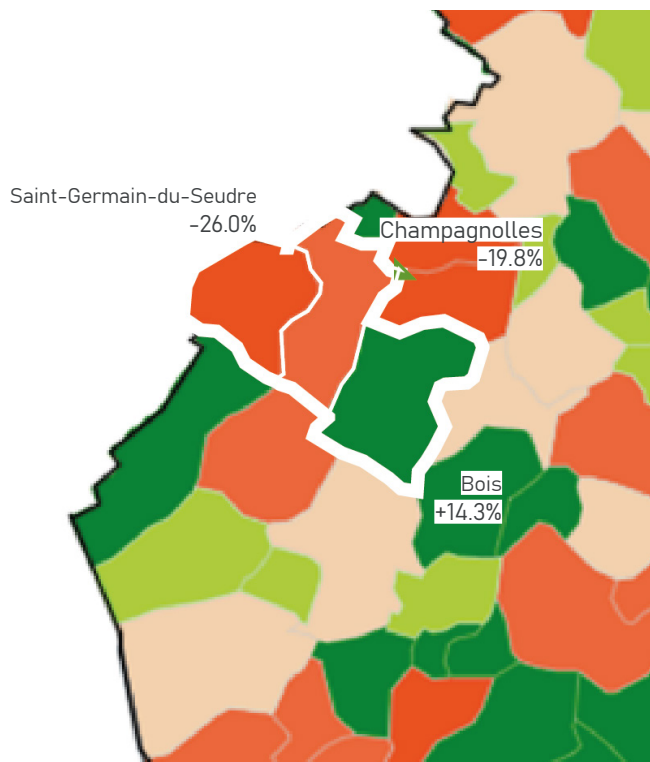
RPG 2010



0 5 km

Evolution de la SAU de 2010 à 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Globalement la superficie agricole utilisée par chaque commune n'a pas évolué à l'échelle de la Haute Saintonge. En effet, si certaines communes augmentent leur superficie, d'autres la voient diminuer, ce qui finit par se compenser, les communes échangeant leurs parcelles de cultures entre-elles.

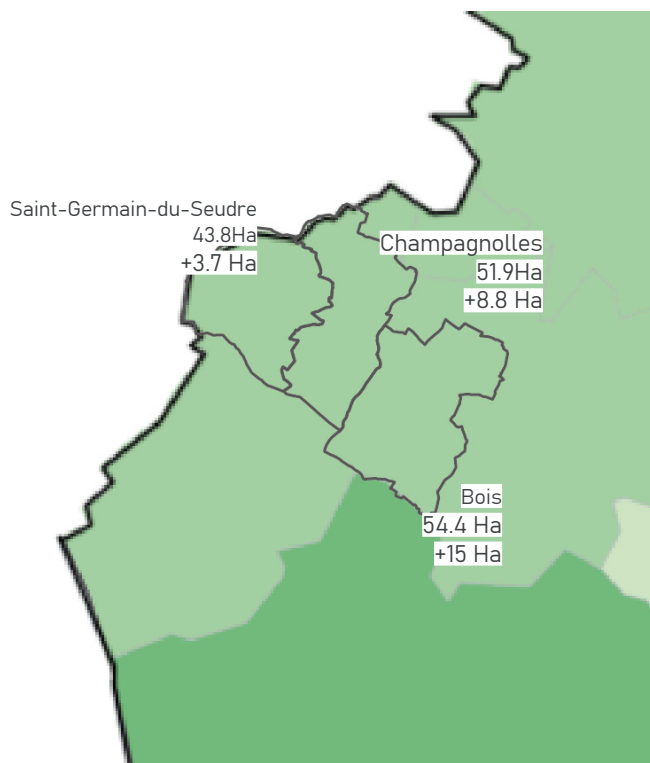
Comme vu ci-dessus, la surface cultivée n'a pas réellement évolué sur cette même période.

Légende



SAU moyenne par exploitation en 2020

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

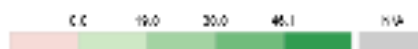


La surface moyenne par exploitation de chaque commune est autour de 50.1 Ha. Celle-ci a fortement augmenté entre 2010 et 2020. En comparaison, la SAU moyenne par exploitation en France en 2020 est de 64.5 Ha. Entre 2010 et 2020, la plus forte augmentation concerne la commune de Bois avec 15 Ha en moyenne par exploitation en plus, suivi de Champagnolles avec 8.8 Ha. Saint-Germain-du-Seudre a augmenté sa SAU moyenne par exploitation de 3.7 Ha sur la même période.

On a de plus de plus grandes facilités aujourd'hui à mettre aux normes son exploitation lorsqu'elle est plus grande (les frais engendrés sont plus facilement valorisés), et cela fonctionne de même pour le paiement des charges.

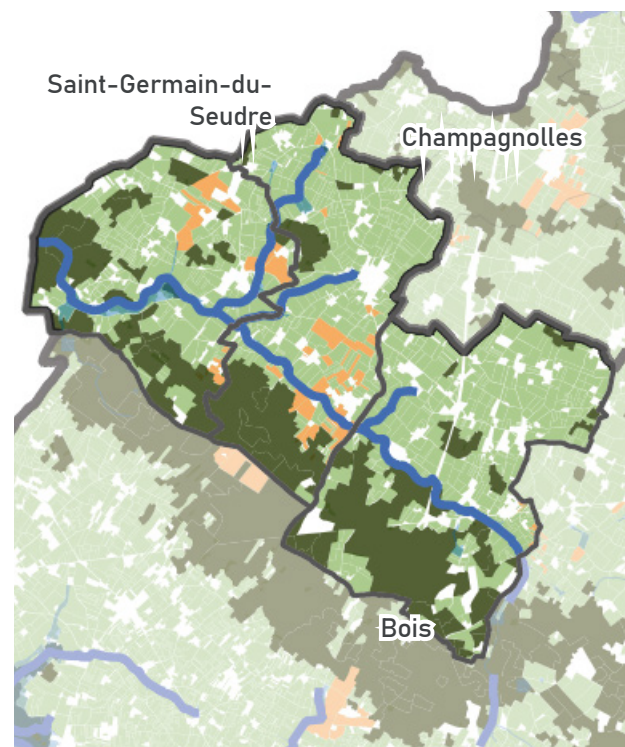
Ce ne sont pas seulement les exploitations qui prennent plus de place, mais aussi le matériel, causant des problématiques de déplacements dans les bourgs notamment.

Légende



Portrait du territoire

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Le groupement présente des typologies d'espace très variées. Le paysage est partagé entre les terres agricoles et forestières, au Sud la Forêt de la Lande traverse d'Est en Ouest avec au nord des terres agricoles assez vastes.

Légende

- Zones Humides
- Surfaces boisées
- Zones Agricoles Etc
- Surface agricole 2020



0 5 km

Source : RP6 2020 et BD TOPO

Une démarche environnementale et de qualité

Des agriculteurs conscients d'une transition en cours et déjà engagé dans un changement de pratique

Il existe différents facteurs de qualité sur le territoire de l'espace de vie. Ceux-ci ont été évoqués par une minorité lors de l'enquête agricole, mais constituent tout de même des étapes pour une agriculture eu plus proche des enjeux environnementaux :

► Le HVE : Haute Valeur Environnementale

Cette certification correspond au niveau le plus élevé de la certification environnementale des exploitations agricoles. Elle garantit que les pratiques agricoles utilisées sur l'ensemble d'une exploitation préservent l'écosystème naturel et réduisent au minimum la pression sur l'environnement (sol, eau, biodiversité...). Il s'agit d'une mention valorisante, prévue par le Code rural et de la pêche maritime.



► La CEC : Certification Environnementale Cognac

La Certification Environnementale Cognac & HVE est une démarche conçue par le Bureau National Interprofessionnel du Cognac (BNIC) en collaboration avec les chambres d'agriculture de la Charente et de la Charente-Maritime ainsi que l'institut français de la vigne et du vin IFV.

Cette certification globale de l'exploitation permet de développer et faire reconnaître les bonnes pratiques adoptées sur son exploitation en terme de raisonnement des intrants, maintien de la biodiversité et protection de l'environnement. Elle permet la double reconnaissance du cahier des charges Haute Valeur Environnementale (HVE) et celui de la filière Cognac : certification environnementale Cognac.

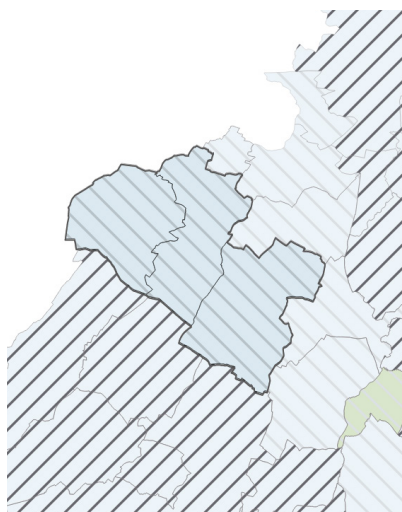
► L'AB : L'agriculture biologique

l'agriculture biologique, et son label AB, est un mode de production ayant pour objectif de rapprocher au maximum les productions agricoles des conditions naturelles de vie des animaux et des plantes -interdisant l'utilisation de produits issus de la chimie de synthèse-, reposant sur des principes écologiques, sociaux et économiques. Beaucoup poursuivent cette qualité mais peu tendent à s'engager dans cette démarche. La Communauté de Communes de la Haute Saintonge possède près de 2000Ha de SAU en agriculture biologique. C'est plus faible que la moyenne nationale à 8.3% en 2019 et qui monte aujourd'hui à 9.5%.



Appellations d'Origine Contrôlées et Protégées

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



D'après l'institut national de l'origine et de la qualité (INAO), le territoire est concerné par les aires géographiques des signes d'identification de la qualité et de l'origine pour les produits suivants :

> Appellations d'Origine Contrôlée (AOC)

- > • Beurre Charentes-Poitou
- > • Beurre des Charentes
- > • Beurre des Deux Sèvres
- > • Cognac Bons Bois
- > • Cognac ou Eau-de-vie de Cognac ou Eau-de-vie des Charentes
- > • Pineau des Charentes blanc
- > • Pineau des Charentes rosé
- > • Pineau des Charentes rouge

> Appellations d'Origine Contrôlée (AOP)

- > • Beurre Charentes-Poitou
- > • Beurre des Charentes
- > • Beurre des Deux Sèvres
- > • Pineau des Charentes blanc
- > • Pineau des Charentes rosé
- > • Pineau des Charentes rouge

les AOP et AOC

Un territoire surtout reconnu pour sa production viticole

Quelques labels agricoles sont présents sur le secteur et leur présence permet une valorisation plus importante des produits issus de l'agriculture. Ces panels d'appellations d'origine contrôlées protègent à la fois l'origine du produit, les usagers de sa fabrication et son rôle paysager et environnemental.

Dans le cadre des procédures de PLU, l'impact des choix de développement sur ces surfaces pouvant recevoir l'appellation doit être pris en compte et mesuré.

En effet, en cas de réduction substantielle de surfaces affectées à des productions bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine, l'INAO (Institut National de l'Origine et de la Qualité) prend part aux commissions départementales venant examiner l'incidence des PLU et PLUi. (Art L112-1-1 Code Rural et de la pêche maritime)

/// Cognac Fins Bois

• • Cognac Grande Champagne ou Grande Fine Champagne

• • Cognac Petite Champagne ou Petite Fine Champagne Cognac Fine Champagne

■ Pineau des Charentes, Cognac ou Eau-de-vie de Cognac ou Eau-de-vie des Charentes

■ Cognac bois ordinaire ou bois terroir

La monoculture, un risque face aux aléas environnementaux pour un territoire où la viticulture est très rentable

Les agriculteurs sont conscients des risques qu'impliquent la monoculture, notamment celle du Cognac constaté sur la partie Est du territoire. Face aux aléas climatiques, aux épidémies, et même aux changements de goûts de la société, les cultures peuvent subir de fortes pertes économiques lorsqu'elles ne sont pas assez diversifiées. On cherche donc à multiplier les types de cultures, mais aussi les formes que peuvent prendre l'agriculture dans sa production.

Une agriculture qui prend de nouvelle forme, à intégrer dans les documents d'urbanisme : Des activités qui ne sont plus de l'ordre de l'agriculture, en lien étroits avec celle-ci.

Les activités complémentaires voire industrielles : brasserie de bière, distillerie à grande échelle, stockage de l'eau de vie de grande dimension...

Les Entreprises de Travaux Agricoles (ETA) qui ont besoin de se localiser à proximité des agriculteurs pour fonctionner : vendeurs de paille, distillateurs...

Ces types d'activité sont à recenser et localiser, afin de permettre différentes typologies de réglementation dans les nouveaux zonages des Plan Locaux d'Urbanisme concernant les zones agricoles.

Le climat

L'agriculture et, de fait, sa pratique, sont intimement liées à la question environnementale au sens large de sa définition. L'environnement est l'interrelation de plusieurs facteurs, que ce soit celui du climat, du contexte physique du lieu ou de ses composantes intrinsèques, tant vivantes que végétales. La considération de ces éléments permet de mettre en perspective les enjeux qui caractérisent l'avenir agricole.

Paysage de cultures à Bois



Source : Cittanova

Les changements climatiques et leurs impacts : raréfaction de la ressource en eau et irrigation

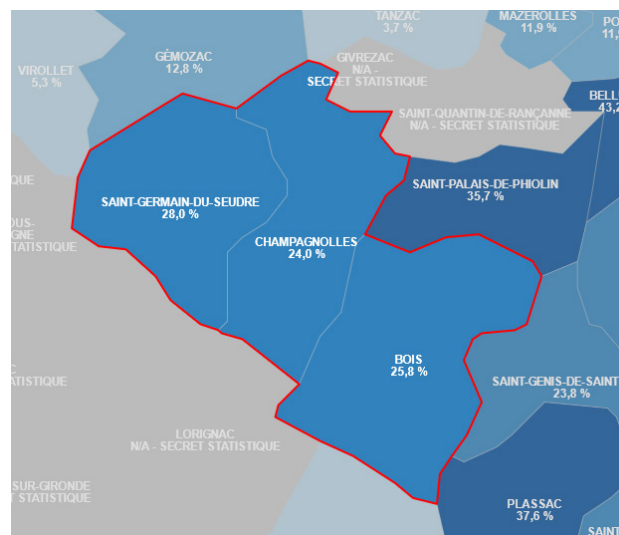
Le changement climatique est un fait qui n'est plus contesté et qui dessine d'ores et déjà les contours de ses conséquences sur le territoire national. Ce phénomène va compliquer la gestion de l'eau sur le territoire et impacte directement l'agriculture. En effet, d'après le rapport publié en 2014 par l'Observatoire Régional sur l'Agriculture et le Changement Climatique, mis en place fin 2013 par l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), plusieurs tendances sont à prendre en compte dont la question centrale de l'irrigation et la ressource.

La consommation d'eau pour l'irrigation peut entrer en concurrence avec les prélèvements d'eau potable pour les habitants, et peut faire peser une contrainte supplémentaire sur l'environnement.

Les PLU n'ont pas vocation à traiter ce sujet, qui peut être abordé de manière plus approfondie dans des projets de territoire comme les SAGE.

Part des superficies irriguées dans la SAU 2020 (en %)

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Source : Agreste

Les cartographies présentées ci-avant permettent de saisir toute la dimension de la question de l'irrigation sur le territoire de la Haute Saintonge, grâce aux données fournies par l'AGRESTE. On constate que les terres ayant la plus forte part de leur SAU rattachées à un système d'irrigation se concentrent autour des vallées présentes sur l'espace de vie : la vallée de la Charente Moyenne et de la Seugne, la Vallée du Né et ses affluents, et la Haute vallée de la Seugne.

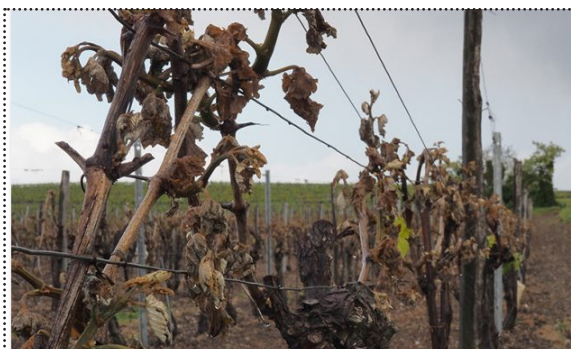
Ce constat est intimement lié avec le type de production qui caractérise ces parcelles agricoles puisque les communes dont la part de SAU irriguée est la plus haute comportent également une forte part de parcelles destinées aux céréales : Maïs, orge et blé.

Parole d'élus

Parole récoltée lors de la consultation des acteurs du monde agricole de la CDCHS au sujet du diagnostic agricole

Des zones tampons pourraient être réalisées entre les surfaces urbanisées et les zones agricoles pour récupérer les eaux usées et les réutiliser pour l'irrigation. Il y a une attention particulière à avoir concernant la pollution au nitrate.

"On ne manque pas d'eau dans le département, elle est juste mal répartie (temps et espace)"



Le gel a anéanti des parcelles entières par endroits, en épargnant d'autres ailleurs (photo d'archives).

Viticulture : Le gel frappe encore – 9 mai 2019

Deux nuits durant, les 5 et 6 mai, d'importantes gelées ont causé des dégâts dans le vignoble des Charentes. Près de 15 % des parcelles sont touchées à des degrés divers, selon une première estimation de l'interprofession.

C'est une période redoutée des viticulteurs. Quand la vigne débourne au début du printemps, le gel peut anéantir en quelques heures une récolte entière.

Les changements climatiques et leurs impacts : les sécheresses et le gel

La Haute Saintonge étant une terre principalement viticole, les sécheresses ont moins d'impact sur ses cultures. Cependant, il est nécessaire de constater que ces dernières années l'impact du changement climatique s'est fait ressentir sur le territoire pendant l'hiver et le printemps : avec un gel tardif qui a particulièrement impacté le domaine de la viticulture.

Articles sur le gel des vignes

– Journal hebdomadaire Haute Saintonge, 2019 et 2021

Nuits à haut risque pour la viticulture – 9 avril 2021

Alors que la météo estivale a accéléré le débournement de la vigne, le retour à des températures hivernales a causé de premiers dégâts dans le vignoble. L'impact sera réel même si pour l'instant, il est encore difficile à quantifier.

La semaine a été stressante pour les viticulteurs charentais. Au vu des prévisions météo, ces derniers ont vite compris que leur vignoble entrait dans une période à risque avec la chute annoncée des températures. Quelques heures de passage sous – 1,5 °C suffisent à ruiner une récolte annuelle. Deux nuits étaient cruciales : celles des 7 et 8 avril. Résultat : les dégâts sont réels, même s'il est trop tôt pour les chiffrer à cette heure.

« Les ugnis blanc (cépage dédié à la production du cognac, ndlr) n'étaient pas encore trop avancés, se rassure Anthony Brun, viticulteur à Saint-Bonnet-sur-Gironde et président de l'UGVC, le syndicat unifié des viticulteurs. Les merlot et colombar ont davantage souffert. On sait qu'il y aura de l'impact, mais il est difficile à mesurer pour le moment. Maintenant, tout va dépendre de la capacité de la vigne à s'adapter. »

« Dans certains secteurs, c'est descendu à – 4 °C ou – 5 °C »



Paysage de cultures à Saint-Germain-du-Seudre

Des pratiques en mutation, des besoins bâtis qui évoluent

Les activités de distillerie, ainsi que les autres pratiques agricoles ayant un enjeu alimentaire demandent une part de transformation de leurs produits. Cela fait partie du processus de production agricole, mais les bâtiments que cela nécessite relèvent plutôt de constructions industrielles. Pour cela, il est nécessaire de les prendre en compte et de penser leur intégration à proximité des exploitations agricoles.

Une tendance à "sortir" les exploitations agricoles des hameaux

On constate aujourd'hui un phénomène de restructuration des exploitations agricoles qui vise à faire sortir les exploitations des hameaux, et les éloigner des habitations. Cela peut être vu comme une stratégie pour éviter les conflits de voisinage, mais soulève des enjeux d'artificialisation des sols en dehors des enveloppes urbaines déjà prévues dans les documents d'urbanisme.

La viticulture est un secteur économique important, présent sur l'ensemble du territoire, qui est pourvoyeur d'emplois locaux tant à travers des exploitations viticoles que des distilleries. La viticulture est aussi une activité en développement, avec certaines distilleries souhaitant se développer, et de plus en plus de parcelles plantées en vigne. L'agrandissement des distilleries pose la question du zonage : si celles-ci se trouvent au sein des zones agricoles elles ne peuvent pas s'agrandir puisqu'elles sont considérées comme des activités industrielles.



La transition agroécologique

- La feuille de route NeoTerra : La transition agroécologique

La Région a décidé d'accompagner l'ensemble de la filière agricole dans sa transition agroécologique ; avec comme horizon 2030, une agriculture néo aquitaine bio, respectueuse de l'environnement, économe en ressources en eau, sans pesticides de synthèse et moins dépendante des intrants, répondant aux attentes des consommateurs, et intégrant le bien être animal. L'atteinte de ces objectifs devra se faire en améliorant la rémunération des agriculteurs, en développant l'emploi et en s'appuyant sur les filières de qualité et d'origine.

- Défi 1 : Sortir des pesticides et généraliser les pratiques agroécologiques

S'engager vers la sortie des pesticides est une nécessité pour préserver la biodiversité, la qualité de l'eau, protéger les populations et en premier lieu les agriculteurs.

Pour répondre aux objectifs de développement durable à l'horizon 2030 ainsi qu'au déclin de la biodiversité, tout en conservant sa place de leader à l'échelle européenne, la filière agricole néo-aquitaine doit se montrer exemplaire et accélérer sa transition agroécologique.

- Défi 2 : S'adapter au changement climatique et participer à son atténuation

Le réchauffement du climat est devenu un enjeu crucial à intégrer dans la transition des systèmes agricoles et aquacoles. Afin de s'adapter et d'atténuer les conséquences liées au changement climatique, les modèles agricoles doivent nécessairement évoluer, la ressource Eau étant notamment cruciale.

Énergies renouvelables et agri-voltaïsme

- Le photovoltaïque, secteur d'enjeu pour la Haute Saintonge

Les agriculteurs de la Haute Saintonge étant fortement sollicités pour l'installation de champs photovoltaïque, il est nécessaire de le prendre en compte dans les documents d'urbanisme afin d'avoir un déploiement concerté sur l'ensemble de l'intercommunalité, préservant la qualité des pratiques agricoles du territoire. Aujourd'hui, l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments agricole est réglementée, et doit être adaptée aux pratiques technico-économiques.

Parole d'élus ■ ■ ■

Aujourd'hui le maître mot de l'agriculture c'est : "Vivre de son travail" et « pérenniser son entreprise »

Le contexte géopolitique impose de se questionner sur l'alimentation du territoire "le but c'est de nourrir les gens", ce qui permettra aussi de développer les emplois.

on constate une transformation de la culture : des agriculteurs qui deviennent transformateurs, séparent leurs entreprises et veulent donc construire de nouveaux bâtiments qui n'ont pas forcément de vocation agricole. Quelle est la définition de l'agriculture ? Quel statut pour les exploitations qui cultivent et transforment ?

Sur le territoire, l'agriculture évolue très rapidement : un impact carbone à réfléchir notamment par rapport aux chais de stockage, qui aujourd'hui sont plutôt délocalisés sur cognac, mais qu'il serait plus intéressant de garder sur le territoire de la CDCHS (moins de transports, plus d'emplois sur le territoire, et une économie locale qui en bénéficie). D'autant plus que ces chais ont une certaine zone de sécurité à respecter autour, qui serait moins importante à proximité des exploitations qu'en zone d'activité.

Il y a une nécessité de recenser les bâtiments agricoles par typologie et d'adapter les règlements des documents d'urbanisme en fonction des activités qui s'y trouvent. Les règlements des documents d'urbanisme doivent permettre l'implantation de bâtiments de transformation à proximité des exploitations et aussi de bâtiments dédiés à l'agri-tourisme.

Le lancement du projet alimentaire territorial de la Haute Saintonge (PAT)

La présentation du diagnostic agricole aux acteurs du monde agricole de cette démarche a permis également d'inviter ces derniers à participer au lancement du Projet Alimentaire Territorial :

Les objectifs du Programme national pour l'alimentation (PNA)

- Amélioration de la qualité nutritionnelle et diversification de l'offre alimentaire
- Lutte contre la précarité alimentaire
- Information du consommateur
- Éducation alimentaire :

Associer le « Bien Manger » (éducation à l'alimentation, lutte contre le gaspillage alimentaire) et le « Bien produire »

L'objet du PAT : Coordination d'un ensemble d'initiatives locales, en cours ou en projet, en vue de développer un système alimentaire DURABLE à l'échelon du territoire.

La démarche, doit :

- être concertée avec les acteurs locaux et répondre à des besoins ou demandes de la population.
- répondre de manière transversale aux enjeux économiques, sociaux, environnementaux, de santé, culturels et éducatifs.
- s'intégrer dans le schéma de planification du territoire : SCOT, plan climat air énergie territorial, schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité territoriale de Nouvelle-Aquitaine.



Une valorisation des producteurs grâce à la démarche sur les circuits courts

Des initiatives à différentes échelles :

- Intercommunale avec la Chambre d'Agriculture
- Communale
- Organisations et associations
- A l'échelle de l'exploitation



Marché nocturne à Saint-Germain-du-Seudre- Cittànova



Document Haute Saintonge



Ancien bâti agricole à Champagnolles - Cittànova

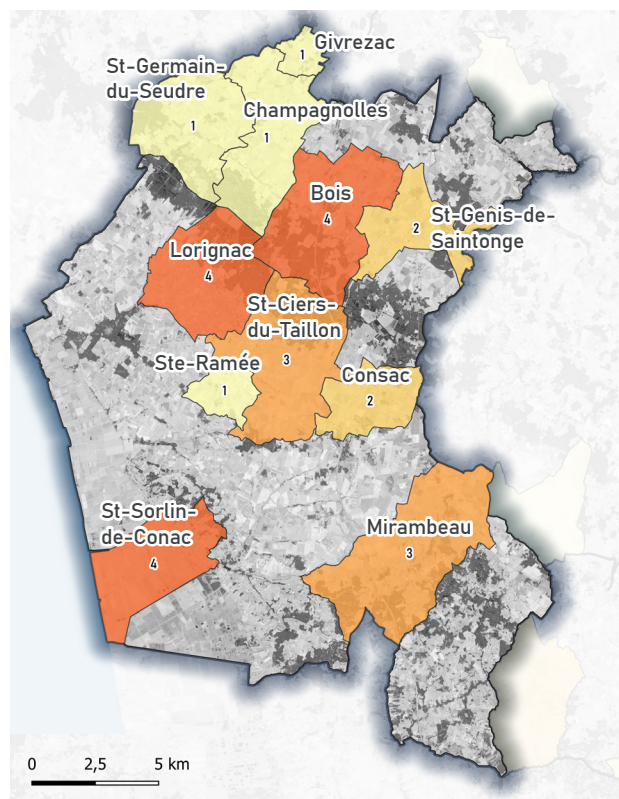
La vacance agricole

- Quels usages pour les bâtiments agricoles délaissés ?
- Des friches aux morphologies différentes à recenser :
Corps de ferme abandonné
Zone agricole devenue industrielle
Abattoir...
- Des potentiels à mobiliser :
Foncier
Patrimoine
Energie
- Des financements à trouver :
Sensibilisation
Mise en relation
Information

RETOUR SUR LA PARTICIPATION DES AGRICULTEURS

La répartition du nombre de répondants au questionnaire

+ espace de vie de Mirambeau / Saint-Genis-de-Saintonge



Une participation limitée

Sur l'espace de vie de Mirambeau/Saint-Genis-de-Saintonge la permanence agricole qui s'est déroulée dans le cadre de la concertation du diagnostic territorial a eu lieu le 5 juillet 2023 à la mairie de Saint-Ciers-du-Taillon.

Cette permanence avait pour objectif de mieux connaître l'agriculture présente sur le territoire et tenter de percevoir et anticiper les évolutions et les besoins en lien avec l'urbanisme. Elles ont également permis de contribuer à la réalisation de l'inventaire agricole et de venir compléter l'identification de terres agricoles non inscrites dans les différentes bases de données.

Ces échanges sont aussi l'occasion d'informer et de sensibiliser les agriculteurs sur la procédure en cours, les intérêts du PLU, en quoi cela consiste. C'est aussi le moment de répondre aux questions et interrogations des exploitants.

Avec 8 exploitations représentées au niveau de la permanence agricole, le taux de participation est faible. Les réponses aux questionnaires sont quant à eux un peu plus nombreux avec 17 questionnaires retournés au niveau de l'espace de vie.

Au total, avec 306 exploitations sur les 18 communes de l'espace de vie qui se sont lancées dans la démarche, il est possible d'enregistrer un taux de participation de 8%.

Parmi les communes où des agriculteurs sont présents, 9 communes ne sont pas représentées à travers le questionnaire ou la permanence : Saint-Grégoire-d'Ardennes, Mosnac, Plassac, Saint-Sigismond-de-Clermont, Saint-Bonnet-sur-Gironde, Saint-Georges-des-Agoûts, Saint-Martial-de-Mirambeau, Soubran et Boisredon.

Ce chiffre demande à ce que les résultats et les constats identifiés dans le questionnaire soient relativisés.

18 QUESTIONNAIRES RETOURNES

8 EXPLOITATIONS REPRÉSENTÉES LORS DES PERMANENCES

26 EXPLOITATIONS REPRÉSENTÉES AU TOTAL SOIT UN TAUX DE PARTICIPATION DE

8% selon le nombre d'exploitation inscrit à la PAC

Participation Questionnaire



Les résultats de l'enquête agricole

+ espaces de vie de Saint-Genis-de-Saintonge/Mirambeau, Montendre, Montlieu-la-Garde/Montguyon et Saint-Aigulin

Dans le cadre de l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme des communes de Haute-Saintonge, un questionnaire a été adressé à l'ensemble des exploitations des communes dont la démarche est en cours. Cette enquête vise à étudier l'évolution agricole, tant dans ses pratiques que dans son rôle dans la constitution des paysages et de l'économie du territoire. Les résultats des questionnaires recueillis sont alors exposés dans le présent document. Des résultats qui sont à prendre avec du recul par rapport au faible taux de participation de l'enquête agricole. Par ailleurs, les résultats sont présentés à l'échelle de l'ensemble des espaces de vie de Saint-Genis-de-Saintonge/Mirambeau, Montendre, Montlieu-la-Garde/Montguyon et Saint-Aigulin afin que les résultats soient plus significatifs.

La diffusion du questionnaire aux agriculteurs a été réalisée par les élus des différentes communes et les réponses ont été recueillies par mail ou sur la plateforme collaborative «ici».

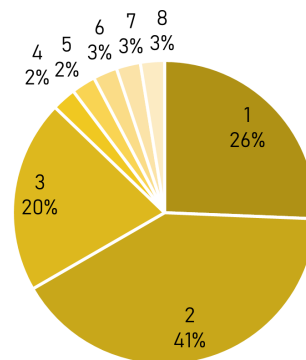
LE PROFIL DES EXPLOITATIONS

? > Nombre de personnes travaillant sur l'exploitation

L'enquête agricole révèle que les exploitations des 4 espaces de vie représentés sont majoritairement des structures qui emploient peu de salariés. 67 % soit plus de deux tiers des répondants ont un ou deux salariés dans leur exploitation. Cette part correspond à 26 répondants sur 40. Il est possible de noter que 8 exploitations embauchent tout de même 3 salariés.

Le peu de salarié au sein des exploitations confirme la baisse du nombre d'exploitation avec une agriculture de moins en moins présente dans la sphère économique.

Nombre de répondants à cette question : 40 sur 74



2.4 Nombre de salarié par exploitation en moyenne

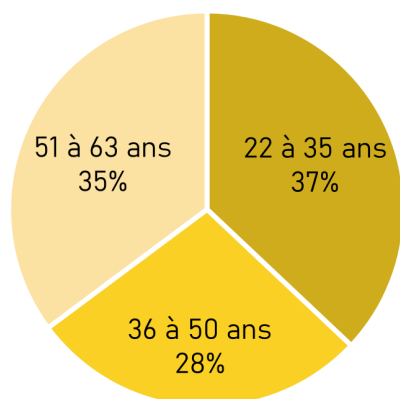
? > Age minimum et âge maximum des personnes salariées dans les exploitations

L'âge minimum des personnes salariées au sein d'une exploitation est très large allant de 22 ans à 63 ans. Il faut tout de même noter que la quasi totalité des répondants à avoir entre 51 ans et 63 ans comme âge minimum sont les seuls salariés de l'exploitation. En ce qui concerne la répartition de l'âge maximum des salariés de l'exploitation, ils sont âgés en grande partie de 51 à 65 ans.

A l'échelle des 4 espaces de vie et parmi les répondants, l'agriculteur le plus jeune est âgé de 22 ans et le plus vieux de 85 ans. La moyenne d'âge, âge minimum et âge maximum confondus est de 48 ans.

Ces chiffres viennent confirmer que la grande part des agriculteurs sont âgés entre 25 et 54 ans à l'échelle de la CDCHS.

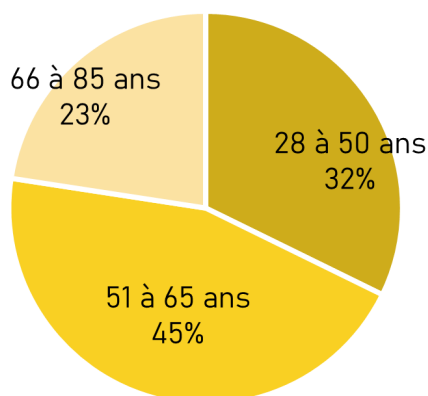
Répartition de l'âge minimum des salariés de l'exploitation



22 ans minimum pour les agriculteurs répondant

Nombre de répondants à cette question : 54 sur 74

Répartition de l'âge maximum des salariés de l'exploitation



85 ans maximum pour les agriculteurs répondant

Nombre de répondants à cette question : 33 sur 74

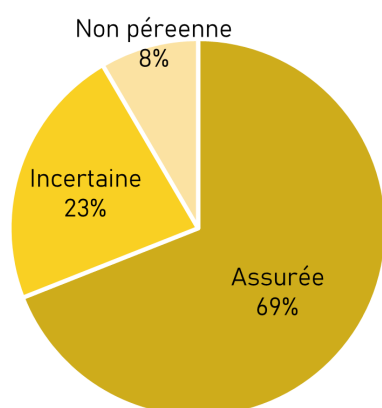
? > La pérennité des exploitations et les difficultés de transmission

En lien avec l'âge des exploitations leur pérennité a aussi été questionnée. Alors que les données statistiques mettent en avant une déprise de l'activité agricole sur le territoire, les agriculteurs ont estimé pour 69 % d'entre eux que leur exploitation était pérenne.

Les quelques explications exposées par les répondants par rapport à une pérennité incertaine sont liées à des difficultés de successions, des successeurs potentiels non formés ou simplement par rapport à un manque de visibilité sur l'avenir.

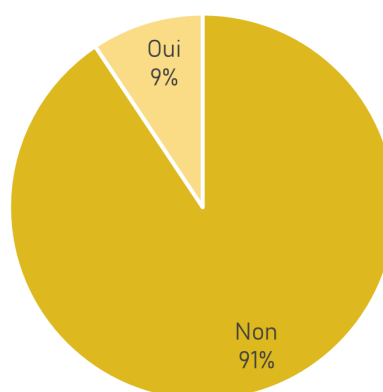
Une grande part des répondants pensent que l'avenir de leur exploitation est assuré même si des difficultés de transmission en ce qui concerne les démarches administratives, juridiques et fiscales sont identifiées par certains répondants.

La pérennité de l'exploitation à 10 ans



Nombre de répondants à cette question : 71 sur 74

Rencontrez-vous des difficultés liées à un éventuel projet de transmission de votre exploitation ?



Nombre de répondants à cette question : 66 sur 74

LES PRATIQUES ET USAGES

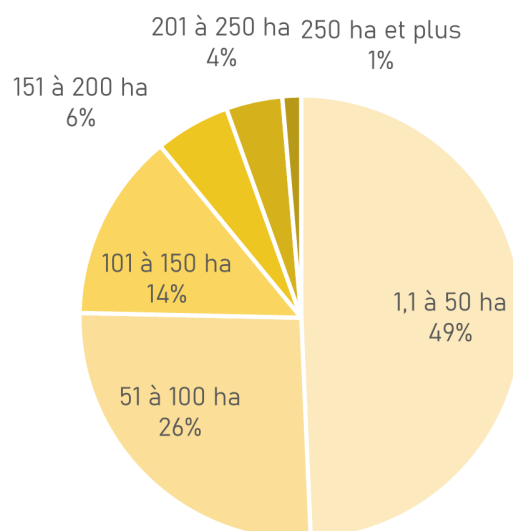
? > Répartition de la SAU

Par rapport aux pratiques et usages des agriculteurs, il est intéressant d'observer les tendances au niveau de la taille des exploitations. En ce qui concerne les agriculteurs qui ont répondu au questionnaire, il est possible de se rendre compte que les surfaces associées aux exploitations sont conséquentes. En effet, plus de la moitié (51%) des exploitants disent avoir une surface supérieure à 50ha. Le constat fait plus haut sur la forte augmentation de la SAU depuis 2010 fait écho avec les réponses au questionnaire.

76.2 Ha en moyenne de SAU pour les exploitations ayant participé

Nombre de répondants à cette question : 73 sur 74

Répartition de la SAU



? > Culture principale de la SAU

Au sein des surfaces agricoles, deux cultures se démarquent : la viticulture et les céréales. Pour ces types de cultures, 40% des agriculteurs rapportent que la viticulture correspond à leur culture principale et 40 autres pour-cents disent que les céréales représentent leur culture principale. Les 20 % restants sont partagés entre les cultures de bovins viandes, ovins/caprins, bovins lait, prairie, maraîchage, bovins mixte, oliviers, maraîchage.

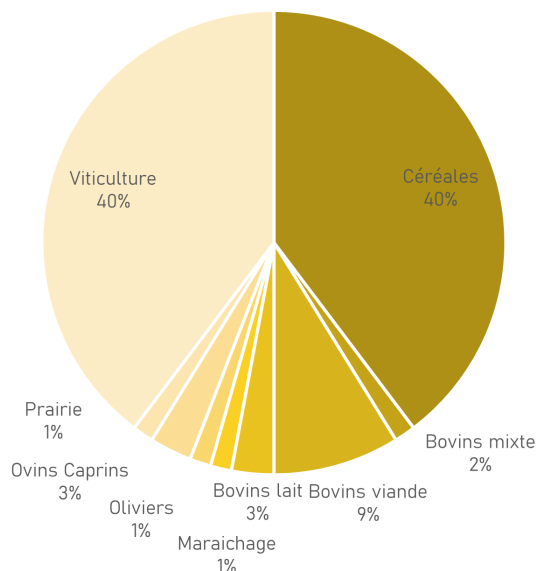
Ces informations permettent de relativiser les données de spécialisation de la production agricole issues de l'Agreste et donnant la viticulture comme spécialisation.

Culture principale de la SAU

40% de la SAU des répondants ont comme culture principale les céréales

40% de la SAU des répondants ont comme culture principale la viticulture

Nombre de répondants à cette question : 69 sur 74



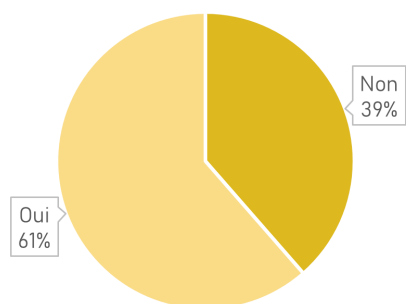
? > La proximité des habitations et les situations de conflits possibles

Lorsque que l'on analyse les pratiques et les usages, il est apparu pertinent d'analyser la cohabitation qui existe sur le territoire. Cette cohabitation peut être étudiée à partir de la proximité entre l'exploitation et les premières habitations. Sur ce sujet, il est possible de se rendre compte que de nombreuses exploitations (61%) se trouvent proche des habitations (-de100m),

Même si à l'échelle des répondants des 4 espaces de vie 61 % disent être à proximité d'une habitation cela n'a pas de conséquence sur d'éventuels conflits puisque 83 % des exploitants disent ne pas être concernés par ce sujet.

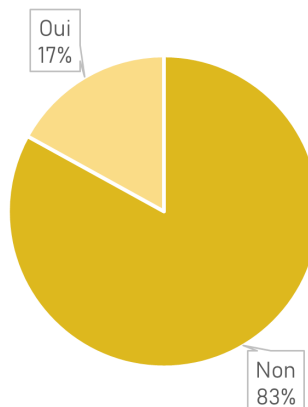
Les situations conflictuelles sont souvent liées à l'installation d'habitations en trop grande proximité avec les espaces cultivés, notamment viticoles.

Habitations à proximité de l'exploitation (-100m) ?



Nombre de répondants à cette question : 70 sur 74

Rencontrez-vous des difficultés ou des situations de conflits avec d'autres habitants et/ou professionnels ?



Nombre de répondants à cette question : 53 sur 74

? > Les problématiques liées à la ressource en eau

La dernière question dans cette partie avait pour but de faire remonter les problématiques en lien avec la ressource en eau que ce soit au niveau de la qualité ou de la quantité. Actuellement, parmi les répondants des 4 espaces de vie, la majorité des exploitants (94%) n'ont pas identifié de problématique sur ce thème. Seulement 4 exploitants ont dit avoir des problèmes sur ce sujet, trois d'entre-eux se situent sur le même espace de vie, celui de Saint-Genis-de-Saintonge/Mirambeau.

DIVERSIFICATIONS ET PERSPECTIVES

? > Les problématiques liées à la ressource en eau

Pour prendre en compte les éventuels besoins des exploitants dans le PLU, il est intéressant de regarder les activités complémentaires en lien avec l'activité agricole si elles existent (tourisme, production d'énergie, transformation, pédagogie...).

De manière générale à l'échelle des 4 espaces de vie étudiés peu d'activité complémentaire accompagne l'activité agricole. Parmi les 9 qui ont répondu oui, il est possible de retrouver principalement la mise en place de gîte, chambre d'hôte et ETA (entreprise de travaux agricoles).

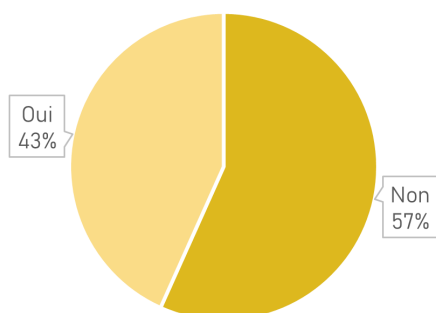
A l'échelle des 4 espaces de vie, la vente directe est pratiquée par 25% des répondants et 43 % d'entre eux ont des projets de production en énergie renouvelable la plupart du temps en lien avec le solaire et la méthanisation.

? > Le développement des énergies renouvelables

Pour les exploitants ayant des projets de production d'énergie, il s'agit de :

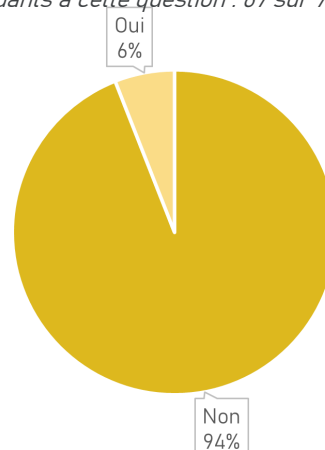
- > ponctuellement de parcs photovoltaïques au sol, et des projets d'agri-voltaïsme
- > plus généralement des projets de panneaux en toiture sur les hangars agricoles : plusieurs études sont en cours avec les exploitants de la Haute Saintonge
- > développer une production énergétique permettant une autonomie de l'exploitation

Avez-vous un projet de production d'énergie ?

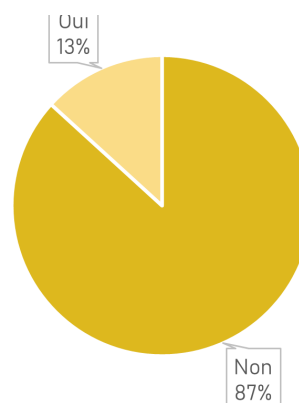


Avez-vous des problèmes en lien avec la ressource en eau ?

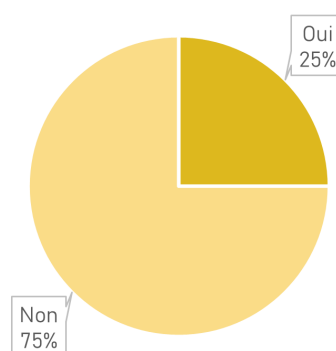
Nombre de répondants à cette question : 67 sur 74



Avez-vous des activités complémentaires avec votre exploitation ?



Participez-vous à de la vente directe ?



Assolements déclarés à la PAC et inventaire du bâti agricole

+ échelle communale



0 500 1000 m

Inventaire des bâtiments agricoles

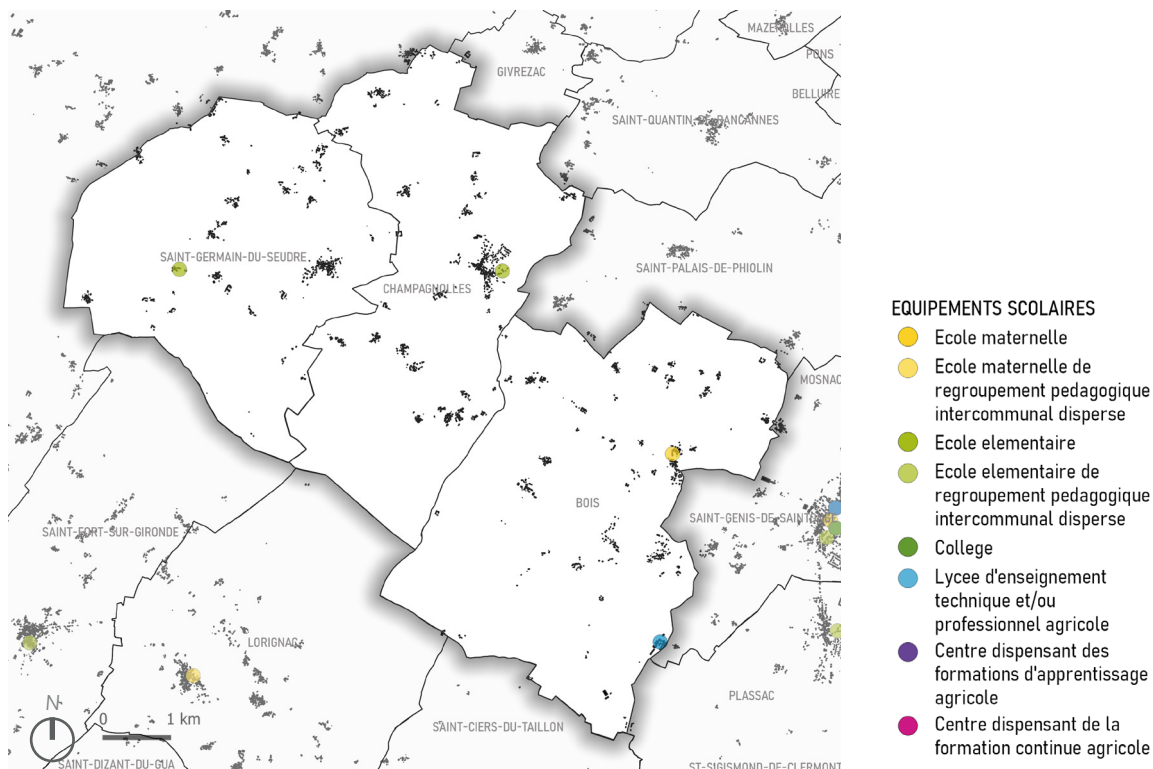
- + Bâtiment agricole (BDTOPO2023)
- x Inventaire du bâti agricole élus (plateforme + rencontres)

Surface agricole déclarée à la PAC

- Arboriculture et viticulture
- Céréales et pseudo-céréales
- Divers
- Jachères
- Légumineuses
- Oléagineux
- Plantes ornementales et plantes à parfum
- Prairies ou pâturages permanents
- Protéagineux
- Surfaces herbacées temporaires

Equipements scolaires

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Regroupements Pédagogiques Intercommunaux

+ Espace de vie de Mirambeau, Saint-Genis-de-Saintonge

Il y a trois écoles sur le territoire du groupement : une dans chaque commune.

La commune de Bois accueille une école maternelle, les communes de Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre accueillent, elles, une école primaire chacune.

- **La commune de Bois** sur laquelle se trouvent : le Lycée d'Enseignement Agricole Privé La Salle Saint-Antoine, l'école maternelle et le périscolaire SIVU «Les ptits Loups»
- **La commune de Champagnolles** accueille les classes de CP-CE1-CE2 et un cabinet avec 4 infirmiers
- **La commune de Saint-Germain-du-Seudre** accueille une école primaire en RPI avec Bois et Champagnolles

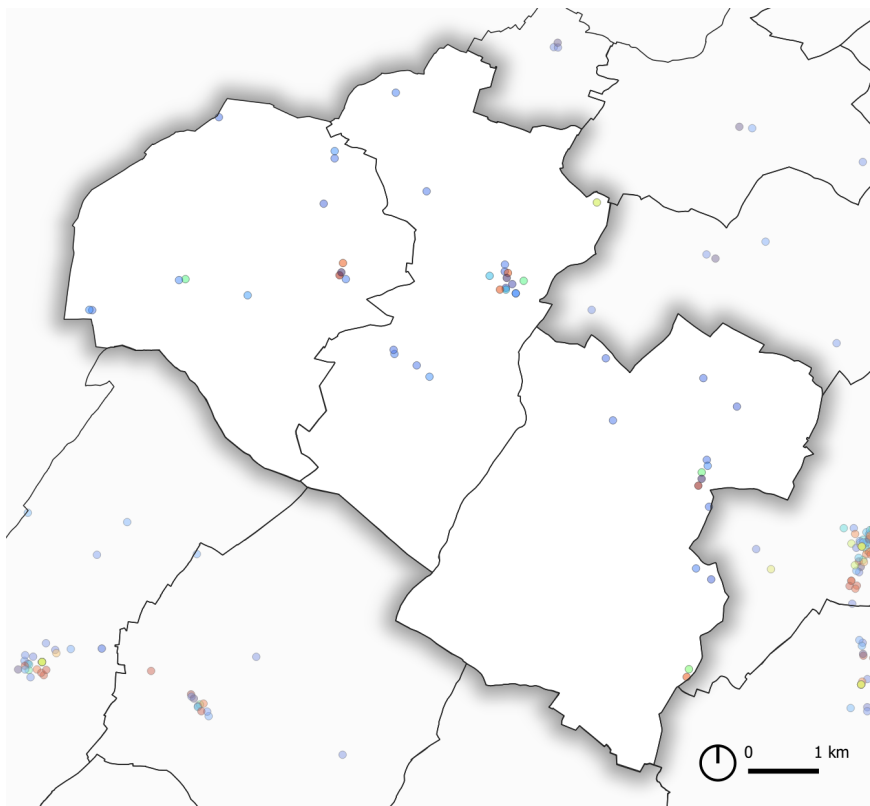
Les trois communes sont regroupées ensemble dans un regroupement pédagogique intercommunal (RPI).



- Ecoles
- RPI
- Communes sans équipement scolaire faisant partie d'un RPI

Equipements

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

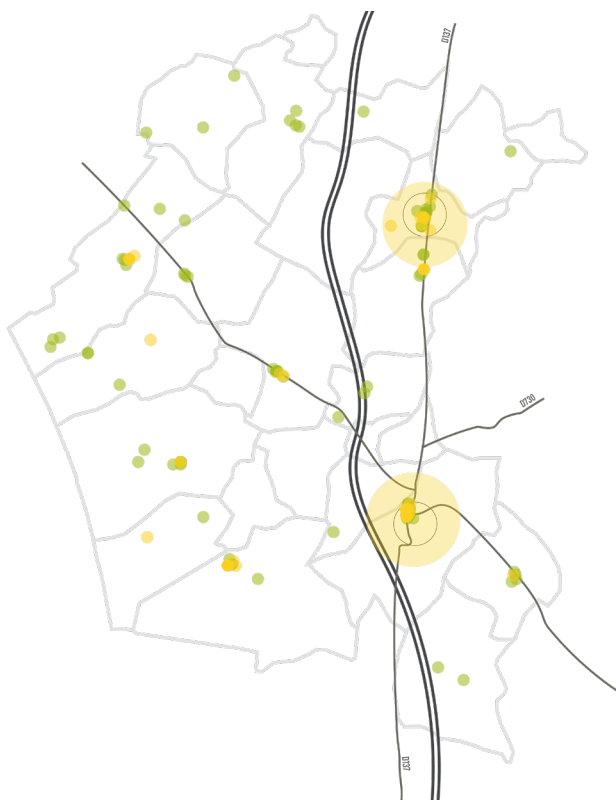


Les trois communes du groupement disposent d'équipements recensés dans la Base permanente des équipements de l'INSEE en 2021.

La commune de Champagnolles est celle qui en compte le plus grand nombre. Ces derniers sont principalement situés dans le bourg de la commune.

Equipements de loisirs et sportifs

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



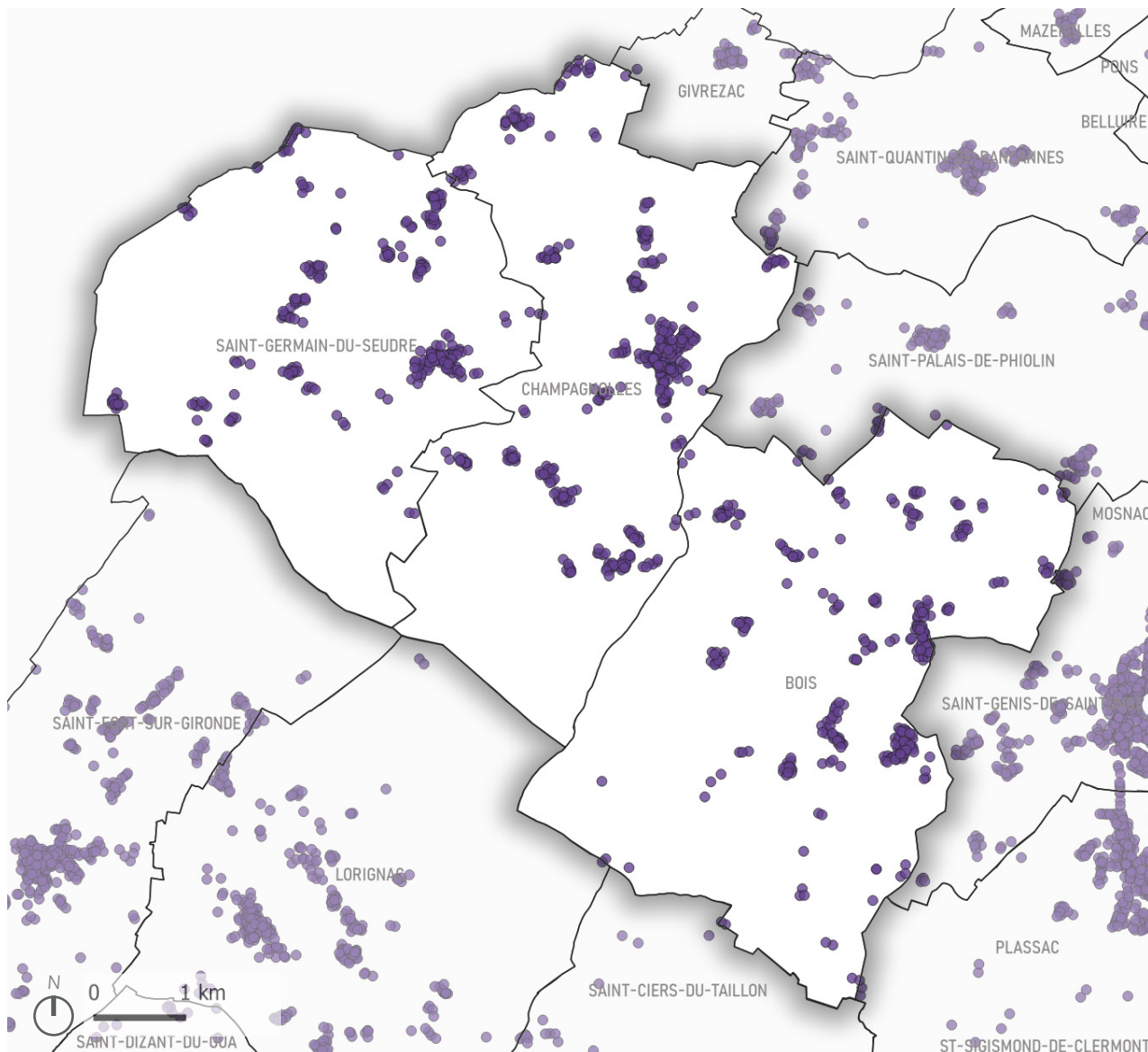
La commune de Bois dispose également d'équipements sportifs et de loisirs, non signalés sur la carte :

- City stade construit en 2023
- Plateforme de Tennis à Saint-Antoine

Débit minimum

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : ARCEP



Les habitations du groupement globalement accès au très haut débit (30Mbit/s minimum).
Les habitations les plus isolées sont celles qui sont le moins bien couvertes du fait de la difficulté et du coût pour y amener les réseaux.

Légende

FOND DE PLAN

□ Limites communales

RESEAUX

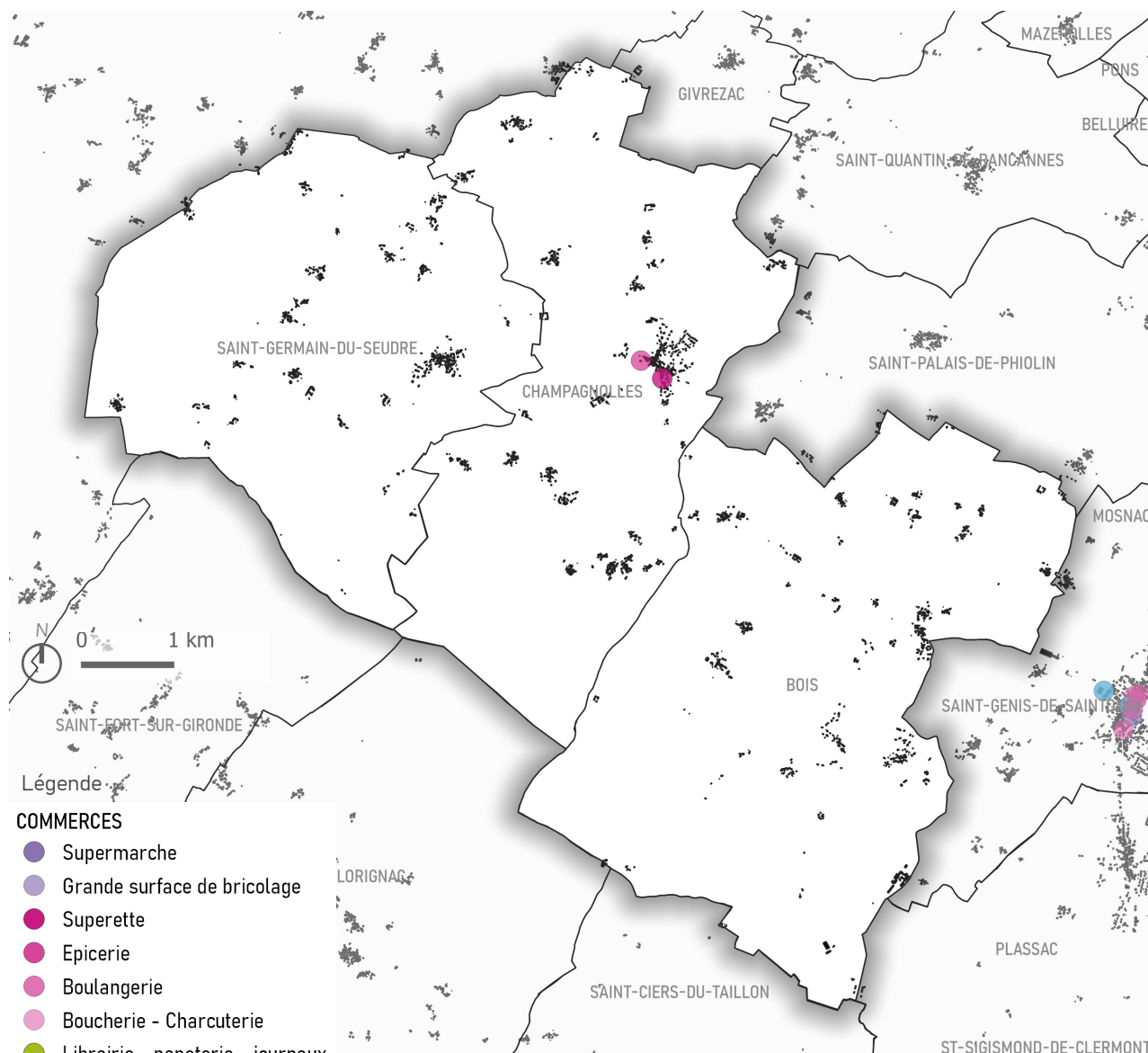
DEBIT MINIMUM PAR IMMEUBLE

- 8 Mbit/s
- 30 Mbit/s
- 1000 Mbit/s

Commerces

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : BPE



Parmi les trois communes du groupement, seule la commune de Champagnolles dispose de commerces. Il s'agit d'une boulangerie et d'une épicerie, toutes deux situées dans le bourg de la commune.

Pédopaysages

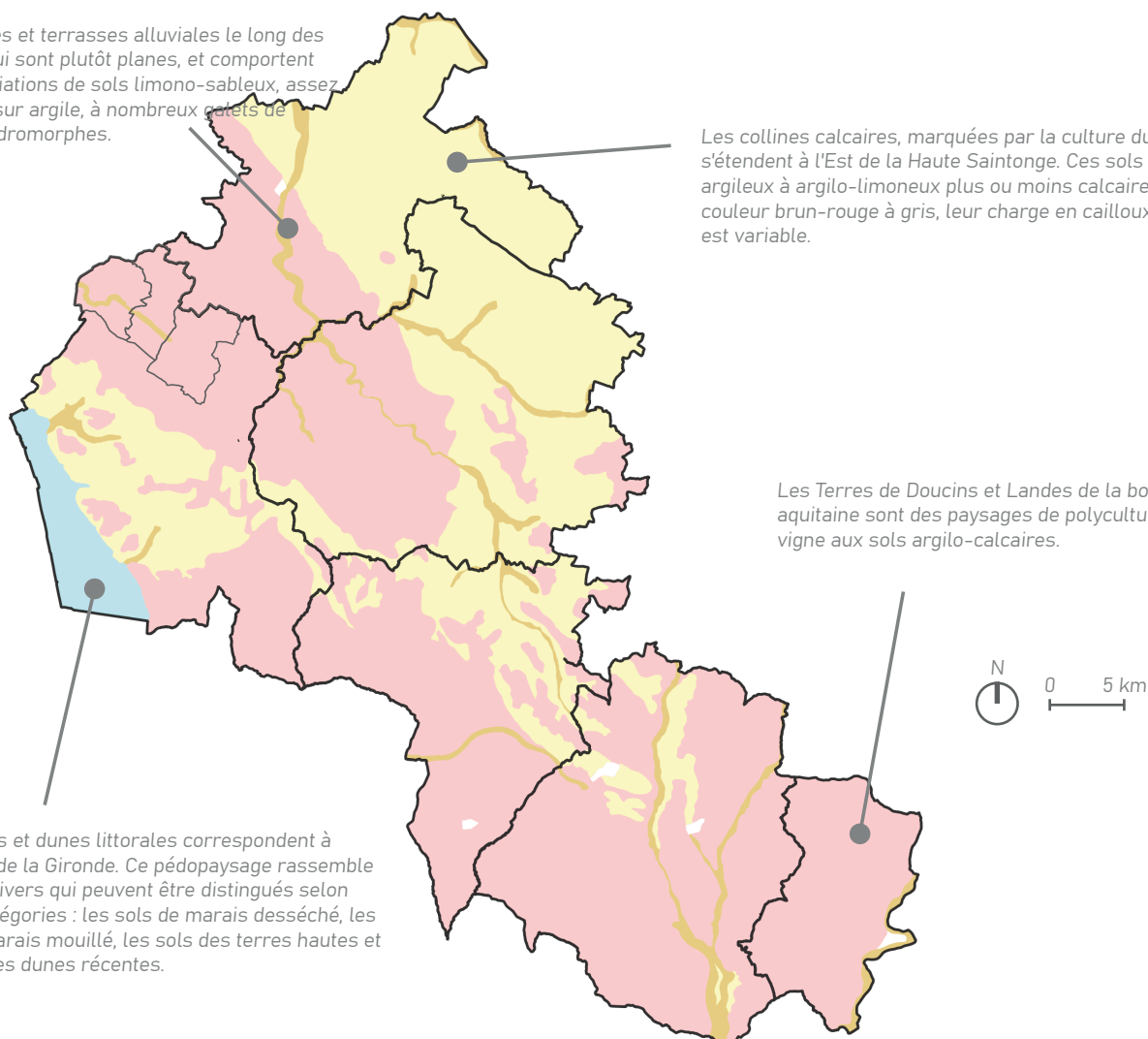
+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Des vallées et terrasses alluviales le long des fleuves, qui sont plutôt planes, et comportent des associations de sols limono-sableux, assez profonds sur argile, à nombreux caillots de quartz, hydromorphes.

Les collines calcaires, marquées par la culture du Cognac, s'étendent à l'Est de la Haute Saintonge. Ces sols sont argileux à argilo-limoneux plus ou moins calcaires. De couleur brun-rouge à gris, leur charge en cailloux calcaires est variable.

Les Terres de Doucins et Landes de la bordure aquitaine sont des paysages de polyculture et de vigne aux sols argilo-calcaires.

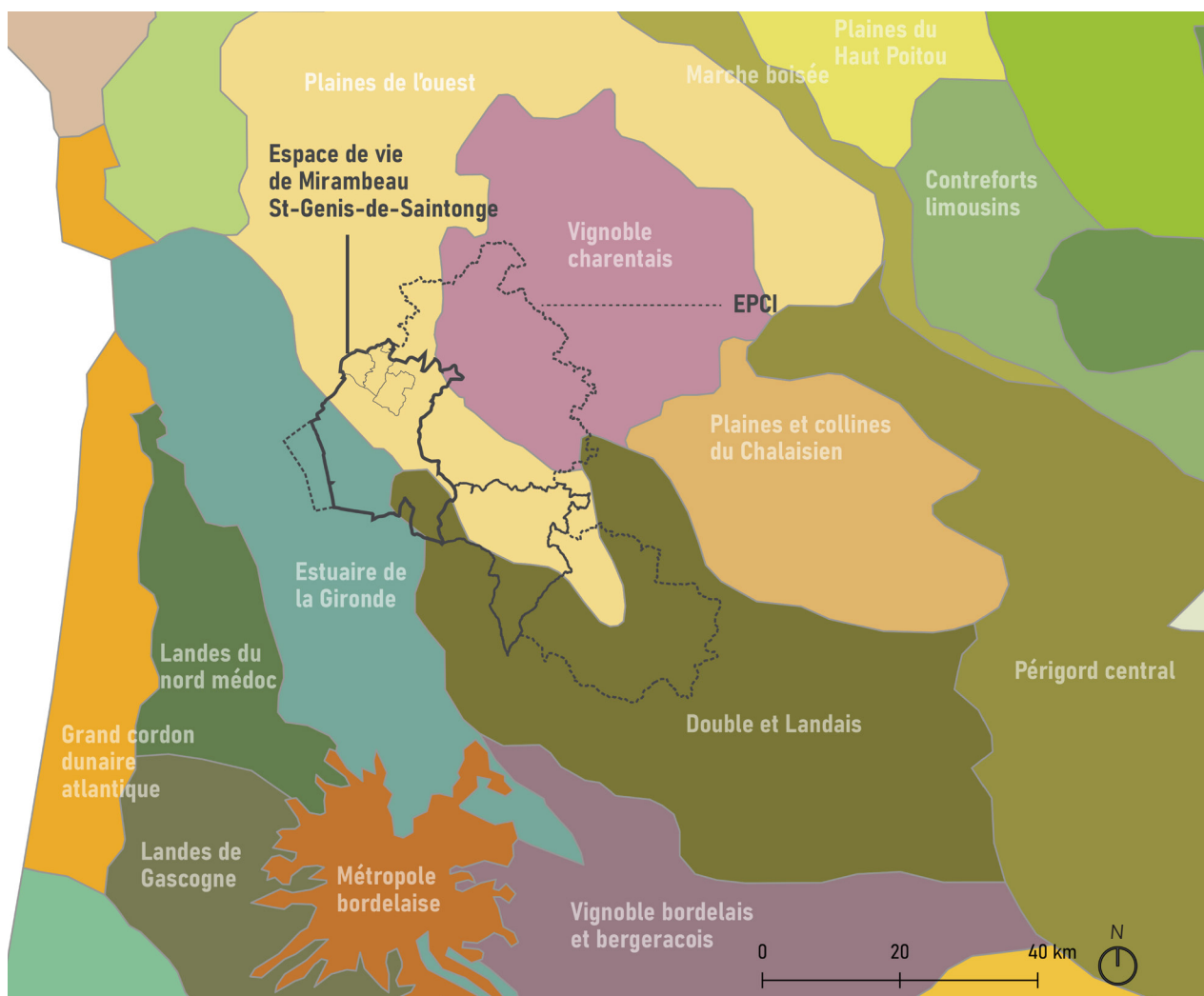
Les Marais et dunes littorales correspondent à l'estuaire de la Gironde. Ce pédopaysage rassemble des sols divers qui peuvent être distingués selon quatre catégories : les sols de marais desséché, les sols de marais mouillé, les sols des terres hautes et les sols des dunes récentes.



Les trois communes sont inscrites dans deux entités pédopaysagères différentes. Elles sont majoritairement concernées par des paysages de polycultures et de vignes sur des sols argilo-calcaires. Deux communes, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre sont partiellement concernées par une entité paysagère différente : il s'agit de vallées et terrasses alluviales, situées le long des cours d'eau sur des sols limono-sableux.

Secteurs paysagers

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Source : Conservatoire d'Espaces Naturels de Poitou-Charentes, Région Nouvelle-Aquitaine, 2018

Des éléments paysagers vecteurs d'identité

Les éléments paysages qui font l'identité de la Haute Saintonge sont nombreux et varient selon les espaces de vie. Sur la cartographie ci-contre on constate que la CDCHS est à cheval entre quatre grands secteurs paysagers : le vignoble charentais, les plaines de l'ouest, l'estuaire de la Gironde et enfin le Double et le Landais

Au sein de l'espace de vie de Mirambeau - Saint-Genis-de-Saintonge, on note d'abord l'appartenance au secteur paysager des plaines de l'ouest, caractérisée notamment par l'activité agricole, qui marque l'identité du territoire. Le sud-ouest de l'espace de vie est marqué par la présence de l'estuaire qui façonne les paysages. Le sud-est, quant à lui, est situé dans le secteur paysager de la Double et du Landais et est caractérisé par la présence prégnante de la forêt.

Le trois communes du regroupement sont toutes trois intégralement situées dans le secteur paysager des plaines de l'ouest.

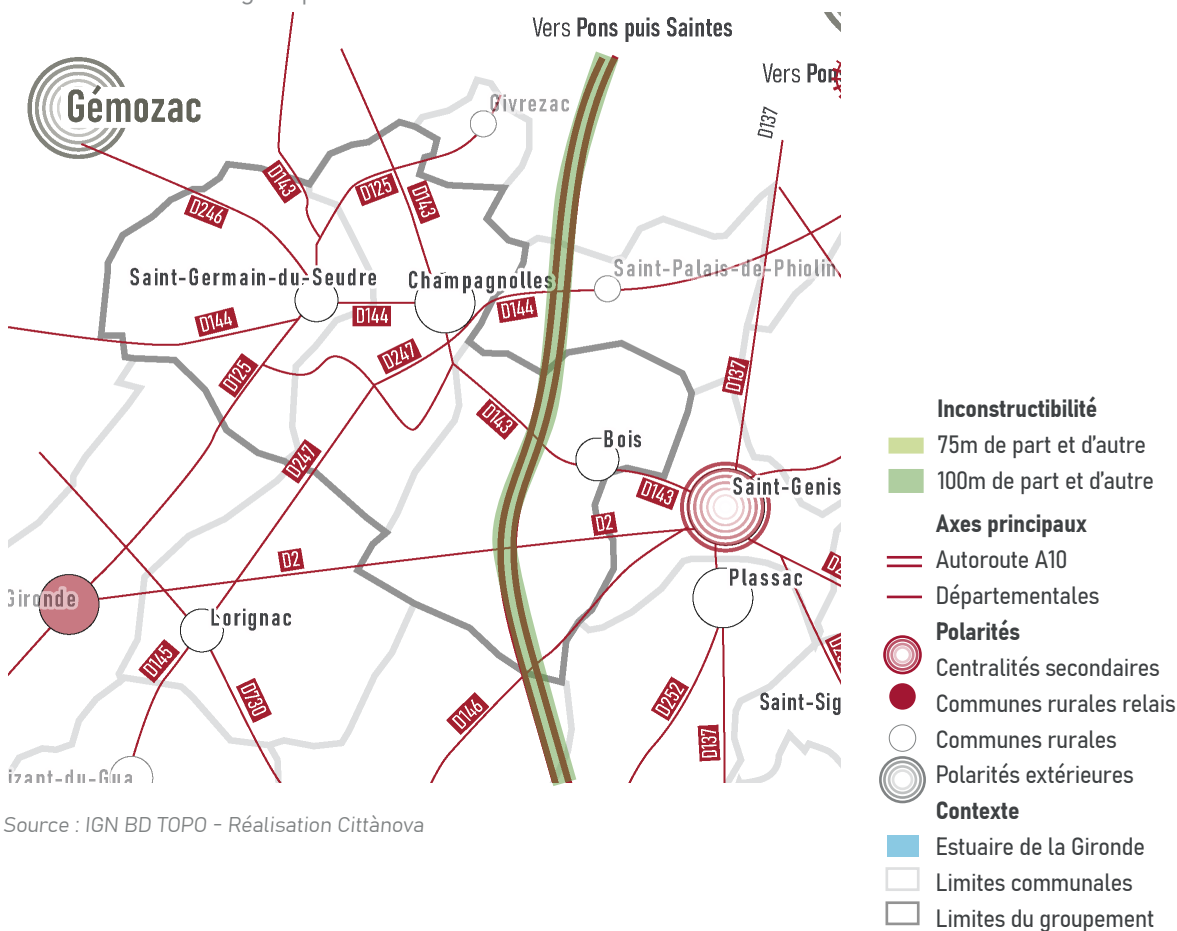
L'inconstructibilité le long des axes à grande circulation

L'article L.111-6 du Code de l'urbanisme incite les communes à promouvoir un urbanisme de qualité le long des voies routières les plus importantes. Il rend inconstructibles les abords des routes à forte circulation situés en dehors des espaces urbanisés, en l'absence de réflexions urbaines :

- 100 m de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du Code de la voirie routière
- 75 m de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

➤ La commune n'est pas concernée

Réseau viaire du groupement



Source : IGN BD TOPO - Réalisation Cittànova

Carte touristique de la Haute Saintonge, 2021

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : Office du tourisme de la Haute Saintonge



Deux communes du groupement disposent d'éléments touristiques recensés par l'office du tourisme de Haute-Saintonge :

- Bois : prestataire équestre et église classée
- Champagnolles : prestataire équestres et église classée

Légende	
	Office de Tourisme
	Activités nautiques
	Étang - pêche
	Piscine
	Base de loisirs
	Golf
	Escalade
	Sport mécanique
	Espace et sentier nature
	Ferme découverte
	Prestataire équestre
	Musée
	Site archéologique visible
	Point de vue - Table de lecture
	Logis et Châteaux (monuments historiques)
	Édifice religieux (monuments historiques)
	Moulin
	Croisière/Gare SNCF
	Autoroute A10
	Nationale N10
	Voie Verte de Haute-Saintonge
	Route verte
	Chemin de Saint-Jacques de Compostelle

Le cadre de vie : premier facteur d'attractivité

Au-delà d'être un espace sensible à protéger, la présence de l'estuaire et les activités qui s'y sont déroulées durant les siècles précédents ont fondé l'identité de ce territoire. Aujourd'hui les activités touristiques et sportives qui s'y développent peu à peu participent à la mise en valeur de ces atouts patrimoniaux. Le cadre de vie participe pleinement à attirer de nouveaux ménages sur le territoire, sur toutes les communes de l'espace de vie. C'est même le premier facteur d'attractivité identifié sur le territoire. Les différents temps de rencontre avec les élus du territoire ont fait émerger la volonté de créer davantage de circuits de randonnées / VTT. Certains éléments bénéficient d'aménagements de mise en valeur particuliers tels que les sentiers équipés de panneaux de signalisation ou les points de vue. Certains éléments bénéficient d'aménagements de mise en valeur particuliers tels que les sentiers équipés de panneaux de signalisation ou les points de vue.

La prise en compte du petit patrimoine

Le petit patrimoine est représenté par l'ensemble des monuments qui ne sont pas classés ou inscrits comme Monuments Historiques. Ce sont les lavoirs, les bâtis anciens comportant des qualités architecturales, les calvaires, ... Tout ces éléments participent à l'identité et la qualité du territoire. Ils sont généralement assez peu recensés et mis en valeur, mais sont très nombreux sur le territoire.

Ils représentent un potentiel à la fois touristique et à vocation de logement.



Logements récemment rénovés à Bois Cittànova



Petit patrimoine à Bois



Petit patrimoine à Champagnolles



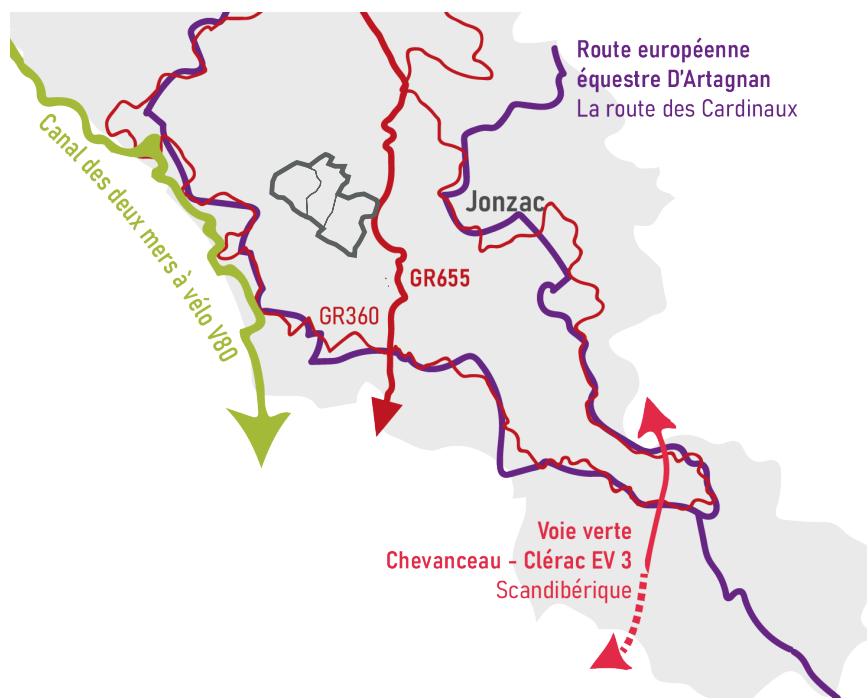
Petit patrimoine à Saint-Germain-du-Seudre

Itinéraires touristiques : le Schéma Départemental Vélo Routes, Voies Vertes et Randonnées

A l'échelle de la Charente Maritime, un document recense les différents itinéraires doux sur le département. On y trouve :

- Aucune Eurovélo-routes (échelle européenne), Véloroutes ou Voies Vertes (échelle nationale) existantes ou prévues traversant les communes du groupement
- Aucun itinéraire européen de randonnée traversant les communes du groupement
- Aucun itinéraire de randonnée de la Charente maritime existant traversant les communes du groupement
- Le GR655 traverse la commune de Bois
- Plusieurs circuits de Promenades et Randonnées, ainsi que des circuits VTT et VTC se trouvent sur les communes du groupement

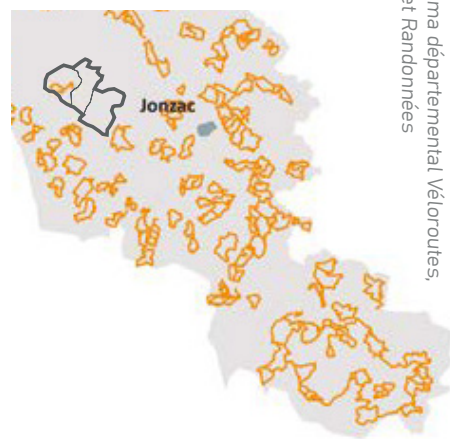
Carte des chemins de Grande Randonnée GR® en Charente-Maritime



Chemins de Grande Randonnée GR
Itinéraire cyclable d'intérêt européen
Itinéraire cyclable d'intérêt national

0 20 40km

Carte des circuits Promenade et Randonnée PR® en Charente-Maritime



Source : Schéma départemental Véloroutes, Voies Vertes et Randonnées

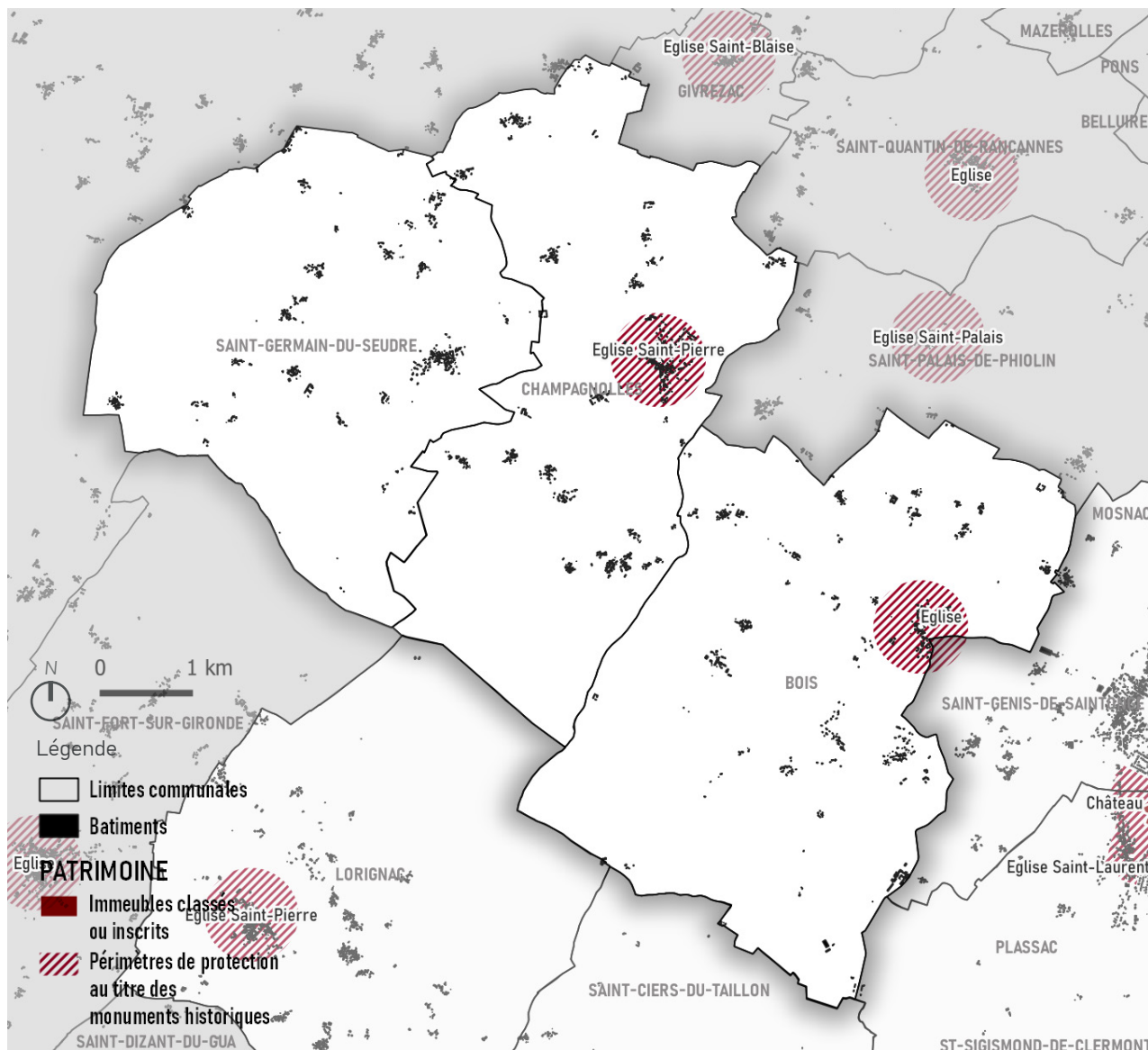
Carte des circuits VTT, VTC, routes en Charente-Maritime



Monuments historiques

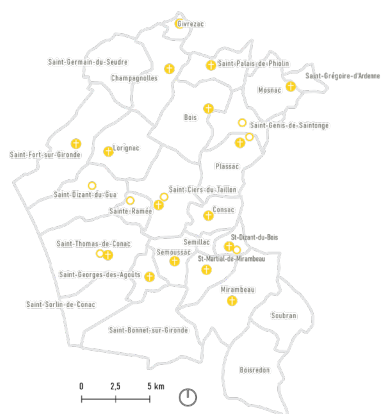
+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : Atlas des patrimoine, Mérimée, IGN BD TOPC



Monuments historiques sur l'espace de vie

+ Espace de vie de Mirambeau, Saint-Genis-de-Saintonge



**Bâties protégées
au titre des
Monuments
Historiques**

+ Églises
 O Autres bâtis

Deux monuments historiques et leur périmètre impactent le territoire du groupement :

- L'église de Bois dont la construction date du XII^e siècle, à laquelle ont été ajoutée deux chapelles latérales au XIV^e siècle. L'église a été classée au titre des Monuments Historiques le 21 janvier 1907.

Le périmètre de protection de l'église couvre le bourg de la commune et déborde légèrement sur le territoire de Saint-Genis-de-Saintonge.

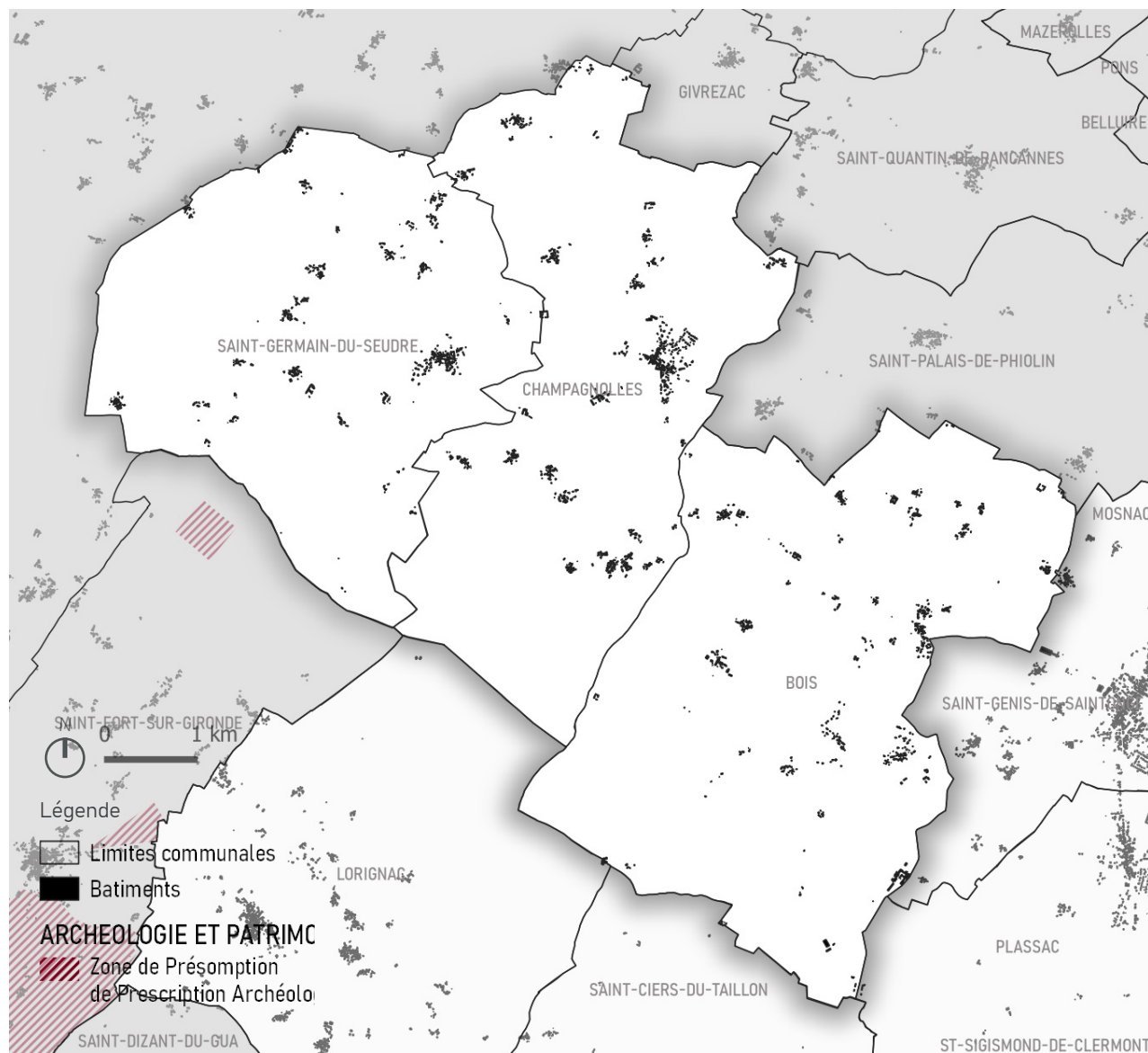
- - L'Église Saint-Pierre de Champagnolles dont la construction date du XII^e siècle et dont la porte a été remaniée au XV^e siècle. Elle a été classée le 19 novembre 1910.

Le périmètre de protection de l'église Saint-Pierre couvre le bourg de Champagnolles.

Nom	Commune	Catégorie	Inscription/Classement
Eglise Saint-Pierre	Champagnolles	Architecture religieuse	Classé

Zone de Présomption de Prescription Archéologique

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Le territoire du groupement n'est pas concerné par une zone de présomption de prescription archéologique.

Les formes d'habitations historiques

Historiquement, les formes d'habiter ont évolué en fonction des usages, des pratiques, des métiers ou encore de la populations qui résidaient sur le territoire. Le territoire Saintongeais qui comprend les communes de Boscamnant, Saint Martin de Coux, Saint Aigulin et La Barde n'échappe pas aux transformations des formes d'habitats :

Les petites maisons :

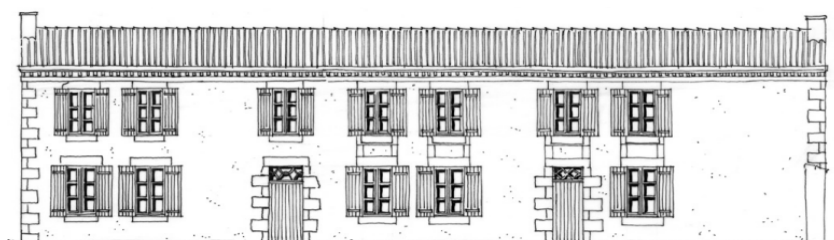
Elles représentent l'habitation la plus ancienne en Haute-Saintonge. Situées au cœur des villages, les «petites maisons» s'imbriquent aux autres constructions et communiquent avec la voie seulement par la façade principale. Au niveau des fondations, les bois de charpente apparents sont grossiers tout comme la maçonnerie des moellons. A l'inverse, les ouvertures sont de petites dimensions et disposées en fonction des besoins sans ordre ni régularité.



«Petite maison» sans escalier



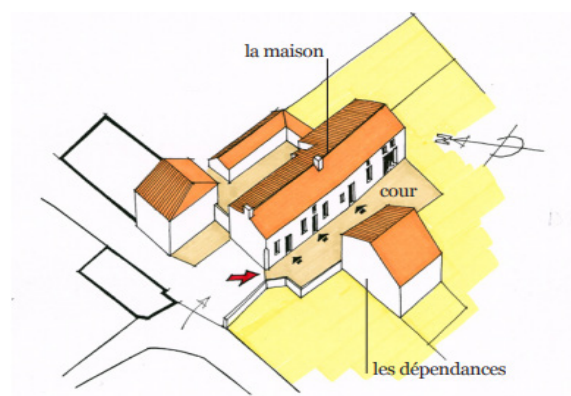
Petite maison à escalier



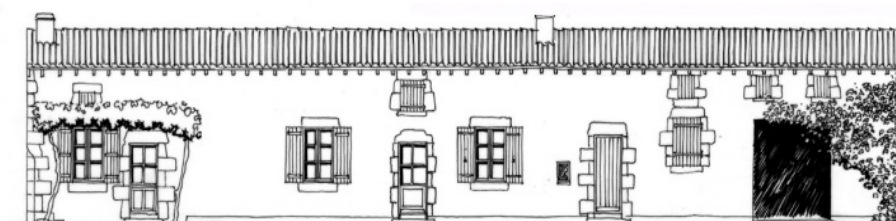
La maison saintongeaise

La longère :

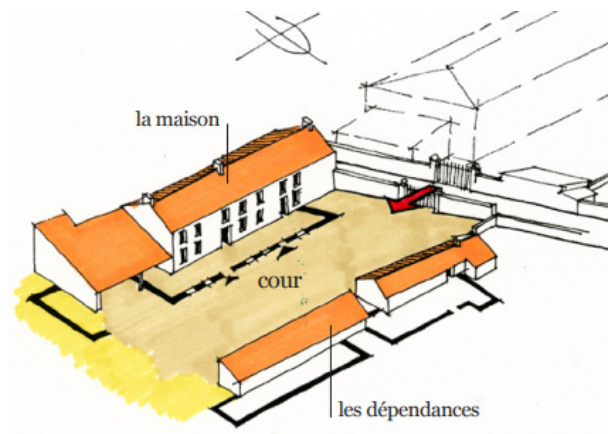
Cette ancienne ferme caractéristique de l'activité agricole était organisée selon les besoins du métier. Les longères sont construites dans la longueur en fonction des matériaux disponibles localement, en Haute-Saintonge la pierre était privilégiée. Cet habitat modeste était avant tout conçu et pensé afin qu'il soit solide et durable tout en essayant d'atteindre un confort optimal. Les longères étaient souvent implantées de façon perpendiculaire à la voirie.



La longère vue d'en haut



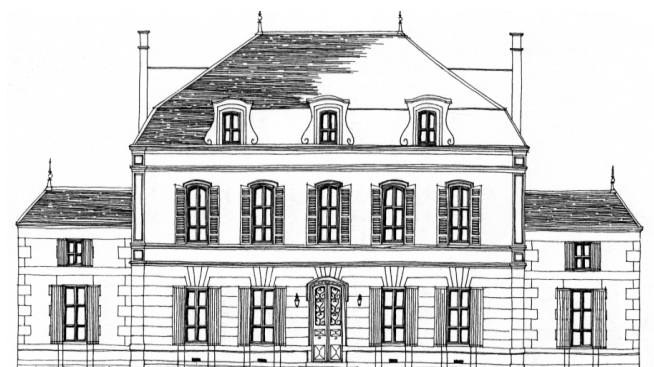
La longère vue de la cour



La maison saintongeaise :

Ce style d'habitation qui s'inscrit directement dans le tissu urbain est caractéristique au territoire intercommunal. Lieu de vie des agriculteurs ou des viticulteurs, la maison saintongeaise dispose toujours d'un étage et parfois d'un grenier. Les angles de la maison en simple chaînage, les linteaux en pierre ou encore la toiture en « tige de bottes » forment le style Saintongeais.

Bien souvent, une grande cour intérieure entre la maison et les dépendances est présente.



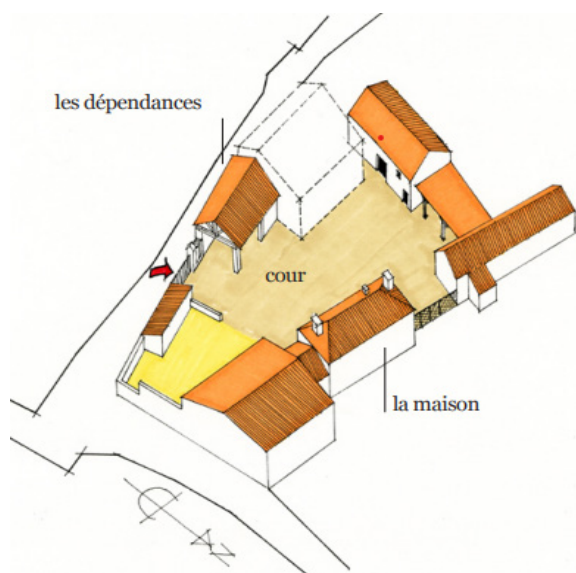
La maison de maître

La maison de maître :

Autrefois habité par de riches propriétaires tels que des agriculteurs, des viticulteurs ou des notaires, la maison de maître est reconnaissable par sa forme rectangulaire et ses pierres angulaires. Il est également possible de distinguer cette propriété par rapport aux deux ailes latérales qui accompagnent la partie centrale.

Le volume imposant de la structure ainsi que l'aspect symétrique que l'on retrouve sur la maison sont aussi des éléments caractéristiques de la maison de maître.

Enfin, les hangars, les chais ou encore les pigeonniers constituent les dépendances de la maison.

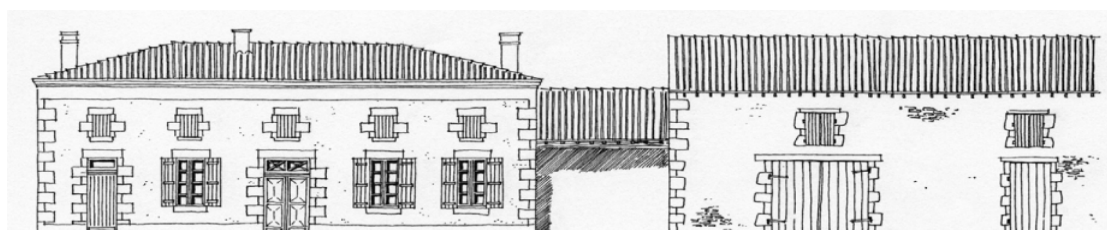


La propriété à cour fermée

La propriété à cour fermée :

Cet habitat se singularise par rapport aux liens qu'il peut y avoir avec les activités viticoles. La propriété à cour fermée d'apparence repliée sur elle-même suscite tout de même la curiosité par rapport à la qualité architecturale qu'elle représente.

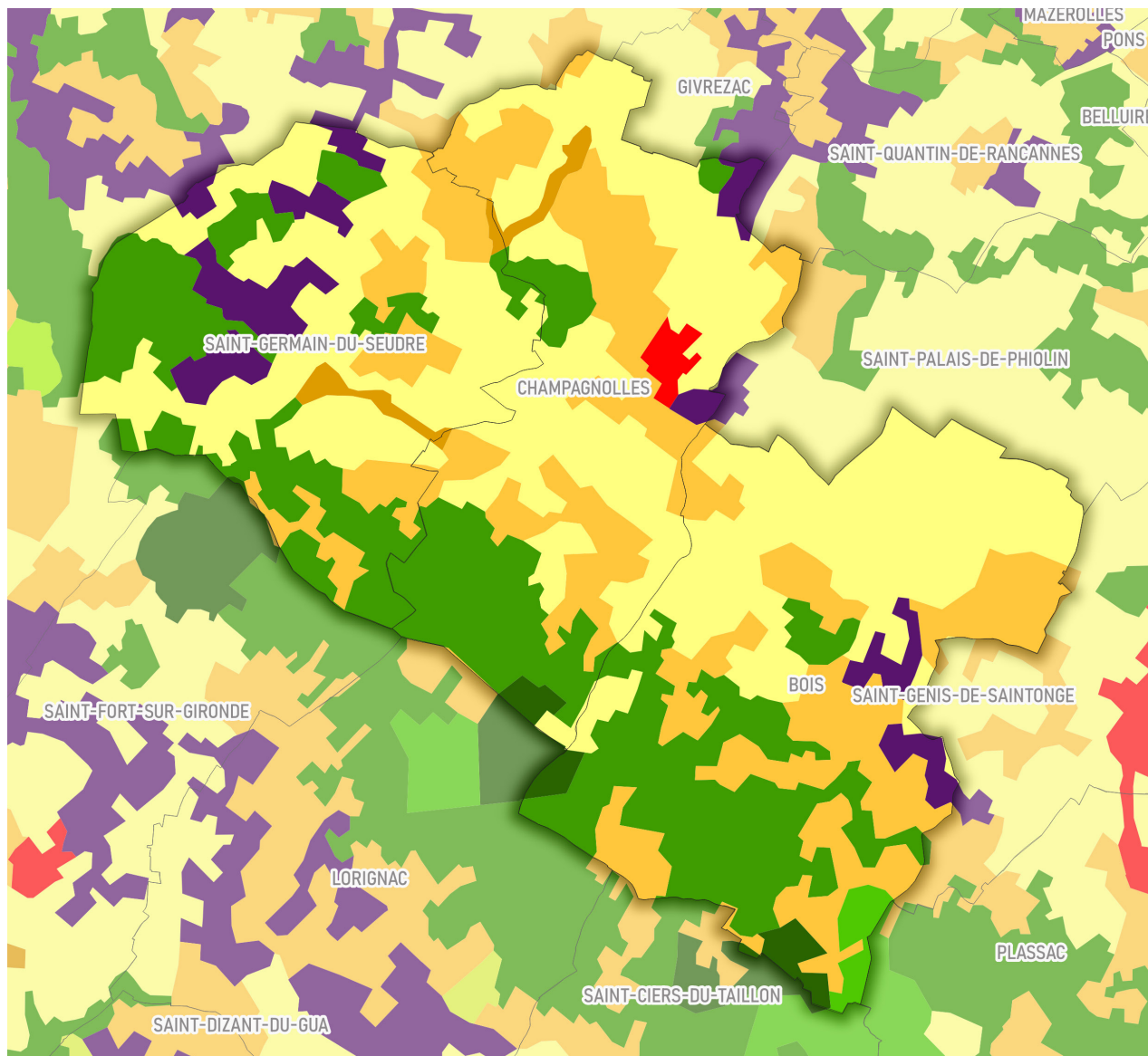
La maison se structure autour d'une cour principale entourée par des murs clos à l'exception d'un portail qui marque l'entrée du domaine. La volumétrie des bâtiments est souvent importante mais relativement sobre d'un point de vu architectural.



Occupation du sol

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : IGN BD FORET



Occupation du sol

D'après l'occupation du sol Corine Land Cover 2018, le territoire est majoritairement couvert par des espaces agricoles sur sa partie centrale et nord est. Ce sont principalement des terres arables hors périmètre d'irrigation (grandes cultures) et des systèmes culturaux et parcellaires complexes. On trouve également quelques vignobles dispersés sur le territoire.

Les espaces forestiers sont localisés en majorité sur la frange sud ouest du territoire, sur les 3 communes du groupement.

Enfin, très peu d'espaces urbains sont identifiés. Le seul groupement bâti identifié comme conséquent en tant que tissu urbain discontinu se trouve sur la commune de Champagnolles et correspond à son bourg.

Légende

Limites communales

CorineLandCoverCDCHS

- Forêt et végétation arbustive en mutation
- Forêts de conifères
- Forêts de feuillus
- Forêts mélangées
- Prairies et autres surfaces toujours en herbe à usage agricole
- Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants
- Systèmes culturaux et parcellaires complexes
- Terres arables hors périmètres d'irrigation
- Tissu urbain discontinu
- Vignobles

0 1 km



Principaux habitats naturels

Les milieux ouverts

Les milieux ouverts du territoire sont en très grande majorité cultivés. Les cultures sont dominées par la vigne et la culture de céréales et oléagineux. Les milieux cultivés ne sont pas très propices à la biodiversité du fait de l'usage des pesticides (la culture de la vigne est une grande consommatrice de produits phytosanitaires) et du désherbage entre les rangs. La biodiversité se concentre dans les bordures de champs (fossés, haies quand elles existent encore, bordures enherbées de chemins, etc.).

On recense également sur le territoire quelques prairies permanentes et temporaires. Elles constituent des espaces davantage favorables à la biodiversité, d'autant plus si elles sont accompagnées de haies, boisements et zones humides.

Les milieux ouverts peuvent également prendre la forme de percées au sein des espaces forestiers, du fait de la sylviculture, des conditions climatiques (tempêtes) ou de l'agriculture. Les clairières ainsi formées peuvent avoir, plus ou moins temporairement, un grand intérêt pour la biodiversité, du fait de la création de mosaïques de milieux ouverts et fermés, qui introduit une diversité d'habitats et de conditions de vie. Ces clairières sont conditionnées par un entretien du milieu, sinon elles se referment rapidement.

Ce processus concerne en particulier les pelouses sèches, pelouses calcaires subatlantiques semi-arides, représentées sur les communes. Bien qu'elles soient très localisées sur le territoire de la Haute-Saintonge, de nombreuses espèces thermophiles sont recensées sur certains secteurs, dont plusieurs rares/menacées ou à fort intérêt biogéographique, comme par exemple Biscutelle de Guillon, *Dorycnium ligneux*, et *Catananche bleue*.

Les milieux forestiers

Le territoire des communes est marqué par le massif forestier de la Lande. Il s'étend pour partie sur le territoire de l'espace de vie de Plassac, Saint-Ciers-du-Taillon et Saint-Sigismond-de-Clermont. On recense également sur les communes plusieurs petits boisements enclavés au sein de zones agricoles.

L'intérêt biologique de la zone est exceptionnel avec la présence, sur des surfaces étendues, de groupements végétaux originaux : différents types de landes en fonction du gradient d'hydromorphie, forêt à Chêne tauzin et Pin maritime, tourbières acides à *Narthécie des marais*, sables humides temporaires à *Linaire à vrilles*, taillis tourbeux à piment royal, forêt-galerie riveraine...

Sur le plan floristique, il faut noter une richesse très élevée en espèces rares/menacées, dont beaucoup sont en station régionale unique, voire en aire disjointe.

L'intérêt faunistique est très élevé lui-aussi, notamment le long du réseau hydrographique parcourant toute la zone : présence de la Cistude, du Vison et de la Loutre, de libellules rares, remontée de poissons migrateurs, etc.

Les landes et boisements ouverts hébergent quant à eux une grande diversité de reptiles (dont le Lézard ocellé, ici en population disjointe).

Le faciès originel de la forêt de la Lande est, quant à lui, la chênaie atlantique acide à Chêne pédonculé et Chêne tauzin entrecoupée de landes à *Ericacées* : elle ne subsiste plus aujourd'hui que sous la forme de vestiges isolés plus ou moins artificialisés par la présence d'essences non autochtones (Châtaignier, notamment), entrecoupés de parcelles plantées en Pin maritime qui tend à devenir, comme plus au sud, l'essence dominante. Malgré l'intensification de la sylviculture et diverses altérations liées aux activités humaines (réalisation d'enclos de chasse...), cet ensemble reste intéressant de par sa surface boisée et l'alternance de faciès feuillus et résineux, coupes et landes.

Sur le plan de la faune, la forêt est surtout remarquable par son riche cortège de Rapaces diurnes nicheurs, parmi lesquels figurent plusieurs oiseaux qui ont du mal à se maintenir en Europe de l'Ouest - Circaète Jean-le-Blanc, Bondrée apivore, Faucon hobereau - alors que les secteurs de landes et les jeunes



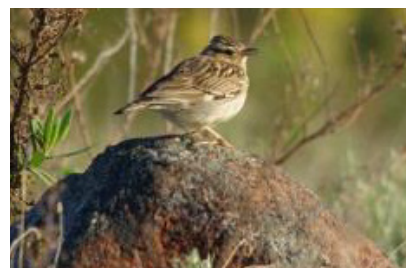
Biscutelle de Guillon



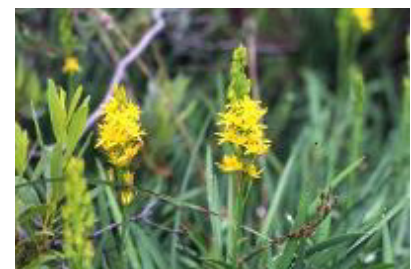
Dorycnium ligneux



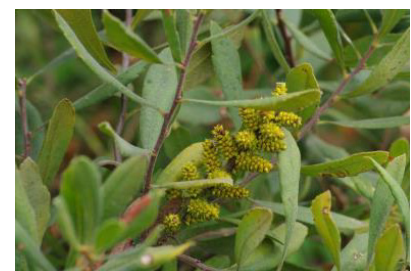
Catananche bleue



Alouette lulu



Narthécie des marais



Linaire à vrilles

plantations de pins constituent le biotope favori de l'Engoulevent d'Europe et de la Fauvette pitchou.

Parmi les mammifères, la présence d'une petite population de cerfs, espèce très localisée en Charente-Maritime mérite d'être mentionnée, de même que celle de la Genette, petit carnivore méridional peu fréquent en Poitou-Charentes.

Dans l'état actuel des connaissances, l'intérêt botanique de la zone s'avère beaucoup plus modeste que sur les landes de Montendre-Montlieu (absence de zones tourbeuses et de bas-marais acides) : on y note néanmoins un contingent assez riche de plantes caractéristiques des landes thermo-atlantiques parmi lesquelles l'Avoine de Thore, la Violette laiteuse ainsi que diverses espèces d'ajoncs et de bruyères.



Engoulevent d'Europe



Genette commune



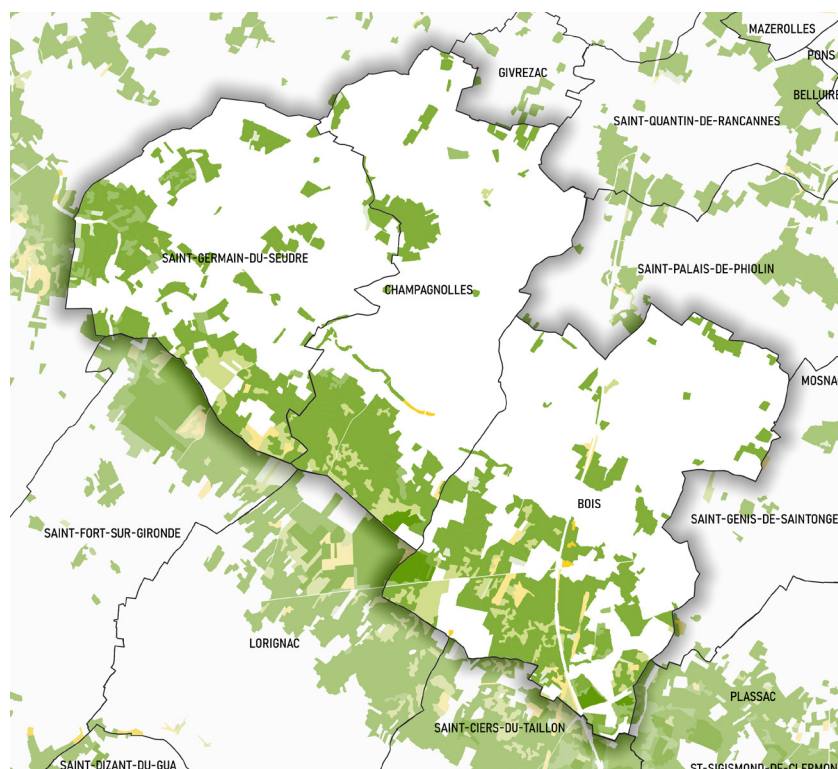
Lézard ocellé



Circaète Jean-le-Blanc

Formation végétale

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Légende

FORMATION VEGETALE

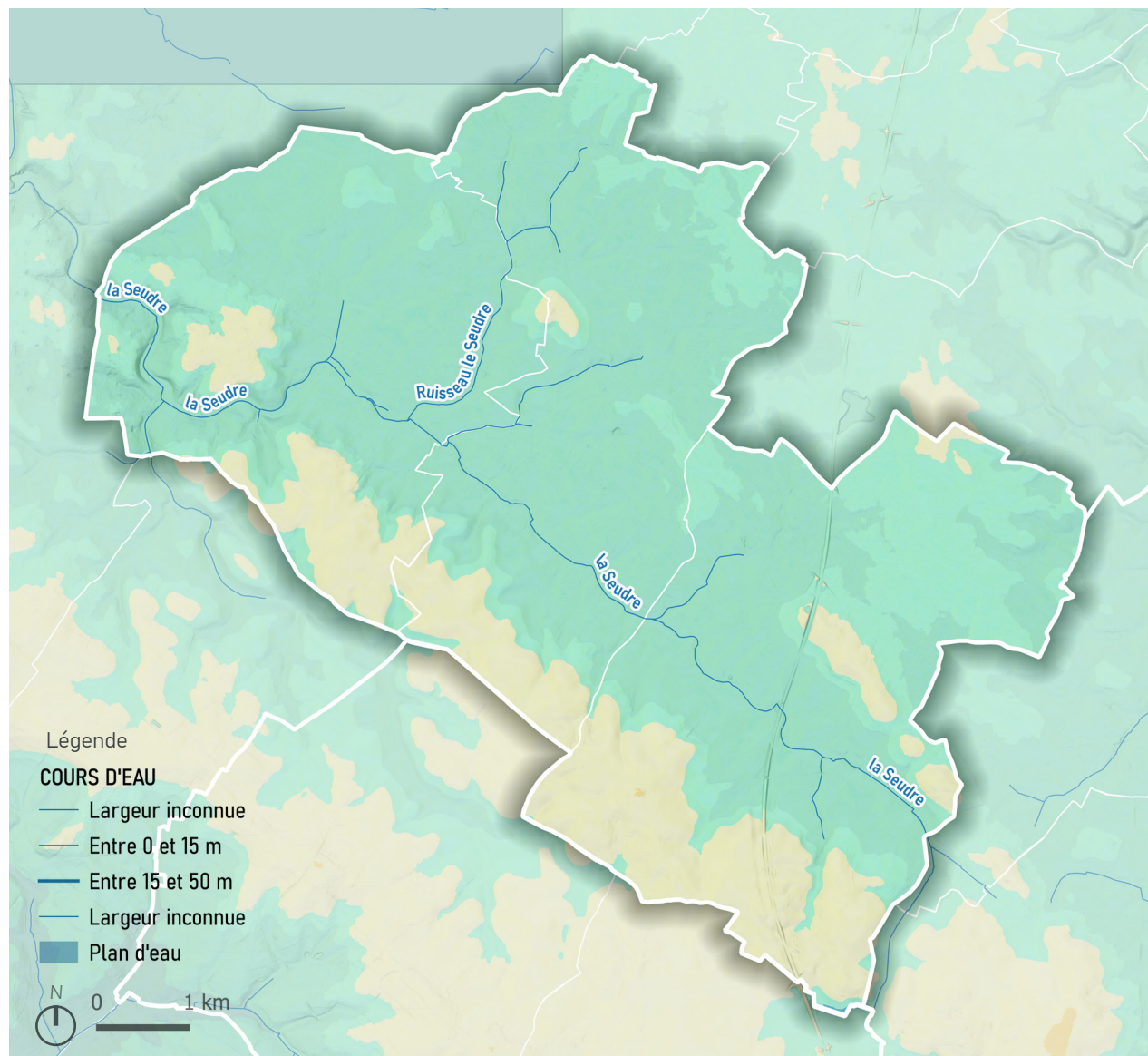
- Forêt fermée conifères
- Forêt fermée feuillus
- Forêt fermée mixte
- Forêt fermée sans couvert arboré
- Forêt ouverte conifères
- Forêt ouverte feuillus
- Forêt ouverte mixte
- Peupleraie
- Formation herbacée
- Lande



Source : BD Forêt

Réseau hydrographique

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Masse d'eau superficielle

Le périmètre d'études est marqué par le passage de la Seudre, fleuve côtier long de 68km prenant source à Saint-Genis-de-Saintonge et se jette dans l'océan Atlantique au niveau des communes de Marennes-Hiers-Brouage et La Tremblade.

Il n'y a pas de plan d'eau de taille importante sur le territoire du groupement.

Par ailleurs, le cours d'eau de la Seugne est considéré comme une masse d'eau superficielle par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne. Ces cours d'eau ont fait l'objet d'une évaluation quantitative et qualitative du SDAGE 2022-2027, qui mérite d'être synthétisé dans le tableau ci contre.

Masse d'eau superficielle

Une masse d'eau de surface est définie comme une partie distincte et significative des eaux de surface telle qu'un lac, une rivière, un fleuve, un canal...

Source : Sandre

Masses d'eau superficielles (Rivière) concernant la commune :

FRFR13 La Seudre de sa source au confluent de la Bénigousse

Masse d'eau superficielle	Longueur	Bassin versant de gestion	Etat de la masse d'eau (SDAGE 2022-2027)			Objectif (SDAGE 2022-2027)	
			Etat écologique	Etat chimique		Objectif de l'état écologique	Objectif de l'état chimique
				Avec ubiquiste	Sans ubiquiste		
La Seudre de sa source au confluent de la Bénigousse (FRFR13)	24 km	Seudre	Moyen	bon état	bon état	Objectif moins strict	Bon état 2015

Il est à noter que certains cours d'eau de Charente Maritime présentent un comportement hydrologique saisonnier très fluctuant, avec des périodes d'étiage sévères, voire d'absence d'écoulement, les assecs, qui concernent plus particulièrement la Seugne et la Seudre. La diminution des débits des cours d'eau se produit majoritairement en été, avec des étiages principalement en fin d'été ou en automne. Elle est la conséquence de multiples phénomènes, dont l'augmentation des températures, la diminution des apports d'eau souterraine, la baisse des précipitations, les prélèvements...

Par ailleurs, dans un contexte de changement climatique, les périodes d'étiage menacent d'être plus fréquentes. A l'horizon 2050, l'agence de l'Eau du bassin-Adour-Garonne prévoit une réduction moyenne des débits de l'ordre de -30 à -40% en Charente-Maritime.

Source : SDAGE Adour Garonne 2022-2027; SDAGE Adour Garonne 2022-2027

Masse d'eau souterraine

La ressource en eau n'est pas seulement visible à travers les cours d'eau qui viennent d'être mis en avant. En effet, le territoire compte aussi 6 masses d'eau souterraines qui méritent d'être regardées de près. Dans un contexte de gestion durable de la ressource en eau et face à des épisodes caniculaires et de sécheresses de plus en plus fréquent, le maintien de la qualité et de la quantité des eaux souterraines est primordial pour le bon fonctionnement hydrographique du territoire.

Masse d'eau souterraine

Une masse d'eau souterraine est un volume distinct d'eau souterraine à l'intérieur d'un ou plusieurs aquifères.

Source : Sandre

Masses d'eau Souterraine concernant la commune

FRFG075A	Calcaires du Cénomanien majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain
FRFG075B	Sables et graviers de l'infra-Cénomanien-Cénomanien captif du Nord du Bassin aquitain
FRFG076	Calcaires, grès et sables de l'infra-Cénomanien-Cénomanien libre dans les bassins versants de la Charente et de la Seudre
FRFG078A	Sables, grès, calcaires et dolomies de l'infra-Toarcien libre et captif du Nord du Bassin aquitain
FRFG080A	Calcaires du Jurassique moyen et supérieur majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain
FRFG093	Multicouche calcaire du Turonien-Coniacien-Santonien dans les bassins versants de la Charente et de la Seudre
FRFG094	Calcaires, calcaires marneux et grès du sommet du Crétacé supérieur (Santonien supérieur à Maastrichtien) des bassins versants de la Charente, de la Seudre et de la Gironde en rive droite

Masse d'eau souterraine	Superficie	Type	Etat de la masse d'eau (SDAGE 2022-2027)		Objectif d'état de la masse d'eau (SDAGE 2022-2027)		Pressions de la masse d'eau (SDAGE 2022-2027)			
			Etat quantitatif	Etat chimique	Etat quantitatif	Etat chimique	Sites industriels ou décharges	Nitrates d'origine agricole	Phytosanitaire	Prélèvements d'eau
Calcaires du Cénomanien majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain (FRFG075A)	20898 km ²	Dominante sédimentaire non alluviale	Bon	Bon	Bon état 2015	Bon état 2015	Pas de pression	Non significative	Non significative	Non significative
Sables et graviers de l'infra-Cénomanien-Cénomanien captif du Nord du Bassin aquitain (FRFG075B)	1318 km ²	Dominante sédimentaire non alluviale	Bon	Bon	Bon état 2015	Bon état 2015	Pas de pression	Non significative	Non significative	Non significative
Calcaires, grès et sables de l'infra-Cénomanien-Cénomanien libre dans les bassins versants de la Charente et de la Seudre (FRFG076)	1071 km ²	Dominante sédimentaire non alluviale	Mauvais	Bon	Bon état 2027	Bon état 2021	Pas de pression	Significative	Non significative	Significative
Sables, grès, calcaires et dolomies de l'infra-Toarcien libre et captif du Nord du Bassin aquitain (FRFG078A)	19946 km ²	Dominante sédimentaire non alluviale	Bon	Bon	Bon état 2015	Bon état 2021	Pas de pression	Inconnue	Non significative	Non significative
Calcaires du Jurassique moyen et supérieur majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain (FRFG080A)	16549 km ²	Dominante sédimentaire non alluviale	Bon	Bon	Bon état 2015	Bon état 2015	Pas de pression	Non significative	Non significative	Non significative
Multicouche calcaire du Turonien-Coniacien-Santonien dans les bassins versants de la Charente et de la Seudre (FRFG093)	950 km ²	Dominante sédimentaire non alluviale	Mauvais	Mauvais	Bon état 2027	Objectif moins strict	Pas de pression	Significative	Significative	Significative
Calcaires, calcaires marneux et grès du sommet du Crétacé supérieur (Santonien supérieur à Maastrichtien) des bassins versants de la Charente, de la Seudre et de la Gironde en rive droite (FRFG094)	2532 km ²	Dominante sédimentaire non alluviale	Mauvais	Mauvais	Bon état 2027	Objectif moins strict	Pas de pression	Significative	Significative	Non significative

Source : SDAGE Adour Garonne 2022-2027

Usages: eau potable

L'alimentation en eau potable sur le territoire est gérée par le syndicat Eau 17, en régie via la RESE, et/ou en affermage. La moitié des communes du territoire est gérée par la RESE, et l'autre moitié est gérée en affermage par le syndicat Territoire des Coteaux de Gironde.

Les réseaux d'alimentation en eau potable de la RESE présentent un rendement de 84,9%. La qualité de l'eau potable est bonne ; la conformité microbiologique de l'eau au robinet est de 99,9% et sa conformité physico-chimique est de 98,5%.

De plus, les réseaux du Territoire des Coteaux de Gironde présentent un rendement de 73,1%. La qualité de l'eau potable est bonne ; la conformité microbiologique de l'eau au robinet est de 100% et sa conformité physico-chimique est de 97,9% (données 2020).

Aucun captage d'eau potable n'est recensé sur les communes étudiées. Quelques uns sont présents dans les communes voisines. Ces captages sont réalisés dans les nappes souterraines. La réglementation instaure des périmètres de protection autour des captages d'eau potable, mis en oeuvre par l'ARS. On distingue ainsi :

- Le périmètre de protection immédiate (PPI) : il

Captages eau potable

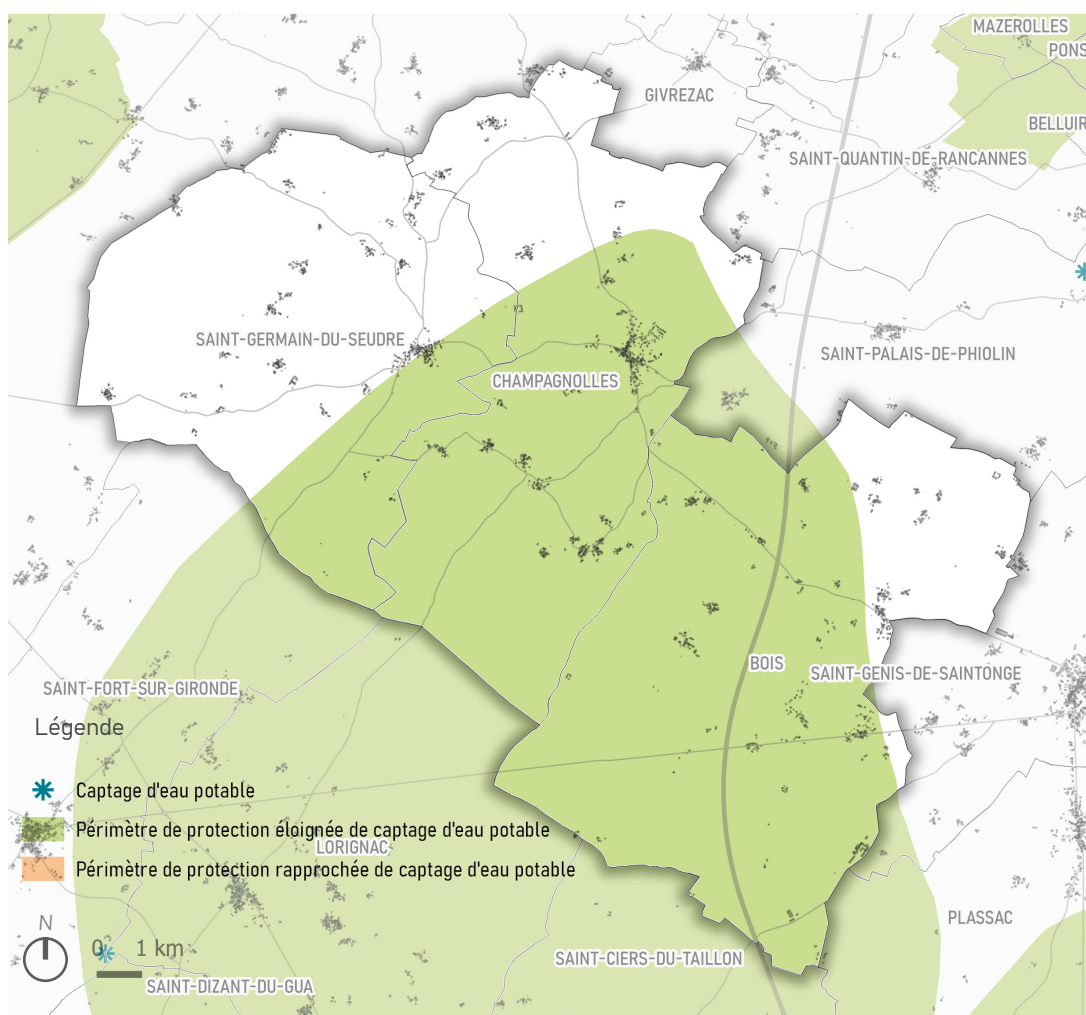
+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

correspond à l'emprise du site de captage clôturé. Toutes les activités y sont interdites hormis celles relatives à l'exploitation et à l'entretien de l'ouvrage de prélèvement de l'eau et au périmètre lui-même. Son objectif est d'empêcher la détérioration des ouvrages et d'éviter le déversement de substances polluantes à proximité immédiate du captage ;

- Le périmètre de protection rapprochée (PPR) : il correspond à un secteur plus vaste, pour lequel toute activité susceptible de provoquer une pollution y est interdite ou est soumise à prescription particulière (construction, dépôts, rejets...). Son objectif est de prévenir la migration des polluants vers l'ouvrage de captage. Sous certaines conditions, le PPR n'est pas obligatoire ;
- Le périmètre de protection éloignée (PPE) : ce périmètre est facultatif et est créé si certaines activités sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes.

Sur les communes du groupement, on trouve un périmètre de protection éloigné de captage d'eau potable (PPE) qui couvre la partie Est de Saint-Germain-du-Seudre, la partie centrale et Sud de Champagnolles, et la partie centrale et Ouest de Bois.

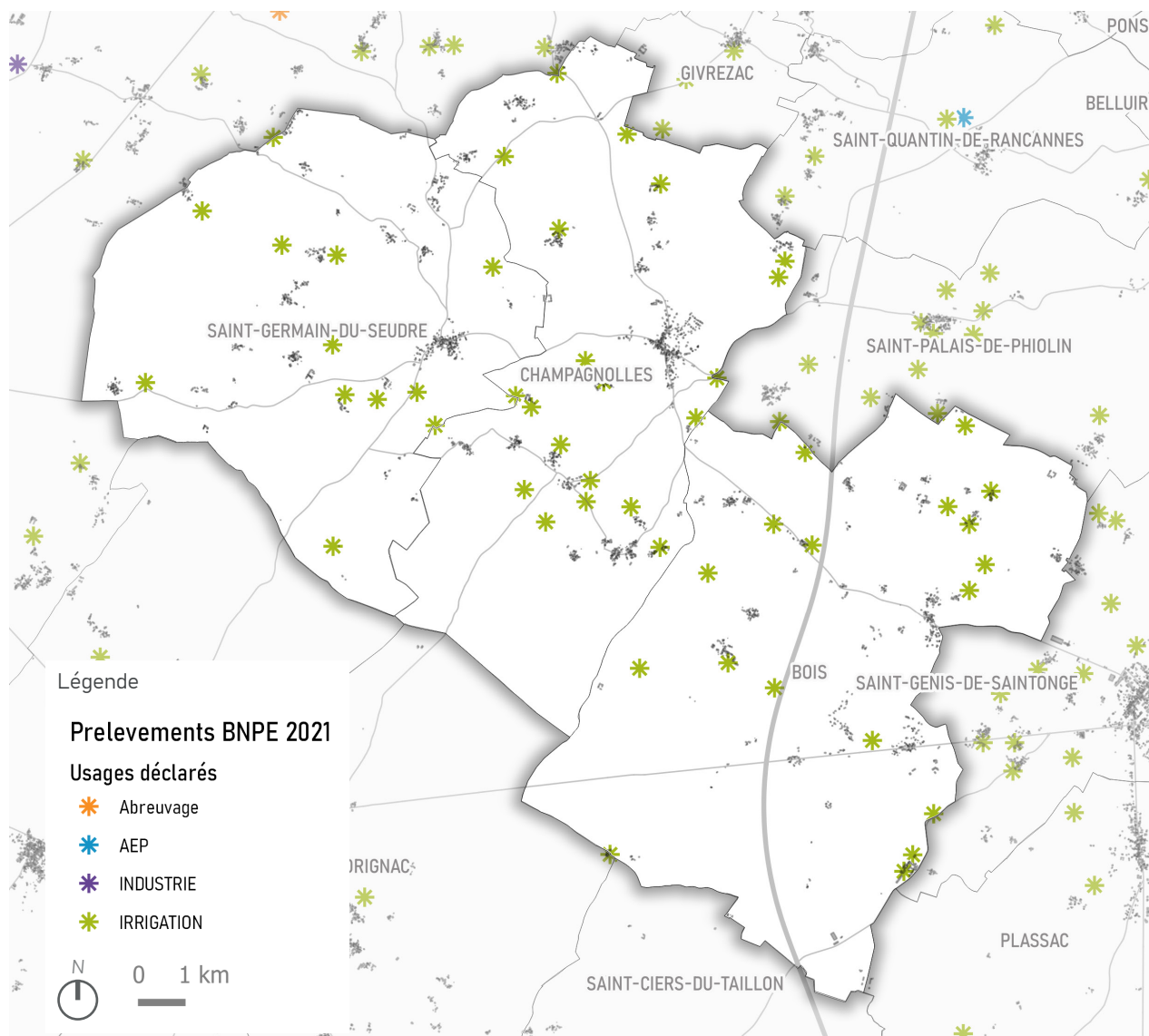
Source : BNPE 2021



Usage des prélèvements en eau

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : BNPE 2021



- Sur la commune de Saint-Germain-du-Seudre, 148 503 m³ ont été prélevés en 2021 à destination exclusive de l'irrigation, avec une eau de type souterraine, selon les données eau France BNPE.
- Sur la commune de Bois, 238 196 m³ ont été prélevés en 2021 à destination exclusive de l'irrigation, avec une eau de type souterraine, selon les données eau France BNPE.
- Sur la commune de Champagnolles, 313 201 m³ ont été prélevés en 2021 à destination exclusive de l'irrigation, avec une eau de type souterraine, selon les données eau France BNPE.

L'ensemble des communes du groupement ont un usage des prélèvements seulement agricole en 2021. Sur les communes voisines, on constate des prélèvements à d'autres usages en 2021.

IRRIGATION : Eau nécessaire aux cultures pour leur croissance, et/ou lutte antigel des cultures pérennes.

AEP : Utilisation pour l'alimentation en eau potable (sans pouvoir faire la distinction entre alimentation collective ou individuelle).

INDUSTRIE : Usages industriels de l'eau non différenciables (agro-alimentaire, industrie hors agro-alimentaire, exhaustes de mines,...).

Abreuvement : Eau destinée à l'abreuvement des animaux de tous les types d'élevage (bovins, porcins, ovins, volailles, autres).

Assainissement

L'assainissement collectif et le contrôle de l'assainissement autonome sont des compétences exercées par le syndicat Eau 17.

Une seule station d'épuration (STEP) est recensée sur les communes du groupement, à Champagnolles. Elle a une capacité nominale de 400 EH. Deux STEP sont situées en grande proximité de la commune de Bois, celle de Saint-Genis-de-Pin, et celle de Saint-Genis-de-Saintonge - Saint-Antoine.

Les procédés de traitement sont variés ; les différentes techniques utilisées sont : les filtres plantés, les filtres à sables, le lagunage naturel, la boue activée par aération prolongée, les disques biologiques, le lit bactérien et les prétraitements.

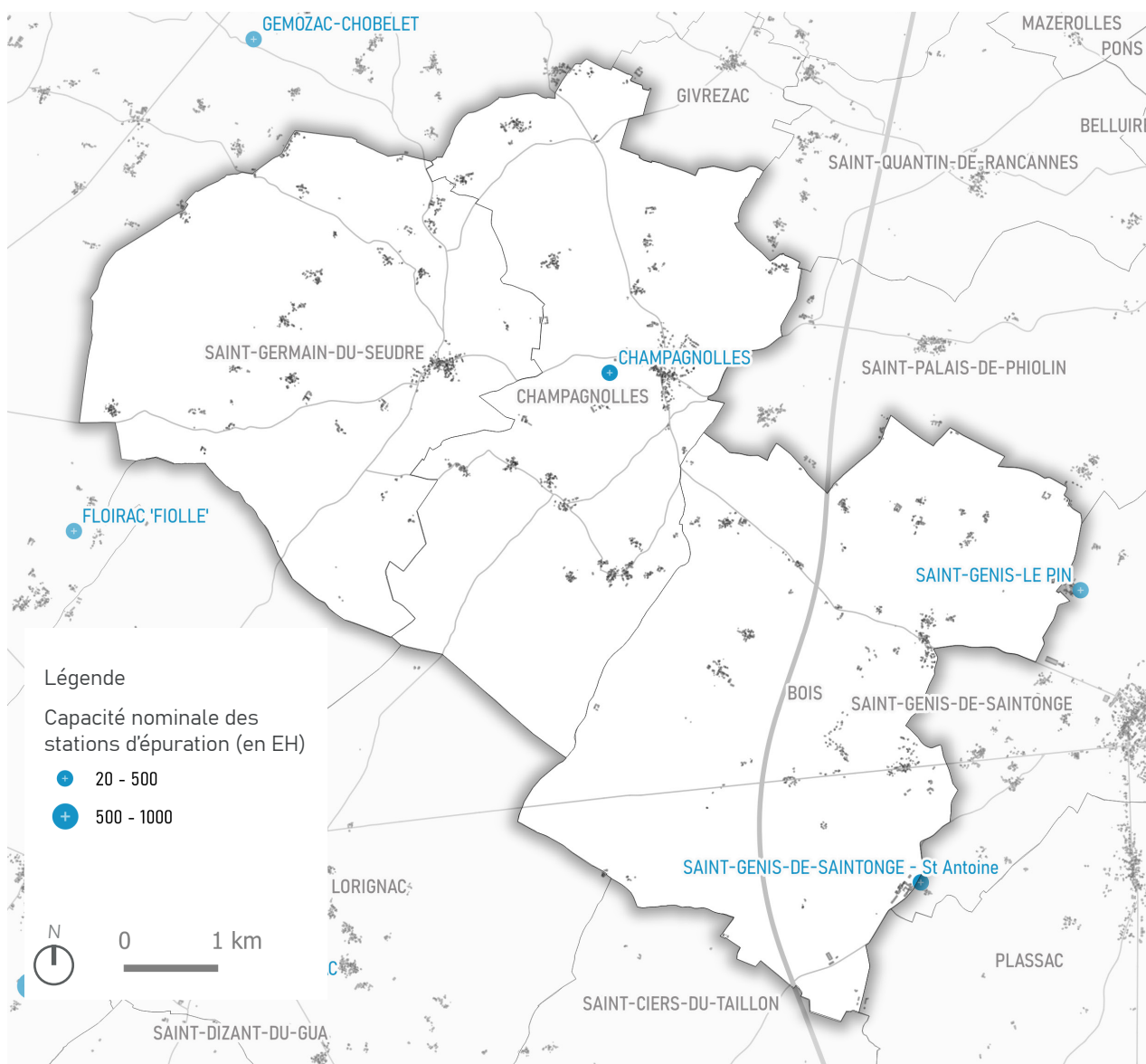
Toutes les STEP sont en conformité vis-à-vis de leur performance. Cependant, la STEP de Saint-Genis-de-Saintonge présente un taux de saturation hydraulique supérieur à 100% ainsi qu'un taux de saturation organique de 86%. Il en est de même pour la STEP de Saint-Thomas-de-Conac qui présente un taux de saturation hydraulique supérieur à 100%.

Notons toutefois que des travaux de mise à niveau sont en cours concernant la STEP de Saint-Genis-de-Saintonge visant l'amélioration de ses capacités d'accueil et de traitement.

Un taux de saturation hydraulique important est susceptible d'impacter les capacités de bon traitement des effluents urbains, ainsi que le milieu naturel dans lequel ces derniers sont rejetés.

STEP

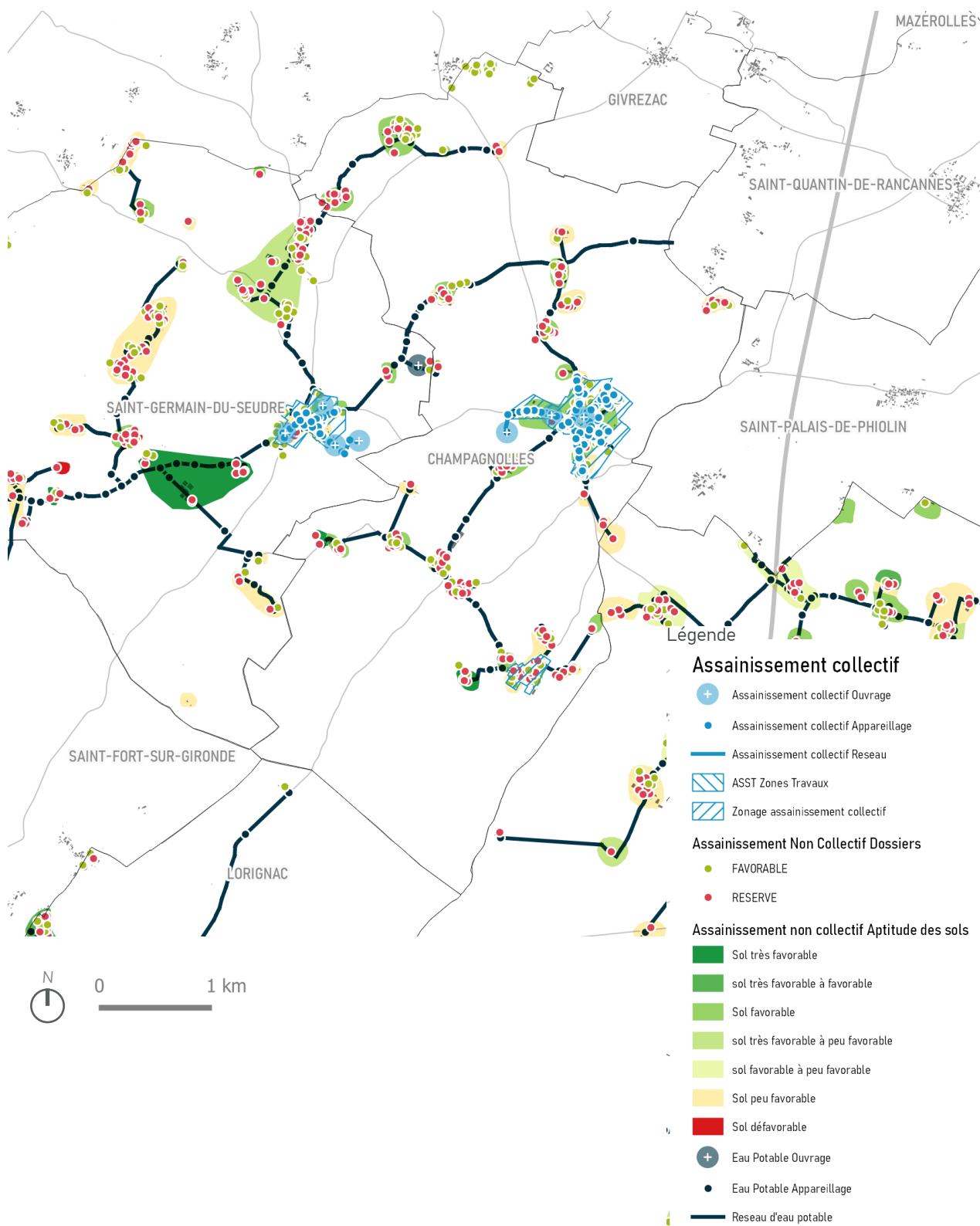
+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Source : Assainissement.developpement.durable.gouv.fr

Assainissement

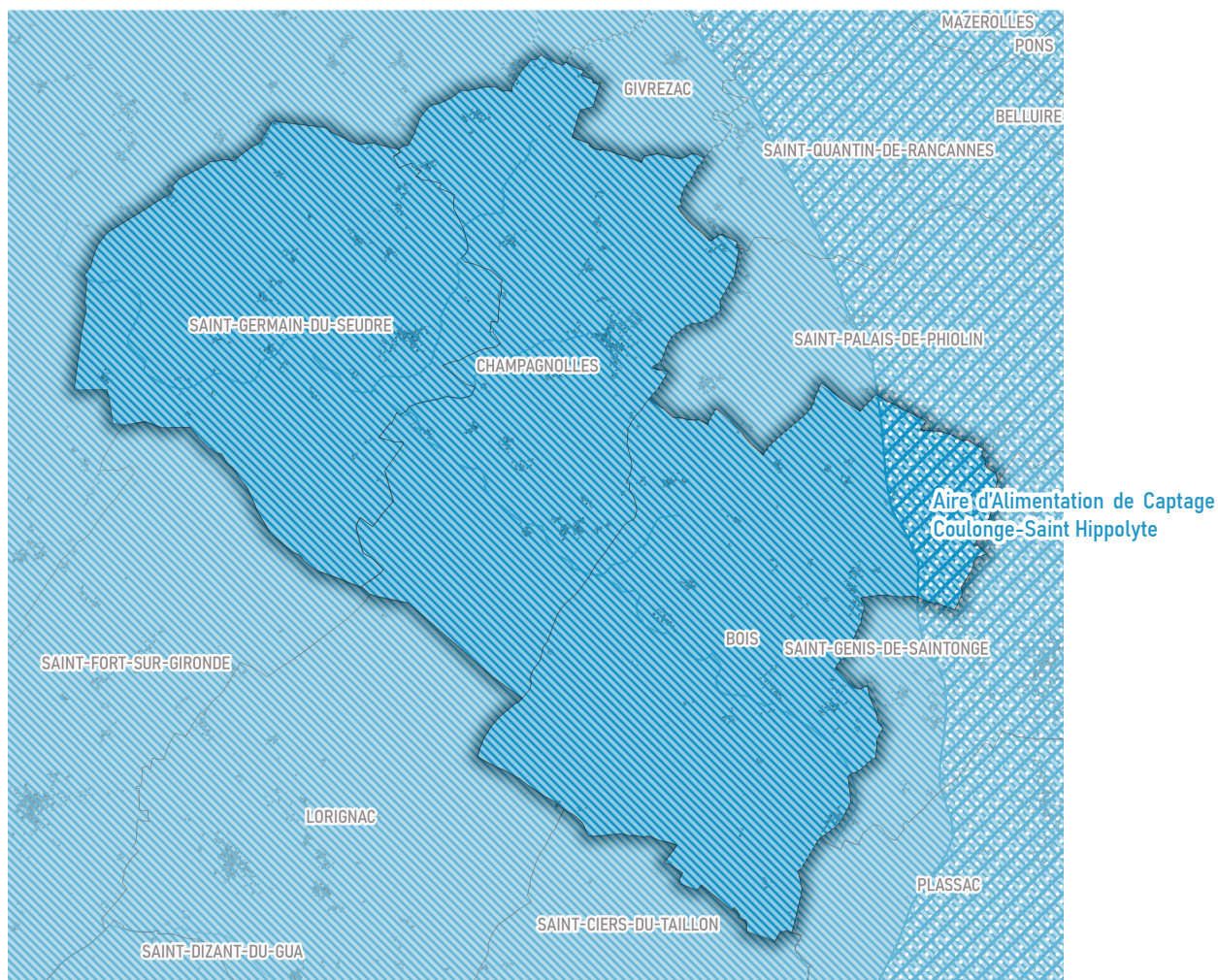
+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Zones règlementaires




+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : Agence de l'eau Adour-Garonne



Légende

Zones règlementaires

-  Aire d'Alimentation des Capt:
-  Zones vulnérables 2021
-  Zone de répartition des eaux

BD TOPO

HYDROGRAPHIE

-  Cours d'eau



Zonages règlementaires

La totalité du territoire est classé en Zone de Répartition des Eaux (ZRE), zone caractérisée par une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins.

De plus, le territoire est classé en zone vulnérable aux nitrates, classement réalisé en raison de teneurs excessives en nitrates dans les eaux superficielles et/ou souterraines (mise à jour du classement en 2017).

Par ailleurs, la partie est du territoire est classée en zone sensible à l'eutrophisation. L'eutrophisation correspond à une pollution de certains écosystèmes aquatiques qui se produit lorsque le milieu reçoit trop de matières nutritives assimilables par les algues (phosphore et azote) et que celles-ci prolifèrent.

Enfin, notons que la majeure partie est du territoire se situe également au sein de l'Aire d'Alimentation de Captage (AAC) prioritaire de Coulange et Sainte-Hippolyte. Un AAC désigne la zone en surface sur laquelle l'eau qui s'infiltre ou ruisselle alimente le captage. Il s'agit généralement d'un périmètre plus vaste que celui du périmètre de protection de captage. Un AAC est délimitée dans le but principal de lutter contre les pollutions diffuses risquant d'impacter la qualité de l'eau prélevée par le captage.

Documents de gestion

- L'intégralité des communes est couverte par le **SDAGE Adour-Garonne 2022-2027** :

Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Adour-Garonne définit la politique de l'eau du bassin Adour Garonne pour la période 2022-2027. Il fixe les objectifs de bon état des eaux et le programme de mesures associé définit les actions à mettre en oeuvre pour les atteindre. Il a été adopté le 10 mars 2022.

L'état des lieux 2019 montre une amélioration de l'état des eaux, prouvant l'efficacité des plans d'actions engagés et de la mobilisation de tous les acteurs de l'eau pour la reconquête de la qualité des eaux du bassin. 50% de masses d'eau superficielles sont en bon état écologique (contre 43% lors du dernier exercice en 2013). Cependant, des problématiques sont soulevées et à résoudre pour la période 2022-2027, à savoir que :

- Les masses d'eaux souterraines dégradées représentent près de 35% de sa surface ;
- Il existe 3 sources de pression encore importantes : les pollutions diffuses liées à l'utilisation des pesticides et l'excès d'azote, et leur impact notamment sur les eaux souterraines, la performance insuffisante des réseaux et de certaines stations d'épuration, ainsi que les altérations de l'hydromorphologie des cours d'eau.

A ce jour, 50% de masses d'eau superficielles du bassin sont en bon état écologique. Ce chiffre a progressé de 7% en 6 ans, faisant d'Adour-Garonne le premier bassin de France Métropolitaine pour les masses d'eau en bon état. L'objectif fixé pour 2027 est d'atteindre 70% des rivières du bassin Adour Garonne en bon état.

Le SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 comprend quatre orientations fondamentales :

- Orientation A : créer des conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE :
 - o Adapter la gouvernance à la bonne échelle ;
 - o Améliorer la connaissance des milieux ;
 - o Renforcer l'information et la formation.
- Orientation B : réduire les pollutions :
 - o Réduire toutes les pollutions domestiques ;
 - o Favoriser les infrastructures agroécologiques et développer les filières locales et à bas niveau d'intrants ;
 - o Préserver et reconquérir la qualité des eaux.
- Orientation C : agir pour assurer l'équilibre quantitatif :
 - o Généraliser l'utilisation rationnelle et économe de l'eau ;
 - o Généraliser la mobilisation des retenues d'eau ;
 - o Mettre en oeuvre des projets de territoire de gestion de l'eau.
- Orientation D : préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques :
 - o Restaurer la continuité écologique des cours d'eau ;
 - o Gérer, entretenir et restaurer les cours d'eau et le littoral ;

o Préserver et restaurer les têtes de bassins versants, les zones humides et la biodiversité liée à l'eau ;

o Réduire la vulnérabilité face aux risques d'inondation et de submersion en lien avec le plan de gestion des risques d'inondation.

- **Le SAGE Charente** couvre une partie de la commune de Bois à l'Est :

Le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) constitue l'outil indispensable à la mise en oeuvre du SDAGE en déclinant concrètement les orientations et les dispositions, en les adaptant aux contextes locaux et en les complétant si nécessaire. Il fixe les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau. Le SAGE Charente a été approuvé par arrêté inter-préfectoral du 19 novembre 2019.

Le SAGE Charente s'étend sur 9 002 km² et concerne 708 communes.

Les grands enjeux du SAGE Charente sont :

- Réduire les pollutions d'origine agricole ;
- Restaurer et préserver la fonctionnalité et la biodiversité des milieux aquatiques ;
- Retrouver un équilibre quantitatif de la ressource en période d'étiage ;
- Réduire durablement les risques d'inondation.

- **Le SAGE de la Seudre** couvre l'intégralité des communes de Saint-Germain-du-Seudre, Champagnolles et une grande partie de la commune de Bois :

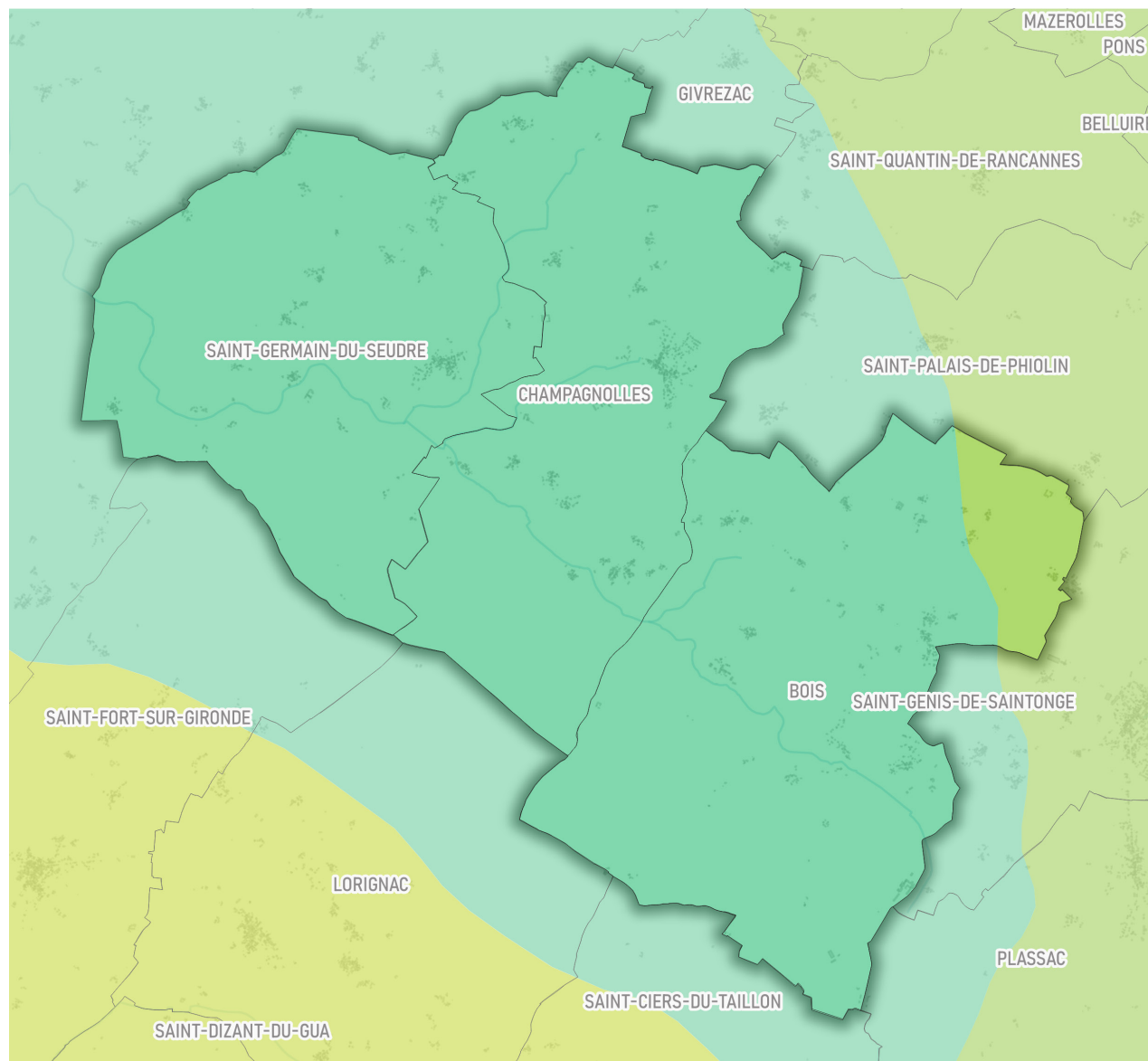
Le SAGE Seudre a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 7 février 2018. Son périmètre couvre 776 km² et 67 communes.

Le SAGE Seudre est structuré autour de 5 grands enjeux :

- La gouvernance, la communication et le suivi ;
- La qualité des milieux ;
- La gestion quantitative ;
- La qualité des eaux ;
- La gestion des inondations.

Périmètre des SAGE

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Légende

SAGE

- Charente
- Estuaire de la Gironde et milieux associés
- Seudre



Espaces naturels remarquables

Sites Natura 2000

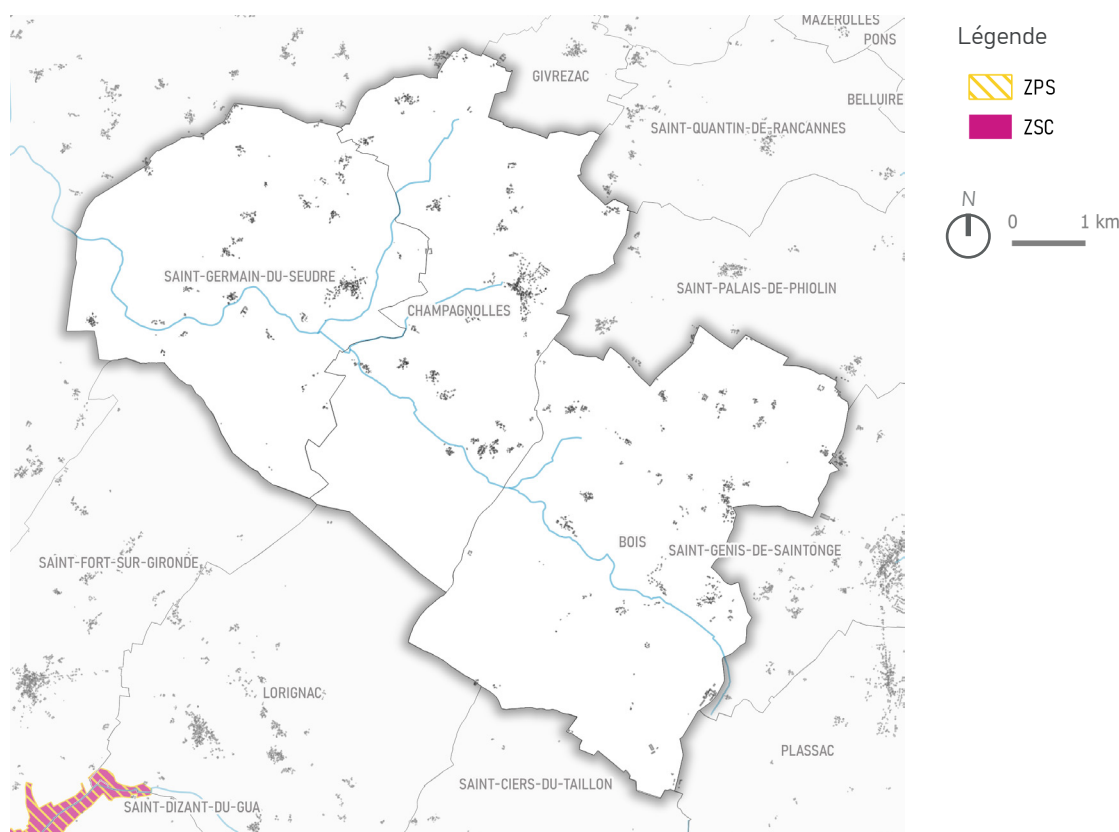
Les sites Natura 2000 sont des sites faisant partie d'un réseau de sites écologiques à l'échelle de l'Europe, dont les deux objectifs sont : préserver la diversité biologique et valoriser le patrimoine naturel de nos territoires. Deux Directives européennes établissent les bases réglementaires du réseau Natura 2000, il s'agit de :

- La Directive « Oiseaux » : conservation à long terme des espèces d'oiseaux sauvages de l'Union européenne en ciblant 181 espèces et sous-espèces menacées qui nécessitent une attention particulière. Elle donne lieu à la définition de Zones de Protection Spéciales (ZPS), sur la base d'un inventaire des Zones d'Intérêt Communautaire pour les Oiseaux (ZICO).
- La Directive « Habitats faune flore » : cadre pour les actions communautaires de conservation d'espèces de faune et de flore sauvages, ainsi que de leur habitat. Elle répertorie plus de 200 types d'habitats naturels, 200 espèces animales et 500 espèces végétales présentant un intérêt communautaire et nécessitant une protection. Elle se traduit par la définition de Zone Spéciale de Conservation (ZSC), après arrêté du Ministre chargé de l'environnement.

► La commune n'est pas concernée

Zones spéciales de conservation et projet

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Source : DREAL Nouvelle Aquitaine

Les ZNIEFF, qu'elles soient de type 1 (les zones les plus remarquables) ou de type 2 (grands ensembles naturels intéressants), ont pour objectif le recensement et l'inventaire aussi exhaustif que possible des espaces naturels dont l'intérêt repose, soit sur l'équilibre et la richesse de l'écosystème, soit sur la présence d'espèces de plantes ou d'animaux patrimoniaux rares et menacées. Cet outil de connaissance doit permettre une meilleure prévision des incidences des aménagements et des nécessités de protection de certains espaces fragiles. Elles n'ont aucun statut de protection réglementaire (pas de valeur juridique en soi) ; en revanche, les inventaires doivent être consultés lors de l'élaboration des documents et projets d'urbanisme et d'aménagement.

► la ZNIEFF de type 1 (petits espaces homogènes) suivante couvre 18 % de la surface communale : Forêt de la lande

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Nom de la ZNIEFF	Superficie	Habitats déterminants	Facteurs d'évolution de la zone (effet négatif réel)
ZNIEFF 1 FORÊT DE LA LANDE (540014477)	3726 ha	Plantations d'arbres feuillus ; Plantations de conifères ; Forêts de Chêne tauzin ; Chênaies acidiphiles ; Landes sèches	Autoroute, mises en culture, travaux du sol, coupes, abatages, arrachages et déboisements, plantations, semis et travaux connexes, entretiens liés à la sylviculture, nettoyages, épandages, chasse

Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux

Les ZICO sont des espaces qui abritent des effectifs significatifs d'oiseaux, qu'il s'agisse d'espèces de passage en halte migratoire, d'hivernants ou de nicheurs.

En termes d'aménagement du territoire, leur rôle est avant tout de contribuer à la définition des sites Natura 2000. On ne trouve pas de ZICO sur les communes étudiées.

Sites classés et inscrits

Le classement et l'inscription au titre de la loi de 1930 sont motivés par l'intérêt de certains secteurs pour leur caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, le but étant la conservation des milieux, des bâtis ou des paysages dans leur état actuel.

Les sites classés ne peuvent être ni détruits, ni modifiés dans leur état ou leur aspect sauf autorisation spéciale ; celle-ci, en fonction de la nature des travaux, est soit de niveau préfectoral, soit de niveau ministériel. En site classé, le camping et le caravanning, l'affichage publicitaire, l'implantation de lignes aériennes nouvelles sont interdits. Ils appellent ainsi à un niveau de protection élevé confirmant la vocation conservatoire de ces sites.

En site inscrit, les maîtres d'ouvrage ont l'obligation d'informer l'administration 4 mois à l'avance de tout projet de travaux de nature à modifier l'état ou l'aspect du site. L'architecte des bâtiments de France émet un avis simple sur les projets de construction et les autres travaux et un avis conforme sur les projets de démolition. Il s'agit d'espaces qui doivent garder leur intégrité paysagère et naturelle globale, mais n'excluent pas l'urbanisation dès lors qu'elle ne contrarie pas l'objet de l'inscription.

Sur le territoire, aucun site classé ni inscrit n'est recensé.

Sites inscrits et classés et ZICO

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Légende

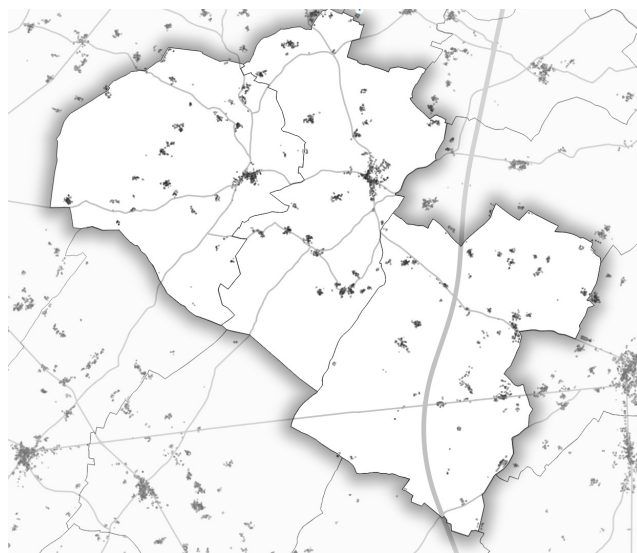
ENVIRONNEMENT

 SitesClassés

 SitesClassés



0 1 km



Source : INPN, Atlas des Patrimoines

Espaces naturels gérés par la CDCHS

La communauté de communes de la Haute-Saintonge gère et préserve, en partenariat avec les communes concernées et des associations naturalistes, plusieurs sites naturels d'intérêt pédagogique exceptionnel au regard d'habitats et d'espèces rares ou menacées. L'ensemble des sites naturels cités sont dotés de panneaux de sensibilisation et sont ouverts au public. Ces sites ont vocation à sensibiliser et informer les publics par le biais de guides sur la faune et la flore et de sorties découvertes grâce à la création de sentiers.

Il n'y a pas de site sur les communes étudiées.

Espaces Naturels Sensibles

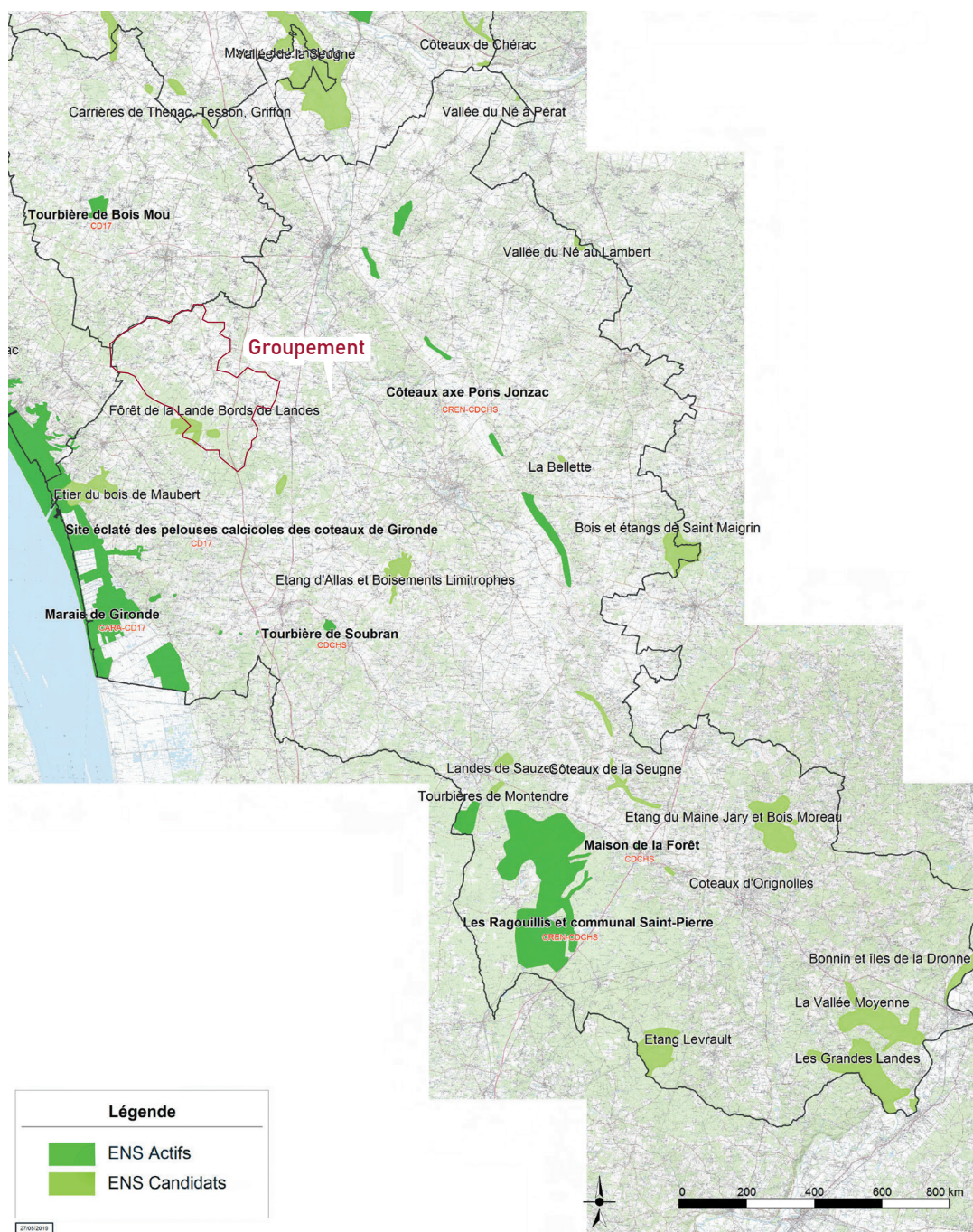
Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) sont des sites naturels fragiles voire menacés, qui présentent un intérêt écologique fort devant être préservé et qui constituent des lieux de découverte de la biodiversité. Ils sont gérés par le Département de Charente-Maritime.

Dans ce cadre, un Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles de Charente-Maritime a été élaboré pour la période 2019-2029. Il définit un programme d'actions visant la préservation et la valorisation des ENS du département.

La carte suivante présente les ENS actifs et candidats recensés sur le territoire de la Haute-Saintonge. En particulier, au sein du groupement, un ENS candidat est recensé : « Forêt de la Lande – Bords de Landes » sur les communes de Bois et Champagnolles.

Cartographie du réseau ENS

+ Communauté de communes de la Haute-Saintonge



Source : Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles de Charente-Maritime

Les milieux humides et aquatiques

Vallées structurantes

La vallée de la Seudre prend place entre les reliefs modérés de l'anticlinal de Jonzac et les coteaux de Gironde, dans un contexte géologique très largement dominé par des formations calcaires. Ce substrat perméable induit une étroite relation entre l'écoulement du fleuve et les nappes d'eau souterraines. Ainsi, la Seudre est essentiellement alimentée par trop-plein des nappes phréatiques, dont la variabilité saisonnière influence leur relation avec l'écoulement de surface. Cela induit notamment la définition de deux secteurs distincts sur le fleuve pour sa partie continentale (hormis le Pertuis) :

- La partie du fleuve qui parcourt le territoire : le bassin amont (des sources à Chadeniers) sur lequel le fleuve s'assèche naturellement en période estivale. Sur ce secteur, la Seudre est un petit ruisseau. L'une des caractéristiques du secteur amont est de présenter des dolines dont l'une située sur la commune de Saint-Genis-de-Saintonge est considérée comme la source officielle de la Seudre. Le niveau d'eau dans la dépression dépend principalement de celui de l'aquifère de l'étage coniacien ;
- Le bassin moyen (de Chadeniers à Saujon) sur lequel l'écoulement est réputé permanent.

Du point de vue de la biodiversité, la Seudre aval est classée en Natura 2000 lorsqu'elle rejoint les marais du littoral qui forment un espace de zones humides particulièrement important.

Zones humides

Les zones humides sont, le plus souvent, des interfaces entre les milieux terrestres et aquatiques et s'identifient par leurs fonctions et leurs valeurs. Elles représentent 3 grandes fonctions :

- Hydrologiques par la régulation de la ressource en eau (stockage de l'eau, atténuation des crues, restitution de l'eau en période de sécheresse, échange avec les nappes souterraines) ;
- Biologiques par la constitution de réservoirs de biodiversité (faune et flore particulières) et de production de biomasse ;
- Physiques et biochimiques par la dépollution des eaux (filtre naturel, transformation des matières organiques et chimiques).

Ainsi, le rôle et la présence des zones humides est très important. La carte suivante présente la prélocalisation des zones humides recensées par le SDAGE Adour-Garonne. Sur le territoire, elles sont localisées aux abords des cours d'eau.

Trame Verte et Bleue

La trame verte et bleue est un outil d'aménagement du territoire qui a pour objectif de faciliter la prise en compte et la préservation des milieux naturels et de la biodiversité, dans le cadre des projets d'aménagement du territoire.

La définition de la trame verte et bleue d'un territoire s'appuie à la fois sur l'identification des réservoirs de biodiversité, qui correspondent aux habitats naturels favorables à un groupe d'espèces donné, et des corridors écologiques assurant la connexion entre ces réservoirs.

Dans le cadre de l'élaboration du SCoT de la Haute-Saintonge, la Trame Verte et Bleue du territoire a été réalisée. Celle-ci est composée :

- De réservoirs de biodiversité majeurs, correspondant aux espaces naturels remarquables ;
- Des réservoirs de biodiversité des différentes sous-trames (milieux ouverts, milieux boisés et milieux humides et aquatiques), appelés « espaces de gestion durable » ;
- Des corridors écologiques.

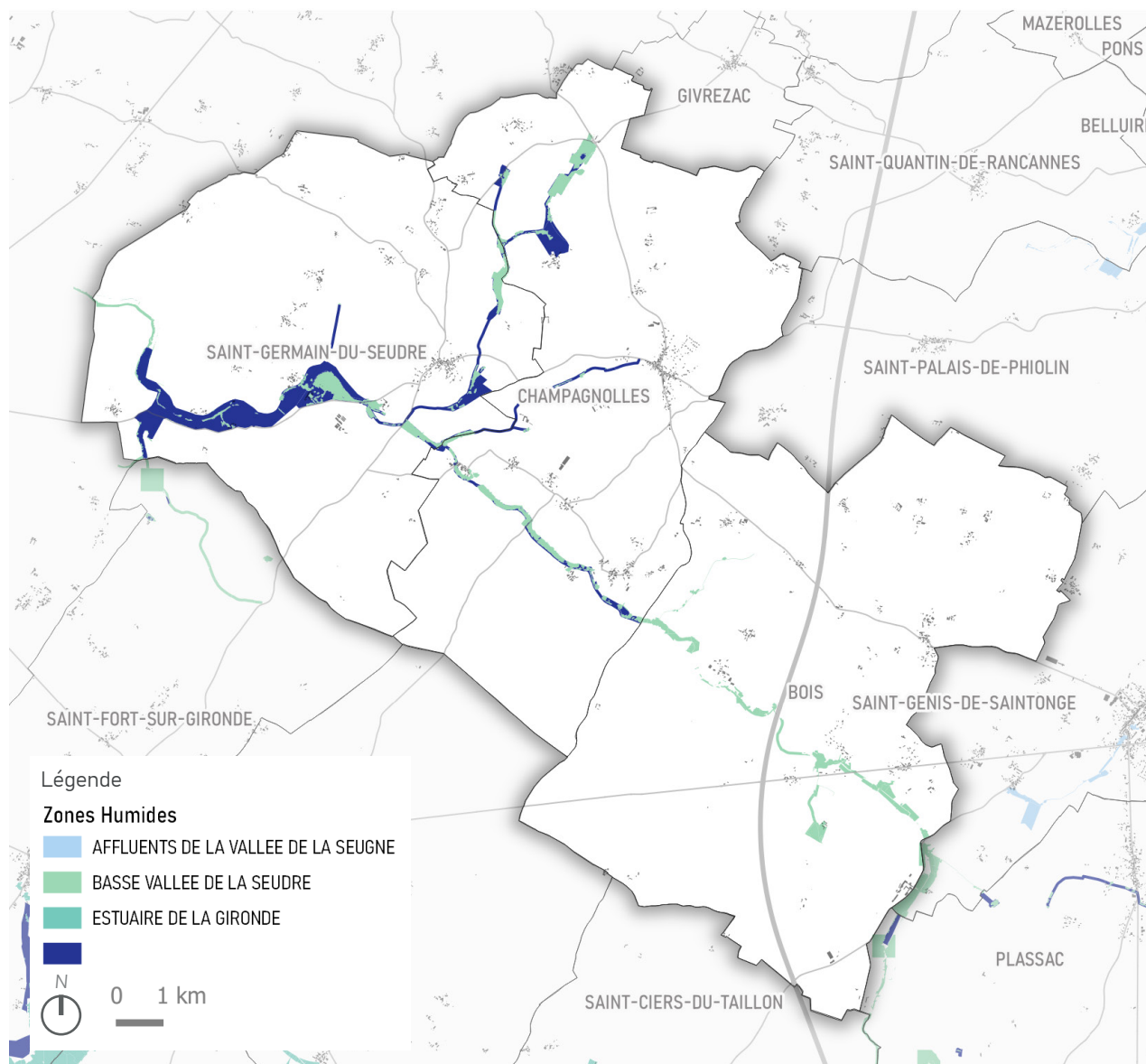
Par ailleurs, les obstacles à la biodiversité ont également été identifiés. Il peut s'agir d'obstacles à l'écoulement au niveau des cours d'eau (seuils par exemple) ou d'axes de circulation importants (routes et voies ferrées).

En particulier, sur le territoire, des réservoirs de biodiversité majeurs sont identifiés au niveau de la vallée de la Seugne ainsi que de la forêt de la Lande. Les autres massifs forestiers du territoire sont également identifiés comme des espaces de gestion durable.

Notons que plusieurs obstacles à l'écoulement sont recensés, en particulier sur les cours d'eau de la Seugne. Les principales routes départementales du territoire constituent également des discontinuités écologiques.

Prélocalisation des zones humides

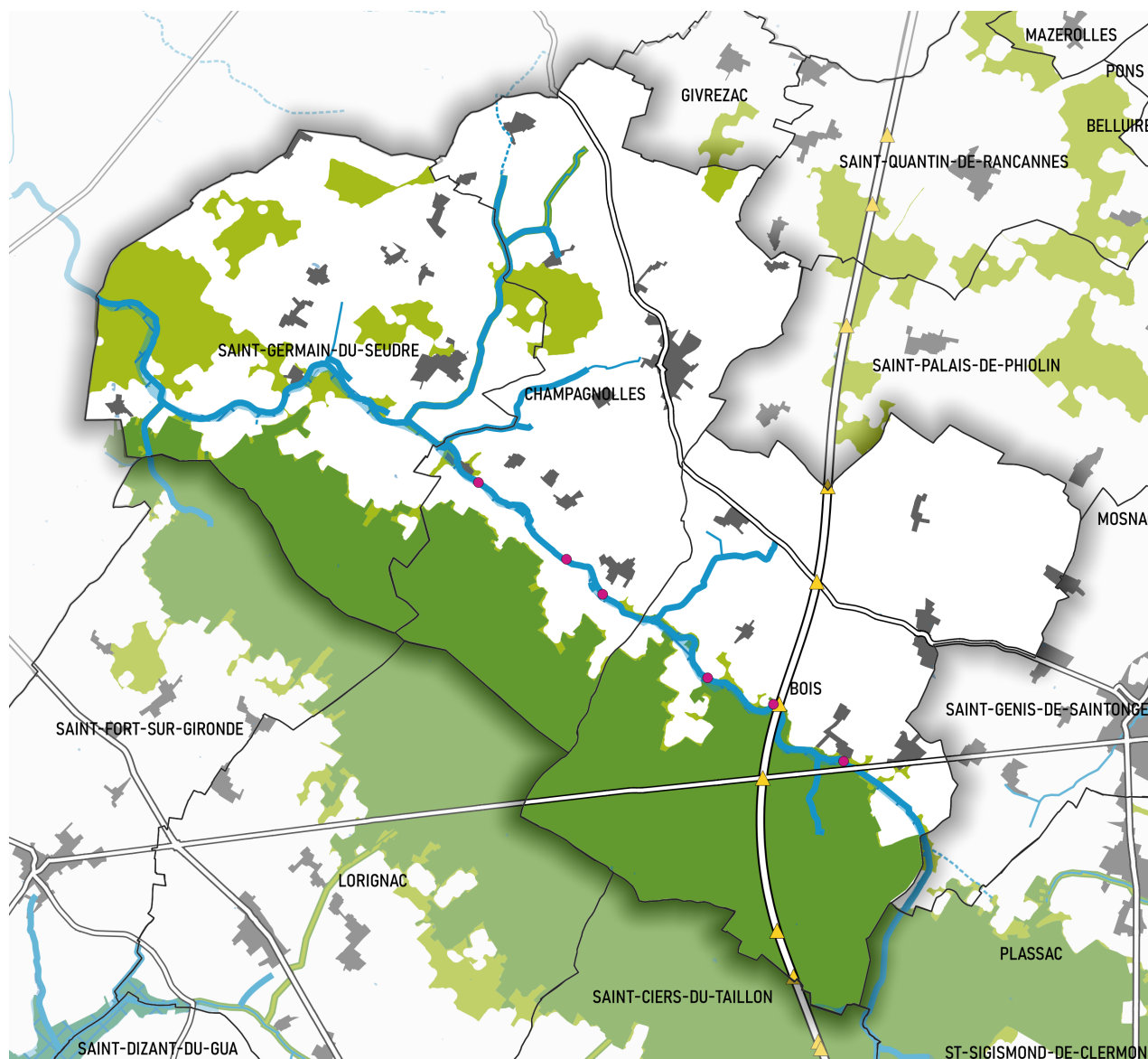
+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Trame verte et bleue

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : SCOT Haute Saintonge



Légende

HYDROGRAPHIE

Plans d'eau

Cartographie des cours d'eau

1
3
2

OBSTACLES

Zones bâties

Obstacle à l'écoulement

ROUTE

Type autoroutier

Liaison régionale

Liaison principale

VOIE FERREE

Principale

ELEMENTS DE LA TVB

Zones de vigilance liées aux zones humides

Espaces de biodiversité majeurs

Espaces de gestion durable

Corridors écologiques

Éléments potentiellement reconnectants



Qualité de l'air

Emissions de polluants atmosphériques

ATMO Nouvelle-Aquitaine est l'organisme agréé de surveillance de la qualité de l'air en région Nouvelle-Aquitaine. Il réalise notamment des inventaires d'émissions de polluants atmosphériques sur son territoire.

Le tableau suivant présente les émissions en principaux polluants atmosphériques en 2018 sur le territoire de la Communauté de communes de la Haute-Saintonge, et en Charente-Maritime. Les émissions de polluants sur le territoire de la Communauté de communes (en kg/hab/an) sont globalement supérieures aux émissions moyennes départementales. Cette différence est notamment liée à la présence sur le territoire de la Haute-Saintonge de l'autoroute A10 et de la nationale N10. Ces secteurs sont particulièrement émetteurs en polluants atmosphériques.

Emissions de polluants en 2018 sur la Communauté de communes de la Haute Saintonge et en Charente-Maritime

Emissions en 2018		
Polluants atmosphériques	Communauté de communes de la Haute-Saintonge (en kg/hab/an)	Charente-Maritime (en kg/hab/an)
NOx (oxyde d'azote)	28.8	13.7
PM10 (particules fines de diamètre < 10 µm)	9,9	5,5
PM2,5 (particules fines de diamètre < 2,5 µm)	4,8	3
SO2 (dioxyde de soufre)	4	0,8
COVNM (composés organiques volatils non métalliques)	44.5	15.9

Source : ATMO Nouvelle-Aquitaine

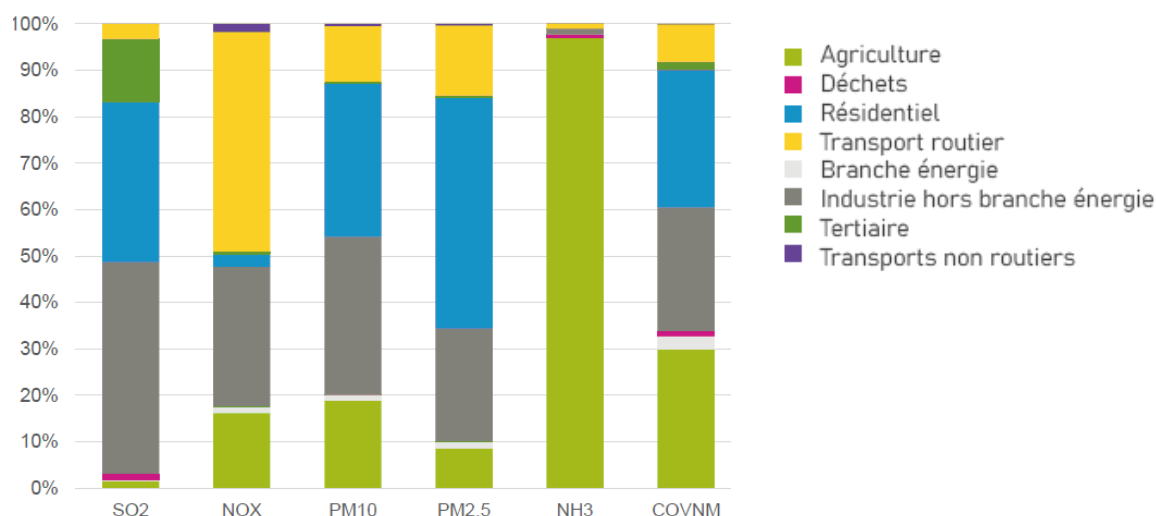
Le diagnostic du PCAET (Plan Climat Air Energie Territorial) de la Haute-Saintonge présente la répartition des émissions de polluants atmosphériques par secteur, en 2012. Il montre que :

- Le secteur industriel contribue significativement aux émissions de SO2 (fioul), NOx, COVNM et particules PM10 et PM2,5 (industrie extractive et de transformation des matériaux) ;
- Le secteur résidentiel contribue significativement aux émissions de PM10, PM2,5, SO2 (chauffage au bois et au fioul) et COVNM (peintures, solvants...) ;
- Le transport routier contribue significativement aux émissions de NOx, ainsi qu'en particules fines dans une moindre mesure, en lien avec la combustion de carburant et la traversée de la Communauté de communes par l'autoroute A10 et la route nationale N10 ;
- Le secteur de l'agriculture contribue significativement aux émissions de NH3, de particules et de NOx, en lien avec les pratiques agricoles (élevage, brûlage des déchets vers en particulier dans la viticulture, circulation des engins, chauffage...).

En particulier, sur le territoire de l'espace de vie de Montendre, ATMO Nouvelle-Aquitaine recense, en 2018 :

- Des taux importants de NOx, SO2 et COVNM sur la commune de Bussac-Forêt ;
- Des taux importants de PM10 et PM2,5 sur la commune de Vanzac.

Répartition des émissions de polluants atmosphériques par secteur en kg sur le territoire de la Haute-Saintonge



SRADDET Nouvelle-Aquitaine

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de Nouvelle-Aquitaine, approuvé le 27 mars 2020, se substitue à l'ancien Schéma Régional Air Énergie (SRCAE) Poitou-Charentes. Il fixe des objectifs relatifs au climat, à l'air et à l'énergie portant sur :

- L'atténuation du changement climatique, c'est-à-dire la limitation des émissions de gaz à effet de serre ;
- L'adaptation au changement climatique ;
- La lutte contre la pollution atmosphérique ;
- La maîtrise de la consommation d'énergie.

PCAET de la Haute-Saintonge

Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) a été approuvé par délibération du Conseil communautaire de la Haute-Saintonge le 31 mars 2021. Le PCAET est un projet territorial de développement durable prenant en compte l'ensemble de la problématique climat-air-énergie autour des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'adaptation au changement climatique, de sobriété énergétique, de qualité de l'air et de développement des énergies renouvelables.

Le PCAET de la Haute-Saintonge présente ainsi 5 axes stratégiques, déclinés en plusieurs actions :

- Vers un territoire exemplaire qui pilote le PCAET ;
- Vers un territoire sobre et qui développe ses énergies renouvelables ;
- Vers un territoire qui développe un nouveau mode de mobilité ;
- Vers un territoire qui s'adapte au changement climatique ;
- Vers un territoire préservé où il fait bon vivre.

En particulier, le PCAET présente deux actions en faveur de la préservation de la qualité de l'air :

- Améliorer la qualité de l'air dans les écoles (transposable à d'autres lieux comme logements, bureaux...) ;
- Réaliser un état des lieux de la qualité de l'air sur le territoire.

Les autres actions du PCAET concourant à la préservation de la qualité de l'air sont transversales à d'autres thématiques (développement des mobilités douces, végétalisation des espaces publics, réduction des déchets à la source, etc...).

Ces actions visent à atteindre les objectifs de réduction des émissions de polluants atmosphériques à horizon 2030, présentés ci-dessous.

Source : PCAET de la Haute-Saintonge

Source : PCAET de la Haute-Saintonge

Objectifs de réduction des émissions de polluants atmosphériques à horizon 2030 sur la Communauté de communes de la Haute-Saintonge

Source : PCAET de la Haute-Saintonge

Polluants atmosphériques	Scénario minimum réglementaire (PREPA 2030)	Leviers d'action principaux
NOx (oxyde d'azote)	Transport : -55% Industrie : -44% Agriculture : -38%	Transport routier, combustion en industrie, engins et transport en agriculture
SO2 (dioxyde de soufre)	Industrie : -44% Résidentiel : -55% Tertiaire : -39% Atteinte des objectifs 2020-2024	Remplacement des chaufferies fioul (résidentiel et tertiaire) et processus industriels (bitumes, combustions,...)
COVNM (composés organiques volatils non métalliques)	Résidentiel : -16% Industrie : -17% Atteinte des objectifs 2020-2024	Remplacement des foyers bois anciens
NH3 (ammoniac)	Agriculture : -13%	Changement de pratiques (engrais, épandages,...), couverture de fosses,...
PM2,5 (particules fines de diamètre < 2,5 µm)	Résidentiel : -38% Industrie : -28% Atteinte des objectifs 2020-2024	Remplacement des foyers bois anciens
PM10 (particules fines de diamètre < 10 µm)	Baisse tendancielle Résidentiel : -16% Industrie : -17% Transport : -13%	Limitier les sources de combustion, réduire le transport et les émissions de poussières en industrie (extraction)

Objectifs de réduction calculés pour l'objectif 2030 à partir de l'année 2016 (dernière année interpolée). Les secteurs non notés dans ce tableau ont des baisses moins significatives en terme de tonnages.

Qualité de l'air et changement climatique

Il existe des influences réciproques entre la pollution atmosphérique et le changement climatique :

- Les sources d'émissions de polluants atmosphériques et des GES sont généralement identiques ;
- Le changement climatique peut avoir un impact sur les niveaux de polluants atmosphériques (ozone ou particules) et inversement les niveaux de polluants peuvent jouer un rôle sur le bilan radiatif de l'atmosphère (i.e. forçage radiatif des particules) ;
- Enfin les solutions de remédiation pour chacune des problématiques peuvent avoir des effets synergiques ou antagonistes et il faut garder comme objectif de mettre en place des politiques combinées prenant en compte ces deux problématiques : la qualité de l'air sur le court et le moyen terme et le changement climatique sur le moyen et le long terme.

Sites et sols pollués

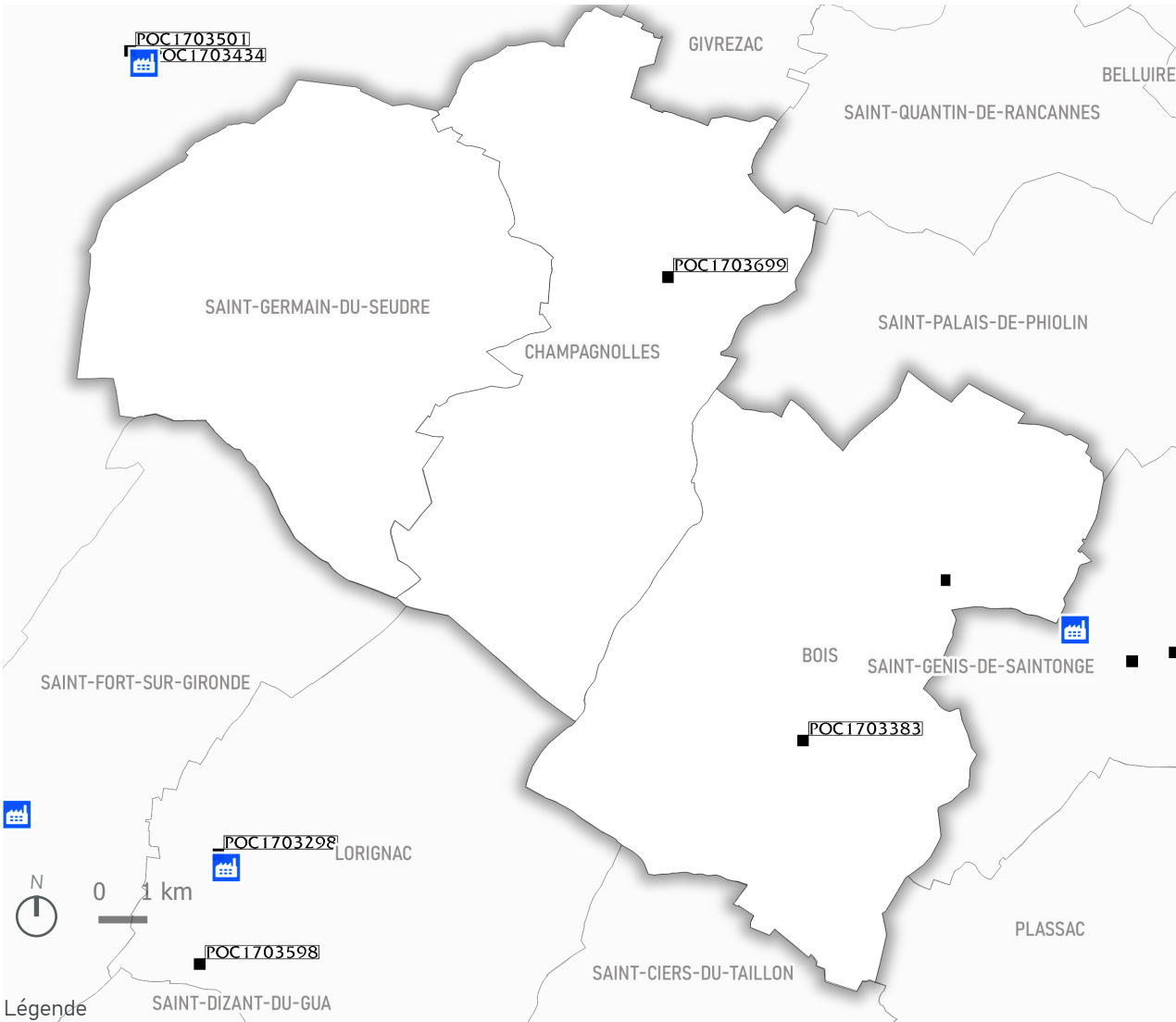
Aucun site ou sol pollué (ou potentiellement pollué), appelant une action des pouvoirs publics, est recensé sur le territoire d'après la base de données nationale BASOL.

Par ailleurs, 3 sites industriels ou de service (en activité ou non), susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement, sont recensés sur le territoire d'après la base de données nationale BASIAS (cf. Tableau et carte suivants).

En cas de réaménagement de ces sites, l'usage retenu devra être compatible avec l'état du milieu. Dans le cas contraire, des études devront être menées afin de définir les mesures à mettre en oeuvre pour rendre compatible l'usage envisagé avec l'état du milieu.

Sites BASOL et BASIAS

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Installations classées (ICPE)

- Usine Seveso
- Usine non Seveso
- Eolienne
- Elevage de bovin
- Elevage de volaille
- Elevage de porc
- Carrière
- Sites BASOL
- Sites BASIAS

Commune	Nom	Activité principale	Etat du site
Champa- gnolles	Coopérative Agri- cole de Stockage de St Génis	Activités de soutien à l'agriculture et traitement primaire des récoltes (coopérative agricole, entrepôt de produits agricoles stockage de phytosanitaires, pesticides, ...)	?
Bois	MISIR Iprum	Garages, ateliers, mécanique et soudure;Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...)	?
	NAUD André	Garages, ateliers, mécanique et soudure	?

Nuisances sonores

Le classement sonore des infrastructures de transports terrestres constitue un dispositif réglementaire préventif applicable sur la construction des bâtiments à proximité des voies routières et ferroviaires. Il ne s'agit ni d'une servitude, ni d'un règlement d'urbanisme, mais d'une règle de construction fixant les performances acoustiques minimales que les futurs bâtiments situés dans les zones exposées au bruit devront respecter. Le classement sonore constitue une information des collectivités, des particuliers et des professionnels de la construction.

Sont classées, toutes les routes dont le trafic moyen journalier annuel (TMJA) est supérieur à 5 000 véhicules par jour quel que soit leur statut (national, départemental ou communal). Les tronçons d'infrastructures, homogènes du point de vue de leurs émissions sonores, sont classés en cinq catégories en fonction des niveaux sonores calculés ou mesurés à leurs abords. Des secteurs, dits « affectés par le bruit », sont ainsi déterminés de part et d'autre des infrastructures classées : la largeur à partir du bord de l'infrastructure varie de 10 à 300 mètres selon la catégorie sonore (300 mètres pour la catégorie 1, 250 mètres pour la catégorie 2, 100 mètres pour la catégorie 3, 30 mètres pour la catégorie 4 et 10 mètres pour la catégorie 5).

L'arrêté préfectoral de Charente-Maritime du 30 mai 1996 portant classement sonore des infrastructures de transports terrestres classe les infrastructures suivantes au sein du territoire de l'espace de vie de Mirambeau – Saint-Genis-de-Saintonge :

- Autoroute A10 (catégorie 1) ;
- Une portion de la route départementale D730 à Saint-Fort-sur-Gironde et Lorignac (catégorie 3) ;
- Une portion de la route départementale D730 au niveau du lieu-dit Luzereau à Saint-Fort-sur-Gironde (catégorie 4).
- Ainsi, seule la commune de Bois est concernée par un secteur affecté par le bruit. Notons également que des nuisances sonores liées à l'autoroute A10 ont été identifiées sur la commune de Champagnolles, bien qu'elle ne se soit pas concernée par le secteur de bruit lié à cette infrastructure.

Gestion des déchets

Collecte, valorisation et traitement des déchets

La Communauté de communes de la Haute-Saintonge exerce la compétence d'organisation de la collecte, de valorisation et de traitement des déchets sur son territoire.

Ainsi, le territoire de la Communauté de communes est équipé de :

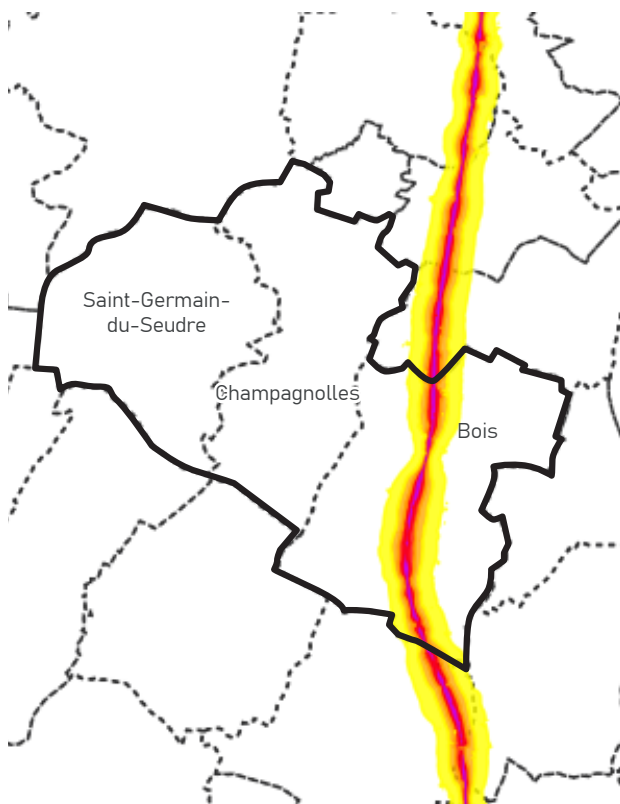
- Un centre de transfert, pour la gestion des ordures ménagères résiduelles et sélectives, à Guitinières ;
- Une Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND), sur la commune de Clérac ;
- Sept déchèteries réparties sur le territoire. Les habitants ont également accès à 2 déchèteries situées à l'est, pour lesquelles la Communauté de communes a passé une convention avec le syndicat de collecte et traitement des déchets de la Charente (CALITOM) ;
- Trois installations de valorisation des déchets (déchets verts à Cercoux, ferraille à Pons, et bois à Montlieu-la-Garde).

En particulier, au sein de l'espace de vie de Mirambeau – Saint-Genis-de-Saintonge, on recense une déchèterie à Lorignac.

Sur le territoire, la collecte des déchets est effectuée en bacs de proximité sur toutes les communes (1 bac pour 4 ou 5 foyers), mis-à-part dans le centre-ville de Montendre où elle est effectuée en porte-à-porte. Toutes les communes bénéficient de la collecte sélective depuis 2013 au moyen de bacs, de sacs spécifiques, et de conteneurs pour le verre. La collecte des déchets est réalisée par un prestataire privé, mis-à-part sur les communes de Bussac-Forêt, Chepniers, Le Pin, Mérignac et Polignac où elle est réalisée en régie via le Syndicat intercommunal de Cylindrage et de Nettoyement (SICN). A noter que le territoire est passé aux extensions des consignes de tri pour les emballages plastiques en janvier 2020.

Carte du bruit de type A en Charente-Maritime

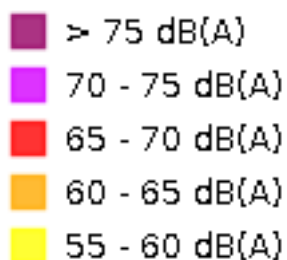
+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Cartes de type A :

Les zones exposées au bruit indiquant la graduation de l'exposition au bruit à l'aide de courbes isophones avec un pas de 5dB(A)

- selon l'indicateur Lden (sur 24h) allant de 55 à 75 dB(A) et plus



Carte du bruit de type C en Charente-Maritime

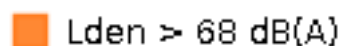
+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Cartes de type C :

Zones de dépassement de valeurs limites qui concernent les bâtiments d'habitation ainsi que les établissements de soins et de santé ou d'enseignement

- où l'indicateur Lden dépasse 68dB(A)



Source : DDTM 17 (Direction Départementale des Territoires et de la Mer de Charente-Maritime)

Production de déchets

D'après le rapport annuel sur la gestion des déchets sur la Communauté de communes de la Haute-Saintonge, la production de déchets ménagers et assimilés sur le territoire intercommunal est de 511 kg/hab/an en 2020. Elle est plus faible que la moyenne régionale (653 kg/hab/an selon l'AREC) et nationale (568 kg/hab/an selon l'ADEME).

Parmi les déchets collectés sur le territoire haut-saintongeais, les ordures ménagères résiduelles représentent 39,6%, la collecte sélective 13,5% et le verre 7,6%.

Notons qu'entre 2010 et 2020, la quantité de déchets ménagers et assimilés a augmenté de 8%. Cette forte augmentation est en partie due au fait que le territoire de la CDCHS s'est agrandi en 2014 grâce à la fusion avec la Communauté de communes de la Région de Pons. A territoire égal cependant, soit entre 2014 et 2020, la quantité de déchets ménagers et assimilés n'a pas augmenté. De plus, les ordures ménagères résiduelles ont diminué de 9% sur cette période, et la collecte sélective a augmenté de 34%. Les tonnages de verres sont quant à eux restés constants.

Depuis 2011, la Communauté des Communes de la Haute-Saintonge a mis en place des actions de prévention des déchets afin de réduire non seulement les ordures ménagères mais également la collecte sélective et les déchets apportés en déchèterie. Plusieurs actions phares ont été mises en place et sont toujours en cours :

- Promotion du compostage individuel et domestique : l'objectif est de détourner les biodéchets des ordures ménagères pour en faire un compost qui peut être utilisé pour les plantations du jardin. Fin 2019, plus de 8 970 foyers compostent leurs déchets, soit 29% des foyers de Haute-Saintonge ;
- Promotion de l'autocollant STOP-PUB : distribué aux foyers volontaires depuis 2011, celui-ci a été envoyé dans tous les foyers en 2019 à l'occasion de la communication sur l'extension des consignes de tri. Il vise à réduire les tonnages de collecte sélective en supprimant la publicité.
- Création d'un espace recyclerie sur les déchèteries : en partenariat avec plusieurs associations (Emmaüs,

la Glanerie du Moulin, le Moulin Solidaire), des espaces de récupération pour tout type de biens ont été créés sur chacune des déchèteries. Lorsque les espaces dédiés sont pleins, les associations viennent récupérer les objets pour les revendre à prix modique sur leurs sites. Cette action a pour but de réduire les tonnages de tout-venant ainsi détournés en réemploi ;

- Mise en place de la collecte des textiles : plus de 70 bornes ont été installées sur le territoire. Celles-ci ont pour but de donner une deuxième vie aux textiles soit par le réemploi soit par valorisation matière (isolation phonique par exemple) ;

Par ailleurs, le nouveau Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) 2022-2027 de la Communauté de communes a été approuvé le 15 avril 2022. Celui-ci présente 16 actions :

- Action 1 : Rédaction du PLPDMA ;
- Action 2 : Développer le broyage collectif ;
- Action 3 : Promouvoir le retour au sol ;
- Action 4 : Former des ambassadeurs du compostage ;
- Action 5 : Déployer les équipements de compostage ;
- Action 6 : Gestion des biodéchets des gros producteurs ;
- Action 7 : Lutte contre le gaspillage alimentaire hors domicile ;
- Action 8 : Lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- Action 9 : Communication ;
- Action 10 : Sensibilisation des habitants ;
- Action 11 : Développer une filière de réparation ;
- Action 12 : Développer les recycleries du territoire ;
- Action 13 : Développer la filière textiles ;
- Action 14 : Eco-exemplarité des associations ;
- Action 15 : Eco-exemplarité des entreprises ;
- Action 16 : Eco-exemplarité des communes.

Climat

Climat actuel et futur

Le climat du département de Charente-Maritime est un climat océanique tempéré de type aquitain, marqué par un ensoleillement moyen assez important. Les hivers sont doux et pluvieux, mais en été, le climat peut être assez sec, si bien que des épisodes de sécheresse ponctuent certains étés.

Depuis plusieurs décennies, le changement climatique est en marche, et va encore s'accroître au cours du XXI^e siècle. Dans le but de mieux appréhender le changement climatique et ses effets, Météo-France a réalisé une analyse du climat sur la période 1959-2009, et a dégagé les grandes tendances d'évolution du climat attendues.

Ainsi, d'après Météo-France, sur l'ancienne région Poitou-Charentes, l'évolution constatée du climat sur la période 1959-2009 est la suivante :

- Hausse des températures moyennes en Poitou-Charentes de 0,3°C par décennie sur la période 1959-2009 ;
- Accentuation du réchauffement depuis les années 1980 ;
- Réchauffement plus marqué au printemps et en été ;
- Peu ou pas d'évolution des précipitations ;
- Des sécheresses en progression.

Sur l'ancienne région Poitou-Charentes, les tendances de l'évolution du climat au cours du XXI^e siècle sont quant à elles les suivantes :

- Poursuite du réchauffement au cours du XXI^e siècle en Poitou-Charentes, quel que soit le scénario ;
- Selon le scénario sans politique climatique, le réchauffement pourrait atteindre 4°C à l'horizon 2071-2100 par rapport à la période 1976-2005 ;
- Peu d'évolution des précipitations annuelles au XXI^e siècle ;
- Poursuite de la diminution du nombre de jours de gel et de l'augmentation du nombre de journées chaudes, quel que soit le scénario ;
- Assèchement des sols de plus en plus marqué au cours du XXI^e siècle en toute saison.

Ainsi, ces modifications du climat pourront avoir des conséquences à la fois sur :

- Les populations : une dégradation du confort thermique et de la santé des habitants avec l'augmentation de maladies cardiovasculaires et respiratoires, mais aussi avec une hausse des décès (coups de chaud, déshydratations...) les conduirait à délaisser les centres urbains ;
- Les milieux naturels et les espèces : une augmentation de température pourrait conduire des populations d'espèces à migrer plus au nord et en altitude et de fait, modifier les conditions de compétition inter-spécifique au regard des changements d'aires de distribution. Quant aux périodes de sécheresse, elles pourraient entraîner

l'extinction de certaines espèces moins résistantes ;

- La ressource en eau : les périodes de sécheresse ainsi que le recul des glaciers entraîneront une réduction des réserves en eau disponibles. Ce point nécessite cependant des études spécifiques approfondies ;
- L'agriculture : la sécheresse entraîne des dégâts importants sur les productions, mais également sur la mortalité de la faune associée. Le climat froid en serait déficitaire, ce qui pourrait également causer des dégâts sur certaines productions et avancer la floraison des arbres fruitiers qui pourraient alors se retrouver menacés de gel tardif. Enfin, l'apparition de nouveaux parasites et la prolifération de maladies, insectes et parasites est également une menace pour les cultures ;
- Les risques naturels : ces derniers verront leur occurrence ainsi que leur gravité augmenter et leur périodicité s'accroître, et donc toucheront plus ou moins fortement les territoires selon leurs capacités d'adaptation.

L'ensemble de ces conséquences impacteront donc à la fois directement ou indirectement les populations, les transports, l'économie et l'environnement.

Les solutions d'adaptation au changement climatique à étudier passent par l'implication de l'ensemble des acteurs territoriaux, mais aussi par celle des populations (développement de la culture du risque, transition énergétique...).

Objectifs nationaux, régionaux et locaux

Loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte

Suite à la loi Grenelle II de juillet 2010, la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, adoptée le 18 août 2015, fixe les grands objectifs du nouveau modèle énergétique français. Cette loi vise à préparer la transition énergétique française, c'est-à-dire l'après-pétrole. Le nouveau modèle énergétique français devra être plus robuste et plus durable face aux enjeux d'approvisionnement en énergie, à l'évolution des prix, à l'épuisement des ressources et aux impératifs de protection de l'environnement.

Concrètement, cette loi fixe les objectifs suivants :

- Réduire de 40% les émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990 ;
- Diminuer de 30% la consommation d'énergies fossiles en 2030 par rapport à 2012 ;
- Porter la part des énergies renouvelables à 32% de la consommation énergétique finale d'énergie en 2030 et à 40% de la production d'électricité ;
- Réduire la consommation énergétique finale de 50% en 2050 par rapport à 2012 ;
- Diminuer de 50% le volume de déchets mis en décharge à l'horizon 2050 ;
- Diversifier la production d'électricité et baisser à 50% la part du nucléaire à l'horizon 2025.

SRADDET Nouvelle-Aquitaine

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de Nouvelle-Aquitaine, approuvé le 27 mars 2020, se substitue à l'ancien Schéma Régional Air Énergie (SRCAE) Poitou-Charentes. Il fixe des objectifs relatifs au climat, à l'air et à l'énergie portant sur :

- L'atténuation du changement climatique, c'est-à-dire la limitation des émissions de gaz à effet de serre ;
- L'adaptation au changement climatique ;
- La lutte contre la pollution atmosphérique ;
- La maîtrise de la consommation d'énergie.

Le SRADDET Nouvelle-Aquitaine présente trois grandes orientations déclinées en objectifs stratégiques.

Ceux-ci sont retranscrits dans les 41 règles générales identifiées dans le SRADDET.

PCAET de la Haute-Saintonge

Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) a été approuvé par délibération du Conseil communautaire de la Haute-Saintonge le 31 mars 2021. Le PCAET est un projet territorial de développement durable prenant en compte l'ensemble de la problématique climat-air-énergie autour des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de

serre, d'adaptation au changement climatique, de sobriété énergétique, de qualité de l'air et de développement des énergies renouvelables.

Le PCAET de la Haute-Saintonge présente ainsi 5 axes stratégiques, déclinés en plusieurs actions :

- Vers un territoire exemplaire qui pilote le PCAET ;
- Vers un territoire sobre et qui développe ses énergies renouvelables ;
- Vers un territoire qui développe un nouveau mode de mobilité ;
- Vers un territoire qui s'adapte au changement climatique ;
- Vers un territoire préservé où il fait bon vivre.

Contrat Territorial de Relance et de Transition Ecologique 2021-2026

L'Etat et la Communauté de communes de la Haute-Saintonge ont signé, en date du 7 juillet 2021, un CTRTE (Contrat Territorial de Relance et de Transition Ecologique) pour la période 2021-2026.

Le CTRTE a pour objectif d'accompagner la relance et l'activité par la réalisation de projets concrets contribuant à la transformation écologique, sociale, culturelle et économique du territoire.

Le CTRTE de la Haute-Saintonge fixe trois orientations :

- Orientation 1 : Valoriser la qualité de vie du territoire par une gestion équilibrée des ressources et de l'environnement ;
- Orientation 2 : Renforcer l'attractivité économique pour un territoire entreprenant et innovant ;
- Orientation 3 : Renforcer la cohésion des territoires, l'attractivité résidentielle et touristique, aménager les espaces de vie.

Ces trois orientations sont déclinées en plusieurs objectifs stratégiques.

Territoire à Energie Positive

La Communauté de communes de la Haute-Saintonge est labellisée Territoire à Energie Positive (TEPOS) pour la Croissance Verte depuis 2015.

Le plan d'actions « TEPOS », comprend 3 actions principales dans l'objectif d'atteindre 51% d'énergie renouvelable dans la consommation d'énergie en 2030.

Gaz à effet de serre

Etat des lieux des émissions de GES

L'AREC a réalisé en 2016 l'analyse des émissions de gaz à effet de serre (GES) sur le territoire de la Haute-Saintonge.

Ainsi, les émissions totales annuelles de GES sur le territoire sont de 1 324 kteqCO₂, dont 42% d'origine énergétique. Cela représente environ 19 teqCO₂/hab/an, soit des émissions deux fois supérieures à la moyenne départementale (8 teqCO₂/hab) et régionale (9 teqCO₂/hab). Cette différence est notamment liée à la présence sur le territoire de la Haute-Saintonge de l'autoroute A10 et de la nationale N10. L'activité industrielle est également importante sur le territoire.

Ainsi, le secteur le plus émetteur de GES sur le territoire de la Haute-Saintonge est le secteur de l'industrie (51%), suivi par le secteur du transport (29%), et de l'agriculture (12%). Cela traduit l'activité économique et le caractère rural du territoire (forte dépendance à la voiture individuelle).

Il est à noter que les émissions de GES issus des secteurs résidentiels et tertiaires sont inférieures aux moyennes départementales et régionales.

Emissions totales de gaz à effet de serre par habitant, par secteur en 2018
(en tonnes équivalent CO₂)

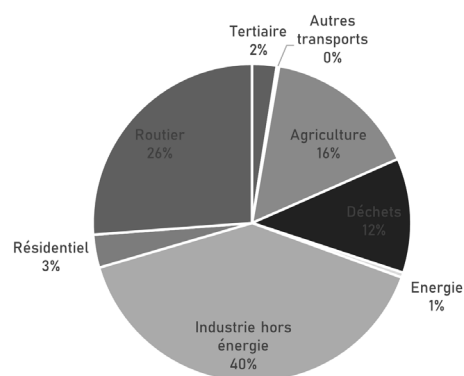
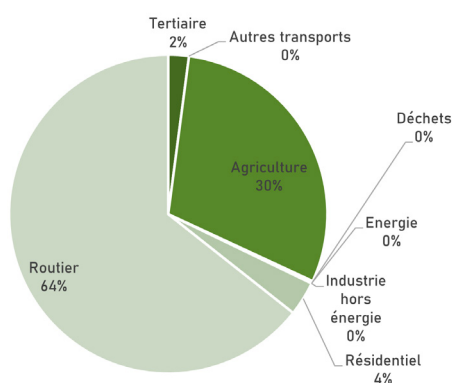
						Industrie hors énergie		
Commune	Routier	Agriculture	transports	Déchets	Energie		Résidentiel	Tertiaire
Bois	23.49	5.13	0	0.03	0	0	0.46	0.28
Champagnolles	1.23	2.87	0	0.03	0	0	0.46	0.29
Saint-Germain-...	1.91	4.36	0	0.03	0	0	0.48	0.27
Total général	26.63	12.36	0	0.09	0	0	1.4	0.84

Source : Citepa 2018

Répartition des émissions de gaz à effet de serre par secteur 2018

* regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

+ Communauté de Communes de Haute Saintonge



Source : Citepa 2018, Inventaire territorialisé des émissions de GES 2018

Sur le groupement, les émissions les plus conséquentes concernent le secteur du routier (64%), et sont concentrées sur la commune de Bois (23.49 TeqCO₂ / habitant en 2018). Le secteur de l'agriculture représente lui aussi une grande part des émissions du groupement (30%), et est assez important sur l'ensemble des communes, avec un maximum sur la commune de Bois (5.13 TeqCO₂/habitant) puis de Saint-Germain-du-Seudre (4.36 TeqCO₂/habitant).

Secteur de l'industrie

Sur la communauté de communes, les émissions de GES du secteur industriel sont de 670 kteqCO₂. Le territoire se caractérise par une forte présence de l'industrie agroalimentaire et industries diverses. En particulier, les industries les plus émettrices sur le territoire de la Haute-Saintonge sont :

- Les cimenteries (88% des émissions) ;
- La production d'autres matériaux de construction (4,7%) ;
- Les industries agro-alimentaires (4,5%) ;
- Les industries diverses (1%).

En particulier, sur le territoire de l'espace de vie de Montendre, on recense une cimenterie à Bussac-Forêt.

Secteur du transport

Sur la communauté de communes, les émissions de GES du secteur du transport sont de 378 kteqCO₂. L'autoroute A10 et la route nationale N10 sont des gros contributeurs aux émissions de ce secteur. En particulier, l'autoroute représente 47% des émissions de GES du secteur des transports.

Notons que ni l'autoroute A10 ni la nationale N10 ne traversent les communes du groupement.

Par ailleurs, il est à noter que la majorité des actifs résidant sur le territoire de la Haute-Saintonge utilisent la voiture, le camion ou la fourgonnette pour se rendre au travail. Cette typologie modale correspond à un territoire rural où les transports en commun ne sont pas privilégiés par les usagers.

Stockage du carbone

Outre leur fonction support essentielle à l'alimentation, à l'habitat et aux écosystèmes, les sols garantissent le stockage du carbone. Cette séquestration correspond à la capacité des réservoirs naturels (forêts, haies, sols...) à absorber le carbone, notamment sous forme de CO₂ par le biais de la photosynthèse des végétaux.

A chaque type d'occupation du sol, correspond un certain stock de carbone par hectare. Ce sont les forêts et les zones humides qui représentent les stocks les plus importants à l'hectare, et au sein des forêts, les conifères. Au contraire, les sols artificiels imperméabilisés, les cultures, ou les vignes représentent de faibles stocks.

Sur les communes du groupement les parcelles agricoles dominent, en particulier les parcelles viticoles. Cependant plusieurs boisements sont recensés, en lien avec le massif de la Lande au nord, et de la Double Saintongaise au sud. La préservation de ces boisements est donc un enjeu important pour le territoire.

Secteur de l'agriculture

Sur la communauté de communes, les émissions de GES du secteur de l'agriculture sont de 157 kteqCO₂. Parmi ces émissions :

- 24% sont dues aux consommations énergétiques ;
- 43 sont dues aux sols agricoles ;
- 32% sont dues à la fermentation entérique du bétail ou à la gestion des effluents d'élevage.

Notons que le territoire de les communes du groupement présente une activité agricole importante, en particulier au nord.

Secteur du résidentiel et du tertiaire

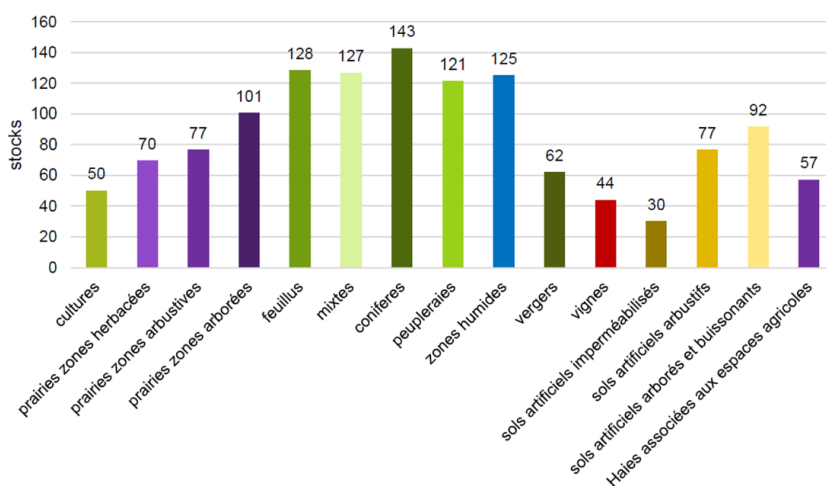
Sur la communauté de communes, les émissions de GES du secteur du résidentiel sont de 66,9 kteqCO₂. La consommation de fioul et de gaz représente 54% des émissions de GES de ce secteur.

Les émissions du secteur du tertiaire représentent quant à elles 29 kteqCO₂. Les émissions du secteur tertiaire sont pour leur majorité associées aux besoins de chauffage (62%).

Secteur des déchets

Sur la communauté de communes, les émissions de GES du secteur des déchets sont de 22 kteqCO₂. Les émissions en GES de ce secteur proviennent des activités de traitement des eaux usées, de la mise en décharge et du compostage.

Stocks par occupation du sol (tC/ha) sur le territoire de la Haute-Saintonge



NB : la masse du carbone (C) est 3,66 fois inférieure à celles du CO₂.

Source : PCAET Haute-Saintonge

Consommation énergétique

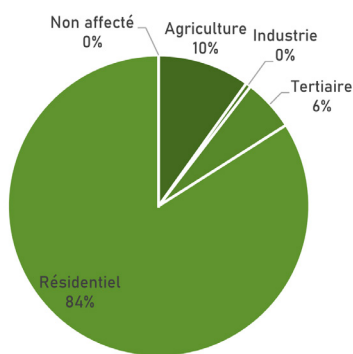
D'après le PCAET de la Haute-Saintonge, la consommation d'énergie finale totale sur le territoire intercommunal est de 3 120 GWh/an, soit 46,4 MWh/hab/an.

Sur le territoire de la Haute-Saintonge, le secteur des transports routier est le plus gros consommateur ; il représente 38% de la consommation totale du territoire. Celui-ci est suivi du secteur industriel (31%) puis du secteur résidentiel (20%).

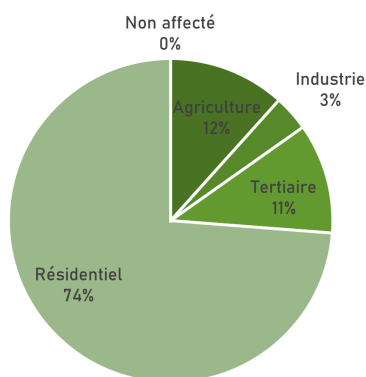
Consommation d'énergie finale par secteur, comparaison 2011 à 2021 en MWh

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

2011

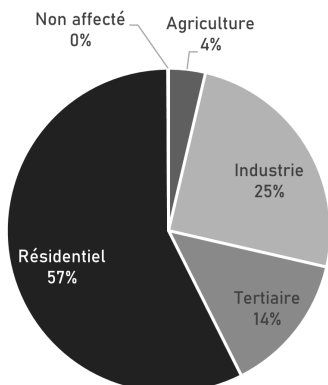


2021

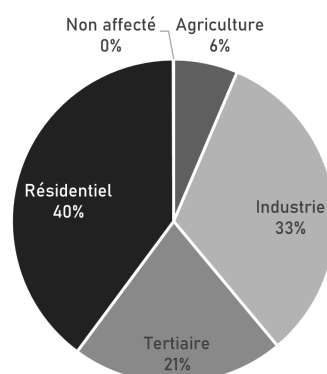


+ Communauté de Communes de Haute Saintonge

2011



2021



La consommation énergétique moyenne par habitant sur le territoire de la Haute-Saintonge est plus élevée que la moyenne départementale (26,3 MWh/hab/an), régionale (29,1 MWh/hab/an) et nationale (27,1 MWh/hab/an). Notons cependant que la densité de population sur le territoire de la Communauté de communes (41 hab/km²) est plus faible qu'en Charente-Maritime (92 hab/km²) et qu'en Nouvelle-Aquitaine (72 hab/km²).

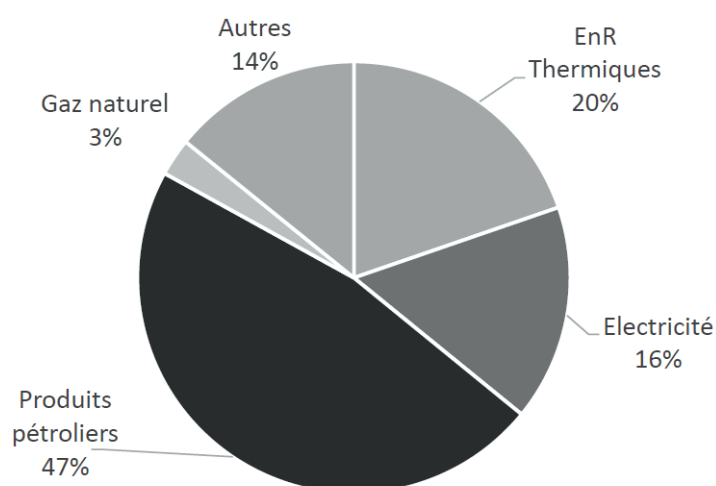
De plus, cette surconsommation moyenne s'explique notamment par la présence sur le territoire de la Haute-Saintonge d'une cimenterie (commune de Bussac-Forêt) et de l'autoroute A10 (hors du groupement). La consommation du secteur résidentiel est de plus supérieure aux moyennes départementales, régionales et nationales.

Sur le groupement, on a donc une part importante de la consommation qui est dédiée au résidentiel en 2021 (74%), en diminution par rapport à 2011 où ce secteur représentait 84% de la consommation énergétique des communes du groupement. Cela est dû à l'augmentation de la consommation du secteur de l'industrie, qui représente en 2021 3% des consommations, et à celle du tertiaire, qui passe de 6% des consommations, à 11% en 2021.

La consommation énergétique moyenne par habitant en 2019, comparatif à d'autres échelles :

46,4 MWh/hab/an pour la Haute Saintonge
26,3 MWh/hab/an en Charente Maritime
29,1 MWh/hab/an pour la Nouvelle Aquitaine
27,1 MWh/hab/an en France

Sources d'énergie sur le territoire de la Haute-Saintonge



La première source d'énergie consommée sur le territoire de la Haute-Saintonge provient des produits pétroliers. Cette consommation élevée en énergie fossile s'explique notamment par la part importante dans la consommation du secteur des transports. La deuxième source d'énergie consommée provient des énergies renouvelables thermiques (20%) et la troisième de l'électricité (16%).

Source : PCAET Haute-Saintonge, AREC, 2019

Production d'énergie renouvelable

Production

La production totale d'énergie renouvelable sur le territoire de la Haute-Saintonge est de 758,6 GWh/an soit 11,3 MWh/hab. Cela correspond à plus de deux fois la production d'énergie renouvelable par habitants de la Charente-Maritime.

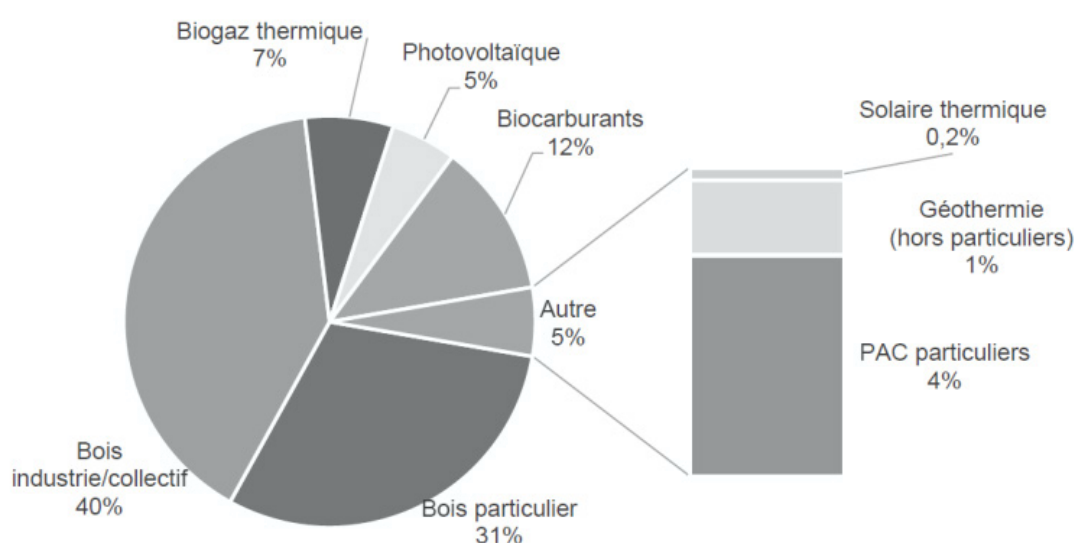
La production d'énergie renouvelable sur le territoire de la Haute-Saintonge est principalement due à l'utilisation du bois bûche par les industries et les particuliers (71%).

A noter qu'aucune grande installation éolienne, de production d'énergie renouvelable hydraulique, d'Unité de Valorisation Énergétique, ni d'unité de production d'agro-carburant n'est présente sur le territoire.

Globalement, la production d'énergie renouvelable couvrirait 24% des besoins énergétiques du territoire en 2016.

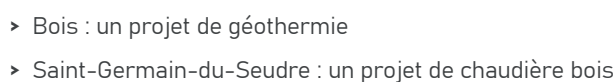
La carte suivante présente les installations de production d'énergie renouvelable recensées sur le territoire de la Haute-Saintonge. En particulier, sur le territoire du groupement, les communes de Bois et Saint-Germain-du-Seudre sont concernées par des projets.

Production d'énergie renouvelable sur le territoire de la Haute-Saintonge



Source : PCAET Haute-Saintonge, AREC, 2016

Source : SCOT Haute Saintonge

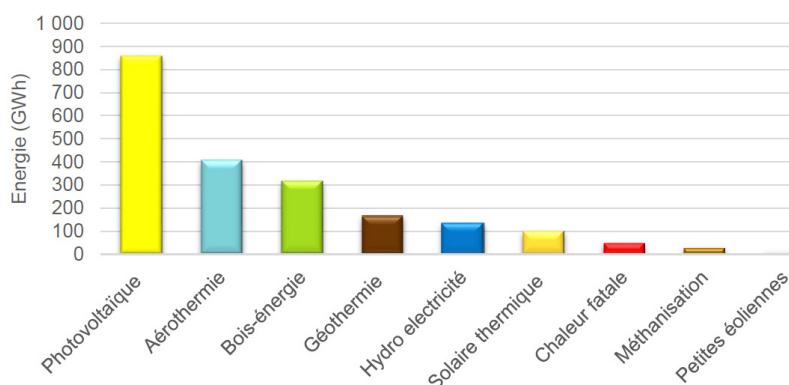


Potentiel de production d'énergie renouvelable

Dans le cadre du PCAET de la Haute-Saintonge, le potentiel de production d'énergie renouvelable à l'échelle du territoire intercommunal a été analysé.

Le potentiel global de production d'énergie renouvelable sur le territoire est de 2 045 GWh/an. Les potentiels de développement par filière sont présentés ci-dessous.

Potentiel de production d'énergie renouvelable par filière sur le territoire de la Haute-Saintonge



Source : PCAET Haute Saintonge

Photovoltaïque

L'énergie solaire photovoltaïque transforme le rayonnement solaire en électricité grâce à des cellules photovoltaïques intégrées à des panneaux qui peuvent être installés sur des bâtiments ou directement posés sur le sol.

Le potentiel de production du photovoltaïque est de 858 GWh/an sur le territoire de la Haute Saintonge. Ce potentiel identifié est principalement lié à la filière photovoltaïque en toiture. Des centrales au sols sont également envisagées sur des milieux dégradés (anciennes carrières par exemple). Les centrales photovoltaïques sur des terres agricoles ne sont pas envisagées. Notons cependant que l'agrivoltaïsme pourrait être développé sur le territoire (mise en place d'une installation photovoltaïque permettant le maintien d'une production agricole sous les panneaux), en particulier dans la partie nord de l'espace de vie de Montendre, qui est majoritairement agricole.

Aérothermie

L'aérothermie permet de chauffer des bâtiments en récupérant l'énergie de l'air. Le potentiel de production de l'aérothermie est de 405 GWh/an sur le territoire de la Haute Saintonge.

Bois énergie

Le bois énergie recouvre la valorisation du bois en tant que combustible sous toutes ses formes : bûches, plaquettes forestières ou bocagères, granulés de bois, sciures, écorces... Le potentiel de production de bois-énergie est de 314 GWh/an sur le territoire de la Haute Saintonge.

L'exploitation de cette filière doit se faire dans le respect de la préservation de la biodiversité et des milieux remarquables.

Par ailleurs, notons que le chauffage au bois domestique

est une source importante d'émission de particules : près d'un tiers des émissions en hiver. Le développement de cette filière devra donc se faire de manière compatible avec les objectifs de réduction d'émissions de polluants atmosphériques, en installant notamment de nouveaux systèmes de chauffage domestique de qualité.

En particulier sur le territoire de l'espace de vie de Mirambeau – Saint-Genis-de-Saintonge, de nombreux boisements sont recensés sur le territoire, en lien avec les massifs de la Lande et de la Double Saintongeaise.

Géothermie

La géothermie se définit comme l'exploitation de la chaleur contenue dans le sous-sol, que ce soit dans les aquifères ou en échangeant avec le sol. Le potentiel géothermique est de 164 GWh/an. Il concerne les installations très basse température équipé de pompes à chaleur soit sur sonde (échangeur fermé) soit sur nappe (échangeur ouvert).

Le BRGM a réalisé la cartographie des potentiels de développement de la géothermie sur système ouvert sur le territoire de l'ancienne région Poitou-Charentes. En particulier, sur le territoire de l'espace de vie de Montendre, la quasi-totalité du territoire présente un potentiel globalement fort.

Hydroélectricité

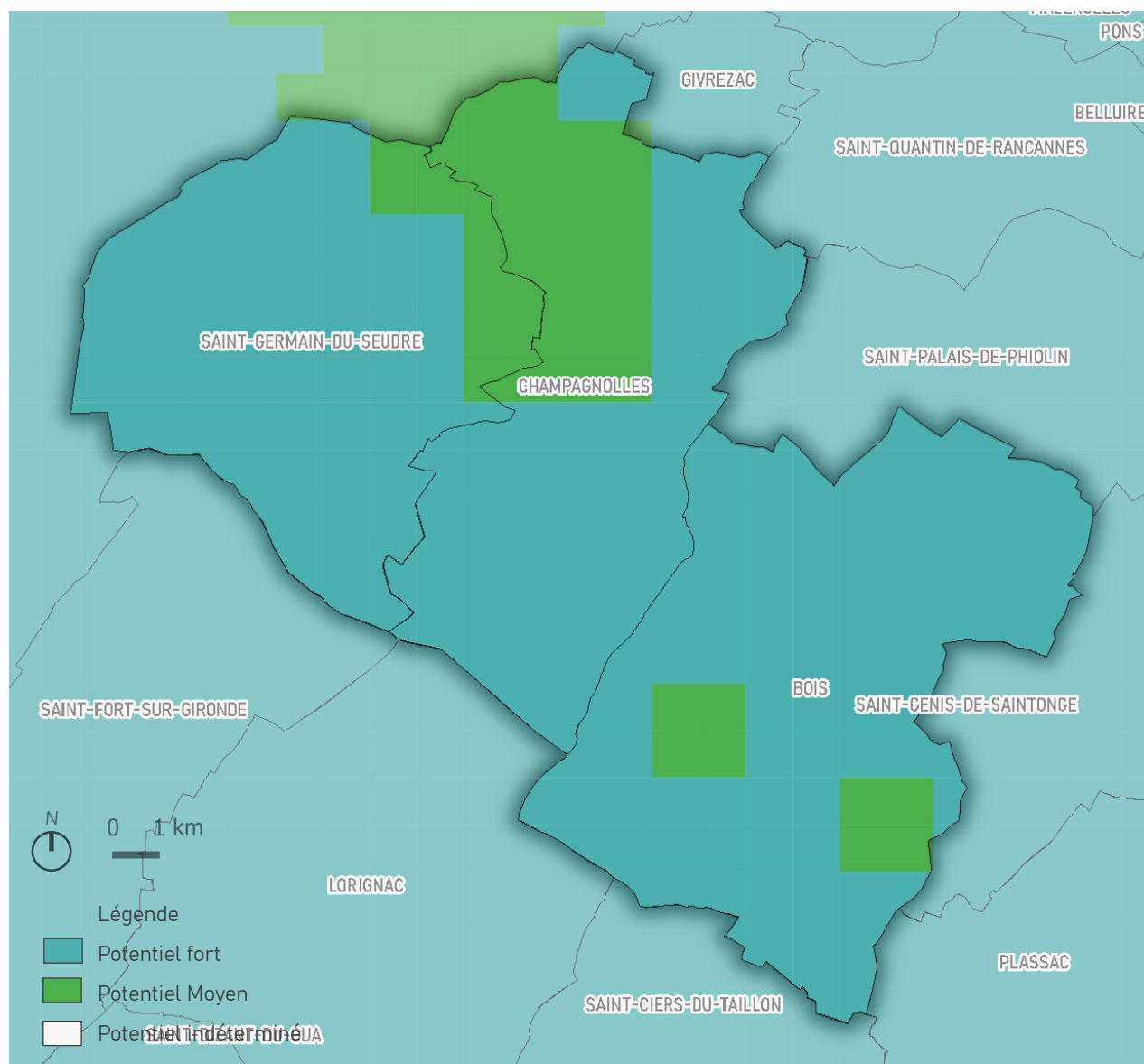
L'hydroélectricité récupère la force motrice de l'eau pour la transformer en électricité. Le potentiel de production d'hydroélectricité est de 130 GWh/an sur le territoire de la Haute Saintonge. Le gisement hydroélectrique identifié est lié au turbinage des eaux usées en sortie de STEP.

Le potentiel de mise en place d'installations hydroélectrique sur d'anciens moulins pourraient également être important. Aucune donnée précise n'est cependant disponible.

Potentiel géothermique du meilleur aquifère

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : BRGM



Solaire thermique

Le solaire thermique correspond à la conversion du rayonnement solaire en énergie thermique, à plusieurs niveaux de température. Le potentiel de production de solaire thermique est de 96,5 GWh/an sur le territoire de la Haute Saintonge. Le potentiel identifié provient principalement des maisons individuelles sous forme de chauffe-eau solaire et des systèmes solaires combinés.

Récupération de chaleur

Le potentiel de récupération de chaleur est de 45 GWh/an sur le territoire de la Haute Saintonge. Il concerne la récupération sur l'air extrait ou sur les eaux usées des bâtiments résidentiels et tertiaires pour préchauffer l'eau chaude sanitaire, mais également la chaleur fatale

de l'industrie (fours, compresseurs, data-center...). Le potentiel de développement de cette filière provient des maisons individuelles (88%) suivi par l'industrie (10%).

Méthanisation

La méthanisation consiste à valoriser les déchets organiques (effluents d'élevage, déchets végétaux, ...) afin de produire du biogaz constitué majoritairement de méthane. Celui-ci peut être valorisé dans un moteur de cogénération produisant de l'électricité et de la chaleur ou épuré afin d'être injecté dans le réseau de gaz naturel.

Le potentiel de production de méthanisation est de 26 GWh/an sur le territoire de la Haute Saintonge. Dans le cadre du développement de cette filière, il faudra veiller à limiter les nuisances (notamment olfactives) pour le voisinage.

Eolien

Les éoliennes utilisent la force du vent pour faire tourner les pâles et transformer l'énergie mécanique en électricité. Le potentiel éolien sur le territoire est estimé à 5,7 GWh/an, soit un potentiel d'installation de 524 petites éoliennes.

Le Schéma Régional Eolien (SRE) de l'ancienne région Poitou-Charentes, approuvé en 2012, a réalisé la cartographie des zones favorables à l'éolien sur le territoire régional, sur la base des différents zonage réglementaires et les enjeux environnementaux existants. A noter que le SRE a été annulé le 4 avril 2017 par la Cour d'appel

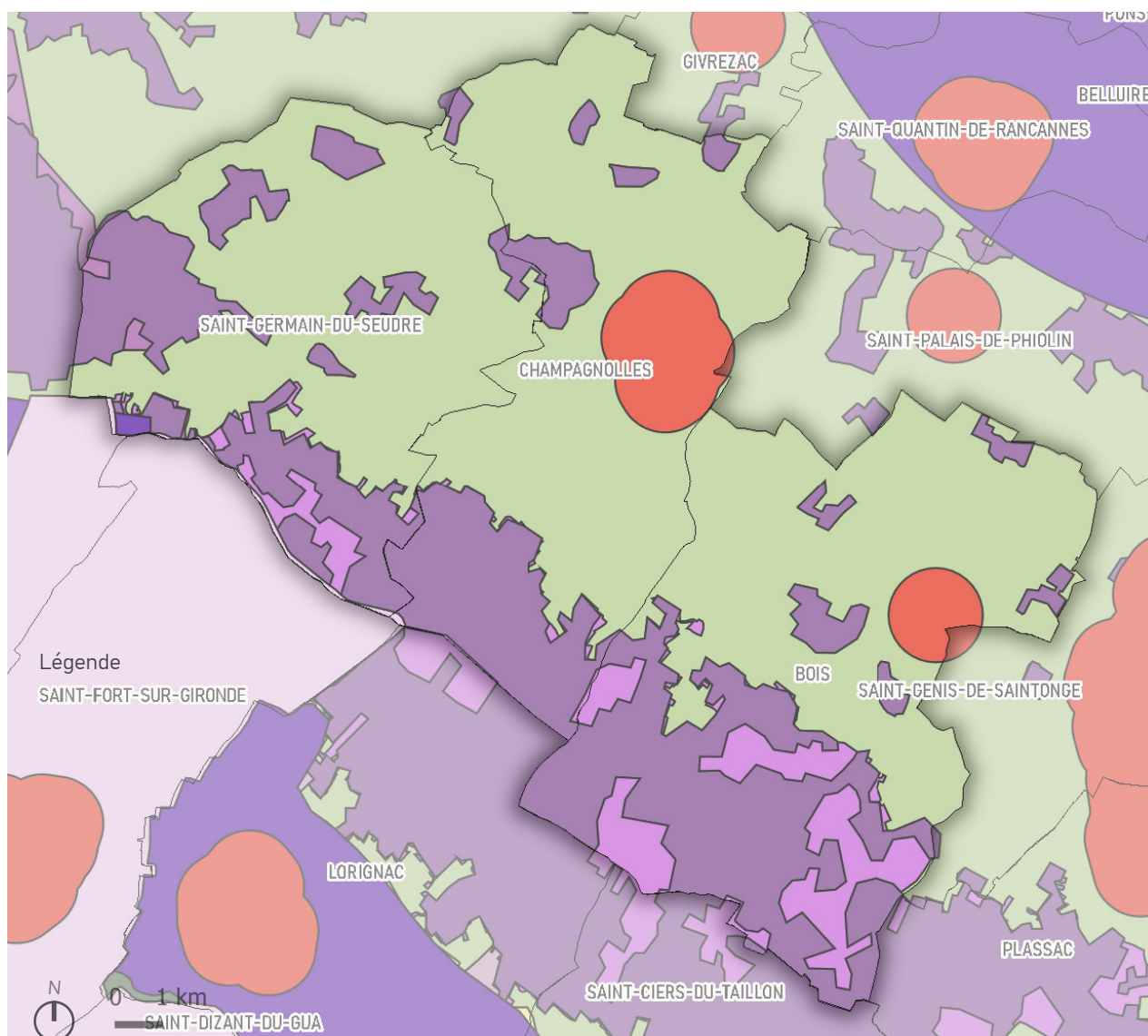
administrative de Bordeaux. Les cartographies restent cependant consultables pour information.

Ainsi, d'après le SRE Poitou-Charentes annulé, sur le territoire de l'espace de vie de Mirambeau – Saint-Genis-de-Saintonge, les communes ne se situent pas en zone favorable.

Zones favorables à l'éolien au droit du territoire d'après le SRE Poitou-Charentes annulé

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : Ancien SRE



Légende

- | | |
|---|---|
| Type A - Espaces sans enjeu spécifique | Type E1 - Espaces culturels emblématiques |
| Type B - Espaces avec incompatibilité réglementaire | Type E2 - Massifs forestiers |
| Type C - Espaces terrestres littoraux | Type E3 - Vallées |
| Type D1 - Sites Natura 2000 | Type E4 - ZNIEFF I et II (non oiseaux et chiroptères) |
| Type D2-1 - ZNIEFF I et II (oiseaux et chiroptères) | Type E5 - Bocages |
| Type D2-2 - Zones de connectivité | Type F - Autres espaces présentant des contraintes |

Potentiel de raccordement aux réseaux d'électricité

Le Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Energies Renouvelables (S3REnR) de l'ancienne région Poitou-Charentes a été approuvé par arrêté préfectoral le 5 août 2015. Il détermine les conditions d'accueil de la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables par les réseaux publics d'électricité. A noter que le S3REnR de la région Nouvelle-Aquitaine est en cours d'élaboration.

Le site Caparéseau, réalisé en collaboration avec RTE (Réseau de Transport d'Electricité) et les gestionnaires de réseaux de distribution, affiche les possibilités de raccordement aux réseaux de transport et de distribution des installations de production d'électricité, en lien avec les capacités réservées par le S3REnR.

Sur le territoire de l'espace de vie de Mirambeau – Saint-Genis de Saintonge, aucun poste de transformation électrique n'est recensé. Les postes de transformation les plus proches se situent sur les communes de Pons et Jonzac. D'après les données de Caparéseau, ces postes de transformation présentent les caractéristiques suivantes :

Puissance des installations d'énergie renouvelable et capacité d'accueil réservée au titre du S3REnR aux postes source de Jonzac et Pons

Nom du poste	Puissance EnR raccordée	Puissance des projets d'EnR en développement	Capacité d'accueil réservée au titre du S3REnR qui reste à affecter
Jonzac	9,3 MW	1,6 MW	38,8 MW
Pons	18 MW	2,2 MW	2,7 MW

Source : Caparéseau, mars 2022

On note que la capacité d'accueil réservée au titre du S3REnR sur le poste de transformation de Pons est limitée. Cependant, sur le poste de transformation de Jonzac, elle est suffisante pour accueillir des installations d'énergies renouvelables supplémentaires sur le territoire.

Les Plans de Prévention des Risques

- La commune de CHAMPAGNOLLES n'est pas concernée par un Plan de Prévention du Risque inondation.
- La commune de CHAMPAGNOLLES n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Technologiques.

Le risque tempête

L'ensemble du département de la Charente Maritime est concerné par le risque tempête. Une tempête correspond à l'évolution d'une perturbation atmosphérique, ou dépression, le long de laquelle s'affrontent deux masses d'air aux caractéristiques distinctes (température, teneur en eau).

De cette confrontation naissent notamment des vents pouvant être très violents. On parle de tempête lorsque les vents dépassent 89 km/h (soit 48 nœuds, degré 10 de l'échelle de Beaufort).

L'essentiel des tempêtes touchant la France se forme sur l'océan Atlantique, au cours des mois d'automne et d'hiver (on parle de "tempête d'hiver"), progressant à une vitesse moyenne de l'ordre de 50 km/h et pouvant concerner une largeur atteignant 2 000 km.

- L'ensemble du département est concerné par le risque tempête. Le littoral est cependant plus menacé par ce risque.

Le DDRM de Charente-Maritime indique que la commune de CHAMPAGNOLLES est exposée aux risques suivants :

- risque tempête
- risque inondation
- risque mouvement de terrain
- risque feux de forêt
- risque transport de matières dangereuses

Les risques d'inondation

L'ensemble du territoire est couvert par le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne approuvé le 10 mars 2022. Le PGRI constitue un document de référence pour la gestion des risques d'inondation. Le PGRI du bassin Adour-Garonne permet d'orienter, et d'organiser la politique de gestion des risques d'inondation à travers les 7 axes stratégiques (objectifs stratégiques) suivants :

- Veiller à la prise en compte des changements majeurs (changement climatique et évolutions démographiques...) ;
- Poursuivre le développement des gouvernances, à l'échelle territoriale adaptée, structurées et pérennes ;
- Poursuivre l'amélioration de la connaissance et de la culture du risque inondation en mobilisant tous les outils et acteurs concernés ;
- Poursuivre l'amélioration de la préparation et la gestion de crise et veiller à raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistrés ;
- Réduire la vulnérabilité via un aménagement durable des territoires ;
- Gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion des crues pour ralentir les écoulements ;
- Améliorer la gestion des ouvrages de protection contre les inondations ou les submersions.

A une échelle hydrographique inférieure, les Programmes d'Actions pour la Prévention des Inondations (PAPI) sont mis en place afin d'aider les collectivités dans la définition et la mise en œuvre d'actions de prévention des inondations. Le territoire est concerné par le PAPI de la Seudre (Saint-Germain-du-Seudre, Bois et Champagnolles), et le PAPI Charente et Estuaire (seulement sur la commune de Bois).

+ Risque d'inondation par débordement de cours d'eau

La Charente-Maritime est concernée par ce type d'inondation à travers des crues de plaines lentes et saisonnières. Les inondations de plaine se produisent lorsque la rivière sort de son lit mineur et inonde la plaine alentour pendant une période relativement longue. La rivière occupe alors son lit moyen, voire son lit majeur.

En Charente-Maritime, les crues d'hiver sont souvent les plus fortes et les plus longues mais elles sont lentes (quelques centimètres par heure) tandis que les crues de printemps peuvent être plus rapides mais durent généralement moins longtemps et ont des conséquences moins importantes.

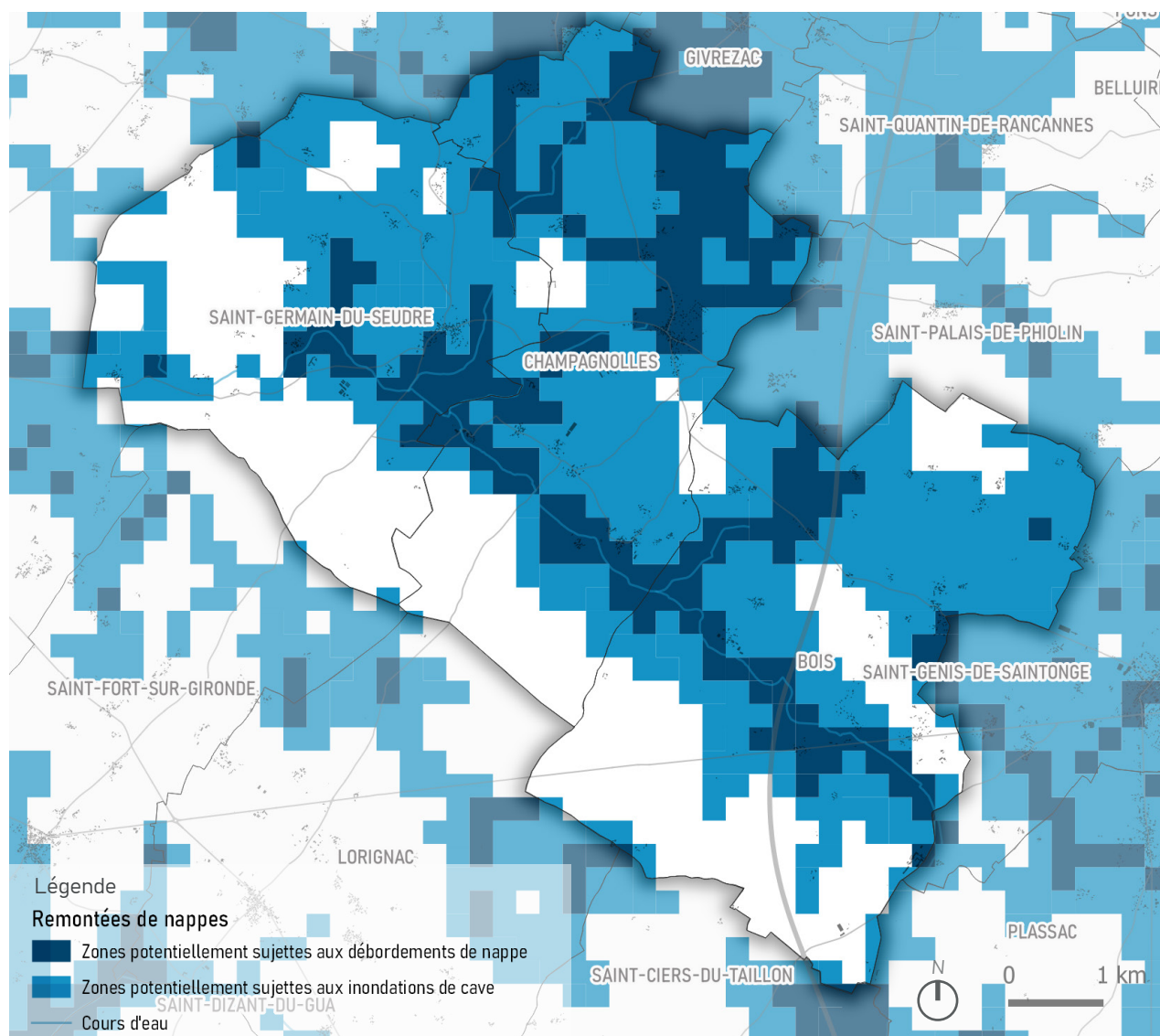
Sur le territoire de l'espace de vie de Mirambeau – Saint-Genis-de-Saintonge, les principaux cours d'eau concernés par l'aléa inondation sont la Seudre et la Seugne, néanmoins les autres cours d'eau sont aussi concernés. Ainsi, la majeure partie des communes du territoire sont soumises au risque inondation par débordement de cours d'eau selon le Dossier Départemental des Risques Majeurs.

- Sur le groupement, toutes les communes sont concernées par le risque inondation par débordement de cours d'eau.

Carte du risque remontée de nappe

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre

Source : Géorisques



+ Risque d'inondation par remontée de nappe

Lors de pluies abondantes et prolongées, les nappes d'eau souterraines ou nappes phréatiques peuvent remonter à la surface, jusqu'à envahir le dessus. Par ailleurs, l'arrêt brutal de pompage important dans la nappe phréatique, dans le cadre d'activités industrielles, peut provoquer au pourtour, une remontée sensible du niveau d'eau. Les remontées de nappe entraînent des inondations lentes, ne présentant pas de danger pour la vie humaine, mais provoquent des dommages non négligeables à la voirie qui est mise sous pression, et aux constructions.

D'après le site du BRGM, Géorisques, le risque de remontée de nappe est représenté en trois classes :

- Les « zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe » : lorsque la différence entre la cote altimétrique du MNT (Modèle Numérique de Terrain) et la cote du niveau maximal interpolée est négative ;

- Les « zones potentiellement sujettes aux inondations de cave » : lorsque la différence entre la cote altimétrique du MNT et la cote du niveau maximal interpolée est comprise entre 0 et 5 m ;

- Les zones où il n'y a « pas de débordement de nappe ni d'inondation de cave » : lorsque la différence entre la cote altimétrique du MNT et la cote du niveau maximal interpolée est supérieure à 5 m.

D'après la cartographie du BRGM, les zones les plus sensibles au phénomène de remontée de nappe se situent à l'ouest du territoire au niveau des marais, ainsi qu'au nord-est. Ce phénomène est également recensé plus globalement dans les vallées aux abords des cours d'eau du territoire.

+ Risque d'inondation par ruissellement

L'inondation par ruissellement pluvial est générée par l'imperméabilisation du sol par des aménagements (voiries, parkings, bâtiments...) et par des pratiques agricoles qui empêchent une bonne infiltration des précipitations et accentuent le ruissellement. Dans ces situations, le réseau d'assainissement des eaux pluviales peut vite devenir saturé. Il n'existe pas d'étude permettant une connaissance précise de ce phénomène à l'échelle communale mais de nombreuses communes de Charente-Maritime ont été reconnues en état de catastrophe naturelle pour ce phénomène.

Les risques de mouvement de terrain

+ Le retrait-gonflement des argiles

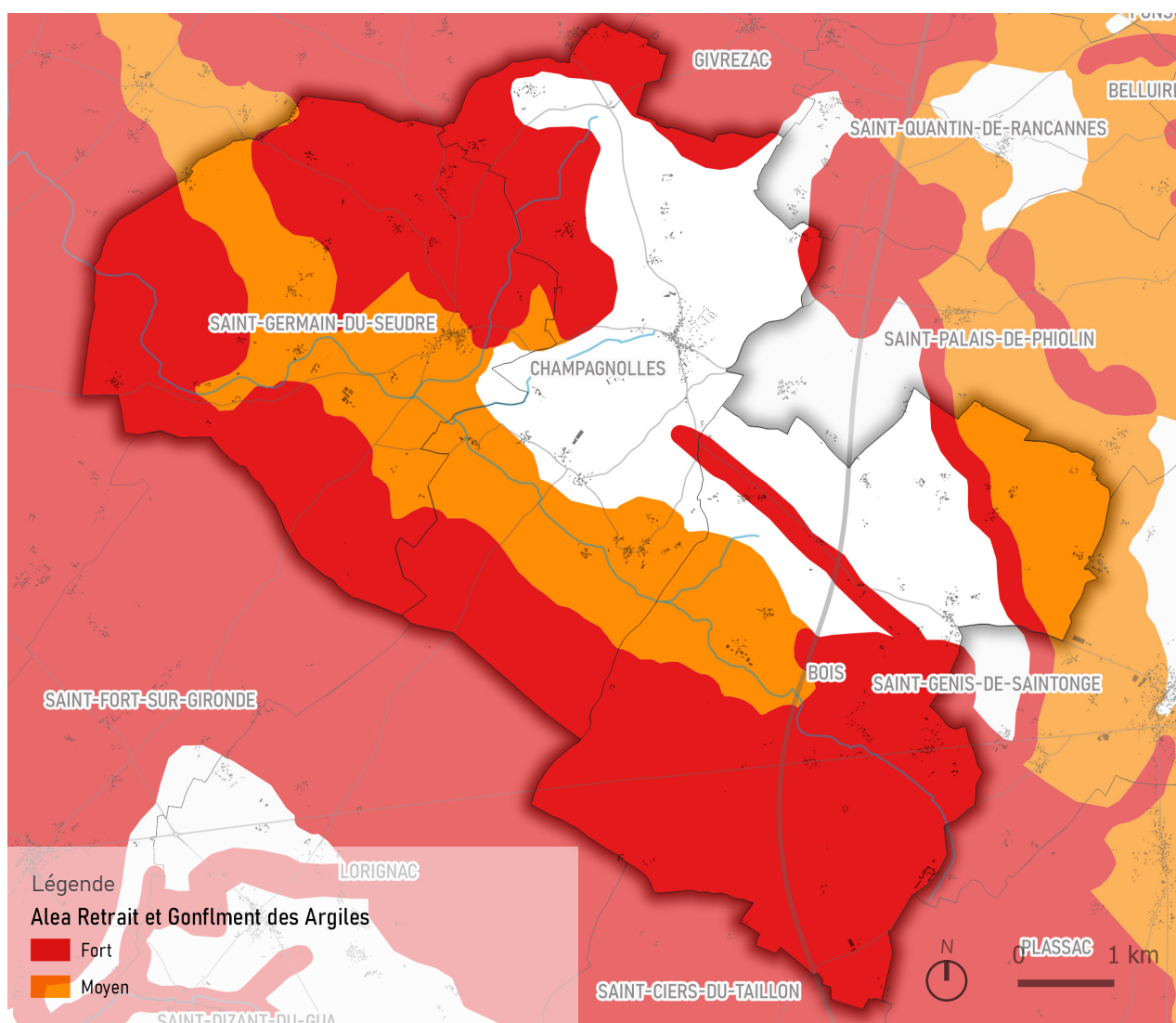
Le phénomène de retrait-gonflement des argiles correspond aux mouvements de retrait et de gonflement du sol, dû à la présence de formations argileuses. En effet, en période humide, les formations argileuses fixent l'eau, provoquant une augmentation de leur volume. A l'inverse, en période sèche, elles s'assèchent et leur volume diminue. Ce phénomène de retrait-gonflement des argiles peut entraîner des dégâts importants en surface au niveau des constructions et des infrastructures.

► Sur le territoire, toutes les communes sont concernées par un aléa retrait-gonflement des argiles moyen à fort.

La prise en compte du phénomène de retrait-gonflement des argiles n'interdit pas l'urbanisation, mais appelle à une gestion des ruissellements et une maîtrise de l'urbanisation au regard de ces phénomènes. Cette prise en compte peut faire intervenir des mesures de prévention et/ou de résorption des phénomènes établies à petite et grande échelles (maîtrise de l'urbanisation dans les lignes d'écoulements, maîtrise des ruissellements des terres agricoles à l'échelle des bassins versants, maîtrise de l'érosion des sols, ...).

Carte du risque retrait et gonflement des argiles

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



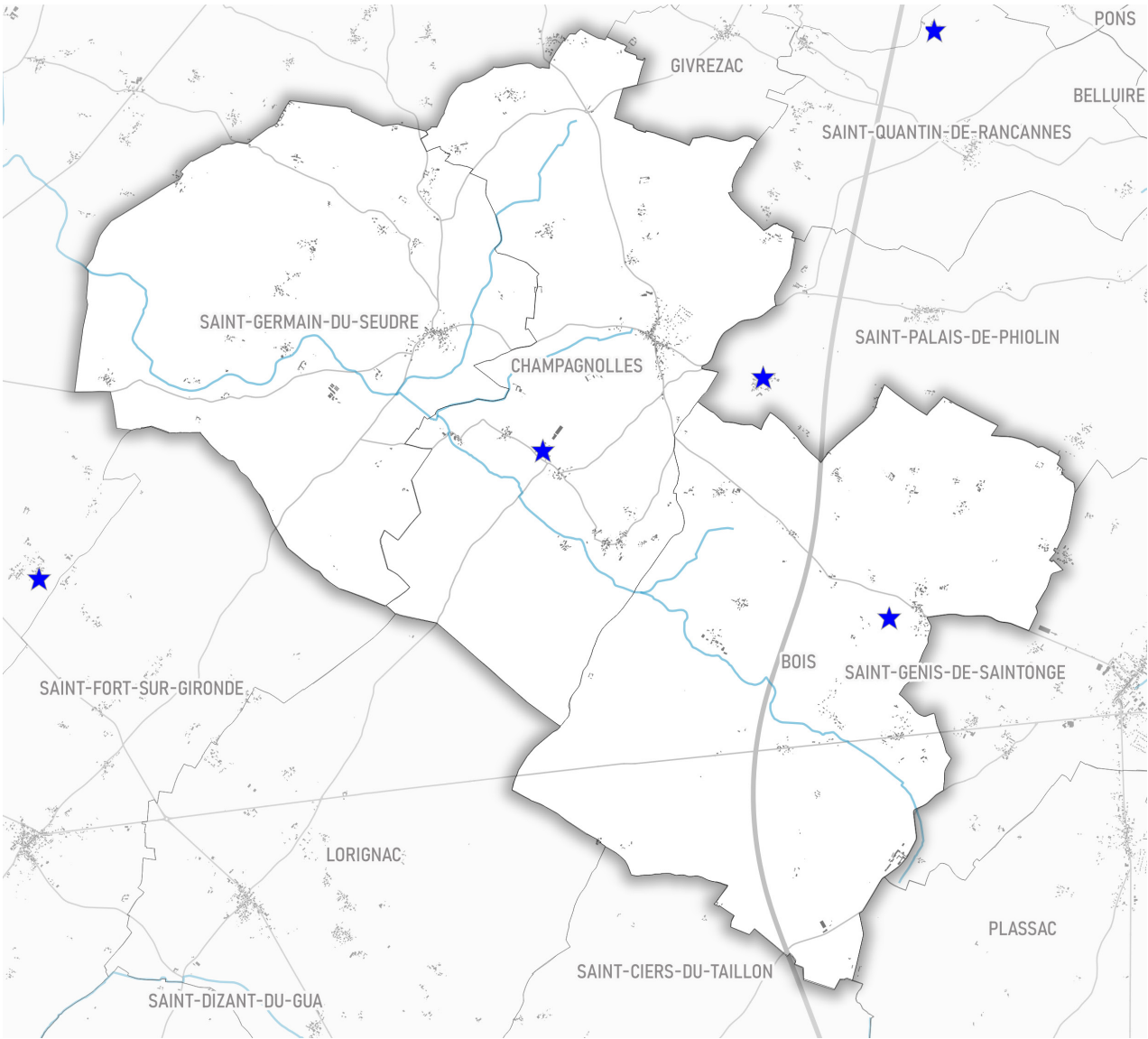
+ Risque d'effondrement de cavités souterraines

Les cavités souterraines, d'origine naturelle (cavités formées par circulation d'eau ou cavités volcaniques) ou anthropique (carrières, habitations troglodytiques, caves, ouvrages civils, ouvrages militaires enterrés) peuvent être à l'origine de désordres au niveau des sols : affaissement, effondrement localisé et/ou généralisé. L'imperméabilisation des sols et la mauvaise gestion des eaux usées peuvent accélérer la dégradation des cavités souterraines et ainsi aggraver les risques.

Des cavités souterraines sont identifiées sur 2 communes du territoire : Bois, Champagnolles.

Carte des cavités souterraines d'origine non minières

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Source : Géorisques

Légende

- Cavités souterraines
- ◆ Carrière
 - ★ Ouvrage Civil

La commune de Champagnolles est concernée par :

Identifiant	Type	Nom
POCAW0026594	ouvrage civil	Souterrain de la Bourgade

Le risque transport de matières dangereuses

Le risque de transport de matières dangereuses (TMD) est consécutif à un accident se produisant lors du transport de matières dangereuses par voies routière, ferroviaire, maritime ou fluviale, ou par canalisation. Il présente un enjeu de vulnérabilité des personnes et des biens.

Le territoire est concerné par ce risque car il est traversé par de nombreux axes routiers, en particulier l'autoroute A10 et plusieurs routes départementales.

Par ailleurs, le territoire n'est pas concerné par une canalisation de transport de matière dangereuse.

Par ailleurs, notons qu'une scierie est identifiée sur la commune de Lornac, en bordure de la route départementale D730. Aucun risque de transport de matière dangereuse n'est identifié à ses abords, cependant il est à noter que la circulation importante de poids lourds en sortie de la scierie accentue les risques d'accidents sur la route départementale D730.

- Compte tenu de la diversité des produits transportés et des destinations, un accident de transport de matières dangereuses (TMD) par la route peut survenir pratiquement n'importe où sur la commune.
- Le territoire n'est pas concerné par des canalisations de transport de gaz.

La commune de CHAMPAGNOLLES a fait l'objet d'arrêtés de catastrophes naturelles.

Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
Chocs Mécaniques liés à l'action des Vagues	27/02/2010	02/03/2010
Sécheresse	01/07/2009	13/01/2011
Sécheresse	01/07/2005	22/02/2008
Sécheresse	01/01/2005	22/02/2008
Sécheresse	01/07/2003	26/08/2004
Chocs Mécaniques liés à l'action des Vagues	25/12/1999	30/12/1999
Inondations et/ou Coulées de Boue	30/12/1993	10/02/1994
Sécheresse	01/06/1989	30/08/1991
Inondations et/ou Coulées de Boue	25/07/1983	18/11/1983
Grêle	25/07/1983	01/12/1983
Grêle	20/07/1983	01/12/1983
Inondations et/ou Coulées de Boue	18/07/1983	08/10/1983
Inondations et/ou Coulées de Boue	17/07/1983	18/11/1983
Grêle	17/07/1983	01/12/1983
Inondations et/ou Coulées de Boue	08/12/1982	13/01/1983

Risque de feu de forêt

On parle de feu de forêt lorsqu'un feu concerne une surface minimale d'un hectare d'un seul tenant et qu'une partie au moins des étages arbustifs et/ou arborés est détruite. En plus des forêts au sens strict, les incendies concernent des formations sub-forestières de petite taille telles que les landes.

Le territoire est soumis au risque de feu de forêt. En effet, d'après le Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies (PDPFCI) de Charente-Maritime, approuvé le 20 novembre 2018, identifie cinq massifs forestiers classés à risque de feu de forêt sur le département, dont en particulier les massifs de la forêt de la Lande et de la Double Saintongeaise, situés pour partie au droit du territoire.

De plus, d'après le DDRM de Charente-Maritime, les communes du territoire ne sont pas identifiées comme soumises au risque de feu de forêt

Par ailleurs, le PPRIF de la Double Saintongeaise a été prescrit en date du 23 mars 2018, pour neuf communes de la Haute-Saintonge. Aucune commune du groupement n'est concernée. En revanche, dans le cadre de l'élaboration de ce PPRIF, une cartographie de l'aléa feu de forêt a été réalisée au droit du massif de la Double Saintongeaise. L'aléa feu de forêt ne prend pas en compte cette partie du territoire.

- Les communes de Bois, Saint-Germain-du-Seudre et Champagnolles sont concernées par le Massif de la Forêt de la Lande, identifié comme à risque par le PDPFCI.

Risque sismique

La sismicité de la France résulte de la convergence des plaques africaines et eurasiennes (à la vitesse de 2cm par an). Cette sismicité est actuellement surveillée par un réseau national dont les données sont centralisées à l'Institut Physique du Globe de Strasbourg.

L'article R563-4 du code de l'environnement (modifié par le décret du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique) détermine cinq zones de sismicité croissante :

- Une zone de sismicité 1 où il n'y a pas de prescription parasismique particulière pour les bâtiments à risque normal. L'aléa sismique associé à cette zone est qualifié de très faible ;
- Quatre zones de sismicité 2 à 5, où les règles de construction parasismique sont applicables aux nouveaux bâtiments. L'aléa sismique associé à cette zone est qualifié de faible à très fort.

➤ La commune de Champagnolles est classée en zone de sismicité faible.

Risque radon

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.

Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) d'après l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire).

La cartographie du potentiel radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes françaises en trois catégories, le risque de catégorie 3 étant le plus important.

La totalité des communes du territoire sont identifiées à potentiel radon de catégorie 1. Cela signifie qu'elles sont implantées sur des formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles. C'est le plus faible risque lié au radon que l'on peut trouver pour les communes françaises.

Risque industriel

Le risque industriel est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et l'environnement.

Afin d'en limiter l'occurrence et les conséquences, les établissements les plus dangereux sont soumis à une réglementation stricte et à des contrôles réguliers. Il s'agit des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et des établissements SEVESO. Il existe trois régimes de classement ICPE : Déclaration, Enregistrement et Autorisation, correspondant à des niveaux croissants d'impacts potentiels pour l'environnement et requérant tous une autorisation du préfet.

➤ La commune n'est pas concernée par un plan de prévention des risques technologiques.

Risque nucléaire

Le risque nucléaire provient de la survenue d'accidents, conduisant à un rejet d'éléments radioactifs à l'extérieur des conteneurs et enceintes prévus pour les contenir.

Le territoire est concerné par le risque nucléaire en raison de la présence du Centre Nucléaire de Production d'Electricité (CNPE) du Blayais, localisé à environ 8 km au sud.

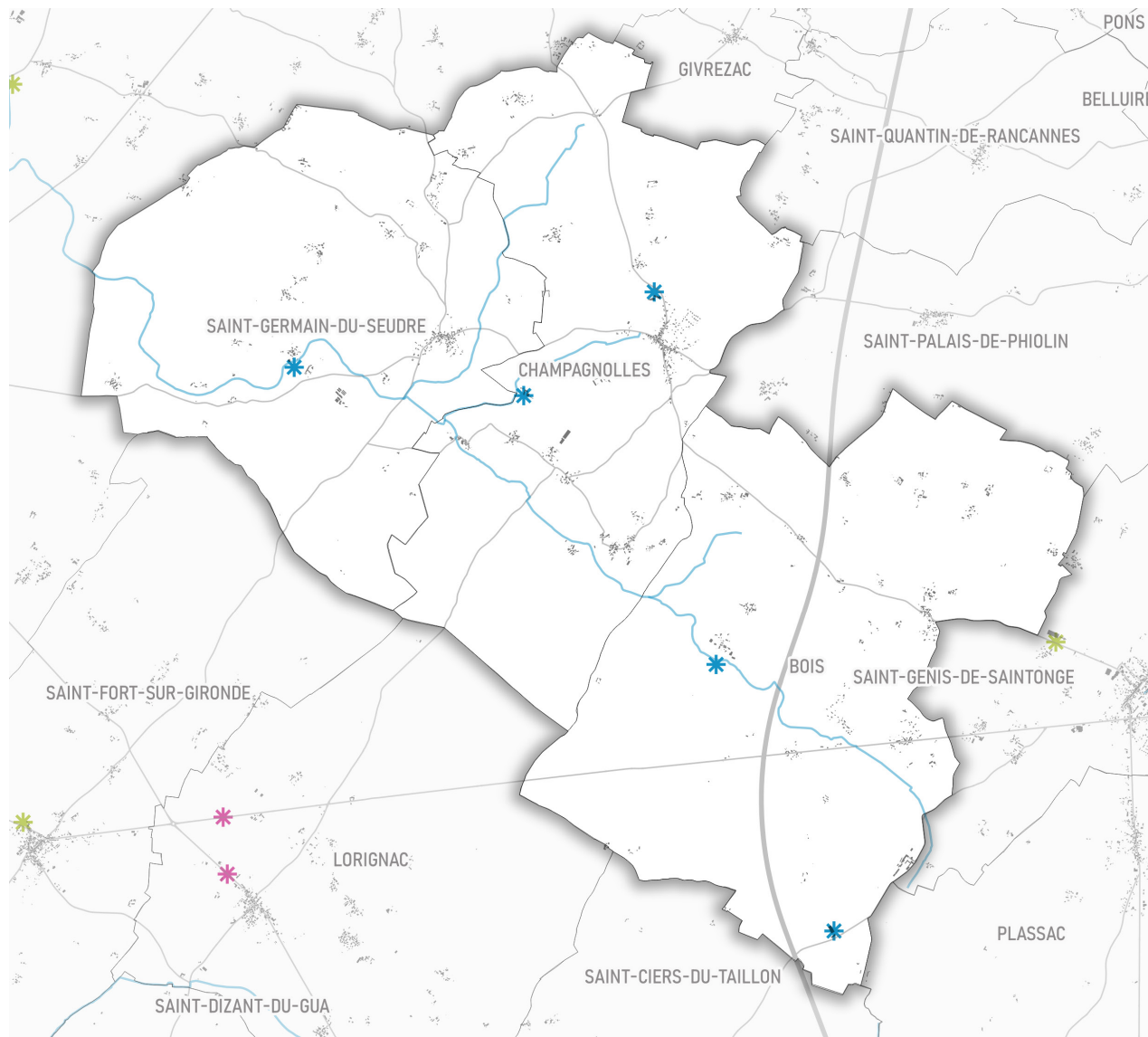
Le nouveau Plan Particulier d'Intervention (PPI) du CNPE du Blayais a été approuvé le 2 mai 2019. Ce plan définit les modalités d'organisation des secours publics et les mesures d'information et de protection des populations en cas d'accident grave impactant les installations du CNPE. Le PPI couvre un périmètre de 20 km autour de la centrale (contre 10 km précédemment).

Ainsi, aucune commune du groupement se situe au sein du PPI du CNPE du Blayais. A noter toutefois qu'une catastrophe nucléaire de grande ampleur sur le CNPE du Blayais serait susceptible d'impacter l'ensemble

➤ Les communes ne sont pas concernées par ce risque.

Risque industriel

+ regroupement des communes de Bois, Champagnolles et Saint-Germain-du-Seudre



Légende

— Cours d'eau

ICPE Regime de classement

* Autorisation

* Autres régimes

* Enregistrement



0 1 km